



UNIL | Université de Lausanne

Unicentre  
CH-1015 Lausanne  
<http://serval.unil.ch>

---

Year: 2024

## La Basler Handelsgesellschaft : un agent de l'impérialisme suisse au Ghana colonial (1859-1957)

Humbert Mathieu

Humbert Mathieu, 2024, La Basler Handelsgesellschaft : un agent de l'impérialisme suisse au Ghana colonial (1859-1957)

Originally published at : Thesis, University of Lausanne

Posted at the University of Lausanne Open Archive <http://serval.unil.ch>

Document URN : [urn:nbn:ch:serval-BIB\\_BB7EABBE31621](http://nbn:ch:serval-BIB_BB7EABBE31621)

### **Droits d'auteur**

L'Université de Lausanne attire expressément l'attention des utilisateurs sur le fait que tous les documents publiés dans l'Archive SERVAL sont protégés par le droit d'auteur, conformément à la loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits voisins (LDA). A ce titre, il est indispensable d'obtenir le consentement préalable de l'auteur et/ou de l'éditeur avant toute utilisation d'une oeuvre ou d'une partie d'une oeuvre ne relevant pas d'une utilisation à des fins personnelles au sens de la LDA (art. 19, al. 1 lettre a). A défaut, tout contrevenant s'expose aux sanctions prévues par cette loi. Nous déclinons toute responsabilité en la matière.

### **Copyright**

The University of Lausanne expressly draws the attention of users to the fact that all documents published in the SERVAL Archive are protected by copyright in accordance with federal law on copyright and similar rights (LDA). Accordingly it is indispensable to obtain prior consent from the author and/or publisher before any use of a work or part of a work for purposes other than personal use within the meaning of LDA (art. 19, para. 1 letter a). Failure to do so will expose offenders to the sanctions laid down by this law. We accept no liability in this respect.

FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES

La Basler Handelsgesellschaft : un agent de l'impérialisme  
suisse au Ghana colonial (1859-1957)

THÈSE DE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des sciences sociales et politiques  
de l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

Docteur en science politique

par

Mathieu Humbert

Directeur de thèse  
Professeur honoraire Bouda Etemad

Co-directeur de thèse  
Professeur Thomas David

Jury

Professeure associée Janick Schaufelbuehl  
Docteure Béatrice Veyrassat  
Professeur David Todd

LAUSANNE  
2024



FACULTÉ DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES

La Basler Handelsgesellschaft : un agent de l'impérialisme  
suisse au Ghana colonial (1859-1957)

THÈSE DE DOCTORAT

présentée à la

Faculté des sciences sociales et politiques  
de l'Université de Lausanne

pour l'obtention du grade de

Docteur en science politique

par

Mathieu Humbert

Directeur de thèse  
Professeur honoraire Bouda Etemad

Co-directeur de thèse  
Professeur Thomas David

Jury

Professeure associée Janick Schaufelbuehl  
Docteure Béatrice Veyrassat  
Professeur David Todd

LAUSANNE  
2024



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des sciences  
sociales et politiques

### IMPRIMATUR

Le Décanat de la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne, au nom du Conseil et sur proposition d'un jury formé des professeurs

- M. Bouda ETEMAD, Professeur honoraire à l'Université de Lausanne
- M. Thomas DAVID, Professeur à l'Université de Lausanne
- Mme Béatrice VEYRASSAT, Maître d'Enseignement et de Recherche à l'Université de Genève
- M. David TODD, Professeur et Directeur du Center for History and Economics de l'Université de Cambridge, Grande-Bretagne
- Mme Janick SCHAUFELBUEHL, Professeure associée à l'Université de Lausanne

autorise, sans se prononcer sur les opinions du candidat, l'impression de la thèse de Monsieur Mathieu HUMBERT, intitulée :

**"La Basler Handelsgesellschaft : un agent de l'impérialisme suisse au Ghana colonial (1859-1957)."**

Nicky LE FEUVRE  
Doyenne

Lausanne, le 12 juin 2024

## **Résumé**

Cette thèse analyse les relations de la Suisse, un pays sans colonie, avec le Ghana entre 1859 et 1957. Centrée sur l'histoire d'une société de négoce bâloise, la Basler Handelsgesellschaft, elle analyse les zones de rencontre entre cette entreprise suisse, les autorités coloniales britanniques et les acteurs indigènes. L'équilibre de ces relations triangulaires subit des changements profonds lors du mouvement expansionniste européen du dernier tiers du XIXe siècle, des répercussions de la Première Guerre mondiale et du repli progressif de la Grande-Bretagne sur son empire qui précède de quelques années l'indépendance du Ghana. L'originalité de cette thèse est qu'elle combine une approche globale et transimpériale de l'histoire de la Basler Handelsgesellschaft avec une approche d'histoire économique mettant en évidence le poids des conditions initiales dans les trajectoires des types de colonies.

Cette thèse démontre que les pays se situant en marge du colonialisme européen partagent, avec les grandes puissances européennes, un passé colonial. Elle montre aussi qu'ils contribuent à décentrer l'histoire impériale européenne et dynamisent l'histoire de la colonisation. Cette recherche avance que la malléabilité du système impérial suisse et les liens qui unissent la société commerciale avec la Mission de Bâle – très active au Ghana colonial – offrent des avantages à la Basler Handelsgesellschaft qui peut alors tirer son épingle du jeu. Elle devient ainsi un acteur central dans l'économie cacaoyère de l'Afrique de l'Ouest et joue un rôle important dans l'histoire impériale britannique. Enfin, son histoire montre qu'en dépit de ses avantages, sa réussite dépend des caractéristiques économiques et sociales des espaces coloniaux et de l'évolution des relations internationales.

## **Abstract**

This thesis analyses the relations between Switzerland, a country without a colony, and Ghana between 1859 and 1957. Focusing on the history of the Basler Handelsgesellschaft, a trading company based in Basel, it analyses the interactions between this Swiss company, the British colonial authorities, and the indigenous actors. This triangular relation underwent profound changes during Europe's expansionist movement in the last third of the 19th century, the consequences of World War I, the British imperial preference and Ghana's independence in 1957. The originality of this thesis lies in the combination of a global and transimperial approach to the history of the Basler Handelsgesellschaft with an economic history perspective highlighting the influence of factor endowments on colonial trajectories.

This thesis demonstrates that countries on the fringes of European colonialism share a colonial past with great European powers. It also shows that this case helps decentralizing European imperial history and invigorating the history of colonization. This research argues that the adaptability of the Swiss imperial system and the connections between the commercial society and the Basel Mission – highly active in colonial Ghana – provided advantages to the Basler Handelsgesellschaft, enabling it to play a central role in the cocoa economy of West Africa and to exert significant influence in British imperial history. Finally, its history reveals that despite these advantages, success depended on the economic and social attributes of colonial territories and the evolution of international relations.





## Remerciements

Mes remerciements s'adressent d'abord à mon directeur de thèse, Bouda Etemad, pour la stimulation intellectuelle et le soutien qu'il m'a offert et pour la confiance qu'il m'a témoignée tout au long de mon parcours. Tous mes remerciements d'adressent également à Sébastien Guex qui, en plus d'avoir co-dirigé mes recherches jusqu'à sa retraite, a joué un rôle important dans mon choix d'embrasser des études d'histoire. Je remercie également Thomas David pour avoir accepté de reprendre la co-direction de ma thèse sans hésitation et pour m'avoir soutenu dans les derniers mois de sa réalisation. Enfin, je remercie les membres de mon jury de thèse, Janick Marina Schaufelbuehl, Béatrice Veyrassat et David Todd, pour leur disponibilité et leurs commentaires constructifs.

Mes remerciement d'adressent au personnel des archives et institutions qui m'ont aidé dans mes recherches en Suisse, en Angleterre ou au Ghana. Je pense particulièrement à Guy Thomas, Gareth Austin, William Gervaise Clarence-Smith et Kofi Baku. Enfin, je remercie toutes celles et ceux qui m'ont soutenu d'une manière ou d'une autre dans mes recherches : Sandra Bott, Pierre Eichenberger, Thibaud Giddey, Lea Haller, Isabelle Lucas, Claude Lutzelschwab, Steve Page et Marc Perrenoud.

Enfin, mais surtout, je remercie ma partenaire, Laurence, pour son soutien indéfectible et ses relectures avisées.

## Table des matières

<b>1. De la colonialité de la Suisse.....</b>	<b>5</b>
1.1. Mission et Commerce.....	9
1.2. Une approche globale de l’histoire de la BHG ?.....	11
1.3. Structure et questions de recherche.....	14
<b>2. L’histoire des relations de la Suisse avec les contrées d’outre-mer.....</b>	<b>18</b>
2.1. La Suisse et le Sud Global .....	30
2.2. La colonisation de l’Afrique de l’Ouest .....	43
2.3. La Suisse et le Ghana .....	49
2.4. Conclusion.....	55
2.5. La Suisse est-elle soluble dans sa ‘postcolonialité’?.....	56
<b>3. L’expansionnisme helvétique en Afrique de l’Ouest au XIXe siècle .....</b>	<b>69</b>
3.1. L’économie globale en mouvement.....	70
3.2. Un impérialisme culturel européen .....	74
3.3. Mission et commerce. La BGH au Ghana et au Cameroun .....	80
3.4. Conclusion.....	82

3.5.	L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle. Un aperçu .....	85
<b>4.</b>	<b>La BHG et l'impérialisme britannique au Ghana colonial .....</b>	<b>106</b>
4.1.	La Grande-Bretagne : le repli sur l'Empire et la politique d'adaptation au Ghana colonial .....	108
4.2.	Impérialisme et anticapitalisme au Ghana colonial .....	110
4.3.	La Basler Handelsgesellschaft au Ghana colonial : une anomalie pour l'impérialisme britannique .....	115
4.4.	Conclusion.....	121
4.5.	La séquestration des avoirs de la Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or : 1918-1928 .....	123
<b>5.</b>	<b>L'ère des changements: la décolonisation .....</b>	<b>141</b>
5.1.	La fin de l'Empire britannique .....	144
5.2.	Vers l'indépendance du Ghana .....	147
5.3.	Les intérêts helvétiques face à la décolonisation .....	153
5.4.	Conclusion.....	159
5.5.	Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance .....	161
<b>6.</b>	<b>Conclusion .....</b>	<b>183</b>
6.1.	Apports et limites.....	189
6.2.	Perspectives .....	191
<b>7.</b>	<b>Bibliographie .....</b>	<b>195</b>
7.1.	Archives.....	195
7.2.	Littérature secondaire.....	208
<b>8.</b>	<b>Annexes .....</b>	<b>230</b>

## 1. De la colonialité de la Suisse

Au cours de l'année 1828, quatre missionnaires débarquent en Afrique de l'Ouest sur les côtes de la Gold Coast, le nom que porte le Ghana durant la période coloniale. Ils sont envoyés par la Mission de Bâle pour prendre pied sur ce territoire, tisser des liens avec les Européens déjà présents et aller à la rencontre de différentes communautés indigènes. A partir du milieu du XIXe siècle, les activités missionnaires helvétiques commencent à s'étendre le long des côtes mais également à l'intérieur des terres. Les coûts de l'expansion missionnaire sont alors couverts par les activités commerciales des Bâlois qui importent des biens manufacturés européens sur le continent. La croissance rapide des affaires de la Mission de Bâle et les perspectives d'exportation de matières premières cultivées sur place incitent les dirigeants bâlois à créer une structure spécifiquement dédiée à leurs activités commerciales et dont une partie des bénéfices sera versée directement à la Mission. La Basler Handelsgesellschaft (BHG) est dès lors fondée en 1859 à Bâle. Les connexions fortes entre la Mission et cette société commerciale permettent de soutenir leurs activités dans le domaine du prosélytisme, de l'éducation et du commerce et de devenir un acteur incontournable tant pour le colonisateur britannique que pour les producteurs indigènes. Présents lors de la création de la colonie britannique de la Gold Coast en 1824, la Mission de Bâle, puis la BHG, étendent encore leurs activités au Cameroun dès 1885 avec le soutien de l'Empereur allemand.

Au début du XXe siècle, la BHG occupe désormais une place centrale dans la commercialisation de la production africaine de cacao vers l'Europe. Elle étend ses affaires en Europe, aux Etats-Unis, en Afrique et en Inde et devient une

multinationale importante dans le paysage économique helvétique au cours du XXe siècle sous le nom de la Union Trading Company International (UTC). Elle rachète notamment la majorité des actions de la chaîne de magasins Jelmoli au cœur de la ville de Zürich en 1977.<sup>1</sup> A partir des années 1980, les affaires de UTC s'effritent significativement. Les magasins Jelmoli sont revendus en 1996, puis ses actifs sont repris en 1998 par la société mère, la BHG, et sont transformés en une société holding financière, dépourvue d'opérations actives. Finalement, l'ensemble des actifs passe sous le contrôle du groupe immobilier Welinvest AG en 2000. Le nom UTC est retiré du registre du commerce suisse en 2003, puis celui de la BHG en 2020.

Au cours de presque 150 ans d'histoire, la BHG a construit son succès en s'insérant dans les activités coloniales européennes, puis en profitant de l'attractivité des marchés d'Afrique de l'Ouest, notamment le Ghana et le Nigéria. Insérée dans le système impérial britannique, puis dans le contexte de la Guerre froide, nous pouvons penser que son histoire apparaît moins comme une composante de l'histoire suisse que comme celle d'un agent économique du Sud global<sup>2</sup> opérant à la croisée des acteurs privés et publics des sociétés d'Afrique de l'Ouest, des grandes puissances coloniales, des deux blocs de la Guerre froide et de la Suisse.

De même, nous pouvons nous demander si l'histoire de la Suisse a sa place dans l'histoire de la colonisation. Ces questions peuvent sembler pertinentes si l'on se réfère au passé sans colonie de la Suisse. Mais les appels à penser l'histoire de la Suisse au-delà de ses frontières politiques et à s'ouvrir aux enjeux historiques du monde global<sup>3</sup> invitent à tenter d'approcher son histoire à travers le prisme de la colonisation. Cet élan s'inspire des appels des historiennes et historiens à aborder la colonisation et la décolonisation dans une perspective transnationale, en

---

<sup>1</sup> Cf. Guex, Sébastien, « le développement des sociétés de négoce suisses au XXe siècle », in: Guex Sébastien, *Du pouvoir et du profit*, Lausanne : Antipodes, pp. 387-389. Il s'agit d'une traduction de l'anglais : cf. Guex, Sébastien, «The Development of Swiss Trading Companies in the Twentieth Century», in: Jones, Geoffrey (ed.), *The Multinational Traders*, London; New York: Routledge, 1998, pp. 150–172.

<sup>2</sup> Il existe plusieurs définitions du terme « Sud global ». Dans ce travail, il désigne principalement les régions tropicales ou sous-tropicales ayant expérimenté des relations de domination ou de dépendance envers le monde occidental, la Russie ou le Japon depuis le XIXe. Ce terme s'inscrit dans l'histoire des relations Nord-Sud. Voir par exemple, cf. Jansen, Jan C. et Osterhammel, Jürgen, *Decolonization. A Short History*, Princeton ; Oxford: Princeton University Press, 2017, p. 139-146.

<sup>3</sup> Cf. Eichenberger, Pierre, David, Thomas et Haller, Lea, «Beyond Switzerland : Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *Traverse*, vol. 24, no 1, 2017, pp. 137-152.

dépassant les trames narratives circonscrites aux ensembles nationaux, coloniaux ou impériaux et en mettant en valeur les trajectoires d'acteurs variés – qu'ils soient issus du monde colonial ou non – et dont l'analyse historique dépasse les cadres territoriaux. Le monde colonial n'est donc pas l'apanage des grandes puissances impériales. C'est ainsi que l'idée d'un « colonialisme sans colonie » est abordée par des études portant sur les cas de la Pologne<sup>4</sup>, des pays scandinaves<sup>5</sup> ou de la Suisse.<sup>6</sup>

Ces recherches insistent sur les concepts d'enchevêtrement, d'interconnexion ou encore d'histoire partagée pour définir le rôle des acteurs des « outsiders de la colonisation ». <sup>7</sup> L'étude de cette « complicité coloniale », ou celle des « marges du colonialisme » comme l'ont formulé Patrica Purtschert et Harald Fischer-Tiné en se référant au cas de la Suisse<sup>8</sup> proposent notamment deux directions de recherche qui s'appliquent particulièrement bien au cas de l'histoire de la BHG. En premier lieu, l'étude des marges vient enrichir notre compréhension du fait colonial. Elle permet de mettre en évidence des acteurs qui, tout en échappant au cadre d'analyse restreint des relations entre métropole et colonie, participent aux pratiques coloniales fondamentales comme les conquêtes militaires, les relations économiques, les transferts de connaissances ou la construction et la représentation des discours. Cette approche souligne la nécessité de transgresser le cadre de l'histoire nationale ou celle des empires pour embrasser une approche plus globale soulignant le poids des rencontres dans le monde colonial.<sup>9</sup>

La longévité des activités de la BHG en Afrique de l'Ouest, et plus particulièrement dans les territoires de l'actuel Ghana, soit avant, durant et après la période

---

<sup>4</sup> Cf. Puchalski, Piotr, *Poland in a Colonial World Order. Adjustments and Aspirations, 1918-1939*, Abingdon : Routledge, 2021.

<sup>5</sup> Cf. Suvi, Keskinen, Salla, Tuori, Sari, Irni, Mulinari, Diana (eds.), *Colonialism: Gender, Race and Ethnicity in the Nordic Region*, Farnham : Ashgate, 2009 ; Loftsdóttir, Kristin, « Colonialism at the Margins: Politics of Difference in Europe as Seen through Two Icelandic Crises », *Identities: Global Studies in Culture and Power*, vol. 19, no 5, 2012, pp. 597-615 ; Kjerland, Kirsten Alsaker, Bertelsen, Bjørn Enge, (eds.), *Navigating Colonial Orders: Norwegian Entrepreneurship in Africa and Oceania*, New York : Berghahn Books, 2015 ; Gunlög, Fur, Hennessey, John L., « Svensk Kolonialism », *Historisk Tidskrift*, vol. 140, no 3, 2020 ; Lahti Janne, Kullaa, Rinaa (eds.) « Kolonialismi ja Suomi », *Historiallinen Aikakauskirja*, vol. 118, no. 4, 2020. Et aussi sur la Lettonie : cf Dzenovska, Dace, « Historical Agency and the Coloniality of Power in Postsocialist Europe », *Anthropological Theory*, vol. 13, no 4, 2013, pp. 394-416.

<sup>6</sup> Purtschert, Patricia, Fischer-Tiné, Harald, *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015.

<sup>7</sup> Purtschert, Patricia, Falk, Francesca, Lüthi, Barbara, « Switzerland and 'Colonialism without Colonies'. Reflections on the Status of Colonial Outsiders. *Interventions* », *International Journal of Postcolonial Studies*, vol. 18, no 2, 2016, p. 286-302.

<sup>8</sup> Cf. Purtschert, Fischer-Tiné, 2015.

<sup>9</sup> Cf. *Ibid.*, pp. 7-10.

coloniale britannique (1874-1957) présente assurément un intérêt fort pour la compréhension de la colonisation de cette région. Toutefois, la nature de ces activités importe plus. En effet, la BHG est active dans la commercialisation de produits d'exportation ouest-africains, principalement du cacao dont le Ghana deviendra le premier producteur mondial au début du XXe siècle. L'entreprise peut également compter sur le soutien des missionnaires de la Mission de Bâle, dont les activités s'étendent déjà à l'intérieur des terres. Elle parvient de la sorte à acquérir au début du XXe siècle une position économique de premier plan dans la colonie de la Gold Coast et présente un intérêt certain pour la métropole britannique.

En second lieu, les travaux appelant à « provincialiser l'Europe »<sup>10</sup> ou à « désenclaver »<sup>11</sup> son histoire coloniale remettent les réflexions autour de l'impérialisme informel au centre des analyses. Les études de cas revalorisant les acteurs en marge du colonialisme peuvent ainsi enrichir cette approche décentrée en insistant sur les modes opératoires de l'impérialisme informel européen. La manière dont des acteurs helvétiques participent aux projets coloniaux et développent des réseaux d'influence ou de connaissance permet de mieux saisir des mécanismes au cœur de l'expansionnisme européen, souvent masqué par le poids des stratégies économiques ou militaires des puissances coloniales.<sup>12</sup>

La trajectoire de la BHG en l'Afrique de l'Ouest montre que cet acteur de l'expansionnisme helvétique ne fait pas que s'intégrer dans le monde colonial mais pèse également dans son développement. Nous défendons l'idée que les connexions entre la BHG et les puissances coloniales sont fortes et que ses relations avec les acteurs Européens et Africains oscillent entre des dynamiques de coopération et de compétition.<sup>13</sup> L'implication de cet acteur helvétique dans le monde colonial éclaire aussi le rôle de la Confédération dans la défense des intérêts de ses ressortissants dans des territoires colonisés et nourrit notre réflexion sur les contours de l'impérialisme suisse et européen.

---

<sup>10</sup> Chakrabarty, Dipesh, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference* Princeton: Princeton University Press, 2000.

<sup>11</sup> Blais, Hélène, Fredj, Claire, Thénault, Sylvie, « Introduction. Désenclaver l'histoire de l'Algérie à la période coloniale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 63, no. 2, 2017, pp. 7-13.

<sup>12</sup> Cf. Purtschert, Fischer-Tiné, 2015, pp. 7-10.

<sup>13</sup> Ces concepts sont également formulés par Daniel Hedinger et Nadin Heé : cf. Hedinger, Daniel, Heé, Nadin Heé, « Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition », *Journal of Modern European History*, vol. 16, no 4, 2018, pp. 429-452.

## 1.1. Mission et Commerce

Avant de discuter plus en détail l'approche retenue dans notre travail, il nous semble important d'éclaircir brièvement les liens entre la BHG et la Mission de Bâle. La Mission de Bâle, une mission protestante fondée en 1815 est présente dès 1828 dans le territoire de l'actuel Ghana et en Inde dès 1834. Les activités des missionnaires bâlois restent toutefois très discrètes avant le milieu du XIXe siècle. L'industrialisation des pays occidentaux induit une demande croissante des produits tropicaux cultivés en Afrique de l'Ouest.<sup>14</sup> La création de la BHG en 1859 ne doit pas être perçue comme une césure entre les deux entités, mais une étape formelle dans l'enchevêtrement des activités commerciales et missionnaires. La BHG reste une société fortement liée à la Mission, tant pour son recours à une main-d'œuvre commune ou le partage des infrastructures qu'à leurs liens financiers et idéologiques.

En effet, l'idée de la fondation de la BHG émerge au début de l'année 1859 au sein de la Mission. Le nouveau magasin installé en 1858 à Christiansborg (Ghana) par le missionnaire allemand Hermann Rottmann marque une étape importante dans le développement des affaires commerciales de la Mission de Bâle. Il est alors question de créer une entité commerciale détachée. La Mission de Bâle pourrait ainsi profiter des recettes financières des activités commerciales et financer ses opérations industrielles en Inde. Le 29 juin 1859, la fondation de la BHG (sous le nom de *Missions-Handlungs-Gesellschaft*) est validée par les autorités bâloises. Forte d'un capital de 200'000 francs suisses, la BHG regroupe des actionnaires de la bourgeoisie bâloise, déjà très proches de la Mission, puis intégrera progressivement des capitaux allemands jusqu'à la Première Guerre mondiale. Ses statuts prévoient qu'après le paiement d'un dividende de 6%, les bénéfices de la société soient répartis entre les actionnaires et la Mission de Bâle. Cette dernière devient également un actionnaire majoritaire en détenant 15% du capital de la nouvelle BHG.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> Cf. Law, Robin (ed.), *From Slave Trade to "Legitimate" Commerce. The Commercial Transition in Nineteenth-Century West Africa*, Cambridge: Cambridge Univ. Press, 2007. En particulier et comme nous l'avons déjà mentionné, avec la culture de palmiers nécessaire à la production d'huile de palme : cf. Lynn, 1997.

<sup>15</sup> Cf. Christ, Heinrich, *Zwischen Religion und Geschäft. Die Basler Missions-Handlungs-Gesellschaft und ihre Unternehmensethik, 1859-1917*, Beiträge zur Europäischen Überseegeschichte, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2015, pp. 37-40.

Les changements de statuts de la BHG en 1880, 1887 et 1912 n'altèrent pas les liens financiers entre la Mission et la société commerciale mais augmentent son capital qui atteint finalement 1,2 million de francs suisses à la veille la Première Guerre mondiale. Sous la pression de Londres, la BHG est finalement contrainte de se séparer complètement de la Mission en 1917. Ce changement majeur n'empêche toutefois pas les autorités britanniques de séquestrer les avoirs de la société juste avant la fin du conflit. Ils ne seront restitués et compensés qu'en 1928 pour les actifs au Ghana et en 1952 pour ceux en Inde. Les Bâlois retournent néanmoins au Gold Coast dès 1921 par le biais d'une nouvelle société, la UTC, filiale de la BHG. Présente au Cameroun depuis 1898, la BHG cède l'ensemble de ses actifs séquestrés par les Alliés à la France à l'issue de la Première Guerre mondiale. Elle y reste néanmoins présente et développe encore ses affaires à partir des années 1950.<sup>16</sup>

Les liens entre les activités missionnaires et commerciales restent forts durant les premières décennies.<sup>17</sup> La BHG adopte une éthique de travail imprégnée de la vision de la Mission, avec notamment interdiction des ventes d'alcool ou d'armes, et partage avec la Mission une démarche paternaliste avec les indigènes. Outre les liens financiers et juridiques, le principal pont unissant les deux sociétés repose sur la main-d'œuvre commune qui assure un haut degré de coopération, une cohérence culturelle, des transferts de connaissance et une fidélité de la part de ses employés, du moins jusqu'en 1906, date à laquelle des employés de tout horizon peuvent s'engager auprès de la BHG. Si la Mission influence l'éthique de la BHG à l'échelle du terrain, elle lui apporte également une visibilité à l'échelle des échanges culturels en Europe en portant tous les traits des trois C (Commerce, Civilisation et Chrétienté) à l'heure où les projets coloniaux sont activement discutés.

---

<sup>16</sup> Cf. Wanner, Gustav Adolf, *Die Basler Handels-Gesellschaft 1859-1959*, Basel: Basler Handels-Gesellschaft, 1959 ; Christ, 2015 ; Machia A Rim, Idrisse Désiré, *Les relations entre la Suisse et le Cameroun des indépendances à nos jours (1961-2013) : une esquisse historique*, Berlin: Peter Lang, 2022.

<sup>17</sup> Cf. Christ, 2015.

## 1.2. Une approche globale de l'histoire de la BHG ?

Après avoir esquissé les contours de notre étude, il importe de nous arrêter plus amplement sur ceux de son approche. Pour nous, privilégier un axe de recherche tourné uniquement autour du cas de la BHG au Ghana colonial ne permet pas de prendre toute la mesure du poids des activités des Bâlois au cours de la période coloniale. Et pourtant, la richesse des archives à disposition et l'importance des activités suisses qui s'y développent pourraient justifier de s'en tenir qu'à ce seul cas. Opter pour une perspective plus globale s'avère cependant bien plus prometteur pour plusieurs raisons. Premièrement, cela permet de mieux identifier les spécificités des activités suisses au Ghana colonial. Au XIXe siècle, la manière dont des Suisses prennent part à l'aventure du roi des Belges Léopold II au Congo s'oppose à par exemple celle adoptée par les missionnaires et les commerçants bâlois au Ghana colonial. Elles diffèrent tant au niveau idéologique qu'organisationnel. Au Cameroun, en revanche, l'expertise des Bâlois est recherchée par les autorités impériales allemandes pour mener à bien la colonisation de la région de Douala. L'implantation de la Mission de Bâle au Cameroun allemand offre un terme de comparaison dans les relations qu'entretiennent les acteurs helvétiques tant avec les indigènes qu'avec les puissances colonisatrices. La perspective comparative permet également de comprendre les stratégies suivies par les acteurs privés et la Confédération pour défendre les intérêts suisses au Ghana et au Congo (Kinshasa) lors des indépendances de ces deux pays après la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième raison qui nous pousse à intégrer d'autres territoires dans notre analyse est imposée par le contexte de l'époque. En effet, lors de la Première Guerre mondiale, les territoires du Cameroun sous domination allemande sont saisis par l'Angleterre et la France, qui négocient dès 1917 les modalités de leur administration. La question du séquestre des avoirs de la BHG en Gold Coast, qui s'étend jusqu'à la fin des années 1920, est en partie liée aux négociations franco-britanniques sur l'avenir du Cameroun. De même, l'étude de la séquestration des avoirs de la BHG en Inde offre un regard différent sur la résolution du séquestre en Gold Coast. Ainsi, plus qu'une démarche comparative, il s'agit davantage d'une perspective globale sur les activités de la BHG au Ghana colonial.

Au choix d'intégrer une dimension globale à notre travail s'ajoute celui de la perspective chronologique longue. A l'inverse des autres régions du monde colonisé, la phase de colonisation de l'Afrique subsaharienne est particulièrement courte, s'échelonnant de la fin du XIXe siècle au milieu du XXe siècle. Cette situation offre la possibilité de traiter la période précédant la colonisation, de suivre les activités des Suisses durant la colonisation formelle et de prendre la mesure des bouleversements politiques induits par la phase de décolonisation et les nouveaux enjeux de la Guerre froide. De manière plus précise, ces jalons chronologiques correspondent à la fondation de la BHG en 1859 à l'indépendance du Ghana en 1957. Notre période de recherche est marquée par les deux Guerres mondiales qui engendrent indirectement des ruptures d'équilibre significatives dans les opérations de la BHG.

Cette longévité des liens entre la Suisse et cette région de l'Afrique subsaharienne est assez unique. De plus, il est possible de s'appuyer sur une très bonne continuité des archives de la BHG sur près d'un siècle et demi.<sup>18</sup> Ces fonds d'archives, détenus par la *Mission 21* à Bâle, couvrent également ses activités au Cameroun, au Nigéria et en Inde, invitant les chercheuses et chercheurs à étendre les cadres géographiques et chronologiques de leur analyse. Si les archives de la Confédération suisse restent peu fournies avant l'installation d'une ambassade au Ghana en 1960<sup>19</sup>, les imposantes archives coloniales britanniques à Londres permettent de couvrir les relations entre les acteurs privés, l'administration coloniale et le gouvernement britannique également sur une longue période. Enfin, les archives nationales et régionales au Ghana apportent, ponctuellement, le point de vue des acteurs locaux.

Certes, pour nous, tout tourne autour de la BHG d'un bout à l'autre de la période couverte. Mais la richesse du matériel archivistique nous permet de proposer une étude qui sort du cadre strict des relations helvético-ghanéennes et d'intégrer différentes échelles d'analyse. Les activités de la BHG font partie d'un ensemble complexe d'interactions entre différents agents du colonialisme – anglais,

---

<sup>18</sup> D'autres fonds d'archives de sociétés privées actives offrent également une telle longévité. Cf. Lützel Schwab, 2006 ; Zangger, Andreas, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860-1930)*, Bielefeld: transcript Verlag, 2011 ; Dejung, Christof, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851 - 1999*, Köln etc Böhlau, 2013.

<sup>19</sup> Un consulat est établi à Accra en 1938 déjà, puis transformé au moment de l'indépendance du Ghana en 1957 en consulat général.

allemands, français, suisses – et des acteurs indigènes dans des zones de contact politiques, économiques, sociales et culturelles. Les relations triangulaires entre la Suisse, la Grande-Bretagne et le Ghana colonial permettent de dépasser le cadre des relations entre métropole et colonie et soulignent l'importance de valoriser l'analyse des points de rencontres entre les impérialismes européens dans des registres tels que les transferts de connaissances, les volontés transformatrices des territoires colonisés et la défense des intérêts régionaux ou nationaux dans un contexte transnational.

Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les questions qui dominent l'historiographie de la BHG sont proches de celles que l'on retrouve dans la longue historiographie de l'histoire des entreprises (*Business History*). Cette approche met traditionnellement l'accent sur la culture, l'administration, les acteurs, les pratiques ou encore la performance économique des entreprises.<sup>20</sup> Notre analyse prend en compte les acquis des travaux favorisant l'étude des rouages de la BHG, mais intègre certains éléments qui lui confère son originalité.

Premièrement, nous abordons l'histoire de cette société commerciale dans une longue durée et des espaces variés. Cette approche plus globale de la trajectoire de l'entreprise permet de mieux saisir les spécificités de ses activités au Ghana colonial et de mieux appréhender les changements d'équilibre dans son évolution. Deuxièmement, nous souhaitons prendre en compte les réflexions en Suisse sur l'expansionnisme européen de la fin du XIXe siècle afin de mieux lier les activités de la BHG avec les idées et les discours des acteurs helvétiques et de les inscrire dans la dimension de l'impérialisme européen. Troisièmement, notre étude combine une approche transimpériale des activités de la BHG avec une approche économique anglo-saxonne centrée sur l'analyse des conditions initiales au sein des économies coloniales. L'intersection de ces deux approches nous permettra

---

<sup>20</sup> Sur des entreprises présentes en Afrique de l'Ouest, par exemple : cf. Coquery-Vidrovitch, Catherine, «L'impact des intérêts coloniaux : SCOA et CFAO dans l'Ouest africain, 1910-1965», *Journal of African History*, vol. 16, 1975, pp. 595-621 ; Fieldhouse, David Kenneth, *Merchant Capital and Economic Decolonization. The United Africa Company, 1929-1987*, Oxford [etc.]: Clarendon Press, 1994 ; Jones, Geoffrey (ed.), *The Multinational Traders*, London ; New York: Routledge, 1998 ; Fitzgerald, Robert, «Products, Firms and Consumption: Cadbury and the Development of Marketing, 1900–1939», *Business History*, vol. 47, no 4, 2005, pp. 511-531 ; Jones, Geoffrey, *Renewing Unilever. Transformation and Tradition*, Oxford: Oxford University Press, 2005 ; Jones, Geoffrey, *Multinationals and Global Capitalism. From the Nineteenth to the Twenty-first Century*, Oxford: Oxford University Press, 2005 ; Bonin, Hubert, *CFAO (1887-2007). La réinvention permanente du commerce outre-mer*, [Paris]: Publ. de la SFHOM, 2008 ; Cadbury, Deborah, *Chocolate Wars : The 150-Year Rivalry Between the World's Greatest Chocolate Makers*, New York: PublicAffairs, 2010 ; Dejung, Christof « Unbekannte Intermediäre. Schweizerische Handelsfirmen im 19. und 20. Jahrhundert », *Traverse*, vol. 17, no 1, 2010, pp. 139-155.

de poser un constat sur le rôle qualitatif de la société commerciale bâloise au Ghana colonial et revisiter son apport à l'histoire impériale britannique et à celle de l'impérialisme helvétique. Enfin, notre travail se démarque des études sur la BHG par la diversité de ses sources archivistiques qui permet de croiser les points de vue de l'ensemble des acteurs et de jouer sur les différentes échelles d'analyse.

### **1.3. Structure et questions de recherche**

Une des originalités de la structure de notre recherche est qu'elle s'appuie sur la forme non traditionnelle d'une thèse basée sur des publications. L'exercice propre à ce type d'étude consiste à mettre en perspective les publications sur lesquelles elle repose. Au nombre de quatre, celles-ci permettent à la fois de suivre les activités de la BHG sur une longue période et d'interroger la manière de penser l'histoire coloniale de la Suisse.

Notre travail s'étend ainsi sur quatre chapitres qui encadrent les quatre contributions de cette thèse. Si le premier article adopte une perspective historiographique sur les études portant sur les relations entre la Suisse et l'Outre-mer, les trois derniers décrivent et analysent les principales étapes de l'histoire de la BGH avant, pendant et après la domination coloniale britannique du Ghana. Ce découpage chronologique ne fait que refléter les trois moments clés de l'histoire de la BHG. Ils enregistrent des changements d'équilibre entre d'une part les acteurs helvétiques et ceux des puissances impériales ou internationales occidentales et d'autre part ceux de la société indigène précoloniale, coloniale et postcoloniale. Les forces provoquant ces points de rupture sont principalement liées à l'évolution du contexte global. À la phase de l'expansionnisme européen de la fin du XIXe siècle succède la rupture de la Première Guerre mondiale et le choc entre les empires. Le début de la Guerre froide et la période de la décolonisation mettent, quant à elles, fin à la période de domination politique britannique au Ghana. Si ces trois chapitres s'articulent autour de ces points de rupture, ils tiennent compte également d'éléments de continuité apparaissant à travers des thématiques plus transversales comme l'évolution des relations impérialistes, le rôle des Africains dans les secteurs de la production et des institutions politiques ou encore le degré d'ouverture des politiques économiques.

Le premier chapitre articule les différents courants historiographiques traitant de l'histoire de l'empire britannique, de l'histoire des relations de la Suisse avec l'Outre-mer, de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest, et, finalement, de l'histoire des relations entre la Suisse et le Ghana. Au travers de cette présentation, nous soulignons l'originalité de notre travail, qui se joue des frontières territoriales et croise des approches des relations Nord-Sud souvent éloignées les unes des autres.

Le deuxième chapitre couvre les activités de la BHG depuis sa fondation en 1859 jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'accent y est mis sur la création de la Gold Coast, possession britannique comparée avec la colonie allemande du Cameroun et l'État indépendant du Congo créé par Léopold II.

Nous essayerons de comprendre comment, en pleine montée des impérialismes, la Suisse parvient à participer à l'expansionnisme européen en Afrique subsaharienne.<sup>21</sup> Le fait que la Suisse ne soit pas en mesure de rivaliser avec les puissances impériales dans le domaine économique ou militaire favorise-t-il paradoxalement le développement des activités helvétiques dans les pays colonisés ? Nous tenterons également de caractériser les relations que tissent la BHG et la Mission Bâle avec les autorités coloniales.

La question de la connectivité des milieux suisses promouvant l'expansionnisme en Afrique subsaharienne avec ceux de l'Europe impériale apparaît comme un élément central de notre analyse. S'il existe un impérialisme culturel suisse, il reste encore à savoir si cet impérialisme s'oppose à ou s'aligne sur celui des métropoles. Formulé autrement, s'agit-il d'une relation de concurrence ou de coopération ?

Dans notre troisième chapitre, nous nous intéressons aux affaires de la BHG depuis la Première Guerre mondiale jusqu'aux débuts des années 1930. Dès la fin du XIXe siècle, les exportations de cacao cultivé en Gold Coast décollent et la colonie devient le premier producteur mondial de cacao en 1911.<sup>22</sup> De son côté, la BHG développe ses affaires et, à la veille de la Première Guerre mondiale, détient

---

<sup>21</sup> Cf. Hobsbawm, Eric J., *L'ère des empires, 1875-1914*, trad. Carnaud, Jacqueline, Lahana, Jacqueline, [Paris]: Fayard, 2009 [1987] ; Darwin, John, *Une histoire globale des empires. Après Tamerlan, de 1400 à nos jours*, trad. Van Besien, Hughes, Paris: Nouveau Monde éditions, 2020 [2007], pp. 367-451.

<sup>22</sup> Cf. Gunnarsson, Christer, *The Gold Coast Cocoa Industry 1900-1939. Production, Prices and Structural Change*, Lund: AV-centralen, 1978, pp. 8-9, 28-30.

une place de premier ordre dans la nouvelle économie cacaoyère. Toutefois, cette réussite économique est stoppée par les autorités britanniques. Jugés trop proches de l'Allemagne, elles séquestrent puis confisquent les avoirs de la BHG et de la Mission de Bâle en Gold Coast, en Inde et au Cameroun entre 1916 et 1918. Les Bâlois ne retrouveront leurs biens en Gold Coast qu'en 1928.

Cette partie s'interroge ainsi sur les raisons qui ont motivé les autorités britanniques à s'opposer aux affaires des Suisses en Afrique de l'Ouest. Au-delà du contexte spécifique de la Première Guerre mondiale et des aspects juridiques, notre attention se porte sur les rapports de force des acteurs concernés. Les activités des Bâlois étaient-elles alignées avec la direction de la politique coloniale britannique en Afrique de l'Ouest ? Quelle était leur place au sein des milieux d'affaires britanniques en Gold Coast ? Le virage protectionniste de la politique impériale britannique initié au début du XXe siècle a-t-il pesé sur cette affaire ? Selon nous, la compréhension des enjeux liés à ces questions passe par une réflexion combinant différentes échelles. Celle de l'analyse des négociations entre les autorités britanniques, la BHG et les autorités suisses, ainsi que celle, plus petite, du rôle de la BHG dans la politique coloniale britannique, centrée sur le maintien des structures économiques et politiques indigènes.

Le quatrième chapitre couvre la période de la décolonisation et des premières années d'indépendance du Ghana. Cette phase de l'histoire de la BHG est marquée par la sortie progressive des acteurs indigènes du système colonial britannique et la montée du nationalisme africain incarné, pour la colonie de la Gold Coast, par Kwame Nkrumah, qui en deviendra le leader politique depuis l'indépendance du pays en 1957 jusqu'à son exil en Guinée en 1966.

La présence helvétique au Ghana s'est étoffée depuis le début du XXe siècle avec l'apparition de nouveaux acteurs privés suisses, mais la spécificité de la présence helvétique tient à l'installation progressive au Ghana d'une représentation officielle de la Confédération qui culmine avec l'inauguration d'une ambassade à Accra en 1960. L'arrivée de ce nouvel interlocuteur dans les relations helvético-ghanéennes change la manière dont la défense des intérêts suisses est organisée. Alors que la BHG pouvait compter, comme toutes les autres sociétés de négoce au Ghana colonial, sur certains privilèges octroyés par le gouvernement colonial dans l'entre-deux guerres, le colonialisme tardif de l'après-guerre se montre beaucoup plus dirigiste envers les milieux commerçants. Les émeutes de 1948 à Accra montrent

bien la perte d'influence progressive de la BHG, qui doit désormais compter sur la Confédération pour défendre ses intérêts à Londres, puis avec le nouvel État du Ghana.

Si la politique de neutralité helvétique, l'aide au développement, la tradition humanitaire, les bons offices et l'absence d'un passé colonial font partie des outils de la Confédération pour défendre les intérêts économiques helvétiques depuis les années 1960<sup>23</sup>, nous montrerons que cette stratégie ne se retrouve pas de manière directe dans notre étude de cas. Nous tenterons donc de cerner tant l'évolution des activités de la BHG au cours de cette période que la manière dont la Suisse redéfinit son rôle sur une scène internationale postcoloniale fortement influencée par les relations Est-Ouest et Nord-Sud.

---

<sup>23</sup> Cf. Perrenoud, Marc, «Guerres, indépendances, neutralité et opportunités : quelques jalons historiques pour l'analyse des relations économiques de la Suisse avec l'Afrique (des années 1920 aux années 1960)», in: Bott Sandra *et al.* (éd.), *Suisse – Afrique (18e–20e siècles): de la traite des noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster: LIT-Verlag, 2005, pp. 85-104.

## **2. L'histoire des relations de la Suisse avec les contrées d'outre-mer**

L'histoire des relations internationales est un champ d'étude des sciences politiques et sociales, dont la méthodologie a profondément évolué au cours du XXe siècle en fonction du renouvellement des questionnements des historiennes et historiens, du développement continu de la nature du matériel archivistique et des bases de données.<sup>24</sup> La situation géographique de la Suisse, lieu de passage entre le Nord et le Sud de l'Europe, son ouverture économique marquée depuis le début du XXe ou encore son principe de neutralité y ont certainement dynamisé le champ de l'histoire des relations internationales. De nombreuses études ont souligné le poids économique et financier important de la Suisse avec les pays voisins et les pays du monde occidental au cours du XXe siècle, ou encore son influence politique au sein des organisations internationales. En comparaison, l'historiographie de l'histoire des relations internationales de la Suisse avec les pays du Sud global n'est pas aussi riche.

La profondeur de ce champ de l'histoire internationale est sans commune mesure avec la vaste historiographie des anciennes puissances impériales, comme celle de la Grande-Bretagne ou de la France ou avec celle des deux puissances

---

<sup>24</sup> Pour un aperçu de l'évolution et du champ d'application de l'histoire des relations internationales jusqu'en 2010 : cf. Frank, Robert (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris: Presses Universitaires de France, 2012.

majeures de la Guerre froide. Les liens forts et durables de ces entités avec le Sud global ont façonné un ensemble complexe de relations transnationales enchevêtrées dans les domaines économiques, politiques et culturels, et captivé les chercheuses et chercheurs depuis le début du XXe siècle. Il existe ainsi une longue tradition historiographique tentant de mesurer ces changements, tantôt au sein des territoires colonisés ou influencés par ces puissances, tantôt à l'intérieur même des métropoles et, plus récemment, à la croisée des empires, de manière transimpériale. Les liens tissés entre la Suisse et le Sud global n'ont jamais occupé une telle place. Malgré cet écart dans l'intérêt porté à l'étude des relations Nord-Sud, nous pouvons essayer de dégager quelques similitudes dans la manière dont les historiennes et historiens questionnent ces relations.

Pour aborder l'historiographie de notre sujet d'étude, nous nous arrêterons premièrement sur la manière d'aborder l'histoire des relations entre le Nord et le Sud. Compte tenu de l'enchevêtrement de notre objet d'étude avec l'empire britannique, nous articulerons cette partie avec l'évolution de sa riche historiographie impériale. Notre attention se portera ensuite sur l'historiographie suisse, puis sur les spécificités des approches centrées sur l'histoire de l'Afrique occidentale. Enfin, nous passerons en revue la littérature portant sur les relations entre la Suisse et le Ghana.

Mais avant de nous plonger dans une analyse articulée autour de ces quatre axes, un détour vers l'impérialisme de la toute puissante Grande-Bretagne au XIXe siècle s'impose ici.

Le début du XIXe est marqué par l'émergence d'un « nouvel ordre international » qui dessine progressivement les contours d'un monde où l'économie, les États et l'idéologie prennent de nouvelles formes.<sup>25</sup> Comme le note Christopher Bayly, c'est au cours de ce « long » XIXe siècle que l'évolution de la mondialisation intègre plus profondément les sociétés les unes aux autres et les fait passer sous la domination de l'Occident.<sup>26</sup>

C'est également à partir du début du XIXe que la Grande-Bretagne devient la plus grande puissance coloniale de tous les temps. Non seulement l'Empire britannique s'étend sur un espace d'une taille exceptionnelle, englobant des territoires dans les

---

<sup>25</sup> Cf. Bayly, Christopher Alan, *La naissance du monde moderne : (1780-1914)*, trad. Cordillot, Michel, Paris: Les Ed. de l'Atelier, 2007, [2004], p. 206.

<sup>26</sup> Cf. *ibid.*, p. 76.

Amériques, en Afrique, en Asie et en Océanie, mais surtout ses colonies forment un ensemble particulièrement hétérogène. Il s'agit, en effet, de la seule puissance impériale des XIXe et XXe à expérimenter toutes les formes de colonisation. Toutefois, la domination de la Grande-Bretagne n'apparaît véritablement qu'à partir des années 1830. Selon l'historien britannique John Darwin, ce n'est qu'à partir de ce moment-là que convergent les conditions favorables au développement de l'organisation décentralisée sur laquelle repose la puissance britannique.<sup>27</sup>

John Darwin fait particulièrement référence à deux conditions fondamentales favorisant l'hégémonie britannique. La première relève de ce qu'il nomme les tensions externes, à savoir les changements imprédictibles dans la sphère politique internationale, les changements géopolitiques, les turbulences de l'économie mondiale ou l'impact et l'influence des mouvements idéologiques.<sup>28</sup> La défaite de la Chine dans la première guerre de l'opium en 1842 ouvre les portes de l'Asie du Sud-Est à Londres et consolide son emprise sur l'Inde. De même, au Moyen-Orient et en Amérique latine, la conjoncture tourne en faveur des intérêts britanniques.

La seconde condition (*internal tensions*) avancée par John Darwin ne pèse, selon lui, pas autant que les tensions externes. Il fait allusion à l'industrialisation de la Grande-Bretagne qui permet d'accentuer les relations de dépendance économique avec les colonies, d'accélérer la transformation de son empire et renforcer son influence culturelle. Enfin, John Darwin souligne l'importance des flux migratoires à destination des colonies et des exportations de capitaux dans la formation de ce qu'il appelle le système-monde britannique (*Britain's world-system*) qui perdura jusqu'aux années 1940.<sup>29</sup>

Un élément à retenir de la contribution de John Darwin est qu'il propose de manière plus prononcée que d'autres une vision décentralisée de l'histoire impériale de la Grande-Bretagne, en faisant dépendre l'existence d'un système-monde britannique aux forces externes. Cette approche de l'impérialisme britannique aux XIXe et XXe siècles – bien qu'alignée sur les études de l'histoire

---

<sup>27</sup> Darwin, John, *The Empire Project : the Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge: Cambridge University Press, 2009, p. 18.

<sup>28</sup> Cf. *ibid.*, p. 8.

<sup>29</sup> Cf. *ibid.*, pp. 18-20.

globale parues depuis les années 1990<sup>30</sup> - reste novatrice si l'on considère l'ensemble de la production historiographique de l' « Imperial History ». Toutefois, comme nous le verrons, un nouveau courant émerge à partir des années 2010, celui de la « Transimperial History », analysant non plus les puissances impériales sous l'angle national, mais bien selon une approche globale, d'un système-monde impérial, au sein duquel des pays sans colonie comme la Suisse peuvent trouver leur place.

Il ne s'agit pas ici de présenter une vue exhaustive des contributions à cette histoire – une tâche qui nous échapperait - mais plutôt de souligner les études les plus marquantes de cette riche historiographie, qui ont influencé la manière dont nous avons approché notre propre étude de cas.

### **Vers un désenclavement de l'histoire des relations Nord-Sud**

Dans la première moitié du XXe siècle, les travaux d'histoire des relations internationales restent bien souvent confinés à une analyse des relations diplomatiques entre les États et se développent dans le cadre d'une histoire nationale ou de celle de son empire. En France, les travaux de Pierre Renouvin ou Lucien Febvre remettent en question cette méthodologie à partir des années 1930. Pierre Renouvin insiste, par exemple, sur la nécessité de prendre en compte des « forces profondes » dans l'analyse des relations internationales, soit les mouvements des idées ou des intérêts économiques.<sup>31</sup> En France, l'histoire des relations Nord-Sud, c'est-à-dire l'histoire coloniale, peine à s'institutionnaliser. Le regard douloureux de la France sur son empire explique en partie la faible ouverture de l'historiographie française sur cette thématique.<sup>32</sup> En Grande-Bretagne, l'historiographie des relations internationales reste au contraire très influencée par celle de l'histoire de l'empire. Pour nous, ces études proposent un lien pertinent entre la littérature spécifique secondaire et les sources primaires de notre travail.

---

<sup>30</sup> Considérant le champ de l'histoire coloniale de la Grande-Bretagne, nous pensons particulièrement à l'étude de Kenneth. Pomeranz, centrée sur les XVIIIe et XIXe siècles : cf. Pomeranz, Kenneth, *The Great Divergence: China, Europe, and the Making of the Modern World Economy*, Princeton, N.J: Princeton University Press, 2000, pp. 17-23.

<sup>31</sup> Sur l'historiographie française au XXe siècle, voir par exemple : cf. Frank, pp. 5-27.

<sup>32</sup> Cf. Platania, Marco, « L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 24, no 1, 2011, pp. 189-207.

L' « Imperial History » repose en effet sur une tradition historiographique qui émerge dès la fin du XIXe avec les travaux d'historiens, de politologues ou d'économistes.<sup>33</sup> Fortement influencés par le contexte géopolitique et les débats alors en cours sur les directions de la politique impériale du début du XXe siècle, leurs buts sont de mieux comprendre les mécanismes soutenant l'évolution de l'Empire britannique et de mieux cerner ses phases de stagnation ou de croissance. En effet, à partir de la fin du XIXe siècle, le système de libre-échange en vigueur dans l'Empire britannique est remis en question face aux trajectoires économiques de l'Allemagne ou des États-Unis qui profitent d'une phase d'industrialisation rapide. Les questions concernant une approche protectionniste de la politique commerciale britannique et la mise en place d'un régime de « préférence impériale » sont alors débattues au sein de l'élite britannique.<sup>34</sup> Portée par l'élan des promoteurs politiques de cette idée coloniale, une chaire d'histoire coloniale est ainsi créée à Oxford en 1905.<sup>35</sup>

C'est dans ce contexte que John A. Hobson publie en 1902 son influent livre sur l'impérialisme britannique.<sup>36</sup> Très critique envers la pensée orthodoxe en vigueur, il propose un cadre d'analyse qui influencera les écrits de Vladimir Lénine<sup>37</sup> ou Joseph Schumpeter<sup>38</sup> et qui attaque de front l'impérialisme britannique. Plus précisément, John A. Hobson dénonce le rôle central des investisseurs de la City dans le déclenchement de la guerre des Boers (1899-1902), ceci afin de profiter de nouvelles opportunités financières. Il souligne ainsi les faibles opportunités de placements en Grande-Bretagne et fustige le poids du grand patronat sur la politique agressive du gouvernement envers les territoires d'outre-mer.<sup>39</sup> Les conclusions de sa théorie - bien que sévèrement remises en question au cours du

---

<sup>33</sup> Pour une vue d'ensemble de l'historiographie de l'empire britannique du XXe siècle, cf. Winks, Robin W. et Low, Alaine, *The Oxford History of the British Empire. Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999.

<sup>34</sup> Cf. Fieldhouse, David Kenneth, *Economics and Empire 1830-1914*, London: Cox & Wyman Ltd, 1973, pp. 88-112 ; Cain, Peter J. et Hopkins, Antony G., *British Imperialism, 1688-2000*, Harlow: Longman, 2004 [1993], pp. 184-202, p.186.

<sup>35</sup> Cf. Platania, 2011.

<sup>36</sup> Cf. Hobson, John Atkinson, *Imperialism. A Study*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010 [1902].

<sup>37</sup> Cf. Lénine, Vladimir Ilitch, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris : Le Temps des Cerises, 2001, [1916].

<sup>38</sup> Cf. Schumpeter, Joseph, *Impérialisme et classes sociales*, Paris : Flammarion, 1999 [1919].

<sup>39</sup> Cf. Hobson, John A. *Imperialism: A Study*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010 [1902].

XXe siècle – ont influencé de nombreux travaux et certains de ses constats subsistent encore dans les ouvrages récents des spécialistes de l'impérialisme britannique.<sup>40</sup>

À la fin des années 1930, les travaux de William K. Hancock modifient la manière d'approcher l'histoire impériale.<sup>41</sup> Pour la première fois, il propose de considérer l'impérialisme britannique comme un ensemble – un système – cohérent doté de multiples composantes, relevant notamment de l'économie, de la démographie, de la religion ou des institutions. William K. Hancock accorde une place importante aux études de cas et propose une analyse innovante de l'Empire britannique en questionnant les liens entre ce que l'on appelle aujourd'hui le centre et la périphérie.<sup>42</sup> Il existe cependant des limites à ses travaux. En effet, le rôle de l'Inde dans l'Empire britannique reste largement sous-estimé et, ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, l'initiative des acteurs africains reste absente de sa lecture de l'histoire coloniale de l'Afrique de l'Ouest.

Durant la période de l'entre-deux-guerres, les études discutant de l'impérialisme privilégient une approche économique du phénomène en discutant les liens entre impérialisme et capitalisme et centrent leurs propos sur des spécificités nationales. Une césure importante apparaît après la Seconde Guerre mondiale. Elle concerne en premier lieu la question de la délimitation de l'espace géographique du Sud global. La phase de décolonisation marquée qui suit le conflit mondial entraîne un bouleversement dans la définition même des relations Nord-Sud. L'émergence de nouvelles entités politiques nécessite en effet un nouveau cadre d'analyse.

La première tentative pour regrouper sous une même appellation les pays non occidentaux est faite par Alfred Sauvy dans un article paru en 1952.<sup>43</sup> En se référant au contexte de la décolonisation, le démographe français avance l'expression de « Tiers-Monde ».<sup>44</sup> Ce vaste ensemble de régions, construit en

---

<sup>40</sup> Sur cet aspect, cf. Louis, Wm. Roger, «Introduction», in: W. Winks, Robin et Low, Alaine (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999, p. 17.

<sup>41</sup> Cf. Hancock, William K., *Survey of British Commonwealth Affairs*, Oxford: Oxford University Press, 2 vol., 1964 [1942], p. 29.

<sup>42</sup> Cf. Louis, 1999, p. 30.

<sup>43</sup> Cf. Sauvy, Alfred, «Trois mondes, une planète», *L'Observateur*, no 118, 14 août 1952.

<sup>44</sup> Sur la question de l'apport historiographique de la notion de « Tiers monde », cf. Etemad, Bouda, *L'héritage ambigu de la colonisation : économie, populations, sociétés*, Collection U Histoire, Paris: Armand Colin, 2012, pp. 113-117. Nous pouvons également citer l'influence de la contribution du sociologue Georges Balandier datant de 1956 : cf. Balandier, Georges. « Le « Tiers Monde » : sous-

opposition aux deux blocs de la Guerre froide, ouvre la voie à une nouvelle conceptualisation des relations Nord-Sud. Les approches dites tiers-mondistes donnent un nouvel élan à l'historiographie des relations internationales entre le Nord et le Sud.<sup>45</sup>

En effet, à partir des années 1950, la classification d'Alfred Sauvy suscite des débats sur la question des possibilités de « développement » des pays anciennement colonisés encore liés au Nord dans une relation de dépendance.<sup>46</sup> Une telle approche met l'accent sur les différentes trajectoires économiques régionales, ainsi que sur les flux financiers, commerciaux ou migratoires entre le Nord et le Sud.

En Grande-Bretagne, les années 1950 marquent également un tournant dans l'historiographie impériale. En 1953, Ronald Robinson et John Gallagher publient « The Imperialism of Free Trade ».<sup>47</sup> Cet article deviendra un guide incontournable pour les chercheuses et chercheurs travaillant sur la notion d'impérialisme. Quelques années plus tard, l'historienne Alice Denny coécrit avec ces deux auteurs un livre, davantage centré sur le continent africain, mais dont la volonté reste de mieux comprendre les contours de l'impérialisme britannique.<sup>48</sup>

L'article de Ronald Robinson et John Gallagher intègre deux nouveaux éléments à l'étude du monde colonial britannique. Le premier est l'existence d'un empire informel, qui vient s'articuler avec l'empire formel, constitué des possessions de la Grande-Bretagne. C'est une manière de mettre en évidence la dimension commerciale et financière de la pénétration britannique dans les territoires d'outre-mer échappant à un contrôle formel. Comme le mentionnent les deux historiens : « For purposes of economic analysis it would clearly be unreal to define imperial history exclusively as the history of those colonies coloured red on the map ».<sup>49</sup> Le second élément est celui de la continuité des forces de l'impérialisme britannique

---

développement et développement - Présentation d'un cahier de l'I.N.E.D. », *Population*, no 4, 1956, pp. 737-741.

<sup>45</sup> Cf. Frank, 2012, pp. 5-40 ; Etemad, 2012, pp. 113-135.

<sup>46</sup> Cf. Frank, 2012, p. 76.

<sup>47</sup> Cf. Robinson, Ronald et Gallagher, John, «The Imperialism of Free Trade», *Economic History Review*, vol. 6, no 1, 1953, pp. 1-15.

<sup>48</sup> Cf. Robinson, Ronald, Gallagher, John et Denny, Alice, *Africa and the Victorians: the Official Mind of Imperialism*, London: Macmillan & Co, 1961.

<sup>49</sup> Robinson, Gallagher, 1953, p. 1.

tout au long des XIXe et XXe siècles. En ce sens, ils s'opposent à la vue orthodoxe de l'histoire impériale qui divisait la période du XIXe en deux phases, correspondant à la vivacité des entreprises de la métropole au sein de son empire.<sup>50</sup> Ainsi, la fin du XIXe siècle, *late- Victorian imperialism*, était présentée comme une phase d'expansion enthousiaste de l'impérialisme, rompant avec l'indifférence de la période précédente, *mid- Victorian imperialism*. Outre cette expansion territoriale britannique, la fin du XIXe siècle était vue comme marquant la remise en cause du système du libre-échange. Pour Ronald Robinson et John Gallagher, les deux phases sont simplement des projections différentes de l'impérialisme britannique, davantage informel pour la première et formel pour la suivante, caractérisée par le partage de l'Afrique. Ils résument eux-mêmes leur position avec cette formule : « Trade with informal control if possible; trade with rules when necessary ».<sup>51</sup>

La parution en 1963 du livre *Africa and the Victorians* permet à Ronald Robinson et John Gallagher, avec l'aide de Alice Denny, d'élaborer plus en profondeur un élément clé déjà présent dans leur article. À savoir que l'histoire de l'impérialisme britannique n'est pas celle de Londres, mais bien l'histoire de l'interaction entre les Britanniques et les peuples indigènes.<sup>52</sup> Robinson et Gallagher s'opposent ainsi au courant historiographique dominant en affirmant que l'élan expansionniste européen au XIXe n'est pas une initiative européenne, mais bien une adaptation aux conditions économiques, sociales ou politiques rencontrées sur place ou dictée par le monde global. Pour reprendre leurs propos : « Whether imperialist phenomena show themselves or not, is determined not only by the factors of economic expansion, but equally by the political and social organization of the regions brought into the orbit of the expansive society, and also by the world situation in general ».<sup>53</sup>

Ce point de vue original inspire les recherches menées au cours de la deuxième moitié du XXe siècle. Si de nombreuses études de cas portant sur des pays, des régions, des périodes ou des événements viennent enrichir l'historiographie

---

<sup>50</sup> Cf. *ibid.*, p. 2.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>52</sup> Cf. Louis, 1999, p. 40.

<sup>53</sup> Robinson, Gallagher, 1953, p. 6.

britannique, aucune n'approche l'impérialisme britannique d'une manière aussi poussée que celle menée par Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins en 1993 dans leur *British Imperialism*.<sup>54</sup> Cet ouvrage, dont la dernière édition date de 2016, marque à nouveau une étape importante dans l'histoire impériale. En considérant l'ensemble de monde colonial britannique depuis son avènement au XVIIe siècle jusqu'au début du XXIe siècle, ces deux auteurs proposent une approche du phénomène impérial qui prend le contre-pied de celle de Robinson et Gallagher, sans pourtant renier leurs idées sous-jacentes.

Selon Cain et Hopkins, le moteur principal de l'expansion britannique depuis le XVIIe serait le développement économique, centré sur le secteur financier et les services commerciaux de la métropole. Les contours de l'impérialisme britannique ainsi que son évolution seraient donc définis par les intérêts de la City. En affirmant cela, Cain et Hopkins relèguent la périphérie de l'empire au second plan. L'évolution de la politique impériale et le développement économique de la City seraient liés aux intérêts des élites britanniques de la finance. Ce sont bien les banquiers et financiers de Londres – que ces deux historiens définissent comme des *gentlemanly elites* – et non les acteurs de l'industrie, qui, unis par un style de vie et des idées communes, exercent une influence disproportionnée sur le destin de la nation.<sup>55</sup> Enfin, considérant le poids de l'impérialisme dans l'histoire britannique, Cain et Hopkins formulent le constat suivant : « At the same time, imperialist enterprise was enfolded in a grand development strategy designed by Britain to reshape the world in her own image. It was spearheaded, not by manufacturing interests, but by gentlemanly elites who saw in empire a means of generating income flows in ways that were compatible with the high ideals of honour and duty, and it remained a dynamic, expanding force long after decline, as measured by British comparative industrial performance, is conventionally thought to have set in ». <sup>56</sup>

Cain et Hopkins rejoignent dans une certaine mesure John Darwin qui, lui aussi, met l'accent sur les flux de capitaux dans sa définition du système-monde britannique. John Darwin, qui se positionne sur une période plus restreinte, se

---

<sup>54</sup> Cf. Cain, Hopkins, 2004 [1993].

<sup>55</sup> Cf. *ibid.*, p. 41.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 57.

démarque toutefois de ces deux auteurs par le choix d'une approche globale de l'histoire de la Grande-Bretagne, mettant en avant les tensions externes dans la formation de ce système-monde chapeautant l'impérialisme britannique.

À partir des années 1980, un courant dit « postcolonial » apparaît, nourri par une perception nouvelle des inégalités et porté par des mouvements sociaux critiques envers le passé colonial, notamment esclavagiste. Il embrasse ainsi la question de l'histoire de la colonisation en mettant cette fois l'accent sur les champs de la culture, notamment de l'idéologie de race, de classe ou de genre.<sup>57</sup> Ceux-ci couvrent les images et les discours coloniaux produits par les acteurs de l'expansion européenne pour la justifier. Les adeptes des études postcoloniales traquent la persistance de ces discours et s'interrogent sur la place du phénomène de la colonisation et de sa reproduction dans les rapports sociaux au sein des anciennes métropoles. Formulé autrement, les études postcoloniales questionnent l'héritage culturel de la colonisation.

En parallèle, de nouvelles études voient le jour en réponse à l'intérêt croissant porté au concept de globalisation. Les historiennes et historiens emboîtent le pas aux politologues, sociologues ou économistes et questionnent l'existence du phénomène de la mondialisation au cours des périodes plus anciennes. La circulation des humains, les échanges de produits, d'idées ou de techniques traversent des phases d'accélération au cours des siècles et connectent les régions du monde de manière de plus en plus étroite.<sup>58</sup> Issues principalement de monde anglo-saxon, ces nouvelles directions de la recherche de la « New Imperial History », portées notamment par Frederick Cooper et Ann Laura Stoler<sup>59</sup>, mettent davantage le lien, la connexion et les réseaux au centre de leurs travaux et intègrent les questions de genre, de race et la perspective des peuples colonisés dans leur analyse. En insistant sur la réciprocité des échanges entre métropoles et colonies, les tenants de la « New Imperial History » redéfinissent les limites conceptuelles des empires. Des travaux proposent ainsi de penser l'histoire de

---

<sup>57</sup> Sur les contours de cette approche, par exemple : cf. Cooper, Frederick, *Colonialism in Question : Theory, Knowledge, History*, Berkeley: University of California Press, 2005. Egalement : cf. Bush, Barbara, *Imperialism and Postcolonialism*, London : Routledge, 2006 ; Bayart, Jean-François, *Les études postcoloniales, un carnaval académique*, Paris : Karthala, 2010.

<sup>58</sup> Cf. Jones, Geoffrey, «Globalization», in: Jones, Geoffrey et Zeitlin, Jonathan (ed.), *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford: Oxford University Press, 2008, pp. 143-147.

<sup>59</sup> Cf. Cooper, Frederick, Stoler, Ann Laura, *Tensions of Empire : Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley : University of CA Press, 1997, pp. 1-56.

l'empire britannique sous l'angle des réseaux de communication « webs of empire »<sup>60</sup> et insistent sur les circulations économiques, sociales et culturelles interagissant entre-elles dans les formations impériales.<sup>61</sup>

Certes, ce nouveau courant permet de penser l'histoire des empires de manière innovante, mais son cadre d'analyse reste encore fortement centré sur les empires nationaux. Cette limite est pourtant déjà soulignée par des auteurs dès la fin des années 1990, encouragés par des nouvelles études transnationales.<sup>62</sup> En 1999, l'historien Anthony G. Hopkins invite déjà les études impériales à transgresser son cadre national et à décentrer son analyse eurocentriste. Selon Hopkins : « Empires were transnational organizations that were created to mobilize the resources of the world. Their existence and their unity were made possible by supranational connections ».<sup>63</sup> L'existence de ces connexions s'étendant au-delà des empires nationaux est dès lors discutée par des études proposant de regarder l'histoire coloniale par le prisme de la mondialisation tout en favorisant les jeux d'échelles.<sup>64</sup>

Le tournant vers une histoire transimpériale est pris dès le milieu des années 2010. Il est alors question de délaisser le cadre national de l'histoire impériale pour embrasser une approche globale des empires portée par des échanges transnationaux de personnes, de produits commerciaux ou financiers ou de savoir. Cette approche décentrée interroge également la portée globale de l'impérialisme sur des sociétés et individus dont le poids ne pèse pas toujours beaucoup sur les processus de décision. En dénonçant les formes d'amnésie coloniale, ces études

---

<sup>60</sup> Cf. Lester, Alan, « Imperial Circuits and Networks: Geographies of the British Empire », *History Compass*, vol. 4, no 1, 2006, pp. 124-141.

<sup>61</sup> Cf. Potter Simon J., Saha, Jonathan, « Global History, Imperial History and Connected Histories of Empire », *Journal of Colonialism and Colonial History*, vol. 16, no 1, 2015. La notion de « Imperial formations » est tirée de d'un article de Ann Laura Stoler : cf. Stoler Ann Laura, « Imperial Debris: Reflections on Ruins and Ruination », *Cultural Anthropology*, vol. 23, no 2, 2008, pp. 193-194.

<sup>62</sup> Sur l'historiographie des études transnationales, voir par exemple : cf. Patel, Kiran Klaus, « An Emperor without Clothes? The Debate about Transnational History Twenty-five Years on », *Histoire@Politique*, vol. 26, no 2, 2015, pp. 191-206.

<sup>63</sup> Hopkins, Anthony G., « Back to the Future: From National History to Imperial History », *Past and Present*, vol. 164, no 1, 1999, p. 205.

<sup>64</sup> Par exemple : Cf. Bayly, 2007 [2004] ; Hopkins, Anthony G. (ed.), *Global History: Interactions between the Universal and the Local*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2006 ; Rosenberg, Emily S, « Introduction », in: Rosenberg, Emily S, (ed.), *A World Connecting 1870-1945*, Cambridge MA ; London : The Belknap Press of Harvard University Press, 2012, pp. 1-25 ; Ballentyne, Tony, Burton, Antoinette, « Empire and the Reach of the Global », in: Rosenberg, Emily S, (ed.), *A World Connecting 1870-1945*, Cambridge MA ; London : The Belknap Press of Harvard University Press, 2012, pp. 283-431. Et plus spécifiquement sur l'empire britannique : cf. Magee, Gary B., Thompson, Andrew S., *Empire and Globalisation: Networks of People, Goods and Capital in the British World, c.1850-1914*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

intégrèrent dans leur vision tant les acteurs oubliés de la colonisation que les États sans colonie. La production et la diffusion des idées et du savoir échappent ainsi à l'imperméabilité des empires, transitent dans le monde colonial et sont portés par la collectivité.<sup>65</sup>

Si la connectivité entre les empires est une notion clé pour les tenants de l'histoire transimpériale, les dimensions de coopération ou de compétition le sont aussi.<sup>66</sup> L'articulation de ces trois phénomènes permet de porter un regard innovateur et décentré sur le monde colonial. Les mouvements impériaux et anti-impériaux, les territoires sans colonies ou acteurs marginalisés trouvent leur place dans cette histoire coloniale.<sup>67</sup> L'histoire de l'impérialisme ne dépend pas de celle de la colonisation ou de la décolonisation et ne reste pas circonscrite aux territoires européens.<sup>68</sup>

Enfin, en regardant les apports et les limites de l'histoire globale, des études insistent sur l'importance d'intégrer les microanalyses dans les approches globales. La singularité des trajectoires des acteurs dans un territoire limite la portée des généralisations. L'historienne Francesca Trivellato considère ainsi que l'histoire globale ne consiste pas à combiner les espaces, les peuples, les idées ou les produits, mais plutôt de questionner la manière dont on les analyse.<sup>69</sup>

De cette évolution des approches au cours des XXe et XXIe siècles, nous retiendrons, premièrement, que l'histoire de l'empire britannique a pesé fortement sur la manière de penser l'histoire des relations Nord-Sud. Le désenclavement progressif de son histoire coloniale apparaît comme un élément novateur et prometteur des directions de la recherche. Deuxièmement, l'analyse des questions économiques et politiques l'a longtemps emporté sur celle des aspects culturels avant que ces derniers de s'imposent au tourant du siècle. Comme le mentionne

---

<sup>65</sup> Cf. Kamssek, Christoph, & Kreienbaum, Jonas, « An Imperial Cloud? Conceptualising Interimperial Connections and Transimperial Knowledge », *Journal of Modern European History*, vol. 14, no 2, pp. 164-182.

<sup>66</sup> Cf. MacKenzie, John M. « European Imperialism: A Zone of Co-operation Rather than Competition? », in: Barth, Volker, Cvetkovski, Roland (eds.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930*, London ; New York : Bloomsbury, 2015, pp. 35-53 ; Hedinger, Heé, 2018.

<sup>67</sup> Cf. Hedinger, Heé, 2018. Voir aussi : cf. Putschert, Fischer-Tiné, 2015 ; Getachew, Adom, *Worldmaking after Empire. The Rise and Fall of Self-Determination*, Princeton : Princeton University Press, 2019.

<sup>68</sup> Cf. Barth, Volker, Cvetkovski, Roland, « Encounters of empires: Methodological Approaches », in: Barth, Volker, Cvetkovski, Roland (eds.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930*, London ; New York : Bloomsbury, 2015, pp. 20-21.

<sup>69</sup> Cf. Trivellato, Francesca, « What Differences make a Difference? Global History and Microanalysis Revisited », *Journal of Early Modern History*, vol. 27, no 1-2, 2023, pp. 7-31, p. 30.

Anthony. G Hopkins : « modes of production have been replaced by modes of discourse ».70 La définition de la notion d'impérialisme suit cette évolution et s'éloigne progressivement de ses liens avec le capitalisme. Le champ d'analyse de l'histoire impériale qui embrasse progressivement les questions des genres, des races, des savoir et intègre les acteurs oubliés de la colonisation ou les États sans colonie repousse les limites conceptuelles de l'impérialisme. Enfin, nous retiendrons que le poids de la métropole dans la politique coloniale a été remis en question au cours du XXe siècle pour laisser davantage de place à celui des sociétés colonisées. L'histoire impériale demande de jouer avec les échelles d'analyse pour caractériser les phénomènes de connectivité, de coopération et de concurrence dans les espaces les rencontres des acteurs de l'impérialisme européen. Comme nous le verrons, la colonisation et la décolonisation de l'Afrique apparaît ici comme un terrain propice à ce type d'analyse.

## 2.1. La Suisse et le Sud Global

Après avoir esquissé les grands courants historiographiques des relations Nord-Sud et montré les évolutions des regards portés sur l'histoire impériale britannique, nous présentons ici l'état de la recherche s'intéressant à la Suisse. D'emblée, un premier constat s'impose. L'historiographie des relations avec l'Outre-mer reste marginale dans le paysage académique helvétique. Sans territoire d'outre-mer sous contrôle, sans accès à la mer, sans large communauté d'outre-mer et sans opération militaire, l'image d'un petit État faible71 s'est longtemps imposée. Après la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles études viennent peu à peu mettre en lumière les liens de la Suisse avec le Sud global.72

Il n'existe toutefois aucun pôle de recherche en Suisse dédiés à cette thématique. Les recherches s'intéressant à l'histoire de ces relations forment un réseau éclaté et disparate, abordant ce domaine sous des angles très variés. Ainsi, les

---

<sup>70</sup> Hopkins, 1999, p. 199.

<sup>71</sup> Cf. Guex, Sébastien, «De la Suisse comme petit Etat faible : jalons pour sortir d'une image en trompe l'oeil», in: Sébastien Guex (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances 1914-1945. Relations économiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève: Droz, 1999, pp. 7-29.

<sup>72</sup> Pour un bilan historiographique de la Suisse, voir par exemple : cf. Rossinelli, Fabio, *Géographie et impérialisme: de la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel: Éditions Alphil, 2022, pp. 45-58.

trajectoires de personnes ou d'organisations jouant un rôle dans les contrées d'outre-mer d'Amérique du Sud, d'Asie ou d'Afrique occupent une place importante. L'histoire des missionnaires, à travers leurs occupations culturelles, sociales et économiques est souvent privilégiée. De même, l'implication de Suisses dans les domaines de la philanthropie, de l'anti-esclavagisme, de la science, des voyages, de l'organisation des musées, du droit international ou encore des carrières militaires est abordée. L'analyse de ces activités n'est toutefois que rarement discutée à l'échelle nationale et encore plus rarement dans une perspective transnationale.<sup>73</sup> Quelques études tentent toutefois de peindre une dimension plus globale des liens de la Suisse avec les pays du Sud en prenant la mesure des mouvements migratoires helvétiques<sup>74</sup> des relations financières liées à la coopération au développement de la Suisse, mais elle reste marginale.<sup>75</sup>

A partir de la fin des années 1990, un nouvel intérêt place le passé esclavagiste et colonial de l'Europe et, dans une moindre mesure, de la Suisse dans la lumière. En Suisse, de nouvelles études donnent de la visibilité à l'Outre-mer et mettent à mal l'exceptionnalisme en peignant une Suisse davantage « provincialisée ».<sup>76</sup> Ces avancées historiographiques ont montré qu'il est aujourd'hui difficile de nier que des Suisses ont, comme d'autres Européens, une histoire avec la colonisation, ou de manière plus large, que des acteurs suisses ont soutenu une vision impérialiste. Parmi ces études plus récentes, certaines adoptent une approche globale, privilégiant la circulation des hommes et des produits commerciaux ou financiers. D'autres privilégient davantage la circulation des idées et des discours. Enfin, plus récemment, des recherches s'imprègnent des idées de l'histoire transimpériale et

---

<sup>73</sup> Pour un aperçu référencé de ces études, cf. Bouda et Humbert, Mathieu, « La Suisse est-elle soluble dans sa 'postcolonialité'? », *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 64, no 2, 2014, pp. 279-291.

<sup>74</sup> Notamment les travaux de Gérald Arlettaz, cf. Arlettaz, Gérald, « L'émigration suisse outre-mer de 1815-1920 », *Études et sources*, vol. 1, 1975, pp. 31-95 ; Arlettaz, Gérald, *Émigration et colonisation suisses en Amérique 1815-1918*, Bern: Archives fédérales, 1979 ; Arlettaz, Gérald, « Émigration et société : un regard neuf sur la Suisse au XIXe siècle », *Revue suisse d'histoire*, vol. 31, no 3, 1981, pp. 323-331.

<sup>75</sup> Par exemple : cf. Dannecker, Rudolf, *La coopération suisse avec l'Afrique*, Berne: Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, 1978 ; Collart, Yves, «La Suisse et le Tiers Monde», in: Louis-Edouard Roulet (éd.), *Max Petitpierre, seize ans de neutralité active : aspects de la politique étrangère de la Suisse 1945-1961*, Neuchâtel: La Baconnière, 1980, pp. 129-142 ; Wagner, Antonin et Beutter, Friedrich, *Finanzplatz Schweiz - Dritte Welt*, [s.l.]: Schweizerische Nationalkommission Iustitia et Pax, 1983 ; Kappeler, Beat, «Schweizer Finanz und Entwicklungsländer», in: der Erklärung von Bern für solidarische Entwicklung Vereinigung (Hg.), *Schweizer Kapital und Dritte Welt*, Bern: Vereinigung der Erklärung von Bern, [1974], pp. 1-56.

<sup>76</sup> Cf. Etemad, Humbert, 2014.

optent pour une approche plus nuancée et imbriquées des différentes facettes des relations entre la Suisse et l'Outre-mer.

En Suisse, les travaux en prise avec l'histoire globale s'intéressent en premier lieu aux migrations marchandes des Suisses, à l'implantation des entreprises helvétiques dans les contrées d'outre-mer, prenant ainsi la mesure de l'intégration suisse dans le commerce mondial. Ces études dressent un « modèle d'internationalisation des réseaux d'affaires ».<sup>77</sup>

Contrairement aux études suisses « postcoloniales », qui, tout en faisant la part belle à l'histoire culturelle, apportent un élan nouveau à ce champ de recherche en profitant, notamment, des travaux pionniers de l'historien Patrick Harries<sup>78</sup>, les tenants de cette « histoire globale » s'inscrivent dans la lignée des études d'histoire économique et sociale préexistantes. Il existe en effet bon nombre d'études de cas et de monographies qui portent sur les liens de la Suisse avec d'autres régions en Europe ou avec les contrées d'outre-mer. Comme le souligne Béatrice Veyrassat, ces études « donnent une vision segmentée et fragmentaire du processus à l'échelle globale, mais sans elles une approche compréhensive – nous n'oserons pas dire globale – de l'histoire des activités suisses dans le monde n'aurait pas été possible ».<sup>79</sup>

Sur les liens éventuels entre colonisation et développement économique dans les territoires du Sud global, l'historiographie suisse semble suivre – certes, avec un temps de retard et à une autre échelle – les approches adoptées par les historiennes et historiens des anciennes métropoles. L'absence de colonie helvétique n'a en effet pas découragé les mondes académique et médiatique à questionner la place des acteurs suisses dans l'espace colonial.

---

<sup>77</sup> Veyrassat, Béatrice, *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde : (XVII<sup>e</sup> siècle - Première Guerre mondiale) : espaces - circulations - échanges*, Neuchâtel: Éditions Livreo-Alphil, 2018, p. 281. Pour un aperçu des études récentes en Suisse en prise avec l' « histoire globale », cf, Etemad, Humbert, 2014, p. 283.

<sup>78</sup> Cf. Harries, Patrick, «Missionary Endeavor and the Politics of Identity in Switzerland», *Le Fait missionnaire*, no 6, septembre 1998, pp. 39-69. Pour un aperçu des études postcoloniales en Suisse, cf, Etemad, Humbert, 2014, p. 285 ; Kreis, Georg, *Blicke auf die Koloniale Schweiz. ein Forschungsbericht*, Zurich: Chronos Verlag, 2023, pp. 183-200.

<sup>79</sup> Veyrassat, 2018, p. 10. Pour un aperçu des études « globales » en Suisse : cf. Etemad, Humbert, 2014, p. 281.

Il en va autrement des liens éventuels entre colonisation et croissance économique métropolitaine.<sup>80</sup> En effet, si les historiennes et historiens des anciennes puissances coloniales peuvent se reposer sur une longue tradition historiographique abordant les questions des effets de retour de l'empire sur la métropole, ce n'est pas le cas dans le monde académique suisse.

Parmi les deux grandes approches tournées vers les effets de retour, celle qu'il convient d'appeler la « comptabilité impériale » est même largement absente du paysage historiographique helvétique. Cette approche, prisée dans le monde anglo-saxon, consiste à la confection d'un bilan afin de déterminer si les empires coloniaux sont une bonne ou une mauvaise affaire pour les métropoles. Cet exercice peut à l'évidence difficilement s'appliquer au cas d'un pays sans colonie. Une autre approche consiste à s'intéresser à la fonction remplie par les colonies pour les économies métropolitaines. Cette démarche s'attache à saisir les multiples facettes du phénomène de la colonisation, en suivant l'évolution de sa contribution pour les métropoles sur le long terme, en distinguant les différentes phases durant lesquelles les empires joueraient un rôle positif ou négatif pour les économies métropolitaines.<sup>81</sup> Ici peut être par exemple posée la question de la place des empires dans le processus d'industrialisation des métropoles.<sup>82</sup>

Dans l'article publié en 2014, Bouda Etemad et moi-même nous sommes penchés sur la question de la « colonialité » de la Suisse et plus particulièrement sur celle des éventuels effets de retour de la colonisation. Il y apparaît qu'en Suisse les travaux d'histoire économique et d'histoire globale, contrairement aux études « postcoloniales », ne traitent que rarement des prolongements des activités d'outre-mer sur le territoire helvétique. Bien entendu, la nature de ces effets de retour est très différente. Les travaux privilégiant une approche d'histoire économique tentent de pondérer la part du commerce extérieur avec les territoires d'outre-mer dans l'économie suisse et le rôle de ces échanges dans l'évolution du

---

<sup>80</sup> Sur cette question, voir les synthèses de : cf. Etemad, 2012, pp. 148-289 ; Austin, Gareth, «Capitalism and the colonies», in: Neil, Larry et Williamson, Jeffrey G. (ed.), *The Cambridge History of Capitalism. The Spread of Capitalism: From 1848 to the Present*, Cambridge: Cambridge University Press, vol. 2, 2015, [2014], pp. 306-314.

<sup>81</sup> Cf. Etemad, Bouda, «Un bilan économique de la colonisation», in Pierre Singaravélou (éd.), *Les empires coloniaux (XIXe-XX siècle)*, Paris: Points, 2013, pp. 302-303.

<sup>82</sup> Cf. Austin, 2015, [2014], pp. 306-314.

tissu économique helvétique.<sup>83</sup> Une telle visée est, en revanche, largement mise de côté par les auteurs de l' « histoire globale ».<sup>84</sup>

Si les études « postcoloniales » privilégient les effets de retour, elles peinent toutefois à pondérer la persistance de l'imaginaire colonial dans l'univers culturel helvétique. En cela, ces recherches aboutissent à une grande variété de résultats<sup>85</sup> et rejoint ainsi le constat que nous pouvons formuler sur l'historiographie « postcoloniale » britannique. À savoir qu'un empire homogène ne peut pas exercer une influence culturelle décisive dans une seule direction. La question qui se pose n'est donc pas celle de la présence de multiples influences sur les territoires européens, mais bien de son importance. Enfin, pour aborder la question des effets de retour postcoloniaux sur la Suisse, une bonne compréhension du fait colonial s'impose. Comme nous l'avons déjà écrit : « ... en Grande-Bretagne, de plus en plus d'historiens conviennent que les effets de la colonisation sur les sociétés dominées sont ambivalents et qu'un tel diagnostic doit guider notre façon d'évaluer ses influences sur les sociétés métropolitaines ». Nous poursuivons : « Il importe dès lors de considérer les mécanismes par lesquels les populations colonisées reprennent, transforment ou rejettent, selon leurs capacités et leurs aspirations, ce qu'apportent les colonisateurs ».<sup>86</sup>

Ce constat sur l'historiographie helvétique ayant été posé en 2014, il nous importe de poser notre regard sur ce que ces dix dernières années de recherche, marquées par les discussions sur les spécificités transnationales de l'histoire des relations Nord-Sud, ont apporté.

Un premier élément que nous relevons est que les études les plus récentes interrogent explicitement le passé de colonial de la Suisse. En 2012, un ouvrage dirigé par Patricia Purtschert, Barbara Lüthi et Francesca Falk avait déjà posé les bases d'une telle réflexion mais s'étaient restreint à capturer les représentations coloniales sur le territoire helvétiques dans la tradition de l'histoire postcoloniale.

---

<sup>83</sup> Cf. Veyrassat, Béatrice, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève: Droz, 1993, p. 356 ; David, Thomas et Etemad, Bouda (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*, Lausanne: Les Annuelles, 1994.

<sup>84</sup> Cf. Etemad, Humbert, 2014, p. 284.

<sup>85</sup> Par exemple : cf. Purtschert, Patricia, Lüthi, Barbara, Falk, Francesca (Hg.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld: Transcript, 2012.

<sup>86</sup> Ibid., pp. 290-291. Pour un aperçu récent des contributions sur la « Suisse coloniale », cf. Kreis, 2023.

Ces choix limitaient ainsi la pertinence d'une analyse à l'échelle de la Suisse.<sup>87</sup> En 2015, Patricia Purtschert poursuit ses réflexions avec Harald Fischer-Tiné et aborde cette fois le passé colonial de la Suisse dans un cadre méthodologique plus complet. Les deux auteurs intègrent des perspectives économiques et politiques sur liens de la Suisse avec le monde colonial et donnent plus de visibilité aux thématiques « oubliées » de la race, des genres, des colonisés ou des mouvements anti-coloniaux.<sup>88</sup> Les articles de cet ouvrage insistent enfin sur la participation de la Suisse à l'impérialisme et aux élans colonisateurs des grandes puissances européennes dans des domaines et des époques variées. Selon eux, la Suisse se situe aux marges de ce mouvement et, en tant qu'outsider de la colonisation, s'affranchit des frontières impériales et montre une forme de complicité coloniale. De notre point de vue, il s'agit ici d'un jalon important dans l'historiographie helvétique qui permet de faire résonner le cas de la Suisse coloniale dans les études sur l'histoire impériale en général et nous permet de continuer à questionner l'exceptionnalisme de la Suisse à l'aune d'autres puissances majeures ou mineures de l'impérialisme européen.

En 2022, un nouvel ouvrage collectif questionne à nouveau les liens de la Suisse avec le monde colonial mais sous l'angle de la racialisation du pays. Il montre comment le concept évolutif de race et de racisme est construit en Suisse par une attribution asymétrique des privilèges.<sup>89</sup> Une des originalités de cet ouvrage est qu'il propose une perspective globale comparative. Plusieurs études démontrent comment des Suisses enrichissent les débats dans les sphères coloniales sur les races ou l'eugénisme et contribuent au partage des connaissances, notamment anthropologiques, à l'échelle européenne.

La dimension de la participation de la Suisse au partage des savoirs dans le monde colonial est abordée dans les travaux de l'historien Bernhard C. Schär. En privilégiant une approche transimpériale et en croisant les échelles d'analyse, Schär s'intéresse aux trajectoires de scientifiques, hommes d'affaires ou encore militaires suisses dans le monde impérial. Il articule les questions de genre, de race et de rapport de dominance en jonglant avec les territoires d'analyse.<sup>90</sup> Dans

---

<sup>87</sup> Cf. Purtschert, Lüthi, Falk, 2012.

<sup>88</sup> Cf. Purtschert, Fischer-Tiné, 2015 ; Purtschert, Falk, Lüthi, 2016.

<sup>89</sup> Cf. dos Santos Pinto, Jovita, Ohene-Nyako, Pamerla, Pétrémont, Mélanie-Evely *et alii.* (Hrsg.), *Un/doing Race. Rassifizierung in der Schweiz*, Zürich; Genève: Seismo Verlag, 2022.

<sup>90</sup> Cf. Schär, Bernhard C., « Earth Scientists as Time Travelers and Agents of Colonial Conquest: Swiss Naturalists in the Dutch East Indies », *Historical social research*, vol. 40, no 2, 2015, pp. 67-80 ;

une étude publiée en 2022, Schär se penche sur le mercenaire et homme politique Louis Wyrsh. Il montre comment sa trajectoire affecte l'histoire des colonies européennes et celle de l'Europe centrale en l'analysant son engagement dans les Indes néerlandaises à l'échelle de la famille, de la région, du pays et de l'histoire impériale de l'Europe.<sup>91</sup> Avec cette étude, il se montre critique envers l'historiographie impériale, trop encline à l'amnésie coloniale. Pour lui, ces connexions globales sont trop mises à l'écart de l'histoire impériale. Comme le montre le cas helvétique, les acteurs du monde colonial ne sont pas limités à ceux des grandes métropoles. Aussi, un regard décentré, original et transimpérial permet de mieux saisir la complexité de l'histoire de la colonisation.

Les directions prises par les recherches historiques sur les relations Nord-Sud influencent également les récits centrés sur les entreprises. En Suisse, Christoph Dejung et Andreas Zangger se sont intéressés au cas des maisons de commerce actives en Inde et en Asie du Sud-Est et soulignent l'importance des réseaux nationaux et transnationaux dans la réussite des entreprises helvétiques.<sup>92</sup> L'étude de Dejung, centrée sur l'entreprise suisse Gebrüder Volkart, recentre également son propos dans une perspective globale. L'historien Pierre-Yves Donzé discute quant à lui de l'expansion de la multinationale Nestlé au Japon et en Asie après la Seconde Guerre mondiale. Ses travaux analysent l'évolution des pratiques de l'entreprise au contact des sociétés locales. C'est bien l'adaptation à ces nouvelles conditions qui construit le succès de l'entreprise dans ces nouveaux marchés, mais également à l'échelle globale.<sup>93</sup> Donzé démontre également le rôle déterminant de la Suisse dans la promotion et la défense des intérêts privés à l'étranger.<sup>94</sup>

En adoptant une perspective temporelle plus large, les avantages que revêt la petitesse de la Suisse, son absence de colonie ou sa neutralité pour la croissance

---

Schär, Bernhard C., « On the Tropical Origins of the Alps. Science and the Colonial Imagination of Switzerland, 1700-1900 », in: Purtschert, Patricia, Fischer-Tiné, Harald, *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015, pp. 29-49 ; Schär, Bernhard C., « Philanthropie postcolonial. Macht und Mitleid zwischen der Schweiz und Indien, 1950-1900 », *Itinera*, vol. 44, 2017, pp. 127-139 ; Schär, Bernhard C., « From Batticaloa via Basel to Berlin. Transimperial Science in Ceylon and Beyond around 1900 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 48, no 2, 2019, pp. 1-33 ; Schär, Bernhard C., « Switzerland, Borneo and the New Dutch India: Towards a New Imperial History of Europe, c. 1770-1850 », *Past & Present*, vol. 257, no 1, 2022, pp. 134-167.

<sup>91</sup> Cf. Schär, 2022.

<sup>92</sup> Cf. Zangger, 2011 ; Dejung, 2013. Voir également Etemad, Humbert, 2014, pp. 283-284.

<sup>93</sup> Cf. Donzé, Pierre-Yves, « L'expansion des multinationales en Extrême-Orient : Nestlé au Japon de 1945 à nos jours », *Traverse*, vol 27, no 1, 2020, pp. 48-61.

<sup>94</sup> Cf. Donzé Pierre-Yves, « The Advantage of Being Swiss: Nestlé and Political Risk in Asia during the Early Cold War, 1945–1970 », *Business History Review*, vol. 94, no 2, 2020, pp. 373-397.

des acteurs suisses sur les marchés extérieurs sont également relevés par Lea Haller.<sup>95</sup> Renforcé par la forte structure capitaliste de la Suisse, le secteur du commerce de transit croît fortement au cours du XXe siècle mais reste discret dans le paysage helvétique. Ce trait du capitalisme helvétique est également mis en avant par Pierre Eichenberger qui stipule dans un article publié en 2022 : « If small was beautiful, it was because it helped Swiss capitalists to remain incognito and to instrumentalize their state - which, despite the mythical glorification of markets, very much remains crucial to the organization of the economy - more directly than elsewhere ». <sup>96</sup> La relation de domination propre au colonialisme et d'une manière plus générale à l'impérialisme se retrouve dans les traits du capitalisme helvétique. Les liens entre capitalisme et impérialisme culturel n'ont pourtant pas souvent été thématiques dans la littérature spécialisée. Celle-ci s'est davantage penchée sur la question de l'existence d'un impérialisme à la sauce helvétique.

Cette question, posée notamment par l'historienne Béatrice Veyrassat<sup>97</sup>, n'a jamais entraîné de véritables débats dans l'historiographie des relations de la Suisse avec les contrées d'outre-mer. De plus, les tentatives d'appliquer la notion d'impérialisme au cas de la Suisse ne reposent presque jamais sur les modèles d'impérialisme existant dans le monde. Enfin, elles privilégient majoritairement la période de la fin du XIXe siècle.<sup>98</sup> Bref, il s'agit d'un cas peu étudié. L'absence de colonies, de tradition maritime ou d'engagements militaires à l'étranger a certainement contribué au manque d'engouement pour appliquer la notion d'impérialisme au cas de la Suisse. Toutefois, les activités des Suisses dans les contrées d'outre-mer au cours de la période coloniale incitent à s'interroger sur l'existence d'un impérialisme à la sauce helvétique.

Les rares écrits sur un éventuel impérialisme suisse mettent l'accent sur la spécificité qu'entretiennent certains acteurs helvétiques avec d'autres puissances impériales. Une forme d'impérialisme suisse aurait existé, mais seulement articulé avec celui d'autres puissances. En 1932 déjà, le sociologue Richard Behrendt fait

---

<sup>95</sup> Cf. Haller, Lea, *Transithandel. Geld- und Warenströme im globalen Kapitalismus*, Berlin: Suhrkamp Verlag, 2019, p. 375.

<sup>96</sup> Eichenberger, Pierre, « Swiss Capitalism, or the Significance of Small Things », *Capitalism: A Journal of History and Economics*, vol. 3, no 1, 2022, p. 245.

<sup>97</sup> Cf. Veyrassat, 2018, p. 283.

<sup>98</sup> Ce constat est en premier lieu posé par Béatrice Veyrassat : cf. *ibid.*, p. 283.

référence – sans la mentionner - à l'idée d'empire informel, considérant que la Suisse peut indirectement tirer des bénéfices d'empires existants. Malgré la faiblesse de l'État helvétique dans les relations extérieures, mais grâce à sa neutralité, certains ressortissants suisses à l'étranger pouvaient tirer les marrons du feu. Behrendt considère ainsi l'impérialisme helvétique comme « *tertius gaudens* »<sup>99</sup> et pose un regard dubitatif sur l'existence d'un l'impérialisme suisse. Deux années plus tard, Wilhelm Röpke va plus loin en rejetant l'idée d'un impérialisme suisse tout en en soulignant sa caractéristique capitaliste.<sup>100</sup>

Une cinquantaine d'années plus tard, en portant son regard sur la présence suisse en Orient du XIXe siècle à la Première Guerre mondiale, l'historien Beat Witschi propose le concept d'« impérialisme secondaire » pour caractériser les activités des marchands suisses présents dans cette région « dans la foulée des grandes puissances ».<sup>101</sup> Selon Beat Witschi, les maisons de commerce helvétiques préféraient confier la défense de leurs intérêts à une nation influente dans la région, comme la Grande-Bretagne ou la France. Pour cet auteur, cette stratégie est typique du comportement des négociants helvétiques dans tous les territoires coloniaux dominés par les grandes puissances.<sup>102</sup>

L'idée de Beat Witschi n'est pas nouvelle. Le journaliste Lorenz Stucki avait déjà tenté de montrer, en 1968, que la Suisse avait bâti une sorte d'« empire économique mondial »<sup>103</sup>, en s'insérant dans le sillage creusé par les grandes puissances.<sup>104</sup> L'historien Roland Ruffieux parle, quant à lui, d'un « colonialisme oblique ». Ruffieux oppose l'impérialisme politique à l'impérialisme

---

<sup>99</sup> Cf. Behrendt, Richard, *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Imperialismus*, Zürich ; Leipzig: Rascher & Cie, 1932, pp. 46, 46-51.

<sup>100</sup> Cf. Röpke, Wilhelm, « Kapitalismus und Imperialismus », *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, vo. 70, no 3, 1934, p. 373.

<sup>101</sup> Witschi, Beat, *Schweizer auf imperialistischen Pfaden. Die schweizerischen Handelsbeziehungen mit der Levante 1848-1914*, Beiträge zur Kolonial- und Überseegegeschichte, Stuttgart: Steiner, 1986, p. 186. La formule originale en allemand est : « die Wegbereitung durch die Grossmächte ».

<sup>102</sup> Cette analyse est tirée de Béatrice Veyrassat : cf. Veyrassat, Béatrice, « La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographiques au XIXe siècle. Essai de reconstitution », in: Bairoch, Paul et Koerner, Mark (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale*, Zürich: Chronos, 1990, p. 27.

<sup>103</sup> Cf. Stucki, Lorenz, *L'empire occulte. Les secrets de la puissance helvétique*, Paris: R. Laffont, 1970. Lorenz Stucki le définit aussi comme un « empire occulte », en allemand : « heimliche Imperium ».

<sup>104</sup> Cf. *ibid.*

économique : « L'aspect politique, donc conquérant et dominateur, de l'impérialisme a toujours heurté les Suisses [...] écartés de toute aventure coloniale autre que celle de l'émigration des hommes. Mais l'impérialisme économique n'a existé que sous ses formes coloniales ou semi-coloniales ».<sup>105</sup> Cette notion s'appliquerait : « ... aux entreprises du capitalisme international à travers un réseau multilatéral compliqué, qui prend l'allure d'un colonialisme oblique ».<sup>106</sup> Mais qu'en est-il du poids des activités helvétiques dans l'économie et la politique du pays-hôte ? Une étude de Lorenzo Zichichi, publiée en 1988, montre comment les commerçants et banquiers suisses occupent une position centrale dans le fonctionnement du Royaume des Deux-Siciles au cours de la première partie du XIXe siècle. Zichichi utilise à cet égard le terme de « colonialisme feutré ».<sup>107</sup> Au cours des années 1970, d'autres études posent la question de l'existence d'une forme d'impérialisme et tentent de le définir. Elles sont pour la plupart influencées par une étroite approche dépendantiste.<sup>108</sup>

Depuis les années 1990, la réflexion autour d'un impérialisme suisse se fait à travers des études de cas. Dans une importante contribution, publiée en 1993, sur l'influence des milieux d'affaires helvétiques au Brésil et au Mexique, Béatrice Veyrassat relève le poids des acteurs helvétiques dans l'économie de ces deux pays, soulignant le rôle fortement passif des autorités helvétiques. Béatrice Veyrassat privilégie l'idée de *business imperialism*, empruntée à Pratt<sup>109</sup>, pour qualifier l'impérialisme des intérêts privés et le rôle déterminant du capital dans certaines branches d'activité. En s'appuyant sur le travail de Veyrassat, l'historienne Isabelle Lucas traite du cas des relations entre la Suisse et l'Argentine principalement au cours du XXe siècle. Si les deux auteures s'accordent sur

---

<sup>105</sup> Ruffieux, Roland, «La Suisse des radicaux (1848-1914)», in: *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne: Editions Payot, vol. 3, 1983, p. 666.

<sup>106</sup> Ruffieux, 1983, p. 666.

<sup>107</sup> Cf. Zichichi, Lorenzo, *Il colonialismo felpato. Gli svizzeri alla conquista del Regno delle due Sicilie : (1800-1848)*, Palermo: Sellerio, 1988, pp. 98-99.

<sup>108</sup> Cf. Höpflinger, François, *L'empire suisse*, Genève: Grounauer, 1978 ; Udry, Charles-André, «Impérialisme suisse et « aide » au tiers monde», *Critiques de l'économie politique*, vol. 13-14, 1973, pp. 230-262 ; Ziegler, Jean, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris: Éditions du Seuil, 1976 ; Kappeler, Beat, «Schweizer Finanz und Entwicklungsländer», in: der Erklärung von Bern für solidarische Entwicklung Vereinigung (Hg.), *Schweizer Kapital und Dritte Welt*, Bern: Vereinigung der Erklärung von Bern, [1974], pp. 1-56.

<sup>109</sup> Cf. Pratt, Desmond Christopher Martin, *Business Imperialism: 1840-1930: an Inquiry based on British Experience in Latin America*, Oxford: At The Clarendon Press, 1977, cité in: Veyrassat, 1993, pp. 31-33.

l'importance de l'émigration suisse dans la constitution de réseaux de gens d'affaires pour soutenir les flux commerciaux et financiers entre la Suisse et l'outre-mer, leurs visions diffèrent sur les contours d'un éventuel impérialisme. Pour Isabelle Lucas, le cas des relations helvético-argentines montre que l'État joue un rôle actif : « l'État occupe une place centrale dans la définition et la mise en œuvre de la politique vis-à-vis de l'Argentine ».<sup>110</sup> L'impérialisme suisse existerait donc en Argentine, la Confédération étant capable de peser sur des secteurs de niche de l'économie argentine, à condition toutefois de bénéficier d'un système économique et politique mis en place par les grandes puissances.<sup>111</sup>

Comme le remarque Isabelle Lucas, le poids de la Confédération dans les relations extérieures du pays n'est cependant pas une condition indispensable pour caractériser l'impérialisme à la suisse. Avant elle, les historiens Jacques Pous, Hans Ulrich Jost ou Sébastien Guex ont également relevé que l'absence d'un État fort, susceptible de mener des opérations militaires ou de créer des pressions directes, ne remet pas en cause la volonté dominatrice des milieux dirigeants suisses vis-à-vis des marchés d'outre-mer. L'image de la Suisse, construite sur ses caractéristiques de neutralité, de bons offices ou d'aide au développement, n'est pas contradictoire avec l'impérialisme.<sup>112</sup>

En abordant le rôle des sociétés de géographie suisses dans le mouvement expansionniste européen au cours du dernier tiers du XIXe, Fabio Rossinelli a, à son tour, tenté de saisir les caractéristiques de l'impérialisme suisse. Pour lui, les acteurs helvétiques, principalement issus de la bourgeoisie capitaliste, ont adhéré à l'impérialisme européen. Il affirme que cette démarche n'est pas spécifiquement suisse : « l'étude de cas helvétique confirme pleinement les dynamiques en vigueur dans le reste de l'Europe ».<sup>113</sup> Soulignant l'« attitude impérialiste » à la suisse » des sociétés de géographie helvétiques, Fabio Rossinelli évalue la portée

---

<sup>110</sup> Lucas, Isabelle, *Un impérialisme électrique. Un siècle de relations helvético-argentines (1890-1979)*, Lausanne: Editions Antipodes, 2021, p. 380.

<sup>111</sup> Ibid., pp. 376-380, p. 381. Isabelle Lucas parle d'un « impérialisme en gants blancs ».

<sup>112</sup> Ce constat repris de l'étude d'Isabelle Lucas, cf. Lucas, 2021, p. 20. Voir aussi : cf. Pous, Jacques, *Henry Dunant l'Algérien ou le mirage colonial*, Genève: Ed. Grounauer, 1979 ; Guex, 1999 ; Jost, Hans Ulrich, «La Suisse dans le sillage de l'impérialisme américain», in: Hans Ulrich Jost (éd.), *A tire d'ailes*, Lausanne: Antipodes, 2005, pp. 537-547.

<sup>113</sup> Rossinelli, 2022, p. 603.

des activités des Suisses sur les contrées d'outre-mer au XIXe, activités tantôt en harmonie, tantôt en concurrence avec l'impérialisme européen.<sup>114</sup>

Dépassant les études de cas, des essais de synthèse ont été proposés. Les contributions de Thomas David, de Bouda Etemad et de Sébastien Guex s'attachent à mettre en évidence certaines caractéristiques propres à l'impérialisme suisse aux XIXe et XXe siècles.<sup>115</sup> Dans un article paru en 1998, Thomas David et Bouda Etemad apportent deux éléments particulièrement utiles. Premièrement, ils définissent deux périodes distinctes. Entre 1820 et 1914, la Suisse « se singularise par un appareil d'État faible, par une politique extérieure effacée et donc par une incapacité à se doter d'instruments de pression pour influencer sur les structures socio-économiques des régions d'outre-mer. [...] Plutôt que d'impérialisme, il faudrait donc parler d'opportunisme mercantile ou d'un expansionnisme économique au profil bas ». <sup>116</sup> Selon eux, ce n'est qu'à partir de la Première Guerre mondiale que les entreprises privées, soutenues par l'État et les marchés financiers, parviennent à exploiter les richesses des régions d'outre-mer. Après la Seconde Guerre mondiale, l'expansion économique de la Suisse dans les pays d'outre-mer passe par l'augmentation des flux commerciaux, des investissements directs et d'une nouvelle forme d'émigration plus spécialisée (experts, inférieurs, managers, etc.).<sup>117</sup> Secondement, les deux auteurs proposent une perspective comparative. L'impérialisme helvétique posséderait des similitudes avec celui de la Grande-Bretagne ou des États-Unis. Considérant la richesse relative de ces trois pays, la puissance de leur marché financier et leur attachement au libéralisme économique<sup>118</sup>, David et Etemad placent la dimension économique au cœur de la définition de l'impérialisme suisse. Ils considèrent toutefois que la politique de neutralité et la diplomatie humanitaire apparaissent également comme des éléments non négligeables de l'impérialisme suisse. Enfin,

---

<sup>114</sup> Cf. *ibid.*, pp. 601-610.

<sup>115</sup> Cf. David, Etemad, 1994 ; David, Thomas et Etemad, Bouda, «L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIXe-XXe siècles) : un état de la question», *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 46, no 2, 1996, pp. 226-231 ; David, Thomas et Etemad, Bouda, «Un impérialisme suisse ?», *Traverse. Schweiz-Dritte Welt. Von der Expansion zur Dominanz*, vol. 5, no 2, 1998, pp. 7-27 ; Guex, 1999, pp. 7-27.

<sup>116</sup> David, Etemad, 1998, p. 11.

<sup>117</sup> Cf. *ibid.*, pp. 11-13.

<sup>118</sup> Cf. *ibid.*, p. 15.

celui-ci se caractérise par sa discrétion.<sup>119</sup> Notons que la dimension culturelle de l'impérialisme suisse n'est pas retenue par ces deux auteurs.<sup>120</sup>

Cette dimension ne figure également pas au centre des analyses de l'historien Sébastien Guex. Dans ses travaux, si l'impérialisme implique des rapports de pouvoir économiques, politiques et culturels inégaux qui modèlent le monde de manière inégalitaire en soutenant une division internationale du travail, Sébastien Guex tente avant tout de saisir le poids économique et les spécificités du capitalisme helvétique sur le plan international. Avec cette démarche, il démontre que, malgré une « rhétorique de la petitesse »<sup>121</sup>, la Suisse est bien une importante puissance impérialiste qui se repose sur la taille de ses investissements directs et bénéficie de la politique de la neutralité, de celle des bons offices et de la politique humanitaire de la Suisse.<sup>122</sup>

Sur ce premier point, les études récentes ont relevé que la définition de l'impérialisme peut également être adaptée à la construction, aux transferts et à l'intégration des idées et des discours. L'impérialisme culturel contribue ainsi à la mise en réseau et à la construction des idéaux des milieux capitalistes. Concernant ce deuxième point, rappelons que des travaux ont montré comment un État qui n'est pas une grande puissance parvient à manœuvrer pour jouer un rôle actif dans la promotion et la défense de ses intérêts.<sup>123</sup> Nous ajouterons que la faible visibilité de l'appareil diplomatique d'un État peut également servir, de manière délibérée, les intérêts de ses ressortissants.

Enfin, il semble que la capacité d'adaptation des acteurs suisses pourrait davantage être prise en compte dans la littérature spécialisée. Les formes de l'expansionnisme helvétique dans le Sud global dépendent non seulement du degré de cohabitation entre les ressortissants suisses et les puissances impériales,

---

<sup>119</sup> Sur cet aspect, notamment cf. Guex, 1999, pp. 12-18.

<sup>120</sup> Sur l'impérialisme culturel ou philanthropique de la Suisse au XIXe, cf. Veyrassat, 2018, pp. 308-314 ; Purschert, Fischer-Tiné, 2018.

<sup>121</sup> Guex, 1999, p. 12.

<sup>122</sup> Pour une analyse des contributions de Sébastien Guex à l'impérialisme suisse : cf. Lucas, Isabelle, Bott, Sandra, « La Suisse dans le sillage de l'impérialisme des grandes puissances », in: Guex Sébastien, *Du pouvoir et du profit*, Lausanne : Antipodes, 2021, pp. 293-327.

<sup>123</sup> Voir par exemple : cf. Meister, Magnus, *Swiss Economic and Political relations with Israel, Egypt and Syria during the Arab-Israeli Conflicts (1967-1983)*, thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2019 ; Donzé, 2020a ; Widmer, Sabina, *Switzerland and Sub-Saharan Africa in the Cold War, 1967-1979: Neutrality Meets Decolonisation*, Leiden ; Boston: Brill, 2021 ; Lucas, 2021.

mais également - ce qui est souvent passé sous silence - de la solidité des structures socio-économiques en place dans les régions sous domination.

C'est dire que l'étude de l'histoire de la Suisse avec les contrées d'outre-mer passe par une bonne compréhension du fait colonial. La structure socio-économique des terres lointaines et l'ampleur d'engouffrement de la colonisation sont des caractéristiques à prendre en compte pour mesurer le poids quantitatif ou qualitatif des activités helvétiques et leurs éventuels effets de retour. Aussi, comme nous l'avons formulé : « ... [les sociétés globales, coloniales ou postcoloniales] doivent être analysées à de multiples niveaux : celui de l'action exercée du dehors, celui de l'évolution endogène et celui de l'interaction entre l'externe et l'interne ».<sup>124</sup>

Il reste ainsi à parcourir l'historiographie helvétique portant sur l'Afrique subsaharienne en gardant à l'esprit ce constat. Les conditions initiales des territoires colonisés sont-elles suffisamment prises en compte dans les analyses ? Mais avant de nous pencher sur le cas de la Suisse, penchons-nous sur les spécificités de l'Afrique de l'Ouest, telles qu'elles sont décrites par les Africanistes.

## **2.2. La colonisation de l'Afrique de l'Ouest**

De ce qui précède, il apparaît que pour traiter des relations entre la Suisse et l'outre-mer, il importe de comprendre l'évolution des structures socio-économiques en place dans les terres lointaines. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions évaluer le poids des activités helvétiques dans le monde colonial. Pour cela, il faut commencer par se pencher sur les caractéristiques de la colonisation de l'Afrique de l'Ouest. Comme nous l'avons déjà présenté, les missionnaires et commerçants de Bâle sont présents en Afrique de l'Ouest dès le début du XIXe siècle sur les territoires de l'actuel Ghana, puis autour du Mont Victoria, sur les côtes de l'actuel Cameroun. Certes, le poids de cette présence reste minime. La question qui nous intéresse est de savoir si le faible poids démographique et économique des activités helvétiques dans ces deux territoires d'Afrique occidentale est une

---

<sup>124</sup> Etemad, Humbert, 2014, p. 291.

caractéristique particulière de l'expansionnisme suisse ou s'il s'agit d'une spécificité propre à la colonisation de cette partie du monde.

Selon l'historien nigérian Toyin Falola, celle-ci est dominée par quatre thèmes principaux.<sup>125</sup> Le premier concerne les relations anglo-africaines dans les domaines économique, politique ou culturel et aborde la question de l'impérialisme. Le deuxième thème se focalise sur l'administration coloniale britannique et française dans la première partie du XXe siècle, ainsi que sur les réactions des acteurs africains. La montée en puissance du nationalisme africain et la phase des indépendances constituent un troisième axe de recherche. Le dernier thème tourne autour de la question du poids de la colonisation dans l'histoire longue de l'Afrique de l'Ouest. Si des études embrassent, à partir des années 1960, une approche dépendantiste et dénoncent la responsabilité de la colonisation dans les problèmes économiques de cette région, d'autres insistent sur la capacité des Africains à prendre des décisions et garder l'initiative du développement économique et social de l'Afrique de l'Ouest.

Ce découpage thématique et chronologique est utile dans la mesure où l'étude des activités de la Basler Handelsgesellschaft nous amène à poser des problématiques qui traversent les trois premiers thèmes retenus par Falola. Une autre thèse, celui des liens entre colonisation et développement, pourrait être ajouté à sa liste. Il est proposé, depuis les années 1990, par des économistes américains qui considèrent la colonisation comme un « laboratoire » permettant de comprendre les inégalités du monde en suivant les trajectoires économiques sur le long terme.<sup>126</sup> La nouveauté de cette démarche repose sur le fait qu'elle s'écarte des schémas explicatifs traditionnels qui font dépendre la performance économique des colonies de l'identité du colonisateur, à savoir son bagage économique, politique et idéologique. Selon les tenants de cette approche, la performance économique d'un territoire colonisé dépend avant tout des conditions initiales et de la qualité des institutions mises en place durant la colonisation. Son originalité est de lier étroitement les trajectoires des colonies à ce que trouvent les Européens à leur arrivée, à savoir le milieu naturel, le poids des hommes et la consistance des

---

<sup>125</sup> Cf. *ibid.*, pp. 492-496.

<sup>126</sup> Cf. Engerman, Stanley L. et Sokoloff, Kenneth L., *Economic Development in the Americas since 1500. Endowments and Institutions*, Cambridge: Cambridge University Press, 2012, notamment le chapitre 2 coécrit avec Stephen Haber, pp. 31-56. Une synthèse de leur approche est proposée par Bouda Etemad, cf. Etemad, 2012, pp. 149-174.

structures socio-économiques indigènes. Une des forces de cette approche est de proposer une analyse globale du fait colonial, combinant des facteurs économiques, sociaux et politiques, mais aussi géographiques et démographiques.

Ce schéma explicatif semble particulièrement intéressant pour notre étude de cas. Il permettrait de tenir compte des structures socio-économiques de l'Afrique occidentale pour mieux saisir le rôle des acteurs helvétiques. Le cadre d'analyse proposé par les économistes Stanley L. Engerman et Kenneth L. Sokoloff colle au monde colonial américain. Aussi, la principale question qui se pose est de savoir si leur schéma et la typologie qui l'accompagne sont transposables à l'ensemble du monde colonisé. On pourrait en douter dans la mesure où, comparé à l'Amérique, le poids des structures précoloniales apparaît comme particulièrement important en Asie ou en Afrique, où les Européens ne bénéficient pas d'une *tabula rasa* leur offrant une marge de manœuvre importante lors de leur implantation.

Trois autres économistes américains, Simon Johnson, James A. Robinson et Daron Acemoglu, reprennent au début des années 2000 le schéma explicatif d'Engerman et Sokoloff avec l'ambition de l'appliquer à l'ensemble du monde colonisé. Plus mécanique, leur démarche est de corrélérer la croissance économique à la qualité des institutions. Ils soutiennent que les écarts de développements ont pour origine des différences institutionnelles et que celles-ci agissent comme un facteur décisif de prospérité durant la période coloniale.<sup>127</sup> Si les conclusions soutenues par ces économistes ont stimulé le monde des historiens, des spécialistes de l'histoire coloniale ont formulé des critiques.<sup>128</sup> Il leur a été reproché de ne pas tenir compte de la capacité des populations colonisées à s'opposer ou à intégrer les modèles institutionnels extérieurs. Aussi, négligent-ils l'existence des « institutions indigènes, hybrides ou hétérogènes » dans le développement des sociétés asiatiques et africaines sous domination. « [Si bien que] les institutions

---

<sup>127</sup> Cf. Acemoglu, Daron, Johnson, Simon et Robinson, James A., «The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation», *American Economic Review*, vol. 91, no 5, 2001, pp. 1369-1401 ; Acemoglu, Daron, Johnson, Simon et Robinson, James A., «Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 117, no 4, 2002, pp. 1231-1294.

<sup>128</sup> Notamment l'étude de l'historien Christopher Bayly : cf. Bayly, Christopher. A., «Indigenous and Colonial Origins of Comparative Economic Development : The Case of Colonial India and Africa», *Policy Research Working Paper, The World Bank*, no 4474, January 2008, p. 35. Mais aussi celles d'autres spécialistes de l'Afrique : cf. Austin, Gareth, «The "Reversal of Fortune" Thesis and the Compression of History : Perspectives from African and Comparative Economic History», *Journal of International Development*, vol. 20, 2008, pp. 996-1027 ; Hopkins, A. G., «The New Economic History of Africa», *The Journal of African History*, vol. 50, no 2, 2009, pp. 155-177.

les plus aptes à y générer de la prospérité ne ressembleraient pas nécessairement à celles apparues dans les démocraties occidentales ». <sup>129</sup>

En 2014, Gareth Austin, un spécialiste de l'histoire économique de l'Afrique de l'Ouest, publie une étude, pour le compte de la *Cambridge History of Capitalism*, sur les liens entre colonialisme et capitalisme depuis 1850. <sup>130</sup> Dans cette optique, Austin considère d'abord l'intérêt des métropoles européennes pour les colonies et leur poids dans l'origine de l'industrialisation du Vieux Monde. Ensuite, il analyse l'impact de la domination capitaliste sur les espaces coloniaux. Pour cela, il dresse une typologie des colonies en se basant sur les dotations factorielles (*factor endowments*) et sur leurs structures socio-économiques précoloniales (*preexisting forms of capitalism*). Son essai typologique mérite que l'on s'y arrête.

Gareth Austin propose de distinguer cinq catégories de colonies que l'on retrouve à partir de 1850 dans le monde. <sup>131</sup> La première catégorie réunit les colonies de peuplement (*settler-monopoly colonies*) où le colonat européen prend le contrôle total du territoire, de ses ressources et de son gouvernement. Ces colonies se situent en Amérique du Nord, en Argentine, en Uruguay ou en Australie. La deuxième catégorie comprend les colonies dites « mixtes » (*settler-elite colonies*). <sup>132</sup> Dans ce cas, le colonat européen parvient à s'imposer, comme en Afrique du Sud, ou devient un puissant groupe de pression comme en Algérie ou au Kenya. Une troisième catégorie rassemble les colonies de plantation ou de concessions (*plantation or concession colonies*), où de larges concessions de terres sont accordées aux Européens comme dans le cas de la Malaisie, de la région d'Assam en Inde ou de la plupart des colonies allemandes, belges et françaises en Afrique équatoriale. La quatrième catégorie intègre les territoires de l'Afrique de l'Ouest mais également des régions d'Afrique de l'Est et d'Asie, comme Java, ou encore l'Inde. Il s'agit de colonies dites paysannes (*peasant colonies*). Ici, la terre reste majoritairement aux mains des indigènes qui adoptent majoritairement un système de plantation de petite taille. Avant de nous attarder sur les caractéristiques de cette quatrième catégorie, signalons que la cinquième et dernière catégorie regroupe des établissements côtiers européens (*city-ports*),

---

<sup>129</sup> Etemad, 2012, p. 194.

<sup>130</sup> Cf. Austin, 2015, [2014], pp. 301-347.

<sup>131</sup> Cf. *ibid.*, p. 315.

<sup>132</sup> Le formule de colonisation « mixte » est empruntée à Bouda Etemad, cf. Etemad, 2012, pp. 195-202.

abritant une population majoritairement urbaine comme Singapour, Hong Kong ou Macau.

Il convient de préciser que même si le contrôle de la terre y reste en mains indigènes, les colonies dites paysannes diffèrent entre elles dans la manière dont le système de production est organisé. En Afrique, la main-d'œuvre travaillant dans les fermes du Tanganyika est d'origine familiale, alors que dans d'autres régions le travail de la terre est assuré par des migrants engagés par des propriétaires indigènes (Nigéria, Gold Coast).<sup>133</sup> Par ailleurs, Gareth Austin insiste sur les limites des stratégies coloniales, tout particulièrement dans le cas des colonies paysannes : « the impact of the colonizers needs to be approached with an awareness of the capacity of colonized people, in spite of the obstacles they faced, to contribute to the making of their own histories ». <sup>134</sup> Dans des sociétés précoloniales d'Afrique de l'Ouest, la présence de rouages et de valeurs capitalistes ainsi qu'une ouverture vers les marchés extérieurs limitent les opportunités offertes au colonisateur et conditionnent la forme revêtue par l'administration coloniale.

Faut-il rappeler que les premiers échanges entre l'Afrique occidentale et l'Europe remontent à la fin du XVe siècle ? La transition effectuée par les acteurs africains de la traite négrière au « commerce légitime » à partir du milieu du XIXe siècle est à l'origine de l'établissement de firmes européennes sur les côtes africaines, dont les activités commerciales dépendent de la production africaine de produits agricoles fortement demandés en Europe, comme les palmistes et les arachides.<sup>135</sup> Cette réponse aux demandes des marchés européens est le fait d'acteurs autochtones, qui disposent des qualifications pour réorienter l'économie locale vers des produits d'exportation (en étendant les terres cultivées). Plus tard, les producteurs indigènes sauront, au cours de la période coloniale, diversifier la gamme de produits agricoles dédiés à l'exportation. C'est le cas des paysans de certaines régions du Ghana et du Nigéria qui se spécialisent avec succès dans la production de cacao, dont la culture s'adapte bien aux conditions environnementales locales. Ainsi, comme le souligne Gareth Austin, les capacités

---

<sup>133</sup> Pour plus de détails sur les colonies « paysannes », cf. Austen, Ralph A., *African Economic History. Internal Development and External Dependency*, London ; Portsmouth: James Currey, Heinemann, 1987, pp. 122-154. Voir aussi : cf. Hancock, 1964 [1942], pp. 302-305.

<sup>134</sup> Austin, 2015, [2014], p. 320.

<sup>135</sup> Cf. Lynn, Martin, *Commerce and Economic Change in West Africa. The Palm Oil Trade in the Nineteenth Century*, New York, Cambridge: Cambridge University Press, 1997.

d'adaptation économique (*capitalistic propensities*) des populations indigènes influencent fortement les choix du colonisateur, en poussant les administrateurs et les agents économiques à collaborer avec eux, empêchant de la sorte les firmes européennes d'accéder aux marchés locaux et de contrôler la production agricole.<sup>136</sup>

De fait, la capacité des colonies d'Afrique de l'Ouest à résister à l'implantation du système européen de la grande plantation y favorise un modèle de colonisation où les Européens sont pratiquement absents des activités de production.<sup>137</sup> Il repose sur l'association de paysans africains avec des firmes commerciales européennes, dont la Basler Handelsgesellschaft, pour écouler leurs produits d'exportation vers le marché international. Le modèle qui repose sur une forme de collaboration entre firmes commerciales européennes et acteurs africains, contribue au maintien de la structure « paysanne » de production.<sup>138</sup>

Parallèlement à ces éléments d'analyse avancés par les spécialistes de l'histoire économique du continent, nous choisissons de retenir également quelques spécificités des études sur l'Afrique présentées dans des études plus récentes qui rejoignent cependant des éléments développés par la littérature sur la colonisation. Premièrement, - et comme nous l'avons déjà mentionné – il importe de penser la colonisation de l'Afrique comme une rencontre entre des forces internes et externes à partir de laquelle se développe une temporalité et un espace commun dont les effets à long terme sont encore présents dans les sociétés contemporaines. Deuxièmement, le récit historique doit s'affranchir de la lecture des archives coloniales pour embrasser des points de vue variés des Européens et Africains. Enfin, le mouvement expansionniste européen en Afrique subsaharienne a engendré des rencontres coloniales dont l'étude en fait un terreau fertile pour les approches transimpériales et la variation des échelles d'analyse pour contribuer à désenclaver les récits nationaux.<sup>139</sup>

---

<sup>136</sup> Cf. Austin, 2015, [2014], p. 321.

<sup>137</sup> Cf. Hopkins, Antony G., *An Economic History of West Africa*, London: Longman, 1973, pp. 213-214.

<sup>138</sup> Cf. *ibid.*: Munro, J. Forbes, *Britain in Tropical Africa 1880-1960. Economic Relationships and Impact*, London: Macmillan Press, 1984, p. 101.

<sup>139</sup> Sur les aspects méthodologiques de l'histoire des relations entre l'Europe et l'Afrique, par exemple : cf. Blais, Fredj, Thénault, 2017 ; Lefebvre, Camille, Oualdi, M'hamed, « Remettre le colonial à sa place », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 72, no 4, 2017, pp. 937-943. On peut citer par exemple : cf. Fichter, James R. (dir.), *British and French Colonialism in Africa, Asia, and the Middle East. Connected Empires across the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, Cham: Palgrave

### 2.3. La Suisse et le Ghana

Avant de discuter des contributions à l'histoire des relations entre la Suisse et le Ghana, faisons un rapide tour d'horizon de la manière d'aborder les liens entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne. A ce sujet, il est d'abord important de noter que l'histoire économique des relations entre la Suisse et l'Afrique est pratiquement absente du champ historiographique suisse. Cela peut s'expliquer par les faibles flux commerciaux et financiers entre la Suisse et le continent africain sur le long terme. Au début des années 1990, les historiens Thomas David et Bouda Etemad soulignaient, déjà, l'intérêt timide des historiens pour les relations entre la Suisse et les territoires de l'outre-mer, particulièrement pour les territoires africains.<sup>140</sup> L'étude de Claude Lützelschwab sur la Compagnie genevoise des Colonies suisses de Sétif (Algérie), trop isolée, ne comble pas ce vide historiographique.<sup>141</sup>

Qu'en est-il des études plus générales portant sur les relations entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne ? Beaucoup sont dédiés aux activités des missions religieuses suisses. Elles se focalisent le plus souvent sur les actions des missionnaires helvétiques au sein d'un seul territoire et abordent principalement des thématiques culturelles et sociales.<sup>142</sup> Il arrive toutefois que certaines brossent une vue d'ensemble de la présence suisse en Afrique.<sup>143</sup>

---

Macmillan, 2019 ; Scheele, Isabell, *Les relations transimpériales. L'exemple du Togo allemande et du Dahomey français à l'apogée de l'impérialisme européen*, Berlin : Peter Lang, 2021.

<sup>140</sup> Cf. David, Etemad, 1994.

<sup>141</sup> Cf. Lützelschwab, Claude, *La Compagnie genevoise des Colonies suisses du Sétif (1853-1956). Un cas de colonisation privée en Algérie*, Bern, Peter Land, 2006.

<sup>142</sup> Par exemple : cf. Häsler, Alfred A., *Der Weizenkönig von Tanganjika. Abenteuer eines Lebens. Die Geschichte der Schweizer Pioniere August Künzler*, Freuenfeld: Huber, 1980 ; Gründer, Horst et Jenkins, Paul, «Mission und Kolonialismus. Die Basler Mission und die Landfrage in Deutsch-Kamerun», *Texte und Dokumente*, no 7, November 1986 ; Linder, Adolphe, *Die Schweizer in Mosambik 1721-1990*, Rondebosch: Selbsverlag, 1998 ; Lenzin, René, «*Afrika macht oder bricht einen Mann*». *Soziales Verhalten und politische Einschätzung einer Kolonialgesellschaft am Beispiel der Schweizer in Ghana (1945-1966)*, Basel: Basler Afrika Bibliographien, 1999 ; Favre, Pierre, «Neuchâtel et la Mission protestante du Gabon à la fin du XIXe siècle», *Revue historique neuchâteloise*, no 4, 2004, pp. 215– 232 ; Harries, Patrick, *Butterflies & Barbarians. Swiss Missionaries & Systems of Knowledge in South-East Africa*, Oxford: James Currey, 2007 ; Christ, Heinrich, *Zwischen Religion und Geschäft. Die Basler Missions-Handlungs-Gesellschaft und ihre Unternehmensethik, 1859-1917*, Beiträge zur Europäischen Überseegeschichte, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2015.

<sup>143</sup> Par exemple : cf. Debrunner, 1991 ; Perrenoud, Marc, «Aperçu sur les Suisses de l'étranger et la décolonisation en Afrique», *Etudes et Sources*, vol. 28, 2002, pp. 327-344 ; Perrenoud, Marc, «Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement», *Revue internationale de politique de développement*, no 1, 2010, pp. 81-98 ; Minder, Patrick, *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880-1939)*, Bern: Peter Lang, 2011.

Des études, centrées sur d'autres domaines, apparaissent, mais au compte-goutte. Il s'agit par exemple de la parution d'un numéro spécial de la *Revue Economique et Sociale* ou de la monographie imposante de Gustav Wanner sur la Basler Handelsgesellschaft.<sup>144</sup> C'est d'ailleurs l'histoire de cette société commerciale au Ghana qui attire jusque dans les années 1990 les auteurs sensibles à une approche socio-économique.

Plus tard, un ouvrage publié par la Confédération vise à promouvoir les recherches entre la Suisse et les pays en développement dans une perspective large.<sup>145</sup> Bien que le cas spécifique des relations économiques entre la Suisse et l'Afrique n'y soit pas abordé, c'est une publication qui relance l'intérêt scientifique pour l'histoire des relations Nord-Sud. Un numéro de la revue *Traverse* de 1998, consacré aux relations entre la Suisse et le Tiers-monde, va dans le même sens.<sup>146</sup>

Par ailleurs, sous l'impulsion des milieux universitaires, on dénombre quelques travaux académiques s'intéressant aux relations diplomatiques bilatérales. La période des indépendances des années 1960 se prête bien à ce genre d'exercice, centré sur les questions de reconnaissance et de représentation de la Confédération vis-à-vis de nouveaux États dans le contexte de la Guerre froide.<sup>147</sup>

---

<sup>144</sup> Cf. Société, d'étude économiques et sociales en collab. avec l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, *La Suisse et l'Afrique*, Revue économique et sociale, numéro spécial, Lausanne: Société d'étude économiques et sociales, septembre 1960 ; Wanner, Gustav Adolf, *Die Basler Handels-Gesellschaft 1859-1959*, Basel: Basler Handels-Gesellschaft, 1959.

<sup>145</sup> Cf. Hug, Peter Mesmer, Beatrix, *Von der Entwicklungshilfe zur Entwicklungspolitik*, Etudes et Sources, Bern: Archives Fédérales Suisses, vol. 19, 1993.

<sup>146</sup> Cf. David, Etemad, 1998, pp. 7-27.

<sup>147</sup> Ouvrages sur les relations politiques entre la Suisse et l'**Angola**, l'**Éthiopie**, le **Mozambique** et la **Somalie** : cf. Widmer, 2021 ; le **Burkina Faso** : cf. Boeglin, Philippe, *La coopération au développement entre la Suisse et le Burkina Faso. Continuité en régime révolutionnaire (1983-1987)*, mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2010 ; le **Cameroun** : Machia A Rim, 2022 ; le **Ghana** : cf. Page, Steve, *La Suisse et le Ghana de Nkrumah: une présence économique et diplomatique à l'épreuve de la décolonisation (1950-1970)*, mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2006 ; Humbert, Mathieu, «Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance», *Relations internationales*, vol. 3, no 163, 2015, pp. 63-80 ; la **Guinée** (Conakry) : cf. Schuwey, Jérôme, *La Suisse et la Guinée de Sékou Touré. Les enjeux de la coopération technique au lendemain de l'indépendance (1958-1974)*, mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2005 ; le **Nigeria** : cf. Page, Steve, *Le Nigeria et la Suisse, des affaires d'indépendance: commerce, diplomatie et coopération 1930-1980*, Berne: Peter Lang, 2016 ; la **Rép. Dém. du Congo** : cf. Kaufmann, Lyonel, «Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930-1960)», *Les Annuelles*, no 5, 1994, pp. 43-94 ; Birri, Marisa, «Der Kalte Krieg war in Afrika ein Heisser. Die Schweiz und der Kongokonflikt 1960-1963», *Itinera*, vol. 30, 2011, pp. 65-79 ; le **Rwanda** : cf. Gianella, Tommaso, *La Suisse et le Rwanda: les débuts de la Coopération technique dans le cadre de l'aide au développement de 1960 à 1965*, mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2002 ; Zürcher, Lukas, *Die Schweiz in Ruanda*, Zürich: Chronos Verlag, 2014 ; sur le **Sénégal** : cf. Dieng, Alioune, *A l'ombre de la France, les relations entre le Sénégal et la Suisse au lendemain de l'indépendance (1960-1964)*, mémoire de licence, Prof. Laurent Tissot (dir.), Neuchâtel, 2008.

Enfin, certaines publications récentes éclairent des aspects des relations économiques de la Suisse avec l'Afrique souvent liées aux activités humanitaires aux questions migratoires ou aux relations financières.<sup>148</sup> Ces publications abordent principalement le rôle de la Confédération dans la promotion et la défenses des intérêts privés et montrent comment la diplomatie suisse parvient à faire valoir ses avantages dans le contexte de la décolonisation et de la Guerre froide<sup>149</sup> ou mise davantage sur une collaboration plus discrète avec les acteurs privés ou ceux de l'aide au développement.<sup>150</sup> Notons, encore la recherche récente menée par Marcel Brengard qui aborde la question des conditions de travail des Africains dans les entreprises suisses implantées au Nigeria entre 1945 et 1975 de manière transnationale et questionne les rapports de la Suisse avec le colonialisme.<sup>151</sup>

Les études sur l'Afrique de l'Ouest sont étonnamment nombreuses et se focalisent sur le cas du Ghana. Cet engouement s'explique principalement par la longévité de la Mission de Bâle et de sa filiale commerciale dans cette région. Seules quelques contributions ne se limitent pas aux agissements des Bâlois pour couvrir un champ de recherche plus large.<sup>152</sup> Mais pour la plupart, elles s'attardent sur des aspects de l'histoire des missionnaires bâlois et privilégient souvent une approche descriptive.<sup>153</sup> Peu d'entre elles tentent de problématiser le rôle des missionnaires<sup>154</sup> ou d'approfondir certains sujets plus spécifiques.<sup>155</sup>

---

<sup>148</sup> Cf. Perrenoud, Marc, «Guerres, indépendances, neutralité et opportunités : quelques jalons historiques pour l'analyse des relations économiques de la Suisse avec l'Afrique (des années 1920 aux années 1960)», in: Bott Sandra *et al.* (éd.), *Suisse – Afrique (18e–20e siècles): de la traite des noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster: LIT-Verlag, 2005, pp. 85-104 ; Perrenoud, 2010 ; Bott Sandra, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945-1990. Marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zürich: Chronos, 2013 ; Perrenoud, Marc, « La coopération de la Confédération au développement, un enjeu de la politique intérieure et des relations économiques extérieures de la Suisse (1960-1973) », in: Batou, Jean *et al.* (éd.), *Deux mondes, une planète : mélanges offerts à Bouda Etemad = Two worlds, one planet : essays in honor of Bouda Etemad*, Lausanne: Editions d'en bas, 2015, pp. 293-306. Page, 2016 ; Machia A Rim, 2022.

<sup>149</sup> Par exemple : cf. Widmer, 2021.

<sup>150</sup> Par exemple : cf. Page 2016 ; Machia A Rim, 2022.

<sup>151</sup> Cf. Brengard, Marcel, *Schweizer Firmen in Nigeria 1960–1985*, Dissertation, Université de Zürich, 2024.

<sup>152</sup> Cf. Lenzin, 1999 ; Lenzin, René, «Schweizer im kolonialen und postkolonialen Afrika. Statistische Übersicht und zwei Fallbeispiele», *Studien und Quellen*, vol. 28, 2002, pp. 299-325 ; Humbert, 2015 ; Buser, Hans, *Als Schweizer Kaufmann in Ghana*, Basel: Basler Afrika Bibliographien, 2009.

<sup>153</sup> Cf. Eppler, Paul, *Geschichte der Basler Mission 1815-1899*, Basel: Missionsbuchhandlung, 1900 ; Schlatter, Wilhelm, *Geschichte der Basler Mission 1815-1915*, Basler: Verlag der Basler Mission Buchhandlung, 3 vol., 1916 ; Schlatter, Wilhelm, *Geschichte der Basler Mission 1815-1915*, Basler: Verlag der Basler Mission Buchhandlung, 3 vol., 1916 ; Hanking, Herman *et al.* (Hg.), *Durch Nacht zum Licht, 125 Jahre Basler Missionsarbeit auf der Goldküste*, Basel: Basler Missionsbuchhandlung, 1953 ; Wanner, Gustav Adolf, *Eduard und Wilhelm Preiswerk. Präsidenten der Basler Handels-*

Le premier ouvrage mettant en relation les activités missionnaires et les activités économiques de la Mission de Bâle est celui de Wilhelm Duisberg, paru en 1902.<sup>156</sup> Il faut attendre la parution de la thèse d'Ernest Osafo en 1972 pour avoir un meilleur aperçu de la contribution des missionnaires bâlois à l'évolution économique du Ghana.<sup>157</sup> Selon Osafo, la Mission de Bâle joue un rôle positif et important dans l'instauration d'une économie stable et planifiée et voit les dangers causés par la monoculture de cacao comme unique aspect négatif dans la transformation d'une agriculture de subsistance pour celle basée sur la rentabilité.

À l'occasion du centenaire de la filière commerciale de la Mission de Bâle, la direction de la Mission confie à l'historien Gustav Wanner le soin de rédiger un ouvrage commémoratif important.<sup>158</sup> Cette incontournable étude, qui développe l'histoire la Mission en Afrique et en Inde, ne prend pas la peine de confronter les activités de la Basler Handelsgesellschaft avec les composantes économiques, politiques et sociales du Ghana. Wanner pose les jalons de l'ascension des Bâlois en Afrique de l'Ouest, mais laisse beaucoup de questions en suspens et problématise peu les conditions de cette ascension. De même, un article de

---

*Gesellschaft*, Zürich: Verein für wirtschaftshistorische Studien, 1984 ; Jenkins, Paul, *A short history of the Basel Mission*, Texts and Documents, Basel: Basel Mission, May 1989.

<sup>154</sup> Cf. Arlt, Veit, *Die Basler Missionare und Krobo zur Mitter des 19. Jahrhunderts. Die Etablierung weltlicher Herrscher in Krobo im Lichte der frühen Berichte aus dem Archiv der Basler Mission*, [Basel]: [s.n.], 1995 ; Antwi, Daniel J., «The African Factor in Christian Mission to Africa: a Study of Moravian and Basel Mission Initiatives in Ghana», *International Review of Mission*, vol. 87, no 344, janvier 1998, pp. 55-76 ; Miller, John, *Missionary Zeal and Institutional Control. Organizational Contradictions in the Basel Mission on the Gold Coast, 1828-1917*, London: Routledge, 2003 ; Christ, 2015.

<sup>155</sup> Cf. Fischer, Friedrich Hermann, *Der Missionsarzt Rudolf Fisch und die Anfänge medizinischer Arbeit der Basler Mission an der Goldküste (Ghana)*, Herzogenrath: Verlag Murken-Altrogge, 1991 ; Jenkins, Paul, «The Scandal of Continuing Intercultural Blindness in Mission Historiography: the Case of Andreas Riis in Akwapim», *International Review of Mission*, vol. 87, no 344, janvier 1998, pp. 67-76 ; Schweizer, Peter Alexander, *Mission an der Goldküste: Geschichte und Fotografie der Basler Mission im kolonialen Ghana*, Basel: C. Merian, 2002 ; Arlt, Veit, «The Union Trade Company and Its Recordings: An Unintentional Documentation of West African Popular Music, 1931-1957», *History of Africa*, vol. 31, 2004, pp. 393-405 ; Jenkins, Paul et Thomas, Guy, «Die weite Welt rund um Basel: Mission, Medien und regionale Vermittlung eines Afrikabildes im 19. und 20. Jahrhundert», *Basel Regio Basiliensis*, no 45, 2004, pp. 99-107 ; Sill, Ulrike, «Mission als Übersetzungsbewegung. Die Spracharbeit der Basler Mission in Süd-Ghana in historischer Perspektive», in: Kusmierz, Katrin (Hg.), *Grenzen erkunden zwischen Kulturen, Kirchen, Religionen : eine Festschrift für Christine Lienemann-Perrin*, Frankfurt am Main: O. Lembeck, 2007, pp. 58-69 ; Sill, Ulrike, *Encounters in Quest of Christian Womanhood. The Basel Mission in Pre- and Early Colonial Ghana*, [S.l.]: [S.n.], 2008 ; Schmid, Pascal, *Medicine, Faith and Politics in Agogo : a History of Health Care Delivery in Rural Ghana, ca. 1925 to 1980*, Wien: Lit, 2018.

<sup>156</sup> Cf. Duisberg, 1902.

<sup>157</sup> Cf. Osafo, Ernest A., *Der Beitrag der Basler Mission zur wirtschaftlichen Entwicklung Ghanas von 1828 bis zum Ersten Weltkrieg*, Dissertation, Prof. Dr. René König (dir.), Köln, 1972.

<sup>158</sup> Cf. Wanner, 1959.

Margaret Gannon, publié en 1983, décrit assez précisément l'épisode de la confiscation des avoirs de la Mission de Bâle en 1918 et leur retour dix ans plus tard, mais il s'en tient au rôle de l'Office colonial britannique vis-à-vis du Ghana et néglige, pour sa part, les positions de la Mission de Bâle dans cette affaire et l'évolution du contexte historique.<sup>159</sup>

La thèse de Franz Ehrler publiée en 1977 propose quant à elle une analyse des relations entre les firmes commerciales européennes et paysans de l'Afrique de l'Ouest britannique mais se concentre presque exclusivement sur le cas du Ghana. Il montre comment les conditions de travail des paysans sont affectées par une structure du marché inégalitaire régit par une entente entre les firmes de négoce européennes et comment cette structure subsiste malgré l'intervention des autorités coloniales britanniques.<sup>160</sup> Bien que très pertinente, cette étude de cas n'articule pas ces évènements avec l'histoire des relations Nord-Sud et son analyse de la structure économique et sociale de l'Afrique de l'Ouest a depuis lors été revisitée.<sup>161</sup>

Dans un article paru en 2001, Sébastien Guex se focalise sur le cas de la BHG. Il insiste sur le rôle ambigu des activités bâloises au Ghana, mélange d'intérêts religieux et mercantiles, dans le but de promouvoir leur société en Afrique de l'Ouest.<sup>162</sup> Partagée entre un accroissement des bénéfices, liés à l'exportation de matières premières, et le souci de favoriser le développement d'une petite et moyenne bourgeoisie ghanéenne pour stimuler les importations de produits manufacturés, la société de négoce suisse est analysée, dans cet article, de manière originale et permet de saisir les avantages de la BHG au Ghana. Toutefois, cet article relate l'histoire de la BHG jusqu'à la Première Guerre mondiale sans avoir recours aux archives de la société bâloise.

---

<sup>159</sup> Cf. Gannon, Margaret, «The Basle Mission Trading Company and British Colonial Policy in the Gold Coast 1918-1928», *The Journal of African History*, vol. 24, 1983, pp. 503-515.

<sup>160</sup> Cf. Ehrler, Franz, *Handelskonflikte zwischen europäischen Firmen und einheimischen Produzenten in Britisch Westafrika : Die « Cocoa-Holds-Ups » in der Zwischenkriegszeit*, Zürich: Atlantis, 1977.

<sup>161</sup> Notamment Gareth Austin. Par exemple : Austin, 1988 ; 1996 ; 2003 ; 2005 ; 2014.

<sup>162</sup> Cf. Guex, Sébastien, «Le négoce suisse en Afrique noire : le cas de l'U.T.C.», in: Bonin, Hubert et Cahen, Michel (éd.), *Négoce blanc en Afrique noire : l'évolution du commerce à longue distance en Afrique noire du 18e au 20e siècles*, [Paris]: Publ. de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2001, pp. 225-253.

En 2008, Andrea Franc publie un livre sur le commerce du cacao de la filiale commerciale de la Mission de Bâle.<sup>163</sup> Elle y examine certains aspects délaissés par Gustav Wanner. Il s'agit de compléments bienvenus. L'étude de Franc manque de consistance cependant en négligeant la mesure de l'expansion commerciale. De plus l'analyse des phases d'activité les plus significatives de la BHG ne sont traitées que de manière succincte. On pense notamment à la séquestration des avoirs de société entre 1918 et 1928 ou les liens avec la Mission de Bâle. De même, l'implication de la BHG dans la politique expansionniste de la Suisse n'est que peu discutée. Andrea Franc différencie les rôles de la BHG et de l'État. Ce dernier tire parti des activités de BHG mais reste en marge de la société alors que les activités de la BHG relèvent plus d'un opportunisme mercantile que d'une forme d'impérialisme.<sup>164</sup> Bien qu'il s'agisse d'une étude de référence sur l'évolution de la BHG en Afrique subsaharienne, nous regrettons le manque de profondeur de son analyse qui délaisse les dimensions globales et impériales de son récit. Enfin, nous notons une dépendance presque exclusive aux fonds d'archives de la société bâloise.

Une autre étude, celle de Heinrich Christ publiée en 2015, retrace l'évolution de la BHG au cours du XIXe siècle. Comme Andrea Franc, Heinrich Christ exploite les archives de la société commerciale et de la Mission de Bâle. En articulant son travail sur les liens entre la religion et le commerce entre les deux entités bâloises jusqu'à leur séparation officielle en 1917, Christ identifie une spécificité des activités de la BHG en Afrique de l'Ouest. C'est un apport important mais limité, dans la mesure où il se contente de retracer l'évolution des mécanismes internes de la BHG sans s'attarder sur sa place dans l'histoire coloniale du Ghana colonial.<sup>165</sup>

---

<sup>163</sup> Cf. Franc, Andrea, *Wie die Schweiz zur Schokolade kam : der Kakaohandel der Basler Handelsgesellschaft mit der Kolonie Goldküste (1893-1960)*, Basel: Schwabe Verlag, 2008 ; Franc, Andrea, «Die Basler Handelsgesellschaft im Westafrika-Kartell (Ende 19. Jahrhundert bis circa 1970)», in: Müller, Margrit, Schmidt, Heinrich R. et Tissot, Laurent (Hg.), *Regulierte Märkte. Zünfte und Kartelle*, Zürich: Chronos Verlag, 2011, pp. 341-357. Voir aussi : cf. Franc, Andrea, *En dialogue avec le monde : les entreprises suisses aux XIXe et XXe siècles*, Baden: Hier und Jetzt, 2021.

<sup>164</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 222-229.

<sup>165</sup> Cf. Christ, 2015.

## 2.4. Conclusion

En prenant un peu de recul sur l'ensemble de la littérature portant sur l'histoire des relations Nord-Sud, nous pouvons souligner quelques points qui nous semblent pertinents à retenir pour notre étude. Notons, tout d'abord, l'évolution historiographique récente tant de l'histoire impériale que de l'histoire de la Suisse coloniale. L'approche transimpériale a ouvert de nouveaux champs d'études dans l'histoire des relations Nord-Sud - particulièrement pour les pays sans colonie comme la Suisse - et a revalorisé l'étude des acteurs oubliés de la colonisation. La recherche sur la compréhension du fait colonial ou de l'impérialisme informel européen s'en retrouve stimulée.

En Suisse, comme ailleurs, les études récentes montrent que le cloisonnement entre les approches économiques et culturelles semble se fragiliser. Elles insistent sur l'utilité de jongler avec ces deux registres pour repenser l'histoire coloniale de l'Europe. Une lecture mettant au centre de son analyse la connectivité entre les acteurs de l'impérialisme culturel et économique européen, mais également leurs relations de coopération ou de concurrence permet de porter un regard nouveau sur l'histoire des empires.

En revanche, les discussions sur le poids des spécificités locales dans les trajectoires des acteurs coloniaux restent toutefois marginales dans les études sur la Suisse coloniale. L'accent est principalement mis sur les relations entre les acteurs publics et privés du monde colonial ou postcolonial et sur les jeux d'échelle, mais peu sur les caractéristiques des territoires et des sociétés étudiées.

Quant aux études portant sur l'histoire de la BHG, nous remarquons qu'elles restent encore limitées dans ces registres. Il n'existe par exemple encore aucune étude intégrant des sources archivistiques variées dans son analyse.

## 2.5. La Suisse est-elle soluble dans sa 'postcolonialité'?

Etemad, Bouda et Humbert, Mathieu, «La Suisse est-elle soluble dans sa 'postcolonialité'?', *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 64, no 2, 2014, pp. 279-291.

L'histoire des relations entre la Suisse et les contrées d'outre-mer (sous-entendu ici l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique) est un champ mineur dans le paysage académique helvétique. Les publications en ce domaine, qui apparaissent surtout après la Deuxième Guerre mondiale, sont plutôt rares. Elles restent de surcroît confidentielles et suscitent rarement des débats, si ce n'est au sein d'un cercle restreint de spécialistes.

«Spécialiste» est d'ailleurs un terme trompeur, car il laisse croire qu'il existe en Suisse des chercheurs ayant fait de ce champ leur domaine de prédilection. Rien n'est plus faux. Aucun universitaire, visant un poste stable en Suisse, n'a à ce jour misé sur un tel cheval. Pourquoi l'aurait-il fait? Cette branche historique n'a donné lieu en Suisse à la création d'aucune chaire, d'aucune revue, d'aucune collection, d'aucune association.

Mais qui s'y engage alors? Pour l'essentiel des francs-tireurs. Autrement dit, selon le dictionnaire, soit des combattants ne faisant pas partie d'une armée régulière, soit des personnes menant une action indépendante, sans observer la discipline d'un groupe. Les deux définitions conviennent. C'est-à-dire que l'outre-mer n'est traité que de manière occasionnelle, comme un jardinet que l'on cultiverait à temps partiel pour l'agrément.

Quoi d'étonnant dès lors qu'en plus de leur nombre restreint, ces francs-tireurs avancent en ordre dispersé. De temps à autre, certains membres de ce groupe éclaté ressentent le besoin de se rencontrer et d'échanger à l'occasion d'un colloque, d'un ouvrage collectif ou d'un numéro spécial de revue.

Ce groupe n'est pas seulement éclaté, il est aussi disparate. Il est constitué principalement de deux catégories d'historiens: d'un côté, il y a ceux qui ont une bonne familiarité avec l'histoire suisse et dont le sujet d'étude les amène à s'aventurer dans des contrées lointaines; de l'autre, ceux qui font le chemin inverse les menant de l'outre-mer à l'Helvétie. Dans le premier cas, il peut s'agir d'un chercheur engagé dans l'histoire d'une entreprise suisse dont les activités s'étendent à un coin de l'Asie. Dans le second, d'un africaniste spécialiste du

missionnariat dans une zone du continent noir et dont l'objet d'étude a des ramifications en Suisse.

Cette situation singulière permet à certains de se lancer dans une analyse de la «Suisse coloniale» sans connaître les ressorts et les subtilités de l'histoire de la colonisation; et à d'autres, spécialistes de celle-ci, de se mettre en tête d'évaluer les influences sur la société et la culture suisse, dont les arcanes leur échappent. Mais en aucun cas, on ne trouvera parmi ces historiens de chercheur spécialisé, à parts égales, dans les deux registres.

Et c'est ainsi que dans la discrétion des académies, dans l'indifférence de l'opinion publique, de la classe politique, des médias et des autres disciplines qu'a été menée, bon an mal an, l'étude des relations de la Suisse avec l'outre-mer. Jusqu'à ce que, vers la fin des années 1990, ce petit monde soit pris de frémissements. En Europe ex-impériale et dans une moindre mesure en Suisse, la globalisation triomphante renforce des mouvements sociaux critiques, animés notamment par des groupes qui se présentent comme opprimés (minorités ethniques, femmes) en se référant à un passé esclavagiste et colonial.

La résurgence de ce passé que l'on croyait enfoui suscite en Suisse plusieurs études donnant un peu de visibilité à l'outre-mer dans le paysage académique.<sup>166</sup> Elles contribuent à établir une évidence qui aura mis longtemps à s'imposer, à

---

<sup>166</sup> En voici une liste représentative, regroupant par ordre alphabétique des études publiées entre 1990 et 2014: Barampama, Angelo, «L'Afrique vue à travers les publications du Globe entre les années 1860 et 1910», in: *Cent ans d'exploration à Genève. L'Afrique au tournant des siècles*, Genève: Société de géographie de Genève, 2000, pp. 9–33 ; Birri, 2011 ; Bott, David, Lützelshwab *et al.*, 2005 ; Bott, 2013; David, Etemad, 1996 ; David, Thomas, Etemad, Bouda, Lützelshwab, Claude *et al.* (éds.), «Suisse – Tiers-monde. Des réseaux d'expansion aux formes de domination», *Traverse*, vol. 2, 1998 ; David, Etemad, Schaufelbuehl, 2005 ; Debrunner, 1991; Elmer, Sara, Kuhn, Konrad, Speich Chassé, Daniel (Hg.), *Handlungsfeld Entwicklung. Schweizer Erwartungen und Erfahrungen in der Geschichte der Entwicklungsarbeit*, Itinera: Basel, 2014 ; Etemad, David 1994 ; Fässler Hans, *Reise in Schwarz-Weiss. Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei*, Zürich: Rotpunktverlag, 2005 ; Favre, 2004 ; Franc, 2008, 2011; Guex, 1998, 2001 ; Jenkins, Thomas, 2004 ; Kuhn, Konrad et Ziegler, Béatrice, «Die Schweiz und die Sklaverei. Zum Spannungsfeld zwischen Geschichtspolitik und Wissenschaft», *Traverse*, vol. 6, no 1, 2009, pp. 116–130 ; Lenzin, 1999, 2002 ; Linder, 1998 ; Lucas, Isabelle, «Tango de neutres sur fond de guerre. Les relations économiques entre la Suisse et l'Argentine (1938–1945)», *Relations internationales*, vol. 150, no 2, 2012, pp. 37–52 ; Monnier, Nicolas, *Stratégie missionnaire et tactiques d'appropriation indigènes. La mission romande au Mozambique 1888–1896*, Lausanne: Le fait missionnaire, 1995 ; Müller, Anita *Schweizer in Alexandria 1914–1963. Zur ausländischen Präsenz in Ägypten*, Stuttgart: F. Steiner, 1992 ; Péclard, Didier, *Ethos missionnaire et esprit du capitalisme. La Mission philafricaine en Angola 1897–1907*, Lausanne: Le fait missionnaire, 1995 ; Perrenoud, 2002 ; Rial, Jacques, « Les affaires étrangères suisses et l'Afrique, 1848–1960 », in: Ayang, Luis Ondo, Bondjale Oko, Marcelino, Riochi Bobuiche, Humberto *et al.* (éd.), *Mélanges euroafricains offerts au professeur Max Liniger-Goumaz*, vol. 1, Madrid: Editorial Claves para el futuro, 2001, pp. 183–199 ; Romer, Sandra, *Eine neue Heimat in Südwestafrika? Die Schweizer Auswanderung nach Namibia, 1870–1946*, Basel: Basler Afrika-Bibliographien, 2003 ; Schweizer, 2002 ; Zürcher, 2014.

savoir que dès le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle des aventuriers, des émigrants, des militaires, des marchands, des missionnaires, des administrateurs et des investisseurs suisses participent à des expériences coloniales, et qu'à ce titre la Suisse n'est pas restée à l'écart de l'expansion européenne dans les contrées d'outre-mer.

C'est une Suisse «provincialisée»<sup>167</sup> que dessinent ces études, en ce sens qu'elles la font rentrer dans le rang. Comme d'autres Européens, les Suisses trouveraient parmi eux en remontant dans le passé des négriers, des esclavagistes et des chantres de la colonisation, mais aussi des abolitionnistes, des anticolonialistes et des défenseurs d'indigènes opprimés.

La plupart des auteurs, participant à cette entreprise de banalisation qui met à mal l'«exceptionnalisme» ou *Sonderfall* suisse, se situent dans le sillage des courants de l'«histoire globale» et des «études postcoloniales». Au-delà du fait que certains revendiquent leur attachement à ces courants et d'autres pas, tous mettent résolument le lien et la connexion au cœur de leur analyse.

Chez ceux qui adoptent l'approche globale, tournée vers la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, l'accent est mis sur les réseaux. Quant aux tenants des études postcoloniales, ils refusent de considérer, comme il était d'usage jusqu'alors, l'Europe et ses dépendances d'outre-mer comme un espace cloisonné et la domination occidentale comme exerçant des influences à sens unique. Ce qui les intéresse ce sont les liens entre le fait colonial et sa postérité, de préférence au centre plutôt que dans ses périphéries.

Cette similitude ne doit pas cacher les différences. Les travaux en prise avec l'histoire globale suivent les traces d'études anciennes d'histoire économique et sociale sur la participation de milieux d'affaires et d'entreprises suisses au grand commerce international. Alors que les travaux dans le sillage des études postcoloniales, enracinés dans l'histoire culturelle, revendiquent la nouveauté. Mais la différence majeure entre les deux manières de voir se situe ailleurs: il réside dans le fait que les premiers traitent épisodiquement des effets en retour en Suisse induits par les activités d'outre-mer, alors que les derniers les privilégient.

---

<sup>167</sup> Expression de: Chakrabarty, 2000.

## De l'«aptitude mondiale» (Weltverbundenheit) de la Suisse ...

Dans un article faisant le bilan au début des années 1990 de près d'un demi-siècle de recherches sur l'histoire du négoce international de la Suisse, Béatrice Veyrassat relève que la plupart d'entre elles sont menées selon une approche localisée, ponctuelle et micro-économique. Elle regrette que les travaux publiés depuis 1945 sur les activités marchandes suisses ne les replacent pas dans un contexte européen, colonial ou mondial; ni ne les cernent dans leurs rapports avec les structures politico-sociales des économies domestique et d'outre-mer. Elle appelle de ses vœux des études qui décortiqueraient les «mécanismes en jeu dans le monde et dans l'espace des affaires – mécanismes sociaux, politiques, institutionnels ou mentaux, changements d'équilibres internationaux».

Béatrice Veyrassat considère par ailleurs que les travaux menés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont balisé le terrain pour une histoire qui reste à écrire: «celle des migrations marchandes helvétiques et des ramifications internationales des affaires qui, de l'Europe à l'outre-mer, ont préparé les étapes de l'intégration suisse dans le commerce mondial». C'est l'histoire, ajoute-t-elle, d'un «modèle d'internationalisation des réseaux d'affaires».<sup>168</sup>

C'est cette feuille de route que suivent depuis une vingtaine d'années les auteurs qui, séduits par l'«histoire globale», travaillent sur le parcours des entreprises suisses implantées au loin.<sup>169</sup> Ils ne sont pas attirés, contrairement à ceux qui les ont précédés sur ce chemin, par la question du poids du commerce extérieur dans l'économie suisse et de l'influence des échanges sur le modèle de croissance de la

---

<sup>168</sup> Veyrassat, Béatrice, « 1945–1990. Bilan des recherches sur l'histoire du négoce international de la Suisse (XVIII<sup>e</sup> siècle – Première Guerre mondiale) », *Revue suisse d'histoire*, vol. 41, no 3, 1991, voir particulièrement les pages 275–277 et 281.

<sup>169</sup> La liste ci-dessous regroupe par ordre alphabétique des études récentes en prise avec l'« histoire globale »: Bartu, Friedemann, *The Fan Tree Company. Three Swiss Merchants in Asia*, Zurich: Diethelm Keller Holding, 2005 ; Dejung, Christof, Zangger, Andreas, « British Wartime Protectionism and Swiss Trading Companies in Asia during the First World War », *Past and Present*, vol. 207, no 1, 2010, pp. 181–213 ; Dejung, 2013; Lützelschwab, 2006 ; Müller, Margrit, « From Protectionism to Market Liberalisation. Patterns for Internationalisation in the Main Swiss Export Sectors », in: Müller, Margrit, Myllyntaus, Timo (ed.), *Pathbreakers. Small European Countries Responding to Globalisation and Deglobalisation*, Bern: Peter Lang, 2008, pp. 113–149 ; Stettler, Niklaus, Haenger, Peter, Labhardt, Robert, *Baumwolle, Sklaven und Kredite. Die Basler Welthandelsfirma Christoph Burckhardt & Cie. in revolutionärer Zeit (1789–1815)*, Basel: Christoph Merian Verlag, 2004 ; Veyrassat, 1990, 1993; Veyrassat, Béatrice, « Chocs macro-économiques et négoce international. Le développement des relations de la Suisse avec l'outre-mer au XIX<sup>e</sup> siècle », in: *Relations internationales*, vol. 82, 1995, pp. 123–140 ; Veyrassat, Béatrice, « Les Suisses et la Suisse au Brésil (1817–1930). Le renouvellement des communautés d'affaires et le recul de l'influence économique de la Suisse française », in: *Etudes et sources*, vol. 21, 1995, pp. 11–44 ; Zangger, 2011.

Suisse. Aussi, ils ne traitent guère des effets en retour économiques des trafics d'outre-mer.<sup>170</sup> Un tel examen, s'il est entrepris dans une perspective comparative, permettrait pourtant – ce qui est intéressant pour la suite de notre propos – de pondérer et caractériser de tels effets.

On sait que depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique offrent, à des degrés divers, des solutions de rechange aux marchés qui se ferment temporairement en Europe et assurent de la sorte l'écoulement d'une fraction variable de la production manufacturière suisse. Or, tous les débouchés d'outre-mer n'ont pas la même influence sur les stratégies industrielles en Suisse. En Asie, où le niveau de développement est relativement élevé, les débouchés sont difficiles d'accès, ce qui incite des branches telles que le textile et l'horlogerie à l'innovation et la création de créneaux de qualité. Si ce niveau est relativement bas, comme en Afrique, c'est la porte ouverte à une fabrication bas de gamme. Or, «le bas de gamme, à la longue, ne (paie) pas».<sup>171</sup>

On retiendra ici que les marchés d'outre-mer sont des débouchés parmi d'autres, au demeurant ni les plus importants ni les plus durables; et que leur hétérogénéité fait qu'ils peuvent exercer des effets en retour opposés. Deux pierres dans notre édifice qui réapparaîtront plus loin.

### **A sa «colonialité»**

Pour avoir pris part à l'expansion européenne dans les contrées d'outre-mer, la Suisse partage avec le reste du Vieux Continent un passé colonial. Selon les adeptes des études postcoloniales, qui s'épanouissent depuis les années 1990 dans les universités anglo-saxonnes, ce passé survit aujourd'hui.

Il n'y a à vrai dire pas de définition précise du terme de «postcolonial», ni de théorie postcoloniale unifiée.<sup>172</sup> Disons que leurs tenants se fixent pour l'essentiel deux objectifs. Le premier est de traquer et critiquer les représentations et les discours coloniaux, qui donnent une image fautive et dégradante du reste du

---

<sup>170</sup> Certains auteurs s'y aventurent partiellement, par exemple: Zangger, 2011.

<sup>171</sup> Veyrassat, 1993, p. 356.

<sup>172</sup> Sur la portée et les limites, voire les dérives, des études postcoloniales, voir notamment: Cooper, Frederick, *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire*, trad. Jeanmougin, Christian, Paris: Payot, 2010 [2005], pp. 9–48 ; Bayart, Jean-François, *Les Etudes postcoloniales, un carnaval académique*, Paris: Karthala, 2010.

monde, propre à justifier sa domination par l'Europe. Ces représentations et les discours qui les expriment auraient un caractère persistant. Le second objectif est de déterminer la place de la colonisation et de sa reproduction dans la constitution de rapports sociaux contemporains – de classe, de genre ou d'appartenance communautaire et confessionnelle – dans les anciennes métropoles.<sup>173</sup>

Une première tentative d'application de l'approche postcoloniale au cas suisse est un article de Patrick Harries, publié en 1998, dont le contenu est largement repris dans trois autres contributions.<sup>174</sup> Patrick Harries dit se situer dans la mouvance postcoloniale, dont il entend montrer les apports pour l'histoire de la formation de la nation en Suisse. Il est convaincu que cette histoire ne doit pas se confiner aux seules frontières du pays. Le travail pionnier de Patrick Harries vaut la peine que l'on s'y attarde. Il repose essentiellement sur l'exploitation de sources imprimées missionnaires et couvre tantôt le canton de Vaud, tantôt la Suisse romande. En voici les principales conclusions.

Par les écrits qu'ils produisent et par les sermons qu'ils inspirent, les missionnaires romands en poste sur le continent noir élargissent le miroir dans lequel se mirent les Suisses. Désunis et dépareillés vus de l'intérieur, les Suisses peuvent se voir

---

<sup>173</sup> La liste ci-dessous regroupe par ordre alphabétique des études récentes menées essentiellement en Suisse dans le sillage des recherches «postcoloniales»: Frölicher-Stines, Carmel, Mennel, Kelechi Monika, *Schwarze Menschen in der Schweiz. Ein Leben zwischen Integration und Diskriminierung*, Bern: Eidgenössische Kommission gegen Rassismus, 2004 ; Harries, 1998 ; Harries, Patrick, « The Swiss Mission and the Theory and Practice of Race », *Le Fait missionnaire*, vol. 9, 2000, pp. 41–54 ; Harries, Patrick, « Dompter les sauvages domestiques. Le rôle de l'Afrique dans les Ecoles du dimanche en Suisse romande, 1860–1920 », in: Bott, Sandra, David, Thomas, Lützelshwab, Claude et al. (éds.), *Suisse – Afrique (18<sup>e</sup>– 20<sup>e</sup> siècles). De la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster: LIT-Verlag, 2005, pp. 227–246 ; Harries, Patrick, «From the Alps to Africa. Swiss Missionaries and Anthropology», in: Tilley, Helen, Gordon, Robert (eds), *Ordering Africa. Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge*, Manchester: Manchester University Press, 2007a, pp. 201–224; Harries, 2007b ; Kalt, Monica, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre. Von der Barmherzigkeit zur Solidarität*, Bern: Peter Lang, 2010 ; Kuhn, Konrad, *Entwicklungspolitische Solidarität. Die Dritte-Welt-Bewegung in der Schweiz zwischen Kritik und Politik (1975–1992)*, Zürich: Chronos, 2011; Minder, 2011; Purtschert, Patricia, Lüthi, Barbara, Falk, Francesca (Hg.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld: Transcript, 2012 ; Salgado, Rubia, «Chewing the Borders. Oder Kauen, um wach zu bleiben. Oder Widerstand im Widerspruch», in: Thal, Andrea (Hg.), *Chewing the Scenery*, Zurich: Edition Fink, 2011, pp. 199–206 ; Schär, Bernhard C., «Mariella Mehr als Inspiration für eine postkoloniale Geschichte der Schweiz – einige Überlegungen», in: Ruchat, Anna (Hg.), *Lieblebchen sag – 60 Jahre Mariella Mehr*, Riva San Vitale: Fondazione Franco Beltrametti, 2007, pp. 8–16; Schneider, Jürg, Lüthi, Barbara, «Carl Passavant (1854–1887). Eine Welt in Bildern», *Traverse*, vol. 14, no 3, 2007, pp. 113–122.

<sup>174</sup> Harries, 1998, pp. 39–69 ; Harries, 2000, pp. 41–54; Harries, 2005, pp. 227–246 ; Harries, 2007, pp. 201–224.

comme un tout homogène et croire partager un destin commun dans l'image que leur renvoie l'Afrique.

Le grand intérêt de l'étude des primitifs, écrit l'un des missionnaires cités, est qu'ils nous aident à mieux prendre conscience de nous-mêmes. Cela rappelle d'anciennes préoccupations. Dès la conquête de l'Amérique, il est de bon ton de ramener aux rivages du Vieux Continent l'expansion outre-mer de l'Europe. Il suffit de penser au culte du «bon sauvage» en vogue dans les salons européens, célébrant le noble indigène, qui doit son bonheur à son état primitif le protégeant des méfaits de la civilisation. En exaltant l'état de nature, les philosophes des Lumières se soucient plus de critiquer la société européenne que de rechercher les particularités et le génie propre des peuples indigènes.

L'expérience missionnaire romande en Afrique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle influencerait de deux manières la perception de soi des Suisses. D'un côté, l'Afrique, présentée comme vierge et intacte, révèle par contraste les vices de la civilisation occidentale, minée par le matérialisme et une industrialisation débridée. De l'autre, l'Afrique, pauvre et arriérée, fait apparaître la Suisse comme un pays riche et avancé, ayant vocation à porter la lumière à ceux vivant dans les ténèbres.

Par leur engagement missionnaire et par leur action humanitaire, en réponse à la détresse humaine des Africains, les Suisses participent à la mission civilisatrice, mais sans être impliqués dans ses travers répressifs. Par là, ils peuvent revendiquer une «supériorité morale»<sup>175</sup> qui les distingue des nations européennes possédant des colonies et qui, contrairement à une Suisse «neutre», doivent de surcroît supporter les désavantages et les charges de la domination formelle.

La parution en 2011 de la *Suisse coloniale*, ouvrage présenté par son auteur Patrick Minder<sup>176</sup> comme consacré à l'impact du colonialisme au sein de l'opinion publique helvétique, semble tomber à pic pour creuser le terrain défriché par Patrick Harries. Dans la mesure où Patrick Minder exploite un matériel plus étendu: récits de voyage, revues scientifiques et missionnaires, presse écrite, films, affiches, littérature enfantine, manuels scolaires. Hélas, voilà deux francs-tireurs qui avancent en ordre dispersé. Minder ne connaît pas les travaux de Harries. Aussi, lorsqu'il cherche à expliquer ce qu'il appelle la force de l'«imaginaire colonial

---

<sup>175</sup> Harries, 1998, p. 68.

<sup>176</sup> Minder, 2011.

suisse», il suggère des pistes<sup>177</sup> déjà proposées par Patrick Harries: la question coloniale participerait à la «solidification de l'identité nationale»; l'Afrique, supposée primitive et authentique, serait un révélateur des méfaits de la civilisation industrielle.

La *Suisse postcoloniale*, ouvrage collectif édité en allemand en 2012, ne va guère plus loin.<sup>178</sup> Certes, il multiplie les champs d'investigation (politique de neutralité, aide publique au développement, expositions nationales, immigration illégale), mais peine à aller au fond des choses. Peut-être par ce qu'il fait la part trop belle à la dimension culturelle. Le volume reste en fin de compte confiné à un plaidoyer en faveur de l'approche postcoloniale en général et de son application à la Suisse en particulier.

### **Limites et perspectives**

Où se situent les limites de ces travaux et de leurs questionnements, du moins celles qui apparaissent aux yeux d'historiens comparatistes, plus familiarisés avec l'économique et le social qu'avec le culturel et l'idéologique? Les tenants de l'histoire globale et des études postcoloniales se proposent de placer la Suisse et l'outre-mer dans un seul et même espace analytique et de les considérer comme des entités qui interagissent, c'est-à-dire qui exercent l'une sur l'autre des influences réciproques. C'est une position très exigeante.

Elle nécessite, de la part des historiens des firmes transnationales suisses, une bonne familiarisation avec les différentes structures socio-économiques en place en Amérique latine, en Asie ou en Afrique. A la complexité et à la diversité des contrées d'outre-mer s'ajoutent en outre celles de la Suisse, ce qui rend difficile l'analyse des influences éventuelles exercées par les premières sur la seconde.

Les influences d'outre-mer, issues de contextes divers, sont par ailleurs multiples et s'exercent dans des sphères différentes de la société suisse par plusieurs canaux. Qui plus est, ces influences interagissent avec celles issues des liens qu'entretient la Suisse avec l'Europe et l'Amérique du Nord. Une autre difficulté,

---

<sup>177</sup> Ibid., pp. 20s.

<sup>178</sup> Purtschert, Lüthi, Falk, 2012.

propre à l'histoire culturelle, tient à la quasi-impossibilité d'évaluer la réception de ce qui est transmis.

Revenons, pour illustrer ces propos, sur l'un des articles cités de Patrick Harries.<sup>179</sup> Il y avance l'hypothèse que le contact avec l'Afrique à travers le mouvement romand des Ecoles du dimanche a «aidé les Suisses à se définir en tant que peuple particulièrement humain et civilisé». Il relève que les élèves suisses romands, passés par ces écoles, «entrèrent en contact avec un corpus extrêmement large de textes et d'illustrations», sans préciser quelle est fraction de ce corpus dédiée à l'Afrique.

Partant d'une documentation somme toute modeste, dont on ne sait quelle est sa réception par un public restreint, Patrick Harries conclut avec témérité que l'Afrique a «constitué une partie *importante* du monde imaginaire de *la Suisse*». <sup>180</sup> C'est une généralisation hâtive à partir d'un cas particulier.

On n'arriverait pas à la même conclusion, si l'on troquait l'Afrique pour l'Asie. Il y a fort à parier que les membres de la Mission de Bâle établis en Inde transmettent une tout autre image. L'Asie abrite des civilisations qui tiennent la comparaison avec l'Europe jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Aussi, les habitants par exemple du sous-continent indien ne correspondent pas au stéréotype du «sauvage». A ce titre, ils ne peuvent que décevoir l'attente du public européen en matière de «mission civilisatrice».

Dans le cas de la Suisse, il est d'autant plus difficile de traiter de telles questions que les études qui leur sont consacrées sont très récentes et en nombre restreint, et les débats autour d'elles quasi-absents. Pour en apprendre plus, il faut aller voir ailleurs. Le meilleur endroit est sans conteste la Grande-Bretagne. Son empire dure longtemps, s'étend à tous les continents, revêt toutes les formes imaginables et est le lieu d'une intense circulation d'hommes, de marchandises, de capitaux et d'informations. De plus, le degré d'imprégnation de la société métropolitaine par l'empire fait l'objet d'innombrables études et débats depuis plus d'une vingtaine d'années.<sup>181</sup>

---

<sup>179</sup> Harries, 2005, voir notamment les pages 227s.

<sup>180</sup> C'est nous qui soulignons.

<sup>181</sup> Pour un état de la question, voir: Marshall, Peter, «Imperial Britain», *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 23, no 3, 1995, pp. 379–394 ; Thompson, Andrew, *The Empire Strikes Back? The Impact of Imperialism on Britain from the Mid-Nineteenth Century*, Harlow: Pearson

Tous les auteurs engagés sur ce terrain admettent que l'empire exerce, par différents canaux, de multiples influences sur la Grande-Bretagne. La question qui les divise est celle de leur importance. Pour certains, les influences impériales ont un profond impact sur la Grande-Bretagne; pour d'autres, elles ont un effet superficiel sur la manière dont les Britanniques se voient eux-mêmes et le monde qui les entoure.

Ces divergences viennent en grande partie du fait que les historiens ne choisissent, pour évaluer l'impact impérial, ni le même groupe de population récepteur, ni le même canal de transmission. A côté de ceux qui examinent les discours des élites sur l'empire, il y a ceux qui analysent l'imagerie impériale circulant au sein des classes populaires. La présence du facteur impérial est une évidence pour tous, mais pas son poids ni sa signification. Car tout dépend de la manière de contextualiser: quels autres discours tiennent les cercles dirigeants; quelles autres représentations imprègnent les cultures populaires? A partir du moment où l'on tient compte du fait que le facteur impérial entre en concurrence avec d'autres facteurs, nationaux et internationaux, sa signification devient relative et son poids réduit. Comme il ne peut, par ailleurs, faire l'objet d'une véritable quantification, il peut arriver que des historiens, considérant l'impact impérial sur la Grande-Bretagne à partir des mêmes sources, parviennent à des conclusions opposées. De tout cela il découle qu'il est vain de penser qu'un empire homogène puisse exercer une influence décisive dans une seule direction.

L'ancienneté et la multiplicité des études en Grande-Bretagne sur la place occupée par l'empire dans la société métropolitaine et l'univers culturel britannique, ainsi que l'intensité des débats autour de cette question ont le mérite de révéler les difficultés méthodologiques pour la traiter. La leçon à tirer pour la Suisse de l'expérience britannique est évidente: il faut s'attendre, lorsque les études de cas s'y multiplieront, à ce qu'elles débouchent sur des conclusions différentes voire opposées, étant donné le large éventail des canaux par lesquels s'exercent les influences en provenance de contrées d'outre-mer aux spécificités différentes.

Une comparaison avec la Grande-Bretagne ramène par ailleurs la Suisse à son statut de petit pays n'ayant participé qu'indirectement et qu'occasionnellement à

---

Longman, 2005 ; Price, Richard, «One Big Thing: Britain, Its Empire and Their Imperial Culture», *Journal of British Studies*, vol. 45 no 3, 2006, pp. 602-627 ; Potter, Simon J., «Empire, Cultures and Identities in Nineteenth- and Twentieth-Century Britain», *History Compass*, vol. 5, no 1, 2007, pp. 51-71.

l'expansion outre-mer de l'Europe. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Britanniques organisent le transport à travers l'Atlantique de 40% des six millions de captifs africains embarqués pour être réduits en esclavage dans les Amériques, mais les Suisses moins de 1%. Du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1920, les seuls *dominions* (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) accueillent près de la moitié des quelque dix millions de personnes quittant les îles britanniques, soit une émigration cent fois plus forte que celle de la Suisse vers l'outre-mer. A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la part de l'empire dans le commerce extérieur de la Grande-Bretagne est de l'ordre de 40%, quand celle de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique représente moins de 15% des échanges extérieurs de la Suisse. A la même date, la part de l'empire dans le total des capitaux britanniques investis à l'étranger dépasse les 50%, alors que celle du Tiers Monde dans le total des avoirs extérieurs de la Suisse est dix fois moins importante.<sup>182</sup>

Si aujourd'hui beaucoup d'historiens britanniques peuvent soutenir que par rapport à l'immense investissement de la Grande-Bretagne dans son empire le «dividende culturel»<sup>183</sup> paraît pauvre, que dire alors de la Suisse si l'on proportionne ce dividende à ses maigres liens avec l'outre-mer?

Il nous semble qu'après avoir été pendant longtemps ignorés et minimisés, les effets en retour de l'«impérialisme» suisse courent aujourd'hui le risque d'être exagérés et simplifiés. Il faut parfois attendre longtemps pour que, après avoir été d'un extrême à l'autre, le mouvement du balancier se stabilise. Pour qu'il se stabilise, peut-être faudra-t-il que, comme en Grande-Bretagne, de plus en plus d'historiens conviennent que les effets de la colonisation sur les sociétés dominées sont ambivalents et qu'un tel diagnostic doit guider notre façon d'évaluer ses influences sur les sociétés métropolitaines.

Plus précisément, il faudrait d'abord admettre que la colonisation porte en elle des éléments autant bénéfiques que néfastes. Partout où elle s'impose, elle combine

---

<sup>182</sup> Données pour la Grande-Bretagne tirées de: Etemad, Bouda, *De l'utilité des empires. Colonisation et prospérité de l'Europe*, Paris: Armand Colin, 2005, pp. 151–179. Celles pour la Suisse estimées d'après: Etemad, Bouda, « Investir dans la traite. Les milieux d'affaires suisses et leurs réseaux atlantiques », Augeron, Michaël, Poton, Didier, Van Ruymbeke, Bertrand (dir.), *Les Huguenots et l'Atlantique (XVI<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècle), tome 1: Pour Dieu, la Cause ou les Affaires*, Paris: Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2009, pp. 527–554 ; Ritzmann-Blickenstorfer, Heiner (Hg), *Historische Statistik der Schweiz*, Zürich: Chronos, 1996, passim.

<sup>183</sup> Expression de : Porter, Bernard, *The Absent-Minded Imperialists. Empire, Society and Culture in Britain*, Oxford: Oxford University Press, 2004.

de tels éléments opposés de façon indissociable. D'où la difficulté de proportionner les uns et les autres. Il convient ensuite, dans l'examen du phénomène colonial, de marquer non moins ses limites que sa portée. «Malgré l'ampleur extraordinaire, la force, le ravage, l'aspect destructeur-créateur de l'impact, il reste des zones, soit géographiques dans un même pays, soit mentales dans un même individu, qui en sont moins touchées, voire indemnes. Ceci ouvre un formidable débat [...], à savoir celui de l'ampleur d'engouffrement (de la colonisation) dans une société».<sup>184</sup>

L'ampleur d'engouffrement de la colonisation varie en fonction de la solidité des structures que l'Européen trouve à son arrivée dans les terres lointaines. Si, contrairement à l'Amérique et au Pacifique, ces structures se maintiennent en Asie et en Afrique sous la domination européenne et au-delà, cela tient autant à leur capacité de résistance qu'à l'incapacité du colonisateur à remplir entièrement sa mission transformatrice. L'Etat colonial, en dépit de sa vocation extractrice, n'est pas hégémonique.

Enfin, il ne faut plus considérer la colonisation en Asie et en Afrique comme une simple juxtaposition à des sociétés autochtones demeurées quasi étanches ou comme une relation hiérarchique de domination entre deux mondes, domination si puissante qu'elle conditionnerait encore aujourd'hui les sociétés et les cultures des anciennes métropoles. Les sociétés coloniales sont le résultat d'une commune production des Européens et des indigènes. Il importe dès lors de considérer les mécanismes par lesquels les populations colonisées reprennent, transforment ou rejettent, selon leurs capacités et leurs aspirations, ce qu'apportent les colonisateurs.

Voilà ce qui attend les chercheurs attachés à faire avancer les études sur les relations entre la Suisse et les contrées d'outre-mer. Ils doivent partir de l'idée qu'une bonne compréhension de la situation postcoloniale passe par celle du fait colonial. Chacune des caractéristiques de ce dernier influe sur sa postérité. Par ailleurs, qu'il s'agisse de sociétés globales, coloniales ou postcoloniales, elles doivent être analysées à de multiples niveaux: celui de l'action exercée du dehors, celui de l'évolution endogène et celui de l'interaction entre l'externe et l'interne.

C'est à ces conditions que la question des liens avec l'outre-mer et de ses effets en retour se fera la place qu'elle mérite dans l'écriture de l'histoire des Suisses et

---

<sup>184</sup> Berque, Jacques, *De l'impérialisme à la décolonisation*, Paris: Minuit, 1965, pp. 99s.

de la Suisse. Cela prendra sans doute du temps. Pour preuve, les auteurs des quatre plus récents et plus importants ouvrages consacrés à l'histoire de la Suisse,<sup>185</sup> totalisant ensemble près de 1800 pages, n'accordent aucune place à l'outre-mer dans le devenir de l'Helvétie.

---

<sup>185</sup> Reinhardt, Volker, *Die Geschichte der Schweiz. Von den Anfängen bis heute*, München: Beck, 2011 [2006] ; Walter, François, *Histoire de la Suisse*, 5 tomes, Neuchâtel: Ed. Alphil, 2010 [2009] ; Maissen, Thomas, *Geschichte der Schweiz*, Baden: Hier + Jetzt Verlag für Kultur und Geschichte, 2012 [2010] ; Kuntz, Joëlle, *La Suisse ou le génie de la dépendance*, Genève: Zoé, 2013.

### **3. L'expansionnisme helvétique en Afrique de l'Ouest au XIXe siècle**

Dans ce chapitre, nous abordons les caractéristiques du mouvement expansionniste européen en Afrique de l'Ouest. Ici, nous nous interrogeons sur la manière dont les Suisses s'intègrent à ce nouvel élan colonisateur. Nous avançons que cet impérialisme culturel ne peut pas être circonscrit aux frontières nationales. Les transferts de connaissance et des idées échangées entre les acteurs de la colonisation mettent en avant le haut degré de connexion qui existe en Europe.

À la suite de cette analyse, nous nous focaliserons sur la participation de la BHG et de la Mission de Bâle aux mouvements expansionnistes au Ghana colonial et au Cameroun. Au moment de la fondation de la BHG en 1859, les représentants de la mission sont déjà présents dans le commerce extérieur de la Gold Coast. De plus, ils propagent leurs idéaux religieux et culturels auprès de la population africaine et expérimentent des cultures d'exportation. Ces activités, sorte de fer de lance de l'expansionnisme européen, séduisent non seulement les autorités britanniques, mais également celles de l'empire allemand qui accueilleront des missionnaires bâlois dans leur colonie du Cameroun à partir des années 1880. Mais penchons-nous d'abord sur les traits généraux de cet expansionnisme européen.

À partir du début du XIXe siècle émerge un nouvel équilibre global gravitant autour de l'Europe. La force de production européenne portée par la révolution industrielle, l'évolution de l'équilibre géopolitique global et l'idée d'une supériorité européenne, intellectuelle et matérielle sur le reste du monde constituent les trois

dimensions d'une « révolution eurasiatique ».<sup>186</sup> Entre 1750 et 1830, cette « révolution eurasiatique » confère à l'Europe un avantage sur le reste du monde. Elle ouvre aux Européens les portes des grands empires asiatiques et leur offre des opportunités économiques nouvelles. Toutefois, dans les années 1830, la prééminence européenne n'est pas encore atteinte. Son contrôle du monde n'est pas pleinement achevé et les résistances sont solides, notamment à l'intérieur des terres asiatiques et africaines. Mais, comme l'affirme l'historien John Darwin : « la route qui mènera à la domination mondiale est déjà tracée »<sup>187</sup>. À partir des années 1830, les Européens peuvent déjà compter sur une domination matérielle, commerciale et culturelle sur les contrées extra-européennes.

À ces avantages s'ajoute encore une dimension politique importante qui nous intéresse particulièrement ici, à savoir l'expérience d'une coopération politique et économique nouvelle qui, en laissant de côté les anciens conflits internes, permet aux sociétés européennes d'émerger comme une vaste zone - incluant les États-Unis et la Russie – leur offrant l'opportunité d'additionner leurs forces et de s'aligner sur des valeurs communes transnationales. En d'autres termes, l'émergence du monde dit « occidental » au cours du XIXe siècle permet aux grandes puissances européennes et aux plus petites entités de cet ensemble de se projeter encore plus profondément dans le monde extra-européen et attise un élan internationaliste centré sur la diffusion des idées et des discours.<sup>188</sup>

### **3.1. L'économie globale en mouvement**

L'évolution au XIXe siècle de la place de l'Europe dans le monde est bien connue. La révolution industrielle renforce graduellement la capacité européenne à pénétrer les économies d'Asie, d'Afrique, d'Amérique du Sud et du Pacifique. La division internationale du travail amplifie progressivement la demande européenne pour les matières premières et les milieux industriels européens exportent des produits

---

<sup>186</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 201-274.

<sup>187</sup> Ibid., p. 203.

<sup>188</sup> Cf. ibid., pp. 281-295 ; Osterhammel, Jürgen et Petersson, Niels P., *Globalization. a Short History*, Princeton ; Oxford: Princeton University Press, 2005 (2003), pp. 69-80 ; Conrad, Sebastian et Osterhammel, Jürgen, *An Emerging Modern World, 1750-1870*, Cambridge, Massachusetts: The Belknap Press of Harvard University Press, 2018, pp. 392-468.

manufacturés dans les marchés extra-européens. Les innovations techniques libèrent les Européens de leur dépendance aux produits de luxe en provenance d'Asie. L'augmentation des échanges commerciaux au cours du XIXe siècle engendre la formation d'une « économie mondiale » qui, à défaut d'intégrer toutes les parties du monde, révolutionne le système des échanges internationaux.<sup>189</sup> Les prix des marchandises, les assurances, les crédits et autres financements s'affranchissent des contraintes de la demande locale. L'évolution du système d'échange global s'accompagne également d'une augmentation significative du volume du commerce mondial qui est multiplié par 25 entre 1820 et 1913.<sup>190</sup> Cette croissance des échanges, animée par les pays occidentaux, s'accompagne d'une spécialisation de la production en Europe, mais également du développement rapide des communications. Les réseaux du télégraphe, des chemins de fer et des navires à vapeur s'étendent rapidement et font baisser les coûts du transport. Enfin, les importants flux migratoires de l'Europe à destination des Amériques entre 1850 et 1880 soulagent le système de production européen et dynamisent les marchés extérieurs.<sup>191</sup>

Au milieu du XIXe siècle, la Grande-Bretagne apparaît comme le pays le plus industrialisé au monde, devant la Belgique, la Suisse et la France.<sup>192</sup> Elle est aussi de loin la principale nation commerçante, mais reste fortement tributaire de ses partenaires d'Europe continentale et d'Amérique du Nord.<sup>193</sup> La division internationale du travail dans laquelle les produits manufacturés – et des crédits – sont échangés contre les matières premières du reste du monde, mais également d'Amérique du Nord, impose des contraintes à l'Empire britannique. Comme nous l'avons déjà mentionné, son système des règlements multilatéraux dépend de l'équilibre global de ces échanges.

---

<sup>189</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 296-299 ; O'Rourke, Kevin Hjortshøj et Williamson, Jeffrey G., *Globalization and History: the Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, Cambridge, Massachusetts: The MIT Press, 2000.

<sup>190</sup> Cette croissance du commerce est également visible avec l'augmentation de la valeur des exportations de la Suisse qui doublent presque entre 1845 et 1860 puis doublent encore entre 1895 et 1913 : cf. Veyrassat, 2018, pp. 237-238.

<sup>191</sup> Sur le poids des migrations transatlantiques sur l'économie industrielle européenne, cf. Pomeranz, 2000, pp. 264-297, notamment p. 284.

<sup>192</sup> Cf. Bairoch, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, Paris: Gallimard, vol. 1, 1997, p. 404.

<sup>193</sup> Environ 60% du commerce de la Grande-Bretagne se fait avec ces deux régions au milieu du XIXe, cf. Darwin, 2020 [2007], p. 297 ; Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 151-158.

Dans ce système, certains produits pèsent plus que d'autres. C'est le cas du coton brut qui a été la principale matière première exportée par les États-Unis au XIXe siècle et dont le marché britannique constitue le principal débouché. La mécanisation rapide des industries textiles du Lancashire leur permet d'ouvrir des marchés dans les mondes extra-européens, notamment en Inde, et d'asseoir la politique impériale britannique basée sur le libre-échange. L'« empire du coton » avec son système de production, de transformation et d'exportation joue ainsi un rôle clé dans le « système impérial » britannique au XIXe siècle.<sup>194</sup>

La dépendance de l'économie britannique envers l'industrie cotonnière est profonde. Celle-ci se trouvera menacée par la famine de coton liée à la guerre de Sécession entre 1861 et 1865 aux États-Unis.<sup>195</sup> Ce nouvel élément pose la question de la diversification géographique des importations de coton ainsi que l'ouverture de nouveaux marchés extérieurs pour les textiles du Lancashire, notamment en Afrique, qui deviennent un enjeu clé de la politique impériale britannique.<sup>196</sup> Les milieux industriels, mais surtout les milieux commerçants, poussent la métropole à ouvrir des marchés non protégés - comme la Chine lors de la première guerre de l'Opium (1839-1842) – et à étendre le libre-échange à une échelle mondiale.

La Grande-Bretagne n'est cependant pas le seul pays à suivre cette approche. Les Européens œuvrent aux quatre coins du monde en faveur de la « globalisation » des marchés.<sup>197</sup> Mais cette entreprise est tributaire de la malléabilité des structures locales. Dans de nombreux endroits du monde non-occidental, les acteurs européens sont contraints de composer avec des intermédiaires locaux. C'est notamment le cas en Afrique subsaharienne, où les marchés à l'intérieur des terres restent encore inaccessibles au milieu du XIXe siècle.

Malgré la croissance des exportations de biens industriels à partir des années 1830, les manufacturiers européens restent en marge des circuits commerciaux. En Grande-Bretagne ou en Suisse, qui sont les deux pays européens dont les

---

<sup>194</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], p. 304.

<sup>195</sup> Cf. *ibid.*, p. 151.

<sup>196</sup> Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 151-155 ; Farnie, Douglas Anthony, *The English Cotton Industry and the World Market: 1815-1896*, Oxford: Clarendon Press, 1979.

<sup>197</sup> Cette notion est empruntée à John Darwin : « Across much of the world, the Europeans' desire to "globalize" markets, sell their manufactures, and fill their ships with homeward cargoes created a new form of commercial imperium that fell well short of colonial rule". Darwin, John, *After Tamerlane. The Rise and Fall of Global Empires, 1400-2000*, London: Penguin Books, 2008 [2007], p. 247.

économies sont les plus tournées vers les marchés extra-européens, la plupart des industriels s'appuient sur l'expertise des maisons de commerce pour pénétrer les marchés lointains.<sup>198</sup> Ces sociétés, proches de milieux financiers, apparaissent comme de nouveaux acteurs, supplantant les anciens marchands traditionnels et les fabricants-exportateurs.<sup>199</sup> En Suisse, de nouvelles sociétés de commerce sont fondées, à l'image des firmes Volkart, fondée en 1851, ou Diethelm & Co, fondée en 1887, actives respectivement dans les marchés du sous-continent indien et du sud-est asiatique.<sup>200</sup> Ces entreprises s'intègrent dans un système global des échanges et, en s'appuyant sur les fondations des sociétés traditionnelles familiales, développent leurs activités dans la production, les services bancaires, les transports ou les assurances. Ce système des sociétés de négoce, adapté aux structures du marché global, va perdurer jusqu'au début de la Première Guerre mondiale.<sup>201</sup> Si les activités de la BHG s'inscrivent dans cette nouvelle organisation du commerce, elle diffère par son origine non mercantile et ses liens étroits avec les missionnaires.

Les intérêts des sociétés de négoce semblent s'aligner sur ceux des milieux industriels et financiers quand il s'agit d'ouvrir de nouveaux marchés dans le monde extra-européen.<sup>202</sup> En Afrique de l'Ouest, l'accès à l'hinterland devient une préoccupation économique et les autorités britanniques et françaises rejoignent les lobbies commerciaux et industriels dans leur volonté d'étendre les cultures d'exportation. Dans ce dessein, l'expansionnisme des États est également stimulé par les pressions exercées par les missions chrétiennes européennes et étasuniennes. La course vers l'Afrique est ainsi portée par une dimension culturelle forte, qui gravite autour de la « mission civilisatrice » du monde occidental.

---

<sup>198</sup> Cf. Veyrassat, Béatrice, «La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographiques au XIXe siècle. Essai de reconstitution», in: Bairoch, Paul et Koerner, Mark (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale*, Zürich: Chronos, 1990, pp. 240-242.

<sup>199</sup> Cf. Chapman, Stanley, *Merchant Enterprise in Britain. From the Industrial Revolution to World War I*, Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 1992, pp. 68-74.

<sup>200</sup> Cf. Dejung, 2013 ; Zangger, 2011. Pour un aperçu des activités des sociétés de commerce suisse dans le monde au XIXe siècle, cf. Veyrassat, 1990, pp. 240-263.

<sup>201</sup> Cf. Chapman, 1992 ; Jones, 2005.

<sup>202</sup> Cf. Cain, Hopkins, 2004 [1993], p. 309.

### 3.2. Un impérialisme culturel européen

Le début du XIXe siècle marque également une évolution culturelle dans la relation des Européens avec les contrées d'outre-mer. Les nouvelles connaissances accumulées lors des expéditions géographiques européennes aux quatre coins du monde au cours du XVIIIe siècle et les nouvelles connexions entre les sociétés éveillent la curiosité des Européens. Les études scientifiques de la fin du XVIIIe, comme celles d'Adam Smith, de Thomas Malthus ou de James Mill, viennent également interroger les aspects du progrès social et le degré d'avancement des civilisations mondiales. Cette nouvelle ferveur intellectuelle pousse des Européens à questionner les croyances et les organisations des sociétés extra-européennes.<sup>203</sup> Ce questionnement apparaît également chez les missions chrétiennes. À partir des années 1830, celles-ci s'imposent comme des agents de l'expansionnisme européen. Non seulement elles militent pour exporter les valeurs occidentales en Afrique ou en Asie, mais encore elles agissent comme des informateurs pour les métropoles. En occupant les zones limitrophes des empires, les missionnaires renseignent les Européens sur les opportunités d'expansion culturelle ou commerciale et font pression sur les gouvernements et l'opinion publique pour soutenir ce nouvel élan expansionniste.<sup>204</sup>

Les projets de transformations des sociétés extra-européens, qui ne sont pas l'exclusivité des missions chrétiennes, véhiculent l'idée d'une modernité propre aux métropoles et touchent les milieux intellectuels européens d'une manière transnationale. Il ne s'agit pas seulement de transformer les sociétés indigènes par la christianisation, l'éducation, le travail, l'abolitionnisme et la philanthropie, mais aussi de façonner les environnements extra-européens en fonction des idées européennes et de repenser leur fonctionnement en intégrant les intérêts privés à ceux de l'État. Cette « mission civilisatrice » renvoie à l'idée d'une supériorité européenne par rapport aux sociétés passées sous domination coloniale ou faisant

---

<sup>203</sup> Cf. Stafford, Robert A., *Scientist of Empire: Sir Roderick Murchison, Scientific Exploration and Victorian Imperialism*, Cambridge: Cambridge University Press, 2002.

<sup>204</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 306-308 ; Conrad, Osterhammel, 2018, pp. 887-894 ; Porter, Andrew Neil, «Religion, Missionary Enthusiasm, and Empire», in: Winks, Robin W. et Low, Alaine (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999, p. 244.

partie d'un projet d'expansion coloniale. En ce sens, elle rejoint la notion plus large d' « ingénierie sociale » transposée au monde colonial.<sup>205</sup>

De ce vaste mouvement intellectuel, surtout diffusé par les Britanniques, naissent des actions de colonisateurs, de missionnaires, de défenseurs de causes anti-esclavagistes ou philanthropiques et d'une multitude d'individus ou d'associations. Ces projets civilisateurs forment un impérialisme culturel qui promeut et soutient l'expansionnisme européen en Afrique ou en Asie. S'il apparaît difficile de saisir l'ensemble des caractéristiques de ce conglomérat d'idées et de pratiques, nous insisterons, ici, sur quatre idées qui permettent de mieux comprendre la contribution des Suisses à ce mouvement et d'éclairer la manière dont il s'articule avec les activités de la BHG.

En premier lieu, il faut distinguer les discours de la pratique. Les projets des missions civilisatrices, nés dans les métropoles, sont mis à l'épreuve des réalités coloniales.<sup>206</sup> Ils sont retravaillés, ou transformés par les indigènes. Les contraintes locales poussent ainsi les acteurs privés ou les administrations coloniales à les adapter. Rappelons brièvement la nature de ces projets.

Au début du XIXe, les élites libérales acceptent l'idée de la supériorité supposée des Européens et la diffusent comme une justification de la colonisation. La mission colonisatrice devient le « fardeau de l'homme blanc » qui se doit de gouverner autoritairement les sociétés jugées comme pas assez civilisées.<sup>207</sup> Lutter contre certaines pratiques des peuples indigènes devient une nécessité. En Europe, la lutte contre l'esclavage devient une thématique centrale au sein des milieux philanthropiques et missionnaires et apparaît comme un élément de poids dans la justification des conquêtes coloniales.<sup>208</sup> Les nouvelles sociétés missionnaires, comme la Baptist Missionary Society (1792), la London Missionary

---

<sup>205</sup> Cf. Fredj, Claire et de Suremain, Marie-Albane, «Un Prométhée colonial ? Encadrement et transformation des sociétés», in: Singaravélou, Pierre (éd.), *Les empires coloniaux (XIXe-XX siècle)*, Paris: Points, 2013, pp. 257-259.

<sup>206</sup> Cf. Ibid., pp. 286-297.

<sup>207</sup> Cf. Pitts, Jennifer, *Naissance de la bonne conscience coloniale: les libéraux français et britanniques et la question impériale, 1770-1870*, trad. Cordillot, Michel, Ivry-sur-Seine: Ed. de l'Atelier, 2008 [2005].

<sup>208</sup> Cf. Pétré-Grenouilleau, Olivier, *La révolution abolitionniste*, Paris: Gallimard, 2017.

Society, 1795, la Société des missionnaires d'Afrique (1868) mettent toutes cette thématique à leur agenda. C'est également le cas de la Mission de Bâle (1815).<sup>209</sup>

Partout en Europe, la « mission civilisatrice » repose également sur le déploiement des normes occidentales, liées à l'éducation et au travail. Il s'agit de contrôler les populations locales et d'en faire un rouage efficace de la colonisation.<sup>210</sup> La manière dont est soutenue l'éducation dans les colonies devient alors un enjeu pour les métropoles, soucieuses d'orienter les autochtones vers les activités les plus efficaces et d'éviter la création d'une bourgeoisie locale peu tournée vers le système productif, comme c'est le cas au Sénégal français.<sup>211</sup> L'administration coloniale britannique développe un système éducatif plus complet dès le milieu du XIXe siècle, et souhaite davantage s'appuyer sur les élites locales pour développer le système de production. Toutefois, la diffusion des valeurs occidentales, et l'apprentissage de l'anglais restent les pierres d'achoppement de la vision paternaliste des autorités coloniales britanniques.<sup>212</sup>

Comme indiqué, les réalités coloniales entravent les projets de la « mission civilisatrice ». À la résistance des sociétés locales s'ajoute la faiblesse des moyens mis à disposition des colonisateurs. Les résultats des projets dans presque tous les domaines (migrations, prosélytisme, éducation, santé, sciences) sont limités.<sup>213</sup> Les conditions qui expliquent la faiblesse de ces résultats nous intéressent ici particulièrement, puisqu'elles reposent essentiellement sur les réalités du terrain et la résilience des structures précoloniales. Les colonisateurs sont contraints de s'adapter aux conditions locales et de repenser les contours de leurs activités. Comme nous le montrons ci-dessous, les exemples de la Mission de Bâle et de la BHG au Ghana et au Cameroun illustrent bien les aléas des contraintes locales, dans la mesure où les projets et les stratégies des Bâlois sont similaires dans les deux régions.

---

<sup>209</sup> Sur les liens entre les missions et la colonisation, cf. Prudhomme, Claude, «Missions, internationalisation du christianisme, interaction des croyances», in: Singaravélou, Pierre et Venayre, Sylvain (éd.), *Histoire du monde au XIXe siècle*, Paris: Fayard, 2017, pp. 137-151.

<sup>210</sup> Cf. Fredj, de Suremain, 2013, pp. 265-268.

<sup>211</sup> Cf. Seck, Papa Ibrahima, *La stratégie culturelle de la France en Afrique : l'enseignement colonial (1817-1960)*, Paris: L'Harmattan, 1993.

<sup>212</sup> Cf. Porter, Andrew Neil, «Trusteeship, Anti-Slavery, and Humanitarianism», in: Winks, Robin W. et Low, Elaine (eds), *The Oxford History of the British Empire*, Oxford: Oxford University Press, vol. 5, 1999, pp. 198-221.

<sup>213</sup> Cf. Fredj, de Suremain, 2013, pp. 286-289.

La deuxième caractéristique à souligner est l'aspect transnational des discours et des projets de la « mission civilisatrice ». Si l'unité temporaire de l'Europe à partir des années 1830 favorise l'émergence d'un nouveau système économique global, elle encourage également la circulation des idées au sein du Vieux Continent. De nombreux exemples viennent illustrer cette connectivité. Nous proposons de nous pencher sur deux exemples permettant de mettre en évidence les liens des Suisses avec les milieux des missionnaires et des sociétés de géographie.

Au cours du XIXe siècle, les puissances européennes emboîtent le pas à la Grande-Bretagne et interdisent progressivement la traite des esclaves et les pratiques esclavagistes. Ce mouvement abolitionniste, très influent dans l'opinion publique et auprès des autorités gouvernementales à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle, répond à des intérêts économiques, politiques, mais également culturels.

En 1888, le cardinal Lavignerie, archevêque d'Alger, s'impose comme une figure de l'abolitionnisme, particulièrement active au sein du milieu des missions catholiques.<sup>214</sup> Il lance en effet une campagne de propagande qui l'emmènera dans plusieurs pays d'Europe. Fervent critique de l'inefficacité des gouvernements à lutter contre l'esclavagisme et contrer l'influence de l'Islam en Afrique subsaharienne, il souhaite voir l'Église catholique prendre la tête du mouvement abolitionniste. Lavignerie fait également pression sur les gouvernements pour intervenir militairement en Afrique. Outre ses projets de croisades fondées sur les valeurs chrétiennes, Lavignerie fonde des sociétés antiesclavagistes en Belgique, France, Allemagne, Angleterre, Italie, Portugal, Espagne, Autriche et Hollande. Selon Lavignerie, la Suisse reste trop influencée par le protestantisme et si la Société antiesclavagiste suisse est créée en 1889, elle l'est de manière indépendante.<sup>215</sup> Les objectifs de cette société s'écartent cependant de la vision de Lavignerie sur la question de l'utilisation des forces armées et son comité se dissocie complètement de l'œuvre catholique à partir de 1890.<sup>216</sup>

Pendant le dernier quart du XIXe siècle, le roi des Belges, Léopold II lance un mouvement international en vue de la colonisation des territoires du bassin du

---

<sup>214</sup> Cf. Pétré-Grenouilleau, 2017, pp. 427-436.

<sup>215</sup> Cf. David, Thomas, Etemad, Bouda et Schaufelbuehl, Janick Marina, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne: Ed. Antipodes & Société d'histoire de la Suisse romande, 2005, pp. 128-130.

<sup>216</sup> Cf. *ibid.*, pp. 128-130.

Congo. En 1876, il réunit à Bruxelles des délégués de sociétés de géographie, des militaires et des explorateurs européens. Son projet de colonisation s'articule autour de la promotion de la « mission civilisatrice » européenne et dénonce la traite d'esclaves exercée par des marchands arabes. C'est dans cette optique qu'est créée l'Association internationale africaine (AIA).<sup>217</sup> Plusieurs comités nationaux sont fondés en Europe, notamment le Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale en 1877.<sup>218</sup> Pendant huit ans, le Comité national suisse collabore activement avec l'AIA et soutient financièrement, par le biais de souscriptions, ses opérations militaires au Congo. En 1879, Gustave Moynier, fondateur du Comité national suisse, crée à Genève la revue *L'Afrique explorée et civilisée* qui vise à informer les lecteurs suisses sur les activités qui se déroulent sur le continent africain et milite pour la civilisation, le développement du commerce, la christianisation et le combat contre l'esclavage en Afrique.<sup>219</sup>

Troisièmement, la « mission civilisatrice » en Afrique n'est pas exempte de visées économiques. La lutte contre la traite et l'esclavage a comme corollaire le développement du commerce de produits agricoles tropicaux ou de minerais<sup>220</sup>, que ce soit à l'initiative des indigènes ou des Européens.<sup>221</sup> Dans le royaume ashanti, la transformation au cours du XIXe d'une économie centrée sur le commerce d'esclaves vers une production de palmiers à huile, puis de cacao, est l'œuvre des acteurs africains<sup>222</sup>, les missionnaires de la Mission de Bâle et les membres de la BHG jouant un rôle dans sa commercialisation.<sup>223</sup>

---

<sup>217</sup> Cf. Stengers, Jean, *Congo. Mythes et réalité*, Bruxelles: Editions Racine, 2007 [1989] ; Vellut, Jean-Luc, «Réseaux transnationaux dans l'économie politique du Congo Léopoldien, c. 1885-1910», in: Marfaing, Laurence et Reinwald, Brigitte (Hg.), *Afrkanische Beziehungen, Netzwerke und Räume. African Networks, Exchange and Spatial Dynamics. Dynamiques spatiales, réseaux et échanges africains*, Studien zur Afrikanischen Geschichte, 28, Münster: Lit Verlag, 2001, pp. 131-146 ; Vellut, Jean-Luc, *Congo. Ambitions et désenchantements, 1880-1960*, Paris: Editions Karthala, 2017.

<sup>218</sup> Cf. David, Etemad, Schaufelbuehl, 2005, pp. 125-128.

<sup>219</sup> Cf. Humbert, Mathieu, «L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle. Un aperçu», in: Studer, Brigitte *et al.* (Hg.), *Die Schweiz anderswo: AuslandschweizerInnen - SchweizerInnen im Ausland = La Suisse ailleurs: les Suisses de l'étranger - les Suisses à l'étranger*, Zurich: Chronos, 2015, pp. 145-161 ; Rossinelli, 2022, pp. 411-558. Sur la Conférence de Berlin: cf. Vellut, 1997.

<sup>220</sup> Cf. Fredj, de Suremain, 2013, pp. 264-265.

<sup>221</sup> Cf. Law, 2007 ; Lynn, 1997.

<sup>222</sup> Cf. Austin, Gareth, *Labour, Land, and Capital in Ghana : From Slavery to Free Labour in Asante, 1807-1956*, Rochester studies in African history and the diaspora, Rochester: University of Rochester Press, 2005.

<sup>223</sup> Cf. Christ, 2015 ; Jenkins, Paul, *A Short History of the Basel Mission, Texts and Documents*, Basel: Basel Mission, May 1989.

Dernière singularité : les liens tissés entre firmes privées et entités étatiques. Au sein des puissances impériales, la collaboration entre acteurs privés et publics dans le cadre de projets coloniaux repose sur une longue tradition. Dans les métropoles, des lobbies poussent les gouvernements à intervenir ou à conquérir au nom de libre-échange, de la « mission civilisatrice » ou de la défense de l'empire.<sup>224</sup> Certes, l'expansionnisme en Afrique de la fin du XIXe est facilité par les nouvelles techniques de transport, de communication et d'armement. Mais la promotion des projets de colonisation par les groupes de pression philanthropiques, scientifiques ou religieux pousse les gouvernements parfois récalcitrants à agir.<sup>225</sup>

Cela concerne également les États européens sans colonie. Au cours du XIXe siècle, la Suisse officielle ne prend pas part aux entreprises coloniales en Afrique. Les autorités fédérales et les milieux économiques suisses restent néanmoins actifs avec l'ouverture de consulats de commerce. En revanche, comme nous l'avons vu, les démarches individuelles sont nombreuses. Parallèlement aux Suisses qui s'engagent directement dans les entreprises coloniales conduites par des gouvernements étrangers<sup>226</sup>, les sociétés philanthropiques, scientifiques ou missionnaires helvétiques collaborent à différents degrés avec les autorités coloniales.<sup>227</sup> Les cas de relations de la Mission de Bâle et de la BHG avec les autorités britanniques et allemandes montrent que, pour le XIXe siècle, des acteurs helvétiques jouent un rôle actif dans des projets coloniaux et tissent avec les gouvernements des relations qui oscillent entre coopération et concurrence.

---

<sup>224</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], p. 320.

<sup>225</sup> Cf. idid., pp. 307, 379-379, 391-392.

<sup>226</sup> Les activités des Suisses présents en Afrique sont variées. Des Suisses s'engagent par exemple avec des organisations militaires : cf. Debrunner, 1991. . Nous pouvons également citer la nomination de Gustave Moynier comme consul honoraire du Congo en 1894 : cf. Wirz, Albert, «Die humanitäre Schweiz im Spannungsfeld zwischen Philanthropie und Kolonialismus : Gustav Moynier, Afrika und das IKRK», *Traverse. Schweiz-Dritte Welt. Von der Expansion zur Dominanz*, no 2, 1998, pp. 95-111 ; Rossinelli, 2022, pp. 561-574.

<sup>227</sup> Pour un aperçu de la participation des Suisses à l'impérialisme culturel, cf. Veyrassat, 2018, pp. 308-324.

### 3.3. Mission et commerce. La BGH au Ghana et au Cameroun

La Mission de Bâle est présente sur le territoire de l'actuel Ghana depuis 1828, mais les conditions environnementales difficiles l'empêchent de développer ses activités sur une grande échelle avant le milieu du XIXe siècle. Outre leurs activités religieuses, les missionnaires bâlois s'engagent également dans le développement de l'éducation, des activités agricoles et du commerce.<sup>228</sup> La rapide croissance des activités de négoce de la Mission l'incite à créer la maison de commerce Basler Handelsgesellschaft en 1859, qui reste très proche de la Mission de Bâle jusqu'à la Première Guerre mondiale. La BHG reverse une partie de ses bénéfices à la Mission et a recours à une main-d'œuvre fidèle aux idéaux de la Mission. De plus, elle jouit du réseau des missionnaires pour s'intégrer dans le commerce de matières premières et la distribution des biens manufacturiers à l'intérieur des terres. A cette fin, un comptoir est installé au cœur du royaume ashanti, à Koumassi, en 1904 déjà.<sup>229</sup>

Alors que le gouvernement britannique doute des perspectives économiques de la région de la Gold Coast et redoute les coûts engendrés par une conquête, les activités des deux sociétés bâloises sont mises en avant auprès du Parlement anglais pour soutenir le projet d'une intervention britannique à l'intérieur des terres.<sup>230</sup> En 1865, le représentant de la Mission de Bâle à Londres, Elias Schrenk, présente un véritable projet colonial aux autorités métropolitaines. Il insiste tout d'abord sur la nécessité de contrer le pouvoir des Ashanti et de développer des infrastructures à l'intérieur des terres. Elias Schrenk met ensuite en évidence le rôle de la Mission de Bâle dans le processus d'intégration culturelle des indigènes aux valeurs européennes grâce à l'éducation et le travail. Les activités commerciales de la BHG, concernant le potentiel d'exportation de denrées tropicales, notamment le coton, sont également mises en avant.<sup>231</sup> L'argumentation du Bâlois touche un point central de la politique économique impériale britannique prônant une diversification des importations de coton brut pour les industries textiles d'Angleterre. Le gouvernement britannique avait d'ailleurs déjà tenté

---

<sup>228</sup> Sur la Mission de Bâle dans la colonie de Gold Coast, cf. Miller, 2003.

<sup>229</sup> Cf. Guex, 2001 ; Christ, 2015.

<sup>230</sup> Cf. Humbert, 2015a.

<sup>231</sup> Cf. House of Commons Parliamentary Papers, 412, Report from the Select Committee on Africa (Western Coast, 26.6.1865, pp. 135-148.

d'orienter le système de production africain vers des projets de plantation, de denrées brutes, en Afrique occidentale dès les années 1860.<sup>232</sup>

L'exemple de la colonisation allemande du Cameroun montre, quant à lui, que les activités des deux sociétés bâloises peuvent varier dans l'espace. Au cours d'une première phase s'étendant de la Conférence de Brême en 1885 à l'arrivée au pouvoir du gouverneur Jasco von Puttkamer en 1895, les Bâlois adhèrent étroitement au projet colonial allemand. Lors de la Conférence de Brême, qui marque le rattachement des missions chrétiennes à la politique coloniale allemande, la Mission de Bâle accepte de représenter la culture du Reich au Cameroun.<sup>233</sup> Durant ses premières années d'activité, la Mission de Bâle profite du soutien de l'administration coloniale pour développer son réseau grâce à l'éviction des missionnaires britanniques, étatsuniens et indigènes. Les missionnaires suisses soutiennent également les violentes campagnes militaires allemandes dans l'intérieur des terres. Pour les dirigeants bâlois, ces expéditions s'avèrent nécessaires, afin d'assurer la pacification des peuples indigènes et d'ouvrir des perspectives commerciales dans l'hinterland. Ils soutiennent les autorités coloniales en partageant des renseignements, en apaisant les peuples insurgés et en offrant un soutien logistique aux Allemands.<sup>234</sup> La BHG profite de ce travail pour étendre son réseau commercial. À la veille de la Première Guerre mondiale, elle compte une vingtaine d'agents suisses, principalement dans les stations de Douala et de Victoria, mais également plus loin des côtes, à Edea et Nkongsamba.<sup>235</sup>

La nomination de Jasco von Puttkamer au poste de gouverneur du Cameroun en 1895 fait entrer la colonie allemande dans une nouvelle phase économique, dominée par la création de grandes plantations par des sociétés concessionnaires allemandes.<sup>236</sup> Profitant des terres confisquées par les autorités coloniales, ces

---

<sup>232</sup> Cf. Etemad, 2019, p. 174.

<sup>233</sup> Cf. Humbert, 2015a, p. 150.

<sup>234</sup> Cf. Gründer, 1982, pp. 135-169 ; Dah, Jonas N., *Missionary Motivations and Methods. A Critical Examination of the Basel Mission in Cameroon 1886-1914*, Dissertation, W. Bieder et J. M. Lochman (dir.), Basel, 1983. Sur l'histoire du colonialisme allemand, par ex : cf. Conrad, Sebastian, *German Colonialism: a Short History*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008.

<sup>235</sup> Cf. Mission 21, *Jährliche Bericht der Basler Handelsgesellschaft*, 1897-1914. Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, la BHG compte environ 40 agents dans la colonie de Gold Coast et environ 30 agents en Inde.

<sup>236</sup> Cf. Conrad, 2008, pp. 88-91 ; Marc, Michel, «Les plantations allemandes du Mont Cameroun (1885-1914)», *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 57, no 207, 1970, pp. 183-213 ; Monga, Yvette D., «The Emergence of Duala Cocoa Planters and German Rule in Cameroon: A Case Study

sociétés reçoivent le monopole du commerce, sont libres d'administrer elles-mêmes leurs territoires en ayant recours au travail forcé et tentent de tirer de l'exploitation des ressources le maximum de profit en un temps record. Ce système d'exploitation économique est vivement critiqué par les missions, notamment la Mission de Bâle qui lance une campagne contre les sociétés concessionnaires. En jouant de son influence, la Mission de Bâle parvient à briser le monopole commercial du système concessionnaire dans la région de Bali, à l'intérieur des terres, et à garantir le maintien des activités de la BHG dans cette région.<sup>237</sup> Les mauvais résultats des grandes plantations allemandes et le succès de l'économie domestique dans la production des produits d'exportations (notamment le cacao et le caoutchouc) viendront affaiblir le système de concession à partir des années 1900.<sup>238</sup>

### 3.4. Conclusion

Les origines de la vague de colonisation européenne qui touche l'Afrique à la fin du XIXe siècle sont multiples. La croissance économique des puissances coloniales européennes, l'évolution des mécanismes commerciaux et financiers, le développement des transports et des communications, l'émergence de l'« Occident », les pressions morales de la « mission civilisatrice » et les enjeux géopolitiques sont des composantes de la construction expansionniste européenne. Mais l'expansionnisme européen est également rendu possible par des événements politiques externes au sein de l'Eurasie, notamment la chute progressive de l'Empire ottoman.<sup>239</sup>

En Afrique subsaharienne, les projets de colonisation de l'Europe se heurtent aux réalités du milieu, notamment la consistance des sociétés précoloniales, l'opportunisme et l'ouverture économique des acteurs indigènes ou les obstacles environnementaux. Les puissances coloniales sont le plus souvent contraintes à

---

of Entrepreneurship», in: Clarence-Smith, William Gervase (ed.), *Cocoa Pioneer Fronts Since 1800. The Role of Smallholders, Planters, and Merchants*, New York: St. Martin's Press, 1996, pp. 119-136.

<sup>237</sup> Cf. Gründer, 1982. pp. 141-153.

<sup>238</sup> Cf. Conrad, 2008, pp. 88-91 ; Monga, 1996.

<sup>239</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 379-384.

s'adapter aux conditions locales et de laisser le système de production aux sociétés indigènes ou d'essayer d'en prendre le contrôle en instaurant une politique coercitive. Les transferts de connaissances et les échanges entre les acteurs de la colonisation européenne occupent ainsi une place centrale dans la construction d'un impérialisme culturel européen, dont la Suisse fait partie. La connectivité des savoirs à l'échelle transnationale n'est pas incompatible avec les relations de coopération ou de concurrence entre des projets coloniaux en Afrique subsaharienne.

La grande variété des activités des Suisses en lien avec l'expansionnisme européen souligne que, quelle que soit leur nature, elles doivent s'adapter aux réalités coloniales. Une coopération entre les acteurs suisses et les métropoles n'est pas toujours possible. Les systèmes coercitifs mis en place par Léopold II au Congo et par Bismarck dans la région du mont Cameroun ne laissent pas beaucoup de place aux activités économiques helvétiques. Les critiques formulées contre la politique coloniale allemande présentent même les traits d'un anticolonialisme avant l'heure.<sup>240</sup> Dans le cas de l'État indépendant du Congo, la participation coloniale suisse reste principalement cantonnée aux investissements financiers.<sup>241</sup> L'expertise et l'influence de la Mission de Bâle au Cameroun permettent en revanche à la BHG de se faire une place dans le commerce colonial local.

Au cours du XIXe, les activités de la BHG et de la Mission de Bâle s'alignent sur la politique britannique au Ghana colonial. Le type de colonie qui s'y dessine s'appuie sur la commercialisation des produits tropicaux par des sociétés de négoce européennes, dont la BHG. Les contacts étroits des missionnaires bâlois avec les indigènes dans les domaines de l'éducation, du prosélytisme, de l'éthique du travail et de la culture de produits tropicaux, notamment le coton, l'huile de palme puis le cacao, poussent le gouvernement colonial à coopérer étroitement avec les deux sociétés.

Ainsi, la manière dont les résistances indigènes s'organisent face aux projets des puissances coloniales détermine beaucoup la place laissée aux activités des

---

<sup>240</sup> Sur l'anticolonialisme en Suisse au début du XXe siècle, cf. Fischer-Tiné, Harald, « The Other Side of Internationalism: Switzerland as a Hub of Militant Anti-Colonialism, c. 1910-1920 », in: Purtschert, Patricia, Fischer-Tiné, Harald, *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015, pp. 221-258.

<sup>241</sup> Cf. Humbert, 2015a, pp. 154-155.

autres Européens en Afrique. Dans ce contexte, l'expérience des Suisses, leur participation à l'élaboration des projets coloniaux en Europe, leur neutralité et leur capacité de financement ainsi que, dans le cas des Bâlois, les liens entre les missionnaires et les acteurs locaux, mais surtout leur capacité à promouvoir une économie d'exportation de produits primaires sont des atouts qui permettent aux Suisses de coopérer activement à l'expansionnisme européen en Afrique subsaharienne.

### 3.5. L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle. Un aperçu

Humbert, Mathieu, «L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle. Un aperçu», in: Studer, Brigitte *et al.* (Hg), *Die Schweiz anderswo: AuslandschweizerInnen - SchweizerInnen im Ausland = La Suisse ailleurs: les Suisses de l'étranger - les Suisses à l'étranger*, Zurich: Chronos, 2015, pp. 145-161.

#### Introduction

Les relations entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne (sans l'Afrique du Sud) trouvent un nouvel élan au cours du XIXe siècle. D'abord circonscrites aux activités de la traite négrière,<sup>242</sup> elles s'insèrent dans un changement structurel profond qui a lieu en Afrique subsaharienne et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest: le passage progressif d'une économie fondée sur le commerce des esclaves à une économie dominée par le commerce dit «légitime».<sup>243</sup> Loin de pouvoir être comparée aux imposants flux migratoires à destination de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine, la présence des Suisses dans cette partie de l'Afrique est l'aboutissement d'entreprises souvent personnelles ou limitées à quelques acteurs bien définis. En effet, les Amériques accueillent 97,6% des émigrants suisses entre 1869 et 1919.<sup>244</sup> On dénombre ainsi de nombreuses colonies helvétiques dans cette partie du monde dont les activités sont à mettre en lien avec les flux commerciaux et financiers transitant entre les deux régions. Sur le plan commercial, on remarque que la part de l'Afrique dans le commerce de la Suisse ne représente qu'environ 1% vers 1845 alors que la part du commerce suisse avec l'Amérique du Sud s'élève à environ 15-20%.<sup>245</sup> Enfin, les chiffres indiquent que l'Afrique subsaharienne n'est pas la partie de ce continent captant la plus grande part des échanges avec la Suisse. La part de cette région dans les exportations helvétiques à destination de l'outre-mer n'est, en effet, que de 5,4% en 1900 et de 1,6% pour les importations à destination de la Suisse. En comparaison, la région

---

<sup>242</sup> Voir par exemple: cf. David, Etemad, Schaufelbuehl, 2005.

<sup>243</sup> Cf. Hopkins, 1973, p. 125-135 ; Law, 2007.

<sup>244</sup> Cf. Arlettaz, 1979, p. 8.

<sup>245</sup> Etemad, Bouda, « Le commerce extérieur de la Suisse avec le Tiers-monde aux XIXe et XXe siècles. Une perspective comparative internationale », in: David, Thomas, Etemad, Bouda, (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*, Lausanne: Les Annuelles, 1994, p. 29.

du Maghreb représente 8,7% des exportations et 23,1% des importations.<sup>246</sup> En dépit de cet aperçu, les relations entre la Suisse et l'Afrique au sud du Sahara révèlent tout leur intérêt si elles sont éclairées, de manière qualitative, à la lumière des actions des Suisses présents dans cette région appelée communément «le tombeau de l'homme blanc».

Le mouvement expansionniste des grandes puissances européennes vers le continent africain prend toute son ampleur lors du dernier tiers du XIXe siècle. Ce mouvement colonial est caractérisé par un nombre restreint d'Européens, des structures précoloniales en pleine évolution à la suite de l'abolition de la traite atlantique et reste, au cours du XIXe siècle, largement confiné aux zones côtières. Il faut attendre la Conférence de Berlin qui met en place des dispositions allant dans le sens d'une meilleure régulation du développement territorial européen en Afrique pour que les puissances coloniales établissent leurs zones d'influence plus loin dans l'Hinterland.<sup>247</sup>

Comment l'émigration helvétique en Afrique subsaharienne est-elle répartie? Il appert, dans le tableau n° 1 en annexe, que les Européens présents en Afrique en 1930 ne sont pas répartis de manière uniforme. Installés en nombre dans les colonies de peuplement comme en Afrique du Sud, au Kenya, en Rhodésie du Sud ou dans la région du Maghreb, ils ne représentent qu'une toute petite fraction de la population des pays situés au sud du Sahara. Les Suisses présents en Afrique n'échappent pas à ce constat. Nous pouvons cependant constater qu'ils semblent représenter une plus grande fraction de la population européenne dans les colonies subsahariennes que dans les colonies de peuplement, seules zones dotées d'un véritable colonat. Loin de constituer un élément d'analyse dans notre étude, faute de données homogènes pour le XIXe siècle, ce tableau illustre simplement l'état de la présence helvétique en Afrique au début du XXe siècle. En outre, nous pouvons préciser que le nombre de Suisses présents en Afrique au sud du Sahara au XIXe siècle semble également faible. On dénombre ainsi 14

---

<sup>246</sup> Ibid., pp. 40s.

<sup>247</sup> Par exemple, cf. Wesseling, Henri, *Le partage de l'Afrique 1880-1914*, Paris: Ed. Denoël, 1996 (1991), pp. 221-230 ; Stengers, 2007 (1989), pp. 87-98.

Suisses dans l'État indépendant du Congo en 1897<sup>248</sup> ou 17 Suisses au Ghana en 1911.<sup>249</sup>

Le but de cet article est de mieux cerner, avec le cas de l'Afrique subsaharienne, la part de la Suisse dans le processus expansionniste lancé par les grandes puissances coloniales à la fin du XIXe siècle. Plus précisément, il s'agit de souligner le rôle des Suisses lors de l'évolution d'un impérialisme économique informel à un impérialisme économique formel, défini par une domination coloniale sur les peuples indigènes.<sup>250</sup> Nous avançons ici que la Suisse, bien qu'étant un petit pays sans colonie et même sans accès à la mer, participe - et même joue un rôle marquant dans certains cas - à cette prise de position occidentale en Afrique subsaharienne. Parallèlement, il s'agit d'illustrer avec le cas de l'Afrique subsaharienne l'hypothèse selon laquelle la Suisse, mue par un opportunisme mercantile, prend position, dans ce mouvement colonial, dans l'ombre des grandes puissances.<sup>251</sup> Autrement dit, cet article tente de montrer que la Suisse ne reste pas en marge du mouvement expansionniste européen en Afrique au sud du Sahara.

Pour saisir le phénomène d'expansion suisse en Afrique subsaharienne dans sa globalité, nous ne pouvons nous appuyer que sur une maigre littérature secondaire. L'hétérogénéité des espaces coloniaux et l'évolution rapide de ce phénomène d'expansion se reflètent sur l'approche que proposent les recherches sur la question, plus enclines à multiplier des études de cas plutôt que de mettre en avant une réflexion générale sur la présence helvétique. Certes, il existe certaines études, à l'image de celle de l'historien Hans Werner Debrunner,<sup>252</sup> qui tentent d'embrasser ce phénomène dans sa globalité, mais ces études proposent un cadre d'analyse plus focalisé sur les trajectoires des acteurs suisses que sur leurs interactions avec le monde colonial.

---

<sup>248</sup> Minder, Patrick, «D'Helvétie en Congolie». *Les pionniers suisses au service de l'État indépendant du Congo et du Congo belge (1885-1914)*, Mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.) Fribourg, 1994, p. 200.

<sup>249</sup> Kuczynski, Robert R., *Demographic Survey of the British Colonial Empire*, vol. 2, Fairfield (N.J.) ; Hassocks: A.M. Kelley, Harvester Press, 1977, p. 446.

<sup>250</sup> Cf. Austin, Gareth, Economic Imperialism, in: Mokyr, Joel (ed.), *The Oxford Encyclopedia of Economic History*, Oxford: Oxford University Press, 2003, pp. 145-155.

<sup>251</sup> Cf. David, Etemad, 1998a, pp. 7-27, ici 11.

<sup>252</sup> Debrunner, 1991.

Nous tentons ici d'apporter une contribution permettant de répondre, en partie, à cette lacune historiographique. Nous avons ainsi choisi un angle de recherche plus large de ce phénomène tout en nous limitant sur une certaine période - soit celle de la mise en place des structures coloniales en Afrique subsaharienne - et en adoptant une méthode comparative volontairement déséquilibrée en faveur de quelques pays que nous jugeons les plus aptes à dresser une image révélatrice de l'expansionnisme helvétique. Le choix de ces pays a été dicté par le rôle prépondérant de deux structures que nous voulions mettre en évidence: les sociétés de géographie et les missions religieuses. Nous avons ainsi sélectionné trois principaux terrains d'investigation: la fondation de l'État indépendant du Congo (EIC) et la formation des colonies de la Gold Coast et du Cameroun. Outre l'hétérogénéité au niveau des espaces géographiques, l'étude de ces trois pays permet de faire intervenir trois puissances coloniales dans notre analyse, la Belgique, la Grande- Bretagne et l'Allemagne.

Notre article est structuré en quatre parties. La première s'intéresse aux relations culturelles entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne et insiste sur les supports dont bénéficient les Suisses pour investir cette partie du continent. La deuxième partie fait le point sur les motivations commerciales et les intérêts financiers des Suisses décidés à entreprendre des affaires dans cette région. La troisième partie souligne les aspects politiques des relations de la Suisse avec les puissances coloniales. Enfin, nous tenterons de dégager certaines tendances propres à l'expansionnisme helvétique dans la partie conclusive.

### **Les relations culturelles: l'émergence d'un idéal colonial en Suisse**

Nous pouvons faire remonter les origines d'une nouvelle impulsion dans les relations entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne au début du XIXe siècle, lors de la constitution, sur le territoire helvétique, de sociétés dédiées à des projets de découvertes scientifiques et de missions civilisatrices en Afrique. En effet, deux mouvements se développent presque simultanément. Le premier est celui des missions religieuses. Les missions s'intéressant au continent africain émergent en Suisse dès le début du XIXe siècle avec, notamment, la création de la Mission de

Bâle en 1815.<sup>253</sup> Au cours de ce siècle, nous pouvons également citer la fondation de la Mission suisse en 1874, active au Mozambique à partir de 1887,<sup>254</sup> ainsi que celle de la Mission philafricaine fondée par Héli Châtelain en Angola en 1897.<sup>255</sup> Le second mouvement est celui des sociétés de géographie. Il se développe en Suisse dans le sillage de la Société de Géographie de Paris créée en 1821. Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons exclusivement à l'une des six sociétés suisses de géographie, la Société géographique de Genève, fondée en 1858, en raison de ses activités liées à l'Afrique au sud du Sahara.<sup>256</sup>

Les premiers missionnaires suisses à prendre pied sur le continent africain au sud du Sahara sont ceux de la Mission de Bâle qui, après une première tentative avortée au Liberia, s'installent durablement en Gold Coast en 1828. Le projet de ces missionnaires était avant tout - outre le fait de survivre assez longtemps dans cette région particulièrement hostile à la santé des Européens - de lutter contre l'esclavage en prônant le prosélytisme, l'éducation et les activités agricoles et artisanales.<sup>257</sup> Au cours du XIXe siècle, les missionnaires bâlois se diversifient dans l'agriculture et le commerce. Après plusieurs années d'activité dans ces secteurs, la décision est finalement prise de séparer les activités religieuses et commerciales de la Mission par la création de la Basler Handelsgesellschaft (BHG) en 1859. Une société qui reste toutefois fortement connectée avec l'organe religieux de la Mission. Cette décision reflète bien l'ampleur et l'ambiguïté des activités commerciales des missionnaires bâlois.<sup>258</sup>

Les buts de la Mission de Bâle, combinant le développement d'un réseau de chrétiens, d'une culture piétiste allemande mais également des activités

---

<sup>253</sup> Voir par exemple: cf. Schlatter, 1916, pp. 1-27 ; Miller, 2003, pp. 13-18 ; Christ, Heinrich, *Zwischen Religion und Geschäft. Zur Unternehmensethik der Basler Missions-Handlungs-Gesellschaft (1859-1917)*, Dissertation, Prof. Jörg Fish, Zürich 2012.

<sup>254</sup> Voir par exemple: cf. Linder, 1998, pp. 167-242 ; Rohrbasser, Charles, *L'œuvre sociale de la Mission Suisse au Mozambique*, Mémoire de licence, Prof. Bouda Etemad, Lausanne, 1991, pp. 38-66.

<sup>255</sup> Cf. Péclard, 1995, pp. 27-49.

<sup>256</sup> Sur les sociétés de géographie de Suisse, voir par exemple: cf. Hagen, Ruth, *Expeditionen in den dunklen Kontinent. Die geographischen Gesellschaften der Schweiz und die wissenschaftliche Erforschung Afrikas*, Mémoire de licence, Prof. Brigitte Studer, Bern, 2003 ; Minder, 2011, pp. 37-41 ; Rérat, Patrick, Piguët, Etienne (éd.), *La «pensée du monde». Une société de géographie à la Belle Epoque*, Neuchâtel: Ed. Alphil, 2011 ; Rossinelli, Fabio, *La Société de géographie de Genève et l'impérialisme suisse (1858-1914)*, Mémoire de licence, Prof. Sébastien Guex, Lausanne, 2013.

<sup>257</sup> Cf. Miller, 2003, pp. 15s.

<sup>258</sup> Cf. Christ, 2012.

commerciales et artisanales, ont été en partie influencés par les conditions géographiques et socioéconomiques rencontrées en Gold Coast. Il existe donc une marge de manœuvre entre les projets de la Mission de Bâle et leur application. Dans le cas de la Mission philafricaine en Angola, on remarque en revanche que les activités de son fondateur, Héli Châtelain, ont été minutieusement élaborées avant son voyage et répondent à sa vision idéale de l'action missionnaire. En cherchant une symbiose entre prosélytisme et expansion commerciale, Héli Châtelain pense pouvoir construire une colonie efficace par l'inculcation des principes moraux, intellectuels, spirituels et économiques de l'éthique protestante, d'une part, et, d'autre part, en luttant contre les «tares» sociales de l'Afrique, comme la sorcellerie, la polygamie ou encore l'oisiveté. Toutefois, confronté aux relations tendues avec les autorités coloniales et aux résistances des populations africaines, Héli Châtelain ne parvient pas à implanter profondément ses idées.<sup>259</sup>

La Mission de Bâle est également présente sur le territoire de l'actuel Cameroun dès la prise en main formelle de cette colonie par l'empire allemand. Contrairement au cas de la Gold Coast, la Mission de Bâle investit ce territoire sur mandat du Gouvernement allemand et représente la culture et la politique coloniale du Reich sur les rives de la Wouri. En effet, au cours des années 1870, un intense débat oppose différentes visions du rôle des missions religieuses dans la stratégie coloniale allemande. Le point culminant de ce débat a lieu lors de la Conférence de Brême en 1885, qui marque non seulement le rattachement des missions à la politique coloniale allemande mais encore l'appartenance de la Mission de Bâle, également présente à Brême, à la sphère culturelle du Reich.<sup>260</sup> Forts de leur expérience ghanéenne, les Bâlois acceptent la mission de représenter la culture du Reich sur le territoire africain selon ses stratégies propres, soit l'évangélisation et l'éducation.<sup>261</sup>

Bien que très éloignée de l'expérience du terrain de la Mission de Bâle, la Société de géographie de Genève élabore également un idéal de l'expansionnisme helvétique, mêlant curiosité scientifique, motivations économiques et esprit civilisateur sous le couvert d'un philanthropisme abolitionniste. Les motivations des

---

<sup>259</sup> Cf. Péclard, 1995, pp. 24-26, 51-64.

<sup>260</sup> Cf. Halldén, Erik, *The Culture Policy of the Basel Mission in the Cameroons 1886-1905*, Lund: Berlingska Boktryckeriet 1968, pp. 15-52, ici 28s., 39s. ; Gründer, 1982, pp. 30-32.

<sup>261</sup> Cf. Dah, 1983, pp. 117-145.

membres de cette société gagnent un support de choix grâce à Léopold II et à son projet de colonisation. Dès le mois de septembre 1876, lors de la Conférence de Bruxelles rassemblant les sociétés de géographie orientées vers l'expansion européenne en Afrique, le roi des Belges crée l'Association internationale africaine (AIA), une organisation portant haut les couleurs de l'impérialisme européen en Afrique. Cette association est régie par un comité exécutif, présidé par Léopold II lui-même et encourage les pays à se doter de comités nationaux afin de structurer les actions européennes vers le continent africain.<sup>262</sup> Bien qu'absente de la Conférence de Bruxelles, la Société de géographie de Genève s'empresse de prendre le pas de ce mouvement civilisateur et rejoint l'AIA en janvier 1877, puis crée le 24 avril 1877 à Genève le Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale.<sup>263</sup> Comptant 110 adhérents lors de cette séance de fondation, le comité est présidé par Henri Boutillier de Beaumont, issu d'une famille bourgeoise de Genève active dans les milieux financiers et artistiques, également président de la Société de géographie de Genève de 1858 à 1885. Les buts de ce Comité suisse sont synthétisés dans le mémoire lu par le Dr de la Harpe, vice-président de la Société de géographie de Genève lors de la réunion préparatoire de la fondation du Comité suisse. Après avoir fait l'éloge de la philanthropie du président de l'AIA, Léopold II, le Dr de la Harpe poursuit: «Sciences, commerce, civilisation! Tels sont les trois mots magiques dont le son, après avoir ému la magnanime ambition de notre royal Président, a trouvé en vous un écho, qui se propagera encore à mesure que cette grande cause sera mieux connue. C'est à vous, qui avez été jaloux de vous placer au premier rang de cette armée de pionniers, qu'il appartiendra de recruter de nouveaux amis à une si belle cause.»<sup>264</sup>

Les opportunités commerciales et la vision philanthropique de leurs relations avec l'Afrique centrale se rejoignent ostensiblement avec les idéaux anti-esclavagistes qui occupent une place de choix dans leur argumentation: «[ ... ] la première condition d'un développement régulier de l'Afrique centrale, c'est la fin des guerres

---

<sup>262</sup> Cf. Association internationale africaine, Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale, Documents officiels [des années] 1876, 1877, 1878, 1879, Genève, 1879, p. 26 ; Stengers, 2007 [1989], pp. 45-85 ; Wesseling, 1996 [1991], pp. 163-169.

<sup>263</sup> Cf. Documents relatifs au Comité national suisse n° 2, in: Association internationale africaine, Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale, Documents officiels [des années] 1876, 1877, 1878, 1879, Genève, 1879, p. 119 ; Berguer, Marie-Claire, *Les relations entre l'État indépendant du Congo et la Suisse (1876-1908)*, Mémoire de licence, Bruxelles, 1958, pp. 41-48 ; Minder, 2011, p. 39.

<sup>264</sup> Documents relatifs au Comité national suisse n° 2, 1879, p. 119.

qui la désolent; guerres qui ont toutes une même cause et un même but, l'esclavage! [...] A côté de ce commerce maudit, source de tant de crimes et de tant de misères, tout commerce légitime et honnête devient impossible et s'éteint. [...] Ayons donc du courage! Montrons-nous, et nous triompherons à notre tour. Que l'Afrique apprenne que cette misère inénarrable dans laquelle le Mahométan la retient et la plonge toujours plus profondément, c'est le Chrétien qui l'en délivrera. Que l'Afrique orientale connaisse à son tour les bienfaits que la précédente génération, celle des Wilberforce et des Buxton, a déjà conquis pour l'Afrique occidentale. Que l'Europe fasse entendre sa grande voix; que les nations s'accordent pour la porter jusque dans les solitudes de l'Afrique, et l'esclavage aura vécu; et de proche en proche, un septième de la race humaine sera délivré de l'ignominie du fouet et de l'oppression tyrannique du vice. Levons-nous! Allons chercher notre sœur que nous avons laissée en arrière. Qu'elle vienne, reconnaissante, s'asseoir à ce banquet de la civilisation où jusqu'à ce jour sa place est restée vide. Alors votre Association internationale, qui aura réalisé cette grande chose, aura bien mérité du genre humain et des siècles à venir.»<sup>265</sup>

Nonobstant une volonté forte de poursuivre l'action helvétique vers l'Afrique dans le sillage de l' AIA, le Comité suisse se dissout rapidement en novembre 1879.<sup>266</sup> Les causes de cette brève activité sont fortement liées à la disparition de l'AIA après sa première et unique séance du 19 juin 1877. Ce projet philanthropique est effectivement délaissé par Léopold II au profit du Comité d'Etude du Haut-Congo, créé en 1878, bien plus focalisé sur des buts commerciaux et qui constitue une deuxième étape vers la création de l'EIC en 1885.<sup>267</sup>

Finalement, ce comité reste, conjointement avec la Société de géographie de Genève, un pôle de recherche où s'échangent les informations et se créent les réseaux africanistes au niveau helvétique. Ainsi, Gustave Moynier, membre éminent de ces deux sociétés, reçoit, par exemple, le soutien moral des deux organisations pour son projet de revue *L'Afrique explorée et civilisée*. Cette revue qui paraît entre 1879 et 1894 a comme but de faire connaître au public la découverte de l'Afrique; elle est dirigée par Charles Faure, secrétaire-bibliothécaire

---

<sup>265</sup> Ibid., pp. 137s.

<sup>266</sup> Cf. de Claparède, Arthur, *Coup d'œil sur la Société de géographie de Genève, depuis sa fondation en 1858*, Genève: Atar, 1908, p. 40 ; Rossinelli, 2013, pp. 83-89.

<sup>267</sup> Cf. Stengers, 2007 (1989), pp. 45-85.

de la Société de géographie de Genève. On peut y lire, dans un numéro datant de 1883, une vision engagée du rôle des Suisses dans la course à l'Afrique: «[...] le ciel étoilé ne nous présente pas seulement des astres de première grandeur, et, quelque modeste que soit notre place dans le champ de l'exploration et de la civilisation de l'Afrique, il est intéressant de voir combien un peuple comme le nôtre, sans colonies sur la côte d'Afrique, et sans subsides de la part des gouvernements ou des sociétés de géographie, a pu fournir de voyageurs et de missionnaires, pour concourir à la découverte de ce continent et au relèvement intellectuel et moral de ses habitants.»<sup>268</sup>

Loin d'être constituée en un mouvement soudé, l'expansionnisme helvétique en Afrique subsaharienne repose, sur le territoire helvétique, sur différents canaux et répond à un élan impérialiste international teinté de patriotisme plutôt qu'à une réelle démarche au niveau national. Les forces qui animent l'esprit aventurier et civilisateur des missionnaires et des géographes du XIXe siècle ne sont pas l'apanage de la culture helvétique à elle seule mais trouvent en effet des impulsions au sein de mouvements similaires présents en l'Europe au cours de cette période. Cela ne doit toutefois pas atténuer la dimension patriotique également promulguée au sein de ces milieux. En un sens, les sociétés missionnaires et les sociétés de géographes suisses prennent le train de l'impérialisme européen en marche.

### **Les relations économiques: commerce et exportations de capitaux**

Les relations entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle sont fortement imprégnées par les affaires économiques. Bien que les tâches initiales des Suisses tournés vers cette partie de l'Afrique ne visent pas à promouvoir prioritairement ce type d'activité, les affaires commerciales et financières occupent une place de choix.

Dans le cas de la Gold Coast, les missionnaires bâlois développent très rapidement des structures commerciales.<sup>269</sup> Au début, ces activités servaient à pourvoir les missionnaires en besoin matériel. Mais les exportations de matières

---

<sup>268</sup> « La part des Suisses dans l'exploration et la civilisation de l'Afrique », *L'Afrique explorée et civilisée*, vol. 4, 1883, pp. 215-229, ici 215s.

<sup>269</sup> Cf. Osafo, 1972 ; Christ, 2012.

premières, essentiellement de l'huile de palme et des noyaux de palmiers à huile, puis du cacao à partir du début du XXe siècle, mais également du caoutchouc, du coton et du café ainsi que les importations de produits manufacturés européens, deviennent rapidement un secteur d'activité important au sein de la Mission de Bâle. La création en 1859 d'une entité dédiée uniquement au commerce, la BHG, donne l'allure d'une séparation essentiellement formelle, puisque les deux sociétés restent fermement connectées en partageant les mêmes origines bâloises, la même formation des missionnaires, et car la BHG dédie la moitié de ses bénéfices à la Mission après avoir verser les dividendes aux actionnaires à des parts qui évoluent périodiquement.<sup>270</sup>

Tirant profit de l'action évangélique des missionnaires qui pavent la voie sur laquelle elle se développe, la BHG étend rapidement son réseau qui compte une vingtaine de comptoirs et de factoreries en Gold Coast en 1913<sup>271</sup> et augmente son chiffre d'affaires, surtout à partir de la création de la colonie britannique en 1874 après leur victoire contre le royaume Ashanti. Quant aux bénéfices réalisés entre 1960 et 1910, l'historien Sébastien Guex les qualifie d'élevés.<sup>272</sup> La réussite de la BHG sur le territoire africain au cours du XIXe siècle tient grandement à ses ancrages dans le milieu financier bâlois, aux liens spirituels et matériels des frères-commerçants avec le réseau de la Mission de Bâle<sup>273</sup> et aux relations avec le Gouvernement britannique qui, en menant la guerre contre le royaume Ashanti, ouvre des perspectives économiques prometteuses aux Suisses présents en Gold Coast. Toutefois, nous retiendrons ici essentiellement le développement du commerce de l'huile de palme et des quelques autres produits tropicaux, car ce sont ces activités qui vont enchérir la liste des arguments en faveur de la création d'une colonie de la Gold Coast.

La mise en regard des activités commerciales des Suisses présents en Gold Coast avec celles des Suisses présents dans l'EIC nous permet de prendre la mesure des différences entre les deux territoires. En effet, les activités commerciales des Européens dans l'EIC ne prennent leur essor qu'après la création, en 1898, de la voie de chemin de fer reliant le bassin du Congo (Léopoldville) à Matadi, port

---

<sup>270</sup> Cf. Wanner, 1959, pp. 34-46 ; Franc, 2008, pp. 70-73.

<sup>271</sup> Cf. Wanner, 1959, pp. 109-126.

<sup>272</sup> Cf. Guex, 2001, pp. 225-253, ici 232-237.

<sup>273</sup> Cf. *ibid.*, pp. 244-248.

ouvert sur l'océan Atlantique. Cette situation n'empêche toutefois pas le consul de Suisse en Belgique de renseigner le Gouvernement helvétique sur les perspectives économiques de l'EIC en 1886 déjà: «Les produits européens pourront trouver au sein de la population du Congo un débouché important, qui s'accroîtra dans la mesure du développement de l'exportation de ce pays. La possibilité constatée d'utiliser le travail des races indigènes permettra à l'Européen de fonder et de développer des comptoirs commerciaux et des exploitations agricoles ou industrielles au Congo.»<sup>274</sup> Compte tenu de l'impossibilité de développer des activités commerciales sur ce territoire, la contribution des Suisses aux activités économiques de Léopold II est d'ordre essentiellement financière. Relevons au passage que, dans le cas du bassin du Congo, il ne faut pas surestimer la dimension étatique des liens économiques entre la métropole et la colonie. Il faut, au contraire, prendre la mesure de la dimension transnationale de la propriété des capitaux. La colonisation du bassin du Congo mobilise en effet des capitaux de différents pays, notamment anglais, allemands, américains français ou russes, mais également suisses.<sup>275</sup>

Dès les premières années de l'EIC, Léopold II est confronté à de grandes difficultés financières. En souscrivant à l'Acte de Berlin en 1885, il s'était interdit la perception de droits d'entrée. Les recettes propres de l'État sont donc insignifiantes et le «trésor du Congo», constitué uniquement par la fortune personnelle de Léopold II, ne produit pas assez d'intérêts pour couvrir les dépenses de son royaume africain. Léopold II recourt donc dès 1888 à l'emprunt. Il place un emprunt à lots, sur le modèle de ceux constitués par certains Comités nationaux de la Croix-Rouge. Techniquement, chaque coupure de l'emprunt de 100 francs belges est émise à 83 francs dont 46 francs sont destinés à un fonds d'amortissement chargé du remboursement de l'emprunt et des primes tirées au sort périodiquement et 4 francs vont au syndicat de banquiers qui se charge de l'émission. Ce modèle présente l'avantage d'être plus séduisant aux yeux du public qui a la possibilité de gagner d'importantes sommes en très peu de temps. Ces caractéristiques sont intéressantes dans notre cas, car elles obligent Léopold II à obtenir l'accord préalable des gouvernements des pays où l'emprunt doit être

---

<sup>274</sup> SB, E2 1000/44 1053-1061, 1055, Lettre du Consulat général de Suisse en Belgique, A. de la Harpe, au Président de la Confédération, Bruxelles, 8 octobre 1886, p. 4.

<sup>275</sup> Cf. Vellut, 2001, pp. 131-146.

émis.<sup>276</sup> Or, il s'avère que les négociations menées par Léopold II sur cette question ont été un échec. Les trois seuls pays pour lesquels Léopold II obtient une autorisation d'émission sont la Belgique, les Pays-Bas par la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de Rotterdam et la Suisse, également par une succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas ainsi que par la Banque commerciale à Bâle.<sup>277</sup> Bien que la part de l'emprunt placé par les banques sur le marché suisse ne représente que 6,6% des 150 mio. de francs belges espérant être récoltés,<sup>278</sup> il semble que l'intérêt de Léopold II pour la Suisse soit d'une autre importance. En effet, en plaçant son emprunt sur le territoire helvétique, Léopold II souhaiterait d'une part mobiliser la riche clientèle française qui ne peut s'adresser à une banque sur le territoire français pour cette affaire et d'autre part chercherait à utiliser la neutralité de la Suisse afin de ne pas risquer de modifier les rapports de force existant avec les grandes puissances impériales, notamment en ce qui concerne les négociations futures sur la colonisation de l'Afrique. Toutefois, faute de document, ce raisonnement reste à l'état d'hypothèse. Enfin, bien que cet emprunt n'ait pas apporté les résultats escomptés pour relever les finances de l'EIC, il a certainement contribué au rapprochement des deux pays puisqu'un accord d'amitié, d'établissement et de commerce est signé entre la Suisse et l'EIC le 16 novembre 1889<sup>279</sup> et qu'on peut supposer une sous-participation des banques sur le territoire helvétique pour d'autres emprunts congolais placés en 1896, 1898, 1901 et 1904.<sup>280</sup>

Il existe, au cours du XIXe siècle, encore d'autres projets commerciaux en Afrique au sud du Sahara. La BHG prend par exemple brièvement pied au Cameroun en

---

<sup>276</sup> Cf. Stengers, Jean, « La dette publique de l'Etat indépendant du Congo (1879-1908) », in: Crédit communal de Belgique, *La dette publique aux XVe et XIXe siècles. Son développement sur le plan local, régional et national*, [Bruxelles]: Crédit communal de Belgique, [1980], pp. 297-315, ici 300-303.

<sup>277</sup> Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Hs 279 All, Prospectus de l'emprunt de l'Etat indépendant du Congo, 7 février 1888.

<sup>278</sup> Publicité pour l'emprunt de l'État indépendant du Congo de 1888, *Journal de Genève*, 7 mars 1888.

<sup>279</sup> Cf. Berguer, 1958, pp. 4-8.

<sup>280</sup> La plupart des prospectus d'emprunt ont été retrouvés dans les fonds d'archives de la Banque commerciale de Bâle gérés par le Schweizerisches Wirtschaftsarchiv à Bâle. En l'absence de documents permettant de synthétiser les dates des différentes émissions des emprunts congolais, il perdure une petite incertitude sur ces données. Cf.: Hauser-Dora, Angela Maria, *Die wirtschaftlichen und handelspolitischen Beziehungen der Schweiz zu überseeischen Gebieten 1873-1913*, Bern: Peter Lang, 1986, p. 180 ; The Statesman Yearbook, 1903, p. 530 ; Chabloz, Edouard, de Saugy, Ernest, *Vade-mecum des Bourses de Bâle, Zurich et Genève*, Zurich ; Bâle ; Genève ; Saint-Gall ; Zurich: Société de Crédit Suisse, vol. 2, 1910, p. 54.

1898 et y développe des activités commerciales et artisanales.<sup>281</sup> Un autre exemple particulièrement intéressant est le projet angolais imaginé par Héli Châtelain après la création de la Ligue Philafricaine des Libérateurs le 27 mai 1896 à New York. Ce plan d'action prévoyait diverses mesures pour lutter efficacement contre l'esclavage et comprenait également un important volet sur l'éducation des Africains. En bref, Héli Châtelain cherchait à libérer les esclaves et à les insérer dans le circuit de l'économie coloniale en les affectant à des types d'activités commerciales et industrielles empreintes de valeurs occidentales. Conscient que cette tâche ne pouvait être relevée uniquement par l'œuvre missionnaire, Héli Châtelain projetait de structurer ce processus de transformation capitaliste avec la création de différentes sociétés, notamment la Philafrican Trading Company, chargée de mener à bien les réformes nécessaires pour le commerce, l'agriculture et l'industrie africaine.<sup>282</sup>

Les relations économiques des Suisses avec l'Afrique subsaharienne sont fortement hétérogènes. Les modalités de la colonisation de cette partie de l'Afrique ne sont pas liées à l'implantation d'un colonat blanc comme c'est le cas pour l'Algérie ou l'Afrique australe. Les Suisses restent donc confinés à certaines activités bien précises qui sont largement influencées par les conditions initiales trouvées sur place ainsi que sur les relations avec la puissance coloniale en charge du territoire. Dans ce contexte, il n'est pas abusif de parler d'opportunisme mercantile pour définir les actions des Suisses dans cette partie de l'Afrique.

### **Les relations politiques: des experts au service des puissances coloniales**

Il peut paraître surprenant de parler de relations politiques lorsque l'on sait qu'il n'y a pas de département des affaires coloniales en Suisse et que les activités des Suisses en Afrique relèvent toutes de la sphère privée. Néanmoins, différentes affaires africaines poussent les Suisses à participer à divers degrés à l'édification de régimes coloniaux en Afrique.

L'historien Jean Stengers affirme que la réussite de Léopold II dans la phase initiale de son entreprise coloniale s'explique, au milieu d'autres facteurs, par le fait

---

<sup>281</sup> Cf. Wanner, 1959, pp. 240-248.

<sup>282</sup> Cf. Péclard, 1995, pp. 24-26.

qu'il était entouré d'hommes très capables.<sup>283</sup> Il semble que nous pouvons ajouter à sa liste non exhaustive de collaborateurs deux hommes particulièrement actifs et enthousiastes du projet léopoldien, Gustave Moynier et Alphonse Rivier, tous deux de nationalité suisse. Le premier joue un rôle important dans l'élaboration du concept juridique et économique qui permettra à Léopold II de faire reconnaître son Association internationale du Congo comme Etat lors de la Conférence de Berlin en 1885 la création d'un «Etat sans douane».<sup>284</sup> En effet, Gustave Moynier présente déjà une réflexion allant dans ce sens en 1878, soit un an après la découverte de ce fleuve par Stanley, puis la reprend dans un mémoire qu'il présente devant l'Institut de droit international (IDI) dont il est un des membres fondateurs. Se fondant sur la législation en vigueur sur le fleuve du Danube depuis 1856, Gustave Moynier défend l'idée que la liberté de navigation pour toutes les nations soit appliquée au fleuve du Congo et à ses affluents. Son mémoire, publié en 1883, sera envoyé à différents États, dont la Suisse, par les soins de l'IDI. Dans ce mémoire, le potentiel économique du futur État est clairement souligné par Gustave Moynier: «Les intérêts de la production européenne, du commerce, de la colonisation, du progrès en un mot, seraient admirablement servis par un semblable régime [la liberté de navigation], et le bassin du Congo se trouverait ainsi mieux partagé économiquement parlant, que les États du vieux monde auxquels il serait redevable de cette supériorité.»<sup>285</sup>

L'idée clé de la réussite du projet colonial de Léopold II prend ses racines dans le concept de Gustave Moynier qui réussit à combiner les valeurs libérales et internationales avec les rivalités nationales renforcées par l'expansionnisme européen. Il n'est d'ailleurs pas surprenant de constater que Léopold II s'entoure lors de la Conférence de Berlin de deux experts juridiques suisses, Gustave Moynier et Alphonse Rivier. Ce dernier, éminent juriste également membre de l'IDI est chargé de préparer des instructions diplomatiques pour un nouveau régime du droit des gens applicable au Bassin conventionnel du Congo. La dimension internationale des activités de ces deux juristes n'est cependant pas incompatible avec la défense des intérêts nationaux. Alphonse Rivier, alors déjà membre du Conseil supérieur de l'EIC, haute Cour de justice de l'EIC également en charge de

---

<sup>283</sup> Cf. Stengers, 2007 [1989], pp. 51-55.

<sup>284</sup> Cf. *ibid.*, p. 65.

<sup>285</sup> Moynier, Gustave, *La Question du Congo devant l'Institut de Droit International*, Genève: Charles Schuchardt 1883, p. 10.

certain aspects législatifs, devient ainsi le consul général de Suisse à Bruxelles pour la Belgique et l'EIC entre 1886 et 1898 et Gustave Moynier devient le Premier consul de l'EIC, représentant la colonie de Léopold II à Genève pour la Suisse entre 1890 et 1904.<sup>286</sup>

Bien loin de ces activités se déroulant sur le continent européen, des Suisses sont également présents sur le territoire de l'EIC pour le compte de Léopold II. Il s'agit de 15 Suisses engagés dans la Force publique - l'armée coloniale du souverain forte de 15'000 hommes et de 450 officiers de nationalité belge - principalement destinée à lutter contre les forces arabes présentes sur le territoire congolais.<sup>287</sup>

La question des relations entre la puissance coloniale et les Suisses est très différente dans le cas de la Gold Coast, fortement dictée par l'expérience du terrain dont bénéficie la Mission de Bâle. Ainsi, nous ne sommes pas surpris de constater que le Gouvernement britannique s'enchérit de l'avis d'un représentant de cette mission lorsqu'il doit repenser sa politique coloniale en Afrique de l'Ouest. En effet, dès le début des années 1840, puis de nouveau au début des années 1860, la Chambre des communes charge un comité de spécialistes de déterminer si les structures coloniales mises en place en Afrique de l'Ouest peuvent perdurer sans une présence accrue de l'État britannique.<sup>288</sup> Les craintes des Britanniques concernent surtout les relations difficiles avec le royaume Ashanti situé à l'intérieur des terres et l'impossibilité des Africains de s'insérer dans l'économie coloniale. Ce comité auditionne donc au cours de l'année 1865 différents spécialistes de la question coloniale en Afrique de l'Ouest issus de l'administration et de l'armée britannique mais également des marchands et deux missionnaires. Certes, le représentant de la Mission de Bâle, le missionnaire Elias Schrenk n'est pas le seul à être interrogé par les 15 membres du comité. On peut toutefois avancer que le poids de son jugement est essentiel dans la mesure où son témoignage occupe quantitativement une place importante dans les séances de comité. En effet, sur la trentaine de spécialistes convoqués par ce comité, Elias Schrenk fait partie des huit intervenants bénéficiant d'au moins une demi-séance pour s'exprimer. De plus, il est la septième personne sur la trentaine d'experts interrogés par le comité. Elias

---

<sup>286</sup> Cf. Berguer, 1958, pp. 17-22, 24-30.

<sup>287</sup> Minder, Patrick, « Quelques soldats suisses à la conquête du Congo belge: les 15 mercenaires de la Force publique », *Revue militaire suisse*, vol. 141, no 11, 1996, pp. 35-40.

<sup>288</sup> Cf. Cain, Hopkins, 2002 [1993], pp. 303-312, 327-339.

Schrenk défend l'idée, par écrit et par oral,<sup>289</sup> que le territoire de la Gold Coast ne peut prospérer sans l'aide du Gouvernement colonial britannique. Pour Schrenk, la vitalité des structures économiques dépend des efforts consentis par les Britanniques pour sécuriser le territoire face aux pressions du royaume Ashanti et garantir un cadre propice au développement des affaires.<sup>290</sup> Elias Schrenk défend également le potentiel des Africains de s'aligner sur les valeurs occidentales grâce à l'éducation qui leur est fournie par les Occidentaux, essentiellement les missionnaires bâlois. Il prône ainsi une «mise à niveau» intellectuelle des Africains par l'inculcation de l'arithmétique, du grec et de l'hébreu.<sup>291</sup> Tout au long de son entretien, Elias Schrenk n'hésite pas à mettre en avant l'expérience de la Mission de Bâle dans les domaines de l'éducation mais aussi du commerce en mentionnant à plusieurs reprises les travaux entrepris par les missionnaires bâlois pour la culture des denrées tropicales d'exportation, notamment le coton et l'huile de palme.

A la suite des différents témoignages favorables à une prise en main de ce territoire par le Gouvernement britannique, la Grande-Bretagne envahit la capitale du royaume Ashanti et crée la colonie de la Gold Coast en 1874. Lors de cette guerre qui dure de 1873 à 1874, la Mission de Bâle met à disposition du capitaine britannique Glover deux divisions chrétiennes de 109 hommes chacune ainsi que des infrastructures pour les troupes coloniales. Cette aide bienvenue vaut au président de la Confédération helvétique de recevoir les remerciements du Gouvernement britannique: "They [the agents of the Basle Mission] provided first-rate mechanics such as armourers [... ] and sent into the field ten companies of men, who did good service and, as christian soldiers, presented a striking contrast to their pagan comrades. On the line of march from the Volta to the Prah their mission-stations offered to both officers and men a hospitable shelter and cordial welcom."<sup>292</sup>

---

<sup>289</sup> Archives de la Mission 21, 80131, D.Sch-2, 42, Rapport d'Elias Schrenk, *What shall become of the Gold Coast?*, London, 26 janvier 1865 ; House of Commons Parliamentary Papers, 412, Report from the Select Committee on Africa (Western Coast), 26 juin 1865, pp. 135-148.

<sup>290</sup> Cf. *ibid.*, p. 156.

<sup>291</sup> Cf. *ibid.*, p. 141.

<sup>292</sup> Archives de la Mission 21, D-100.3, 11, Lettre de Nassau Jocelyn du Consulat britannique à Berne, au nom de Earl of Derby, secrétaire des Affaires étrangères au président de la Confédération, 12 mai 1874. Voir également: Haenger, Peter, *Die Basler Mission im Spannungsbereich afrikanischer Integrationsversuche und europäischer Kolonialpolitik. Vorbereitung und Anfangszeit der «Asante-Mission» in Abetifi, Kwawu, 1869-1888*, Lizenzarbeit, Prof. Martin Schaffner, Bâle, 1989, pp. 34-36.

Cette situation se retrouve quelque peu dans le contexte des expéditions militaires coloniales allemandes contre les Kwiri du Cameroun. En effet, l'empereur Guillaume accorde en 1892 à la Mission de Bâle un dédommagement de 7500 marks pour la station bâloise de Buea détruite pendant le conflit ainsi que 671 marks de la part du gouvernement colonial pour la location des infrastructures bâloises. Durant ce conflit contre les Kwiri, la Mission de Bâle prend clairement parti pour le pouvoir colonial et considère cette campagne militaire comme justifiée. Bien que certaines voix se lèvent au sein de la Mission de Bâle pour contester l'existence des rapports ambigus entre volonté évangélisatrice, aide à la population et prise de position dans ce conflit colonial, la Mission de Bâle se montre, dans le cas du Cameroun, loyale à la politique du gouvernement colonial.<sup>293</sup>

### **En guise de conclusion**

Les actions des Suisses en Afrique au sud du Sahara ne sont pas subordonnées aux contours d'une politique coloniale nationale, elles sont l'apanage de parcours très indépendants les uns des autres. Il ressort de cette caractéristique une forte diversité d'activités en lien avec cette partie du continent. Ce large champ des possibles ne peut toutefois être perçu comme un terrain d'expérimentation, car les conditions - le climat, les structures précoloniales et la cohabitation avec les puissances coloniales - que les Suisses trouvent sur place ne leur octroient qu'une marge de manœuvre limitée. Nous pouvons néanmoins tenter de souligner quelques similitudes.

Comme l'indique le titre d'un article de la revue *L'Afrique explorée et civilisée*, «La part des Suisses dans l'exploration et la civilisation de l'Afrique», la Suisse participe à la course à l'Afrique. Une mise en perspective des différents cas étudiés peut faire ressortir certaines constances de l'expansionnisme helvétique. Le premier élément qui ressort est la faible importance du nombre de Suisses présents en Afrique au sud du Sahara. Nous constatons également que ces Suisses affichent les mêmes particularités des migrations coloniales européennes et ne constituent ainsi pas de colonat blanc sur ces territoires mais un ensemble restreint de spécialistes de la colonisation, essentiellement des missionnaires, des

---

<sup>293</sup> Cf. Halldén, 1968, pp. 72-77.

commerçants, des militaires, des scientifiques ou des administrateurs. Deuxièmement, nous soulignons la volonté civilisatrice des Suisses tournés vers l'Afrique. Dans nos exemples, tant les missionnaires que les membres des sociétés de géographie mettent en avant la supériorité de la civilisation occidentale sur celle des Africains - ce qui ne les empêche pas d'en dénoncer certains aspects - cautionnant ainsi l'occupation brutale des territoires africains. Troisièmement, les Suisses cherchent à développer ou à participer à des activités économiques coloniales. L'agriculture, l'artisanat, le commerce ou les opérations financières liées à l'Afrique donnent aux Suisses une perspective de gains importants. Toutefois, en étant dépourvus des structures nécessaires au soutien et à l'encouragement de ces activités, les Suisses sont contraints d'attendre une opportunité pour participer à la course vers l'Afrique. Quatrièmement, le Gouvernement helvétique ne prend visiblement pas d'initiative pour supporter un mouvement colonial helvétique en Afrique subsaharienne. En retrait, les autorités helvétiques se trouvent néanmoins confrontées aux questions coloniales en reconnaissant l'EIC, en recevant les remerciements du Gouvernement britannique ou en autorisant l'emprunt congolais sur son territoire.

Cette étude permet d'éclaircir le rôle des Suisses dans le processus de colonisation de l'Afrique au sud du Sahara. Dans ce cas précis, on peut avancer qu'ils semblent profiter du travail des puissances coloniales pour développer leurs propres activités. En ce sens, l'hypothèse selon laquelle la Suisse se situe dans le sillage des grandes puissances se vérifie. On peut toutefois apporter une précision supplémentaire en mentionnant que, pour certains aspects, les Suisses permettent également de préparer le terrain à la colonisation. Si cette idée s'adapte bien au cas de la Mission de Bâle au Ghana ou au Cameroun, elle se transpose aussi, de manière plus indirecte, au cas de Gustave Moynier et de ses liens avec l'EIC. On peut affirmer que, bien que la Suisse n'ait pas détenu de territoire en Afrique au sud du Sahara, elle a toutefois participé à cette course menée par les grandes puissances et s'est immergée à différents degrés dans ce mouvement expansionniste européen.

**Tableau 1 : Nombre d'Africains, d'Européens et de Suisses présents dans quelques pays d'Afrique vers 1930**

	<b>Africains</b> [milliers]	<b>Européens</b> [milliers]	<b>A</b>	<b>Suisses</b>	<b>B</b>
Cameroun <sup>3)</sup>	3025	2,4	0,1	40 <sup>2)</sup>	1,7
Congo belge	9441	22,2	0,2	150	0,7
Ghana	3160	2,4	0,1	141	5,9
Mozambique	4000	25,0	0,6	188	0,8
Nigeria	19200	4,7	<0,1	53 <sup>3)</sup>	1,1
Ouganda	3554	2,0	0,1	7	0,4
Sierra Leone	1790	0,7	<0,1	30	4,3
Tanzanie	5063	8,2	0,2	175	2,1
AOF	12980	25,0	0,2	80	0,3
AEF	4500 <sup>1)</sup>	4,8 <sup>1)</sup>	0,1	37 <sup>3)</sup>	0,8
Afrique du Sud	9588	2003,6	20,9	430	<0,1
Kenya	3041	16,8	0,6	23	0,1
Algérie	7500 <sup>1)</sup>	960,0 <sup>1)</sup>	12,8	3081	0,3
Maroc	5450	177,8	3,3	1840	1,0
Angola	3500 <sup>1)</sup>	40,0 <sup>1)</sup>	1,1	10	<0,1

1) Population en 1938

2) Ce chiffre est une estimation maximale calculée par mes soins.

3) Sous le nom de « Cameroun », nous réunissons les territoires du Cameroun français et du Cameroun britannique. Cependant, pour éviter de présenter une estimation, nous n'avons pas tenté d'extraire le nombre de Suisses présents au

Cameroun pour les inclure dans les données sur le nombre de Suisses présents au Nigeria et en AEF.

A Part des Européens par rapport aux Africains [%]

B Part des Suisses par rapport aux Européens [%]

Sources :

AFS, E 3320 (A) 1000/772, vol. 1, Résultat de l'enquête du Bureau de Statistique fédérale : *Schweizer im Auslande, ohne Doppelbürger, gemäss der Erhebung vom 31 Dezember 1928*, Bern, 1929 ; Kuczynski, Robert R., *Colonial Population*, London: Oxford University Press, 1937, pp. 3, 17, 18, 19 ; Kuczynski, 1977, pp. 193, 260, 359, 441, 597, 613, 614 ; Bureau of Census and Statistics, Pretoria, *Uniestatistieke oor Vyftig Jaar (Unie van Suid-Afrika) : Jubileumuitgawe, 1910-1960 = Union statistics for fifty years (Union of South Africa) : Jubilee Issue 1910-1960*, Pretoria: Union of South Africa, 1960, pp. A-3, A-25 ; Kay, Geoffrey B., *The Political Economy of Colonialism in Ghana. A Collection of Documents and Statistics 1900-1960*, Cambridge: Cambridge University Press, 1972, pp. 310, 313 ; Fondation Dictionnaire historique de la Suisse, *Dictionnaire historique de la Suisse*, Hauterive, 2002- ; Lützelshwab, Claude, « Populations et économies des colonies d'implantation européennes en Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Kenya et Rhodésie du Sud) », in: *Annales de démographie historique*, no 1, 2007, pp. 33-58 ; Etemad, 2012, pp. 225-226.



## 4. La BHG et l'impérialisme britannique au Ghana colonial

Après avoir présenté la manière dont la Suisse participe au mouvement expansionniste du dernier tiers du XIXe siècle, nous nous intéressons maintenant à l'évolution de la BHG dans la première partie du XXe siècle. Comme nous le verrons, la Première Guerre mondiale marque une rupture importante dans le contexte géopolitique mondial et la BHG doit s'adapter à l'évolution de ses relations avec la métropole britannique, aux changements au sein de la société du Ghana colonial et aux nouveaux défis du marché international du cacao.

La Première Guerre mondiale met fin à la domination de l'Europe sur le monde et bouleverse le fonctionnement de l'économie globale.<sup>294</sup> La paix atlantique, qui prévalait au cours du XIXe, avait initié l'essor des échanges internationaux et favorisé la phase de colonisation en Afrique subsaharienne. Elle prend fin en 1914.<sup>295</sup> Au cours de la Première Guerre mondiale, les pays belligérants bloquent l'économie mondiale et contrôlent les flux financiers et commerciaux. L'Allemagne lance des sous-marins contre les voies de commerce maritimes qui relient la Grande-Bretagne au reste du monde. De leur côté, les Britanniques mettent en place un blocus sur l'économie allemande pour la couper des sources de ravitaillements et de matériaux stratégiques du monde extra-européen. Le système global des échanges et les territoires du Sud global sont ainsi fortement impactés par le conflit. La rupture dans les relations entre les puissances ne trouve pas son

---

<sup>294</sup> Cf. Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), p. 99.

<sup>295</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], p. 458.

origine dans le monde extra-européen, mais bien en Europe. En dépit de la forte croissance industrielle de l'Allemagne depuis la fin du XIXe siècle, de la montée des nationalismes en Europe de l'Est et centrale et des tensions sociales, le changement d'équilibre géopolitique est initié par la chute de l'Empire ottoman et le jeu des alliances régionales dans la région des Balkans.<sup>296</sup>

La Première Guerre mondiale bouleverse l'organisation politique et économique du monde jusqu'après la Seconde Guerre mondiale. Mais dans l'immédiat après-guerre, c'est bien la question complexe des réparations et du retour à l'ancien système économique qui préoccupent les gouvernements. Le système du libre-échange, dominé par la Grande-Bretagne avant la Première Guerre mondiale, perdure jusqu'aux années 1930. La crise économique de ces années-là marque la fin définitive de l'ancien système économique. Elle coïncide également avec l'accroissement des rivalités impériales.

Les questions liées aux modifications des espaces coloniaux en Afrique sont, quant à elles, facilement résolues en 1919, au cours de la Conférence de Paix. En Afrique de l'Ouest, la politique coloniale basée sur les *indirect rules* se renforce durant l'entre-deux-guerres et entraîne la fin de l'élan colonisateur. Pour la Grande-Bretagne, la plus grande puissance colonisatrice, la période de l'après-guerre vient sceller la fin de l'impérialisme du *Free-Trade*, confirmer l'affaiblissement de la City déjà mise à mal durant le conflit mondial et marquer le changement définitif du système global britannique.<sup>297</sup>

Dans ce chapitre, nous nous arrêterons sur l'évolution de la politique impériale de la Grande-Bretagne en général et de sa politique coloniale en Afrique de l'Ouest en particulier. Nous montrerons que le repli progressif de la métropole sur son empire n'empêche pas les autorités coloniales ouest-africaines de garder un rôle passif. La détermination des acteurs locaux à conserver leur emprise sur les facteurs de production reste forte. Enfin, nous interrogerons les causes de l'affaire de la séquestration des avoirs de la BHG par les autorités britanniques entre 1918 et 1928. Nous montrerons comment les activités de cette société s'articulent avec la

---

<sup>296</sup> Cf. Darwin, 2009, p. 307. Pour d'autres auteurs, la montée en puissance de l'économie allemande joue, en revanche, un rôle déterminant dans la formation des alliances politiques avant l'éclatement de la guerre. Par exemple : cf. Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), pp. 94-95. Pour un point de vue général sur cette question : cf. Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 389-396, 405.

<sup>297</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 498-517 ; Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), pp. 99-107.

vision coloniale britannique et pourquoi elles constituent à la fois une menace et un atout pour le colonisateur.

#### **4.1. La Grande-Bretagne : le repli sur l'Empire et la politique d'adaptation au Ghana colonial**

Au cours du XIXe siècle, les rivalités impériales sont réelles et pèsent sur la politique extérieure de la Grande-Bretagne, mais uniquement à l'échelle régionale, notamment au Moyen-Orient. Au cours des discussions diplomatiques des années 1880-1890, les autorités britanniques parviennent à s'accorder avec les autres puissances coloniales sur le partage de l'Afrique et à faire prévaloir sa puissance économique et culturelle à l'échelle du monde.<sup>298</sup> Durant ces années, les approches libérales et impérialistes coexistent pacifiquement dans la politique coloniale britannique. L'impérialisme du *Free-Trade* s'impose et permet à la Grande-Bretagne d'étendre son empire en étant le principal pays bénéficiaire de la globalisation du XIXe siècle. Pour la Grande-Bretagne, la Première Guerre mondiale est une violente rupture. Le démantèlement de l'économie mondiale met fin à cette phase de globalisation et fait place au nationalisme économique. Ces changements ne manquent pas de modifier le système-monde britannique. Si l'impérialisme du *Free-Trade* survit dans l'entre-deux-guerres, la crise financière de 1929 pousse la Grande-Bretagne à réorienter son économie vers la zone Sterling.<sup>299</sup>

La fin du système impérialiste du *Free-Trade* marque aussi la fin de la cohabitation des impérialismes dans le monde. Les expansions brutales des années 1930 et 1940 portent les rivalités internationales à leur paroxysme. L'avidité territoriale des puissances impériales prend des proportions bien plus grandes qu'avant la Première Guerre mondiale et dépasse le cadre limité des régions périphériques pour venir menacer l'ordre international. Avant le Premier conflit mondial, l'expansion des États avec des ambitions impériales était limitée par la nature des projets coloniaux et les réalités coloniales, mais également par leur capacité à saisir les opportunités qui s'offraient à eux. Dans certaines régions, notamment en

---

<sup>298</sup> Cf. Darwin, 2009, p. 305.

<sup>299</sup> Cf. Darwin, 2009, pp. 319-328 ; Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 405-406, 435-441.

Afrique subsaharienne, les coûts et les risques de l'expansion pouvaient l'emporter sur les avantages potentiels. Durant années 1880, l'expansionnisme européen s'était mis en place sans que les puissances coloniales s'affrontent dans un conflit armé.<sup>300</sup>

Il est donc admis qu'en Grande-Bretagne, le début des années 1930 marque le début d'une politique économique protectionniste et le repli sur son empire. Toutefois, l'idée de cohésion avec l'empire et une orientation plus interventionniste de l'État dans les colonies est déjà discutée par des membres du gouvernement britannique dans les années 1880, puis à nouveau dès 1903. La campagne visant une révision des tarifs douaniers, emmenée par le membre du Parlement britannique Joseph Chamberlain entre 1903 et 1906, met l'idée d'une politique impériale protectionniste au centre des débats. Chamberlain souligne la faiblesse défensive de la politique de *Free-Trade* et promeut une intégration économique de l'empire pour mieux soutenir et protéger les industries de la métropole.<sup>301</sup> Mais aucun véritable changement de politique n'est visible avant le début de la Première Guerre mondiale.

L'idée de cohésion avec l'empire revient au cœur des débats politiques dès le début du conflit. Pendant la première année et demie, le gouvernement de Herbert Henry Asquith parvient à bloquer cette nouvelle vision de l'empire. Les pressions contre la politique du *laissez-faire* étaient alors organisées par Alfred Milner et les partisans de l'impérialisme social. Outre une plus grande unité autour d'un empire fort, ils souhaitaient un rôle plus actif de la part de l'État, le soutien de l'industrie britannique et une réorientation des flux financiers de l'outre-mer vers la métropole. Enfin, l'éviction de l'Allemagne du monde colonial et une politique tarifaire plus agressive tournée contre elle devaient permettre de garantir le succès de l'économie britannique d'après-guerre.

La formation d'un nouveau gouvernement à la fin de l'année 1916 donne un nouvel élan aux idées de Milner. Le nouveau Premier ministre, Lloyd George, poursuit les buts de la victoire à tout prix et les adeptes des idées de Milner sont bien représentés dans ce nouveau gouvernement. À la fin de la guerre, Lloyd George

---

<sup>300</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 517-519. Ces idées trouvent leur source dans les travaux de Ronald Robinson et John Gallagher : cf. Robinson, Gallagher, 1953.

<sup>301</sup> Cf. Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 190-194 ; Green, Ewan H. H., «The Political Economy of Empire, 1880-1914», in: Porter, Andrew Neil (ed.), *The Oxford History of the British Empire. Volume III. The Nineteenth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 346-368.

oriente sa campagne politique vers la préférence impériale et entreprend des consultations avec d'autres gouvernements. Toutefois, la campagne s'essouffle et disparaît du programme politique dès 1921. Le retour à la normale était alors déjà initié et la politique du libre-échange soutenue par la City avait contenu l'idée de préférence impériale.<sup>302</sup>

#### **4.2. Impérialisme et anticapitalisme au Ghana colonial**

Il est difficile de décrire la politique coloniale britannique en Afrique de l'Ouest pour la simple raison que les autorités coloniales n'ont jamais réussi à en définir une et encore moins à l'appliquer sur ces territoires. Bien au contraire, les autorités coloniales paraissent devoir se plier aux exigences des autochtones et s'adapter en permanence à leur modèle politique et économique. L'historienne Anne Phillips parle ainsi d'une énigme du colonialisme pour qualifier l'attitude du pouvoir colonial britannique dans cette partie du monde. Elle souligne que la première puissance capitaliste du monde ne parvient pas, en Afrique de l'Ouest, à mettre en place un modèle de colonisation capitaliste. De guerre lasse, les Britanniques se tournent vers la conservation des structures locales: une vision paternalisme chasse les idées capitalistes.<sup>303</sup>

De fait, les investissements britanniques placés à l'étranger ne prennent que très rarement la direction de l'Afrique de l'Ouest durant l'entre-deux-guerres, seulement 1%. La faiblesse de ces flux financiers s'explique tant par le manque d'opportunité d'investissement dans cette région que par le manque de soutien des autorités coloniales au capital privé. C'est que la métropole londonienne met en place un système colonial, l'*indirect rule*, basé sur le maintien des structures en place et l'alliance avec les élites locales, afin de garder le contrôle sur les populations soumises et bénéficier du dynamisme commercial de ces régions sans mobiliser

---

<sup>302</sup> Cf. Darwin, 2009, pp. 329-333 ; Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 442-449.

<sup>303</sup> Cf. Phillips, Anne, *The Enigma of Colonialism. British Policy in West Africa*, London ; Indianapolis: James Currey/ Bloomington ; Indiana University Press, 1989, pp. 1-6. Nous retrouvons également cette approche chez l'historien Bouda Etemad, cf. Etemad, 2019, pp. 161-202.

les ressources de l'État.<sup>304</sup> Ce modèle de colonisation anticapitaliste, définitivement adopté à partir des années 1920, ne correspond toutefois pas au projet initial.

Comme le mentionne notre deuxième chapitre, les colonisateurs britanniques tentent de prendre le contrôle de la production. Après une première phase d'expérimentation dans les années 1860, des projets de plantations de grande taille sont mis en place à partir des années 1900. Cette tentative est rendue possible par l'intervention de l'État colonial dans des centres de recherche botanique, mais surtout par l'octroi de concessions à des firmes privées liées au secteur manufacturier. L'arrivée du capital industriel britannique marque une étape importante dans la politique coloniale puisque, contrairement au capital commercial, les groupes industriels britanniques souhaitent intervenir au niveau de la production.<sup>305</sup> Dès la fin du XIXe, le secrétaire d'État aux colonies, Joseph Chamberlain défend d'ailleurs l'idée d'une plus grande intervention de l'État dans le développement des colonies. Mais ces projets se heurtent rapidement au problème de l'abondance des terres et à la rareté de la main-d'œuvre disponible, notamment dans l'industrie minière, en plein boom dès les années 1901-1902. Les solutions envisagées consistent à faciliter la transition de l'esclavage, encore très présent, vers une forme de travailleurs libres et les autorités coloniales tentent de créer un marché du travail régional en 1901 ou d'importer des travailleurs de Chine ou Inde. Toutefois, les facilités de recrutement et le contrôle de qualité organisés par les chefs locaux s'avèrent beaucoup plus aisés. Malgré les pressions des groupes industriels pour mettre en place un système plus coercitif, le *Colonial Office* prend la mesure du facteur limitatif de la main-d'œuvre pour un développement capitaliste de la colonie, déjà fortement tourné vers la culture du cacao. Les autorités coloniales constatent que le rôle des chefs locaux est essentiel pour faciliter l'accès à une main-d'œuvre bon marché.<sup>306</sup> En Gold Coast,

---

<sup>304</sup> Etemad, 2019, p. 169-173. Les exportations britanniques à destination de l'Afrique tropicale varient entre 2% et 3% pour la même période. Mais, contrairement aux investissements financiers, les colonies britanniques ne dépendent pas de la métropole pour leurs relations commerciales. Cf. Cain, Hopkins, 2004 [1993], p. 567.

<sup>305</sup> Cf. Etemad, 2019, pp. 173-177.

<sup>306</sup> Cf. Phillips, 1989, pp. 26-58.

les projets de plantations ou d'industrialisation échouent définitivement dès les années 1920 face à une production très décevante.<sup>307</sup>

L'échec du système des plantations européennes en Afrique de l'Ouest peut s'expliquer par plusieurs facteurs dont l'importance a varié dans l'historiographie. En premier lieu, il y a l'explication épidémiologique. La région de l'Afrique de l'Ouest avait déjà freiné les élans expansionnistes européens au début du XIXe siècle en raison de la surmortalité véhiculée par certaines maladies tropicales (malaria, fièvre jaune, choléra). L'Afrique occidentale cesse toutefois de porter le titre de « tombeau de l'homme blanc » avec l'arrivée de règles sanitaires et des progrès de la médecine tropicale qui font baisser la mortalité des Européens.<sup>308</sup> Le nombre d'employés européens inaptes reste comptabilisé dans les rapports d'activités de la BHG jusqu'à la Première Guerre mondiale.<sup>309</sup>

Deuxièmement, il y aurait l'opposition des maisons de commerce au développement de grandes plantations. Les firmes industrielles, désireuses d'obtenir des concessions, étaient également engagées dans l'achat et le transport ainsi que la transformation et la vente des produits. Ces firmes industrielles, comme Lever ou Cadbury, soupçonnées de velléités monopolistiques, risquaient de concurrencer sévèrement les activités des maisons de commerce, implantées de longue date.<sup>310</sup>

La présence des négociants privés en Afrique occidentale remonte au XVe siècle. Avec la croissance rapide du commerce extérieur à partir du début du XIXe siècle et l'amélioration des transports maritimes, de nouvelles sociétés font leur apparition et trois grands groupes émergent au début du XXe siècle : la United Africa Company, la Compagnie Française de l'Afrique occidentale et la Société Commerciale de l'Ouest Africain. À ce trio, nous pouvons ajouter la BHG, dont les activités commerciales rivalisent avec les trois autres avant la Première Guerre

---

<sup>307</sup> Cf. *ibid.*, pp. 100-103. Il n'y a plus de plantations européennes au Ghana colonial depuis 1948, cf. Austin, Gareth, «'No Elders Were Present': Commoners and Private Ownership in Asante, 1807-96», *The Journal of African History*, vol. 37, no 1, 1996, pp. 1-30.

<sup>308</sup> Cf. Etemad, 2019, p. 177 ; Kubicek, Robert, «Empire and Technological Change», in Andrew Neil Porter (éd.), *The Oxford History of the British Empire*, Oxford: Oxford University Press, vol. III. The Nineteenth Century, 1999, pp. 262-263.

<sup>309</sup> Cf. Mission 21, *Jährliche Bericht der Basler Handelsgesellschaft*, diverses années.

<sup>310</sup> Cf. Phillips, 1989, pp. 91-92 ; Bauer, Peter T., *West African Trade: A Study of Competition, Oligopoly and Monopoly in a Changing Economy*, London: Routledge, 1965 [1954].

mondiale.<sup>311</sup> Ces sociétés commerciales échangent des articles manufacturés fabriqués en Europe contre des produits agricoles, cultivés par les paysans indigènes. Les représentants britanniques de ces firmes, basés à Liverpool et Manchester, lanceront une vaste campagne entre 1906 et 1920 contre l'arrivée du secteur industriel en Afrique occidentale.<sup>312</sup>

La troisième explication pointe les caractéristiques des facteurs de production de l'Afrique occidentale pour expliquer l'échec des tentatives de plantations. Outre le manque de capital à disposition et le manque de connaissances sur les spécificités de l'agriculture tropicale<sup>313</sup>, les firmes industrielles doivent composer, comme nous l'avons vu, avec la rareté de la main-d'œuvre locale et, par extension, son coût élevé. Le rôle stratégique des chefs locaux dans la régulation du marché de la main-d'œuvre, dans la gestion des terres, dans le contrôle de qualité des cultures et, enfin, dans le contrôle de la stabilité politique régionale pousse les autorités coloniales à se détourner des groupes industriels pour garantir la sécurité de la colonie et soutenir la croissance de la production paysanne.<sup>314</sup>

La quatrième explication semble la plus évidente. Alors que les pressions des milieux industriels pour la création de plantations sont vives, les acteurs économiques autochtones ont montré leur capacité à générer de nouvelles formes de production pour répondre aux demandes du marché. La capacité d'adaptation des autochtones n'est pas surprenante. Au cours du XIXe siècle, le passage de la traite négrière au commerce « légitime », soit les exportations de produits agricoles, s'effectue dans une certaine continuité, en gardant les mêmes structures commerciales.<sup>315</sup> L'initiative des petits paysans africains dans le domaine des cultures d'exportation est encore plus visible dans les années 1900 en Gold Coast avec la croissance exceptionnelle de la production de cacao, qui hisse la colonie au rang de premier producteur mondial en 1913. Mais contrairement à la recherche

---

<sup>311</sup> Cf. Humbert, Mathieu, «La séquestration des avoirs de la Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or : 1918-1928 », in: Batou Jean *et al.* (éd.), *Deux mondes, une planète : mélanges offerts à Bouda Etemad = Two worlds, one planet : essays in honor of Bouda Etemad*, Lausanne: Editions d'en bas, 2015, pp. 279-280.

<sup>312</sup> Cf. Etemad, 2019, pp. 177-179 ; Phillips, 1989, pp. 158-159 ; Hopkins, Antony G., *An Economic History of West Africa*, London: Longman, 1973, p. 213.

<sup>313</sup> Sur la question de la faiblesse des investissements en Afrique de l'Ouest, cf. Austin, 2017, p. 99.

<sup>314</sup> Cf. *ibid.*, pp. 101-104, 108-110 ; Phillips, 1989, pp. 104-106 ; Hopkins, 1973, p. 213.

<sup>315</sup> Le cas du royaume ashanti au Ghana colonial s'inscrit parfaitement dans ce cas de figure, en contrôlant une main-d'œuvre servile ou dépendante durant cette transition. Cf. Austin, 2005, pp. 34-71.

de la spécialisation dans les tentatives de production européennes, les paysans africains combinent les cultures traditionnelles et l'artisanat avec les nouvelles cultures d'exportation. Cette situation est rendue possible par l'abondance des terres cultivables, la disponibilité d'une main-d'œuvre migrante et la maîtrise des contraintes écologiques.<sup>316</sup> Ainsi, le manque de compétitivité des plantations européennes face aux producteurs indigènes pousse au choix de la voie paysanne, qui permet de dynamiser les activités de négoce britannique et alimente les recettes budgétaires de l'administration coloniale.<sup>317</sup> Ce modèle de colonisation, bien qu'il soit dépourvu d'une véritable politique coloniale, occupe une place importante dans la colonisation de l'Afrique tropicale. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, il concerne environ 60% des populations africaines sous domination européenne.<sup>318</sup>

La politique coloniale britannique, articulée autour de la voie paysanne, ne parvient toutefois pas à maintenir ses caractéristiques paternaliste et anticapitaliste durant l'entre-deux-guerres. Les autorités coloniales font face à deux écueils de poids. Le premier est l'impossibilité de dynamiser le monde paysan, notamment sa capacité à augmenter la productivité de ses cultures et le second l'apparition d'une bourgeoisie capitaliste en son sein. Les tentatives de régulation de l'économie paysanne au cours de l'entre-deux-guerres se soldent par des échecs provoqués tant par la résilience des méthodes de production des paysans que par les craintes d'instabilité politique. Les autorités coloniales doivent sans cesse adapter leur politique coloniale face à la solidité des pratiques coutumières et à l'indépendance des acteurs locaux du marché.<sup>319</sup>

Les activités de la BHG en Afrique de l'Ouest s'alignent sur celles des autres sociétés de négoce. Au Ghana colonial, elle fait partie du Pool du cacao, fondé par l'ensemble des sociétés commerciales en 1903 pour s'entendre sur les prix et les volumes de la production paysanne.<sup>320</sup> Toutefois, ses liens étroits avec la Mission

---

<sup>316</sup> Cf. Austin, Gareth, «Mode of Production or Mode of Cultivation: Explaining the Failure of European Cocoa Planters in Competition with African Farmers in Colonial Ghana», in: Clarence-Smith, William Gervase (ed.), *Cocoa Pioneer Fronts since 1800. The Role of Smallholders, Planters, and Merchants*, New York: St. Martin's Press, 1996, pp. 154-175 ; Hill, Polly, *The Migrant Cocoa-farmers of Southern Ghana: A Study in Rural Capitalism*, Cambridge: Cambridge University Press, 1963.

<sup>317</sup> Cf. Etemad, 2019, pp. 179-182 ; Hopkins, 1973, p. 214.

<sup>318</sup> Cf. Etemad, 2019, p. 169 ; Austen, 1987, pp. 122-154.

<sup>319</sup> Cf. Etemad, 2019, pp. 183-187 ; Phillips, 1989, pp. 1-15.

<sup>320</sup> Cf. Guex, p. 239 ; Gunnarsson, 1978, pp. 125-130 ; Bauer, 1965 [1954], pp. 99-100.

de Bâle lui permettent de se différencier des autres sociétés par sa capacité à influencer les acteurs économiques autochtones.

#### **4.3. La Basler Handelsgesellschaft au Ghana colonial : une anomalie pour l'impérialisme britannique**

Au cours de la période coloniale, les projets d'intégration verticale des activités économiques par des firmes européennes ne résistent pas à l'influence des différents acteurs économiques. Les firmes industrielles échouent à contrôler le système de production, alors que les sociétés commerciales limitent leur implication au transport des marchandises.<sup>321</sup> Elles jouent toutefois un rôle dans le financement des activités paysannes.<sup>322</sup> Par ailleurs, la transformation des produits en provenance d'Afrique de l'Ouest par des procédés industriels apparaît comme une entreprise coûteuse en capital, qui tient à l'écart les sociétés de négoce.<sup>323</sup> Malgré une organisation oligopsonique des sociétés de négoce, les marchés de l'huile de palme ou du cacao échappent à une trop forte concentration des acteurs économiques et restent ainsi dans les mains de nombreux acteurs autochtones et européens.

Dans ce contexte, la BHG occupe une place singulière. Depuis sa fondation au milieu du XIXe siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, les activités de la BHG sont étroitement liées à celles de la Mission de Bâle. Le large réseau de stations de la Mission au Ghana colonial permet à la BHG d'étendre ses points de vente et de garder une grande proximité avec les producteurs autochtones.<sup>324</sup> De plus, la BHG peut bénéficier d'une main-d'œuvre meilleur marché et plus fidèle que ses concurrents.<sup>325</sup> La séparation officielle entre la BHG et la Mission de Bâle en 1917

---

<sup>321</sup> La BHG cesse ses activités de transport maritime dès la fin du XIXe siècle, cf. Wanner, 1959, pp. 127-160. Par ailleurs, la forte concurrence au sein de ce secteur décourage le développement des activités de transport des sociétés de négoce, cf. Stockwell, Sarah, *The Business of Decolonization. British Business Strategies in the Gold Coast*, Oxford: Clarendon Pr., 2000, p. 24.

<sup>322</sup> Cf. Bauer, 1965 [1954], pp. 202-227.

<sup>323</sup> Nous pouvons mentionner l'exception notable des activités de Cadbury dans l'industrie chocolatière. Sur le développement de l'industrie du cacao en Suisse, cf. Rossfeld, Roman, *Schweizer Schokolade : industrielle Produktion und kulturelle Konstruktion eines nationalen Symbols 1860-1920*, Baden: Hier + jetzt Verl. für Kultur und Geschichte, 2007, pp. 46-199.

<sup>324</sup> Cf. Christ, 2015, pp. 80-84, 124-131, 171-178.

<sup>325</sup> Cf. Guex, 2001, pp. 245-247.

met fin aux relations financières entre les deux entités, mais ne coupe pas définitivement leurs liens culturels.

Pour les autorités coloniales britanniques, l'originalité des affaires de la BHG présente des atouts importants pour le développement de leur colonie. En effet, contrairement aux autres sociétés de négoce, la BHG bénéficie d'une relation privilégiée avec les populations paysannes africaines. Les stations agricoles et le contact des missionnaires bâlois avec les autochtones offrent un accès au système de production de la colonie<sup>326</sup> et soutiennent les efforts des autorités coloniales pour réguler le marché de la main-d'œuvre, soutenir l'intensification des méthodes de culture d'exportation<sup>327</sup> et garantir la bonne qualité des produits.<sup>328</sup> Comme nous l'avons souligné, le système de l'*indirect rule* britannique dépend également des relations avec les élites locales pour garantir la stabilité politique dans la colonie.<sup>329</sup> Les autorités coloniales tentent, de manière paternaliste, de protéger l'ordre traditionnel et de limiter les transformations économiques de la société indigènes.<sup>330</sup> Dotée d'un très solide réseau d'écoles, la Mission de Bâle apparaît aux yeux des Britanniques comme un acteur incontournable de la politique culturelle coloniale, si importante dans l'application des idées coloniales.<sup>331</sup> La vision anticapitaliste des autorités coloniales est également défendue par les sociétés de négoce qui n'ont guère d'intérêt à changer les composantes du marché ouest-africain<sup>332</sup> et jouent un rôle clé jusqu'aux années 1930 dans le contrôle de la production de cacao par le biais des crédits octroyés aux paysans africains.<sup>333</sup>

---

<sup>326</sup> Nous pouvons mentionner par exemple l'implication des missionnaires bâlois dans l'importation des pentes cacaoyères au cours du XIXe siècle : cf. Wanner, Gustav Adolf, *The First Cocoa Trees in Ghana, 1858-1868*, Basle: Basle trading company, 1962.

<sup>327</sup> Sur l'évolution des méthodes extensives et intensives des cultures d'exportation au Ghana durant la période coloniale, cf. Austin, 2017 ; Ruf, François, *Booms et crises du cacao. Les vertiges de l'or brun*, Montpellier ; Paris: CIRAD, Karthala, 1995.

<sup>328</sup> Cf. Phillips, 1989, pp. 86-91.

<sup>329</sup> Cf. *ibid.*, pp. 156-157.

<sup>330</sup> Cf. Etemad, 2019, p. 183.

<sup>331</sup> La Mission de Bâle prend en charge environ la moitié de l'éducation de la colonie en 1915. Elle possède, par exemple, 68 des 162 écoles en au Ghana colonial. Cf. NA, FO 371/2766A, lettre du gouverneur de la Gold Coast, Hugh Clifford, au Secrétaire d'Etat aux colonies, Andrew Bonar Law, 20 janvier 1916. Voir également : cf. Bourret, F. M. , *The Gold Coast. A Survey of the Gold Coast and British Togoland 1919-1949*, London, Stanford: London and Stanford University Press, 1949, p. 141.

<sup>332</sup> Cf. Phillips, 1989, p. 159.

<sup>333</sup> Cf. *ibid.*, pp. 130-131 ; Bauer, 1965 [1954], pp. 202-204.

Au cours de la Première Guerre mondiale, la vision paternaliste et anticapitaliste des autorités coloniales en Afrique occidentale et la politique impériale du libre-échange sont néanmoins mises à mal par les défenseurs de la préférence impériale et les conséquences de la guerre économique à l'encontre de l'Allemagne. Les activités de la BHG en Afrique de l'Ouest sont également critiquées au sein des milieux dirigeants britanniques pour les menaces qu'elles posent tant pour la sécurité de la colonie de la Gold Coast que pour le développement économique de l'Empire britannique. Le *Foreign Office* avertit ainsi les membres du gouvernement britannique contre les risques posés par les liens tissés entre les deux sociétés bâloises et l'Allemagne. Les craintes de voir la Mission et la société commerciale de Bâle diffuser les valeurs germaniques en Gold Coast et affaiblir l'autorité coloniale sur place sont aussi relevées par le gouverneur Hugh Clifford.<sup>334</sup> Les avantages comparatifs de la BHG sur le marché ouest-africain fragilisent de plus les positions des firmes britanniques concurrentes. Car, comme le mentionne l'historien Sébastien Guex, la BHG peut se reposer sur ses liens étroits avec les institutions financières helvétiques, sa collaboration avec la Mission de Bâle et la protection offerte par la neutralité helvétique.<sup>335</sup>

À la fin de l'année 1915, Londres informe les autorités coloniales des problèmes de concurrence dont souffrent les sociétés britanniques face à la BHG. Plus précisément, le secrétaire d'État aux colonies Andrew Bonar Law souhaite obtenir l'avis de Hugh Clifford, gouverneur de Gold Coast, sur une éventuelle prise du contrôle des transactions entre la BHG et l'Europe continentale.<sup>336</sup>

Les sociétés commerciales britanniques présentes en Gold Coast, F. & A. Swanzy, Miller Brothers et les futurs agents de la BHG en Angleterre, J. P. Werner and Company, souhaitent mettre fin à l'arrangement en vigueur au sein du Pool du cacao. Cet accord confère notamment à la BHG la responsabilité de la vente du cacao sur le continent européen. De plus, selon ces sociétés commerciales, les revenus considérables de la BHG profitent probablement aux ennemis.<sup>337</sup>

---

<sup>334</sup> Cf. Humbert, 2015b, pp. 280-281.

<sup>335</sup> Cf. Guex, 2001, pp. 244-248.

<sup>336</sup> Cf. PRAAD, Accra, ADM 12/5/141, lettre du Secrétaire d'Etat aux colonies, Andrew Bonar Law, au gouverneur de la Côte-de-l'Or, Hugh Clifford, 30 novembre 1915.

<sup>337</sup> La qualité du document d'archive ne nous permet pas d'authentifier avec certitude qu'il s'agisse de la firme Miller Brothers. Mais le fait que seules ces deux sociétés soient présentes en Côte-de-l'Or à ce moment conforte notre analyse. Cf. PRAAD, Accra, ADM 12/5/141, lettre de l'Assistant du Sous-

La relation étroite de la BHG avec la Mission de Bâle, la présence de nombreux actionnaires allemands au sein de la société et les problèmes commerciaux soulevés par les sociétés britanniques convaincent les membres du *Black Listing Committee* de placer la BHG sur la liste noire. La BHG ne sera ainsi plus en mesure d'entretenir des relations commerciales ou financières avec l'étranger dès le mois de décembre 1915. Les sociétés commerciales britanniques vont encore plus loin et veulent obtenir des mesures contre la BHG qui perdurent après le conflit. Elles recommandent la prise de contrôle de la société par les autorités britanniques.<sup>338</sup>

La réponse du gouverneur Hugh Clifford va dans ce sens. Selon lui, seule une firme britannique aurait la compétence de s'occuper des transactions de la BHG vers le continent européen, dont le volume représente environ 40 % des exportations de cacao de la BHG en 1915. Hugh Clifford mentionne néanmoins : « I doubt however whether there is any authority for taking such action in respect of a neutral firm »<sup>339</sup>.

Les pressions exercées par les sociétés commerciales britanniques poussent Wilhelm Preiswerk-Imhoff, le président de la BHG, à faire quelques concessions mineures aux autorités britanniques pour continuer ses activités avec plus de transparence.<sup>340</sup> La position du *Foreign Office* reste cependant insensible aux efforts de la BHG. Pour le département dirigé par Lord Edward Grey, le sentiment progermanique de la Mission de Bâle est trop fort pour autoriser les activités des missionnaires dans l'Empire britannique. Mais les intérêts des deux sociétés bâloises sont défendus par le *Colonial Office* (CO). Comme nous l'avons déjà relevé, les activités de la Mission de Bâle en Gold Coast sont primordiales pour les Britanniques. Le CO considère qu'elles ne peuvent être supprimées.<sup>341</sup> Les

---

secrétaire d'Etat, Ernely Blackwell, au Secrétaire d'Etat aux colonies, Andrew Bonar Law, 20 novembre 1915.

<sup>338</sup> Cf. *ibid.*

<sup>339</sup> PRAAD, Accra, ADM 12/5/141, lettre du gouverneur de la Côte-de-l'Or, Hugh Clifford, au Secrétaire d'Etat aux colonies, Andrew Bonar Law, 30 décembre 1915, p. 2.

<sup>340</sup> Wilhelm Preiswerk-Imhoff propose de placer toutes les opérations commerciales et financières de la BHG sous le contrôle des agents britanniques I. P. Werner and CO. Cela concerne notamment le paiement des dividendes aux actionnaires helvétiques et le remboursement des emprunts envers les banques suisses. Cf. Mission 21, UTC : 4126, lettre de Wilhelm Preiswerk-Imhoff, Président de la BHG au *Colonial Office*, 5 février 1917.

<sup>341</sup> Voir également : cf. NA, FO 371/2766A, lettre du Secrétaire d'Etat aux colonies, Andrew Bonar Law au gouverneur de la Côte-de-l'Or, Hugh Clifford, 13 mars 1916.

avantages de la BHG concernant l'accès au marché africain est également avancé par le *Colonial Office* pour justifier le maintien des affaires de la BHG : « ... the C.O. desire the Trading Society to continue in order "to have someone to stand between the natives and our Liverpool traders" »<sup>342</sup>.

Certes, le *Foreign Office* va se plier aux positions défendues par le *Colonial Office* durant l'année 1916.<sup>343</sup> Cependant, les deux départements s'accordent sur l'idée de transférer le travail des sociétés suisses à des structures britanniques. Mais les difficultés rencontrées pour former des entités assez solides pour reprendre leurs activités jouent en faveur des Bâlois. La formation d'un nouveau gouvernement à la fin de l'année 1916 va bouleverser cette dynamique. En dépit des énormes concessions consenties par la BHG et la Mission de Bâle durant l'année 1917, les avoirs des deux sociétés seront séquestrés en 1918 et transférés à la *Commonwealth Trust Ltd*, une société commerciale créée pour l'occasion par des défenseurs de l'unité impériale. Les avoirs de la Mission de Bâle sont quant à eux transférés à la *United Free Church of Scotland*.<sup>344</sup>

La séquestration des avoirs helvétiques en Gold Coast par les autorités britanniques entre 1918 et 1928 porte un coup aux affaires de la BHG dans la filière du cacao. La singularité de cette affaire réside dans le fait que les avoirs n'ont pas été retournés immédiatement aux Bâlois à la fin du conflit, mais seulement après un délai de dix ans. Cette situation s'explique par trois principaux facteurs.<sup>345</sup> La première explication est la reprise des activités des deux sociétés helvétiques par des groupes britanniques. Bien que la séquestration soit le fruit d'une politique éclair menée par des défenseurs de l'aile protectionniste de l'impérialisme britannique, le retour d'une politique impériale plus libérale ne suffit pas à garantir une restitution rapide des avoirs helvétiques. En effet, les réticences des deux entités britanniques à abandonner leurs nouvelles positions ne facilitent pas les démarches helvétiques.

Deuxièmement, le rôle discret de la Confédération dans les négociations entre la BHG et les autorités britanniques semblent affaiblir les démarches des Bâlois,

---

<sup>342</sup> NA, FO 371/2766A, note interne du *Foreign Office*, L.C., 20 septembre 1916, p. 1.

<sup>343</sup> NA, FO 371/2766A, lettre de W. Langley, *Foreign Office* au *Colonial Office*, 27 septembre 1916, p. 4.

<sup>344</sup> Cf. Humbert, 2015b ; Gannon, 1983.

<sup>345</sup> Cf. Humbert, 2015b.

malgré la solidité de leur défense tant sur les aspects juridiques qu'avec le poids des menaces de pressions internationales. Les milieux dirigeants suisses soutiennent toutefois de cette manière les intérêts de la BHG, qui poursuit plusieurs buts dans ces négociations : le retour de ses propriétés en Afrique de l'Ouest et en Inde, une compensation financière pour les dommages subis et le retour de ses activités en Gold Coast. Les dirigeants de la BHG échangent même les avoirs de la société au Cameroun contre le soutien du gouvernement français dans leurs démarches avec le gouvernement britannique en vue d'un retour aux affaires au Ghana colonial.<sup>346</sup>

La troisième explication se base sur l'évolution du contexte économique entre 1918 et 1928. Les autorités coloniales peinent à contenir la détérioration des relations entre les sociétés de négoce et les intermédiaires et paysans autochtones. Les ententes des firmes européennes sur la valeur marchande du cacao menacent tant la stabilité politique de la colonie que le modèle économique défendu par les représentants de Londres.<sup>347</sup> De plus, les mauvaises performances économiques de la *Commonwealth Trust Ltd* fragilisent la position des milieux dirigeants britanniques. Le projet de reprise des affaires de la BHG et de la Mission de Bâle par des entités britanniques se solde ainsi par un échec.

Les résolutions des affaires de séquestration et de la compensation des avoirs de la BHG au Ghana colonial, au Cameroun et en Inde présentent de forts contrastes. Si au Cameroun la BHG accepte une résolution rapide du séquestre de ses avoirs favorisant la France, c'est bien dans l'optique de renforcer sa position dans les négociations avec les Britanniques concernant la Gold Coast. En revanche, la résolution très tardive des négociations avec l'Inde, en 1952, s'explique en premier lieu par le refus du gouvernement colonial indien de prendre en charge les frais de la compensation et de prendre ainsi le contre-pied du gouvernement colonial à

---

<sup>346</sup> La stratégie de la BHG consiste à promettre la vente des activités de la BHG au Cameroun à des sociétés commerciales françaises - plutôt qu'à des firmes britanniques - en cas de reconnaissance par le Gouvernement français du caractère neutre de la BHG et donc de la levée du séquestre dans l'ancienne colonie allemande. Pour un résumé de cette affaire qui se déroule au cours de l'été 1921, cf. Mission 21 : UTC 4866, rapport sur les biens de la société au Cameroun, Wilhelm Preiswerk-Imhoff, 1<sup>er</sup> mars 1922. La décision de la levée du séquestre de la BHG au Cameroun est rendue officielle le 13 octobre 1921, cf. Mission 21, UTC 4866, Ordinance of the Court of Duala of the 13 October 1921, 13 octobre 1921.

<sup>347</sup> Cf. Austin, Gareth, «Capitalists and Chiefs in the Cocoa Hold-Ups in South Asante, 1927-1938», *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 21, no 1, 1988, pp. 63-95 ; Ehrler, Franz, *Handelskonflikte zwischen europäischen Firmen und einheimischen Produzenten in Britisch Westafrika : Die «Cocoa-Holds-Ups» in der Zwischenkriegszeit*, Beiträge zur Kolonial- und Überseegeschichte, Zürich: Atlantis, 1977 ; Hopkins, 1973, pp. 154-167.

Accra qui, lui, puisse dans les recettes de la colonie pour dédommager la BHG. En d'autres termes, ce sont bien les paysans du Ghana colonial qui indemnisent les Bâlois.<sup>348</sup> La résolution tardive de cette question avec l'Inde s'explique par la détermination de la BHG à obtenir une compensation conséquente pour ses actifs, la volonté du Commonwealth Trust de continuer ses affaires en Inde mais surtout par le fait que la BHG n'a pas le même rapport de force avec les autorités coloniales au Ghana et en Inde. Si la compensation obtenue par la BHG au Ghana est généreuse, le gouvernement colonial en Inde, puis le gouvernement indien n'accepte une solution que sous la menace d'un arbitrage international et un montage financier lui étant plus favorable. Enfin, le manque de soutien du gouvernement britannique pour les affaires de la BHG et le zèle de la Confédération suisse dans la défense des intérêts ont également prolongé les négociations, par ailleurs mises en attente par le Second conflit mondial.<sup>349</sup>

#### 4.4. Conclusion

L'articulation des activités de la BHG et de la Mission de Bâle avec l'évolution du système impérial britannique apparaît comme un point très intéressant de cette étude. Le haut degré d'ouverture de l'impérialisme du *Free-Trade* en Afrique de l'Ouest et l'adaptation permanente de la politique coloniale britannique aux conditions socio-économiques locales permettent à la BHG de se faire une place de choix dans l'économie du Ghana colonial. Dès le début du XXe siècle, les pressions au sein de la métropole pour remplacer la politique du *Free-Trade* par une politique plus interventionniste centrée sur l'empire fragilisent la position des deux sociétés dans le système impérial de la Grande-Bretagne. La Première Guerre mondiale transforme la relation de coopération tissée par les Bâlois avec

---

<sup>348</sup> Cf. Gannon, 1983.

<sup>349</sup> Nous ne revenons pas en détails sur les négociations entre la BHG et les acteurs impliqués dans le processus de compensation de ses avoirs en Inde. Notre analyse se base principalement sur les documents des archives coloniales britanniques. Pour appuyer notre brève analyse, voir par exemple : cf. NA, FO 371/4135, lettre de William Preiswerk-Imhoff, président de la BHG, au *Secretary of State for India*, 30 avril 1919 ; NA FO 371/9496, lettre du *Foreign Office* au *Colonial Office*, 12 décembre 1923 ; NA CO 96/695/2, lettre du *India Office* au *Colonial Office*, 4 mars 1931 ; NA CO 96/713/2, lettre du *Foreign Office* au *India Office et Colonial Office*, 19 mars 1934 ; NA CO 96/722/6, lettre de Charles Paravicini, ministre de Suisse à Londres, à Sir John Simon, *Secretary of State*, 6 mars 1935 ; NA T 161/748/1, memorandum du *Treasury*, 2 juillet 1935 ; NA T 220/621, memorandum du *Treasury*, mai 1948 ; NA T 220/622, memorandum du *Treasury*, 14 novembre 1951 ; NA FO 371/130616, D 1481/2, lettre du *Commonwealth Relations Office* au *Foreign Office*, 4 décembre 1956.

Londres en une relation de concurrence. Au début du XXe siècle, le sort de la BHG est ainsi subordonné à l'évolution de la politique impériale britannique.

Si le repli de la Grande-Bretagne ne s'amorce pas avant le début des années 1930, les mesures protectionnistes prises par les autorités britanniques à l'encontre de la BHG permettent de nuancer le constat selon lequel la politique du libre-échange britannique perdure au début du XXe siècle. Toutefois, les spécificités de la colonisation de l'Afrique de l'Ouest repoussent les intérêts du capitalisme industriel britannique et laissent une plus grande marge de manœuvre à des petits groupes influents pour défendre leurs idées paternalistes et mercantilistes. Finalement, cet épisode souligne le poids des acteurs non britanniques dans son histoire impériale. Comme le montre le retour en arrière de Londres sur la question du séquestre de la BHG, la maison de commerce helvétique pèse sur la politique coloniale britannique. Le cas de la résolution tardive de cette même affaire en Inde illustre également notre propos.

Enfin, la manière dont la BHG parvient à défendre ses intérêts sans l'aide de la Confédération nous renseigne sur la solidité de son ancrage dans le système impérial britannique, comme en témoigne son influence sur les acteurs économiques du Ghana colonial, ses liens avec les autorités coloniales sur place et son travail de lobbying efficace à Londres.

Dans ce cas précis, la force de l'impérialisme suisse ne se décline pas par l'importance de ses investissements à l'étranger ou par le jeu de sa politique de neutralité, mais bien par sa dimension anticapitaliste et paternaliste, fruit d'un impérialisme culturel partagé sur lequel la BHG a construit sa réussite économique.

#### 4.5. La séquestration des avoirs de la Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or : 1918-1928

Humbert, Mathieu, «La séquestration des avoirs de la Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or : 1918-1928 », in: Batou, Jean *et al.* (éd.), *Deux mondes, une planète : mélanges offerts à Bouda Etemad = Two worlds, one planet : essays in honor of Bouda Etemad*, Lausanne: Editions d'en bas, 2015, pp. 275-291.

Dès le début de la Première Guerre mondiale, les autorités britanniques interdisent à leurs nationaux le commerce avec l'Allemagne et instaurent un blocus naval dirigé contre l'ennemi. Cette pression économique laisse toutefois la possibilité de maintenir des affaires commerciales indirectes avec l'Allemagne, le gouvernement britannique étant peu disposé, dans un premier temps, à abandonner l'un de ses principes économiques fondamentaux: le libre-échange.<sup>350</sup> Toutefois, face au prolongement de la guerre, les autorités britanniques renforcent leur politique de guerre économique en promulguant, le 27 janvier 1916, le *Trading With The Enemy Act* qui permet de mettre un terme aux activités des maisons de commerce sous influence allemande opérant sur le territoire britannique. Cette décision était non seulement une réponse à l'inefficacité des mesures mises en place, mais résultait aussi de la volonté de prendre l'avantage durablement sur l'économie allemande.<sup>351</sup>

Cette nouvelle politique économique touche les sociétés helvétiques présentes en Grande-Bretagne, ainsi que celles actives dans les colonies britanniques. Profitant de la politique de libre-échange soutenue par la Grande-Bretagne, des négociants suisses avaient en effet développé des activités commerciales en Asie ou en Afrique au cours du XIXe siècle. On peut citer principalement les sociétés Volkart Bros. en Inde<sup>352</sup>, Diethelm & Co. en Indonésie<sup>353</sup> ou la Basler Handelsgesellschaft (BHG) en Inde et en Côte-de-l'Or.<sup>354</sup> Ces sociétés sont donc confrontées à de nouvelles pressions de la part des autorités coloniales qui exigent des preuves

---

<sup>350</sup> Cf. Soutou, Georges-Henri, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris: Fayard, 1989, pp. 193-203.

<sup>351</sup> McDermott, John, «Trading With the Enemy: British Business and the Law During the First World War», *Canadian Journal of History*, vol. 2, 1997, p. 213.

<sup>352</sup> Cf. Dejung, 2013.

<sup>353</sup> Cf. Zangger, 2010.

<sup>354</sup> Cf. Franc, 2008. La Côte-de-l'Or (Gold Coast) est le nom du Ghana jusqu'à l'indépendance du pays en 1957.

tant au niveau des destinations des marchandises qu'au niveau de la nationalité des entreprises.

Alors que Volkart Bros. et Diethelm & Co. parviennent à répondre aux exigences britanniques, la BHG, quant à elle, échoue à prouver sa bonne foi.<sup>355</sup> Ainsi, en 1918, à la suite de plusieurs avertissements de Londres et malgré les efforts consentis par les dirigeants de la BHG pour régulariser leur situation, les biens de la BHG en Côte-de-l'Or et en Inde sont séquestrés par les autorités coloniales. La procédure engagée par la direction bâloise, soutenue par les autorités helvétiques, aboutira à la restitution de leurs biens en terre africaine en 1928 seulement.<sup>356</sup>

Il s'agit, dans cet article, de comprendre les raisons qui empêchent une résolution rapide de cette affaire qui est, comme le signale Leo Amery, Secrétaire d'Etat aux colonies britanniques, un cas particulier dans l'histoire du libéralisme britannique: « *to the best of my knowledge this case of the Basel Mission Trading Society is the only one in which neutral property or the proceeds thereof has not been returned to the original owner* ». <sup>357</sup> Mais avant d'entrer dans les détails de cette affaire, il convient de comprendre plus précisément la place de la BHG au sein des relations entre l'Empire britannique et la Suisse.

À la fin du XIXe siècle, les zones d'influence de la Grande-Bretagne en Afrique sont intégrées dans un modèle commercial basé sur le libre-échange.<sup>358</sup> C'est le cas, par exemple, de la Côte-de-l'Or qui devient une colonie britannique en 1874. En Afrique de l'Ouest, les territoires de ces zones d'influence restent limités aux parties côtières. Néanmoins, sous l'impulsion des milieux commerçants britanniques, les autorités repoussent peu à peu les indigènes pour favoriser l'expansion des marchés vers l'intérieur des terres.<sup>359</sup>

Toutefois, le libre-échange britannique est mis à mal à partir des années 1880 par la Conférence de Berlin et l'émergence du protectionnisme en Europe.<sup>360</sup> De

---

<sup>355</sup> Cf. Dejung, Zangger, 2010.

<sup>356</sup> Cf. Wanner, 1959, pp. 297-373.

<sup>357</sup> NA, Londres, CAB/24/192, C.P. 15(28), Memorandum by the Acting Secretary of State for the Colonies, 25 janvier 1928, p. 2.

<sup>358</sup> Cf. Hynes, William G. *The Economics of Empire. Britain, Africa and the New Imperialism 1870-95*, Londres: Longman, 1979, p. 136.

<sup>359</sup> Cf. Ibid., pp. 137-138.

<sup>360</sup> Cf. Ibid., p. 136 ; Osterhammel, Petersson 2005 [2003], pp. 88-90.

surcroît, les ambitions impériales britanniques en Afrique subsaharienne trouvent un nouvel élan lors de la Première Guerre mondiale. Le Togo et le Cameroun deviennent des colonies camouflées sous le système des mandats et partagées entre la France et la Grande-Bretagne et la Tanzanie est également assignée aux Britanniques. Le partage de l'Afrique subsaharienne prend fin avec la signature du traité de paix.<sup>361</sup>

Une des spécificités des relations extérieures de la Suisse avec les pays d'Afrique subsaharienne est qu'elles dépendent principalement des politiques mises en place par les puissances coloniales.<sup>362</sup> La création tardive des représentations helvétiques sur ces territoires en est une illustration. Concernant l'Afrique subsaharienne, les premières représentations sont érigées au début du XXe siècle, soit plus d'un siècle après celles ouvertes en Allemagne, en Belgique, en France ou en Grande-Bretagne. Par exemple, le consulat de la Sierra Leone, également en charge de la représentation des intérêts helvétiques dans les autres territoires d'Afrique de l'Ouest sous domination britannique, est ouvert en 1920. Il faut attendre 1939 pour voir la première représentation officielle helvétique en Côte-de-l'Or.<sup>363</sup>

Une autre caractéristique importante des relations extérieures de la Suisse avec les pays extra-européens est leur intensité sur le plan commercial. Représentant environ un tiers des exportations suisses au cours du XIXe siècle et entre 8% et 22% au cours du XXe siècle, la Suisse est un pays fortement tourné vers ces marchés, davantage que les puissances coloniales.<sup>364</sup> Il est d'emblée nécessaire de préciser que la part de l'Afrique subsaharienne dans les échanges commerciaux de la Suisse reste nettement plus faible.<sup>365</sup> Ces tendances reflètent l'importance que peuvent revêtir ces marchés en période de crise économique, en

---

<sup>361</sup> Cf. Cain, Hopkins 2004, pp. 574-575.

<sup>362</sup> Sur les relations de la Suisse avec l'Afrique au cours de l'entre-deux-guerres, cf. Perrenoud, 2005.

<sup>363</sup> Cf. Altermatt, Claude, *1798-1998 : Deux siècles de représentations extérieures de la Suisse*, [Bern]: [DFAE], 1998.

<sup>364</sup> Cf. Humair, Cédric, « Commerce extérieur et politique commerciale aux 19e et 20e siècles », *Traverse*, vol. 17, no 1, 2010, pp. 184-202.

<sup>365</sup> En 1900, l'Afrique subsaharienne représente 5,4% des exportations suisses vers l'Outre-mer et 1,6% de ses importations. En comparaison, l'Amérique latine représente 37,4% des exportations et 41,0% des importations, cf. Etemad, 1994, pp. 40-41.

permettant à la Suisse de contrebalancer l'affaiblissement des flux commerciaux avec les pays industrialisés (Etemad 1994, 31-32 ; Humair 2010).<sup>366</sup>

En se penchant sur la question de la séquestration des avoirs de la BHG entre 1918 et 1928, notre volonté est de mieux évaluer le caractère des relations qu'entretient la Suisse avec les pays d'Afrique subsaharienne. Nous avons choisi de structurer notre propos autour de deux hypothèses. La première est que la séquestration des avoirs helvétiques nuit significativement aux activités de la BHG qui perd ainsi sa position dominante sur le marché au bénéfice des sociétés britanniques. Cette situation serait le résultat d'une stratégie des Britanniques qui consisterait à profiter de leur position de force au cours du conflit pour renforcer leur présence commerciale en Côte-de-l'Or par l'affaiblissement des concurrents directs. En somme cette affaire serait la résultante d'une guerre économique. La seconde hypothèse est que le positionnement des intérêts économiques helvétiques, dans l'ombre des puissances impériales<sup>367</sup>, apporte des avantages certains en matière de commerce, mais présente des faiblesses lorsqu'il s'agit de les défendre. Cette situation pourrait expliquer l'attitude relativement passive de la Confédération dans cette affaire.

Pour vérifier ces deux hypothèses, nous allons, dans un premier temps, présenter l'évolution de la BHG au cours de cette période afin de démontrer l'ampleur de ces mesures pour cette société. Dans un second temps, nous essayerons de mettre en évidence les enjeux de cette affaire en nous focalisant sur les comportements des différents acteurs afin de mieux saisir les rapports de force en présence.

### **La Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or**

Les relations entre la Suisse et la Côte-de-l'Or prennent véritablement forme avec l'arrivée de missionnaires de la Mission de Bâle en 1828.<sup>368</sup> Confrontés aux rudesses climatiques de cette région de l'Afrique, les débuts de l'œuvre missionnaire sont laborieux. On ne peut réellement parler de présence helvétique qu'à partir du milieu du XIXe siècle. Au cours de ce siècle, l'industrialisation des pays occidentaux engendre une demande croissante pour les produits tropicaux

---

<sup>366</sup> Cf. Etemad, 1994, pp. 31-32 ; Humair, 2010.

<sup>367</sup> Cf. David, Etemad, 1998a, p. 11.

<sup>368</sup> Cf. Miller, 2003, pp. 13-15 ; Schlatter, 1916, vol. 3, pp. 19-31.

cultivés en Afrique de l'Ouest et amorce un changement structurel dans cette région qui se spécialise dans l'exportation de matières premières<sup>369</sup> comme le café ou le caoutchouc mais surtout l'huile de palme<sup>370</sup> et, dès la fin du XIXe siècle, le cacao.<sup>371</sup>

Favorisées par ce nouveau contexte économique, les activités commerciales de la Mission de Bâle – instaurées initialement pour subvenir aux besoins des missionnaires – se développent rapidement et créent les conditions nécessaires pour provoquer une scission avec les activités religieuses de la Mission. La BHG est ainsi créée en 1859. Elle est constituée sous la forme d'une société anonyme par le commerçant et banquier Ulrich Zellweger, président de cette société de 1859 à 1864. Le capital de base s'élève à 200 000 francs suisses souscrits à hauteur d'environ 15% par la Mission de Bâle. Le reste du capital est détenu par des actionnaires actifs dans les domaines du commerce, des banques et de l'industrie bâloises.<sup>372</sup>

Cette maison de négoce va devenir une des plus importantes sociétés commerciales helvétiques.<sup>373</sup> Les buts de cette nouvelle société anonyme sont d'accroître les activités commerciales en Côte-de-l'Or et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'industrie helvétique en Afrique et en Asie où la BHG est également présente. Plutôt qu'une séparation des activités religieuses et commerciales de la Mission de Bâle, la création de la BHG reflète une distinction formelle entre ces deux domaines qui n'empêche pas les deux structures de garder des liens étroits, notamment pour la formation du personnel mais encore au niveau du partage des bénéfices de la BHG dont la moitié est destinée à la Mission. En s'appuyant sur l'action évangélique des missionnaires, la BHG étend rapidement son réseau qui compte une vingtaine de comptoirs et factoreries en Côte-de-l'Or en 1913<sup>374</sup> et augmente son chiffre d'affaires, notamment à partir de la création de la colonie britannique en 1874 qui fait suite à une première victoire

---

<sup>369</sup> Cf. Law, 2007.

<sup>370</sup> Cf. Lynn, 1997.

<sup>371</sup> Cf. Clarence-Smith, William G., Ruf, François, « Cocoa Pioneer Fronts : The Historical Determinants », in: Clarence-Smith, William G. (ed.), *Cocoa pioneer fronts since 1800 : the Role of Smallholders, Planters and Merchants*, New York: St. Martin's Press, 1996, p. 4 ; Gunnarsson, 1978, pp. 8-9. Pour le cas de la Côte-de-l'Or: cf. Gunnarsson, 1978, pp. 28-30.

<sup>372</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 67-73 ; Guex, 2001, pp. 326-329.

<sup>373</sup> Cf. Guex, 1998, pp. 157-159, 162-164.

<sup>374</sup> Cf. Wanner, 1959, pp. 125-126.

britannique contre le royaume Ashanti, et ouvre ainsi des perspectives économiques prometteuses.<sup>375</sup>

À la veille de la Première Guerre mondiale, la BHG a acquis une place de premier ordre dans l'économie cacaoyère ghanéenne. En se plaçant très tôt sur ce marché, elle parvient à s'adjuger, en 1906, la commercialisation d'un tiers de la production totale du cacao ghanéen.<sup>376</sup> Elle est ainsi parfaitement intégrée dans ce marché qui voit le rôle des maisons de commerce européennes fortement renforcé, dès le tournant du siècle, par la constitution d'une structure oligopsonique dotée d'un cartel.<sup>377</sup>

Au cours du conflit mondial, le gouvernement britannique prend des mesures contre les firmes allemandes ou sous influence allemande et met un terme aux activités de la BHG. La séquestration des avoirs helvétiques marque une coupure nette dans les activités de la société bâloise qui perd ainsi sa position privilégiée dans le commerce du cacao ghanéen. En effet, la BHG ne réintègrera le cartel qu'en 1931, soit peu de temps après la restitution des avoirs africains de la société par la Grande-Bretagne. La position de la BHG au sein du marché du cacao n'est alors plus comparable, en termes relatifs, à celle qu'elle occupait avant le conflit. En effet, dans les années 1930, la part des exportations de cacao ghanéen conduites par la BHG serait inférieure à 5%.<sup>378</sup> Ce qui représenterait tout de même un peu plus de 2% de la production mondiale de cacao, compte tenu de la place dominante qu'occupe la Côte-de-l'Or sur ce marché depuis 1911 (graphique 1). Mais avant d'accorder plus d'attention à cet aspect, nous présentons brièvement les étapes clés de cette affaire.

### **La séquestration des avoirs au cours de la Première Guerre mondiale**

Dès le début de la Première Guerre mondiale, la direction de la BHG décide de se séparer de ses collaborateurs allemands actifs en Côte-de-l'Or. Malgré ces mesures, les firmes concurrentes britanniques continuent de faire pression sur la BHG en soulignant clairement la « sympathie germanique » que présente la

---

<sup>375</sup> Cf. Guex, 2001, p. 232.

<sup>376</sup> Cf. Franc, 2011.

<sup>377</sup> Cf. Guex, 2001, p. 239 ; Gunnarsson, 1978, pp. 119, 125-130.

<sup>378</sup> Ibid., p. 125.

BHG.<sup>379</sup> Ces accusations sont encore renforcées par la proximité de la BHG avec la Mission de Bâle qui compte encore un nombre important d'Allemands parmi ses employés et reste connectée au milieu piétiste de l'Allemagne du Sud.

En 1916, le *Foreign Office* informe l'Ambassade suisse à Londres que, malgré les efforts entrepris par la société, la BHG présente trop de sympathie envers l'Allemagne pour que le gouvernement britannique lui permette de continuer ses affaires en Côte-de-l'Or.<sup>380</sup> Les dirigeants de la BHG décident en définitive de se séparer juridiquement de la Mission de Bâle en 1917. Ils rachètent les actions de la Mission et éditent de nouveaux statuts qui ne prévoient plus d'octroyer une part des bénéfices à la Mission mais uniquement à des œuvres évangéliques.<sup>381</sup> Ces mesures qui garantissent qu'aucune entité allemande ne détient la moindre part du capital composé à 95% de fonds d'origine suisse<sup>382</sup> ne permettent toutefois pas la sauvegarde des activités bâloises. En effet, le gouvernement britannique procède, début 1918, à la séquestration des avoirs bâlois sans distinction entre la Mission et la société commerciale. Plus précisément, le conseil législatif de la Côte-de-l'Or passe à l'unanimité, le 4 février 1918, l'ordonnance *Enemy Property Control and Disposal* qui place la Mission et la société commerciale bâloises sous le contrôle du gouvernement colonial.<sup>383</sup> Sous l'impulsion d'un groupe d'actionnaires issus des milieux missionnaires et commerçants britanniques, il est décidé de transférer les avoirs de la BHG à une société commerciale créée pour l'occasion, la *Commonwealth Trust Ltd* qui reprend les activités commerciales et philanthropiques de la BHG.<sup>384</sup> Les avoirs de la Mission de Bâle sont quant à eux transférés à la *United Free Church of Scotland*.<sup>385</sup>

Il est important de différencier la phase de séquestration des avoirs helvétiques qui correspond à des mesures de guerre économique prises contre l'Allemagne et qui repose sur une base juridique reconnue au niveau international et le transfert des

---

<sup>379</sup> Cf. Wanner, 1959, p. 305.

<sup>380</sup> Mission 21, UTC: 4547, lettre du *Foreign Office* à Gaston Carlin, Ministre à l'Ambassade de Suisse à Londres, 20 décembre 1916.

<sup>381</sup> Mission 21, UTC : 4574, procès-verbal de l'assemblée générale de la BHG, 20 novembre 1917.

<sup>382</sup> NA, CO 879/122/1, lettre de I. P. Werner, représentant de la BHG, au *Colonial Office*, 29 novembre 1917.

<sup>383</sup> Mission 21, UTC : 4862, *Government Gazette*, Accra, Gold Coast, n° 7, 9 février 1918, p. 115.

<sup>384</sup> Mission 21, UTC : 4862, *Government Gazette*, Accra, Gold Coast, n° 105, 30 décembre 1918, pp. 1668-1669.

<sup>385</sup> Cf. Gannon, 1983, pp. 506-509.

avoirs à deux entités britanniques qui constitue un cas exceptionnel. Pour comparaison, les avoirs de la BHG séquestrés au Cameroun par la France au cours du conflit sont directement restitués à la fin de la guerre.<sup>386</sup>

De 1918 à 1928, la BHG va négocier avec les autorités britanniques afin d'obtenir la restitution de ses avoirs. Dans cette affaire, l'argumentation de la BHG repose sur des considérations juridiques concernant l'appartenance de la BHG au droit suisse et ne se modifie pas au cours de ces dix années. La BHG obtient non seulement le soutien du gouvernement suisse qui relaye cette affaire à travers les canaux diplomatiques mais surtout celui de personnalités britanniques qui vont parvenir à lui donner une plus grande visibilité.

### **Les affaires de la Basler Handelsgesellschaft : un retour laborieux ?**

L'évolution quantitative de la BHG depuis la fin du XIXe à la fin des années 1930 permet de saisir les différentes dynamiques de cette société commerciale et ainsi de mieux évaluer l'impact de la séquestration britannique sur le développement des activités en Côte-de-l'Or. La fin de la Première Guerre mondiale constituant une rupture nette dans l'histoire de la BHG, nous délimitons donc une première période qui s'étend de 1880 à 1918. Notre série statistique débute à cette date afin d'avoir assez de recul pour saisir l'ampleur que représente le commerce de cacao qui, comme l'illustre le graphique 1, décolle véritablement au début du XXe siècle.<sup>387</sup> La seconde phase couvre les activités des Bâlois dès la reprise des affaires en Côte-de-l'Or en 1921 par le biais d'une nouvelle société, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Cette période, marquée par la restitution des avoirs de la BHG en 1928, permet de comprendre les spécificités du retour et de la stabilisation des affaires helvétiques.

Au cours de la première phase, la BHG se spécialise dans les activités commerciales en Côte-de-l'Or et dans les activités industrielles en Inde. En Afrique de l'Ouest, le commerce consiste en l'exportation de produits tropicaux et

---

<sup>386</sup> Cf. Wanner, 1959, pp. 301-304. Voir également les pressions françaises sur l'entreprise suisse Suchard au cours de la Première Guerre mondiale : cf. Tissot, Laurent, « "Je suis suisse, voyez ma maison mère". Les Chocolats Suchard et le marché français durant la Grande Guerre », in: Henry, Philippe, de Tribolet, Maurice, *In dubiis libertas. Mélanges d'histoire offerts au professeur Rémy Scheurer*, Hauterive: G. Attinger, 1999, pp. 389-410.

<sup>387</sup> Sur les aspects techniques de la culture de cacao: cf. Ruf, 1995.

l'importation de produits manufacturés européens. Comme nous pouvons le remarquer avec le graphique 2, le volume des affaires commerciales avec l'Afrique opère un changement brusque au tournant du siècle. Cette rupture correspond au décollage de la production cacaoyère. Le pic est atteint en 1913 avec un volume commercial de 1,3 mio de francs suisses constants de 1910. L'essor de ce produit tropical marque clairement un tournant dans les affaires de la BHG. Il faut ajouter que cette société joue un rôle important dans les premières années de production grâce à une bonne connaissance du terrain et surtout à ses contacts avec les Africains, véritables initiateurs de ce nouveau marché.<sup>388</sup> En analysant les bénéfices réalisés par la BHG (graphique 3), on constate également une augmentation nette à partir du début du XXe siècle. Elle est induite par cette nouvelle manne financière que représente la culture du cacao.

La seconde phase est marquée par le changement de statut de la BHG en celui de holding. La BHG détient alors trois sociétés actives dans le commerce avec l'Afrique de l'Ouest: la *Union Trading Company Ltd* (UTC) fondée en 1921 et basée à Bâle mais active en Côte-de-l'Or, l'*Overseas Buyers Ltd* fondée en 1926 à Londres et enfin l'*Afram Trading* à New York à partir de 1929.<sup>389</sup> Dans cet article, nous allons uniquement considérer le développement des affaires en Côte-de-l'Or.

En se référant au graphique 2, nous pouvons noter qu'autour des années 1930, le volume des affaires commerciales avec l'Afrique est plus faible qu'au cours du conflit mondial. De plus, nous devons encore pondérer ces données par l'augmentation importante de la production de cacao au cours de cette même période. Le volume d'affaire correspond donc à une plus petite part du marché qu'avant la Première Guerre mondiale. Les bénéfices de la société suivent également cette évolution et diffèrent significativement des résultats obtenus avant la séquestration (graphique 3).

En comparant ces deux périodes, nous constatons une perte de vitesse autant au niveau du volume d'affaire qu'un niveau des bénéfices. Toutefois, ce constat pessimiste masque le développement fulgurant de l'économie cacaoyère ghanéenne au cours de cette période. En vérité, cette évolution remarquable du contexte économique semble faciliter le redémarrage des activités bâloises en

---

<sup>388</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 77-85 ; Hill, 1963, pp. 168-169. Sur la question des relations entre producteurs européens et africains en Côte-de-l'Or: cf. Austin, 1996.

<sup>389</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 136-139.

Côte-de-l'Or. A ce titre, l'augmentation des bénéfices de la BHG dès 1921 semble correspondre au début des affaires de UTC.<sup>390</sup> Au vue des données quantitatives, nous pouvons avancer que la séquestration des avoirs helvétique a bien porté un sérieux coup de frein au développement de la BHG qui n'a pu s'en sortir qu'en mettant à contribution ses contacts en Côte-de-l'Or, ses ressources financières<sup>391</sup> et en profitant d'un contexte économique favorable pour redémarrer rapidement ses activités.

### **Une offensive britannique ?**

En analysant les étapes clés de cette affaire, nous sommes en mesure de penser que les autorités britanniques sont davantage sensibles aux questions politiques qu'aux revendications juridiques régulièrement mises en avant par les représentants de la BHG. Cette stratégie, mise en place par la direction de la BHG, repose sur une analyse technique de la situation - basée sur les nouveaux statuts de la société rédigés lors de la séparation de la Mission de Bâle en 1917 - et permet de dénoncer les mesures prises par les autorités britanniques. Cette approche, défendue par la Confédération qui manifeste son soutien auprès du gouvernement britannique dès 1917, est également validée légalement par des spécialistes britanniques du droit international reconnus qui émettent une « Joint Opinion » en mai 1919.<sup>392</sup>

Si l'argumentation générale de la BHG reste inchangée au cours des 10 ans de négociations, sa visibilité au sein du milieu politique britannique évolue et atteint son paroxysme en 1928, année au cours de laquelle cette affaire est débattue au sein du conseil des Ministres. Enfin, précisons que si le *Colonial Office* reconnaît avoir mal agi dès le mois de septembre 1927<sup>393</sup>, les débats concernant les modalités de la restitution des avoirs et le sort du *Commonwealth Trust Ltd* restent vifs jusqu'en 1928. Cependant, comme mentionné ci-dessus, la séquestration des avoirs bâlois juste avant la fin du conflit, leur transfert vers une société britannique spécialement

---

<sup>390</sup> Nos chiffres sur les bénéfices de UTC pour ces années sont malheureusement manquants.

<sup>391</sup> Cf. Guex 1998, pp. 162-164.

<sup>392</sup> Mission 21, UTC : 4459, Correspondence with the *Colonial Office*, pp. 9-10, *Joint Opinion* de J. Simon, F. H. Maugham et F. T. Barrington Ward, 21 mai 1919.

<sup>393</sup> Mission 21, UTC : 4459, Correspondence with the *Colonial Office*, p. 51, lettre de A. Edgumbe, du *Colonial Office* à Arthur Palliser, représentant de la BHG en Angleterre, 9 septembre 1927.

créée à cette occasion, puis leur restitution dix années plus tard semblent répondre à une dynamique qui dépasse les aspects juridiques de cette affaire.

Comme le rappelle clairement Leo Amery, Secrétaire d'État aux colonies en 1928, les protestations de la BHG ne visent pas la séquestration des avoirs helvétiques au cours du conflit mondial mais bien le fait que ces avoirs aient été attribués à une autre entité, sans compensation.<sup>394</sup> En effet, selon les règlements internationaux, les biens séquestrés appartenant à des neutres devaient être restitués à leur propriétaire à l'issue du conflit. Sur ce point, la séquestration puis la restitution des biens de la BHG au Cameroun par les autorités françaises permettent d'appuyer précisément cet argument.

Pourquoi les autorités britanniques ont-elles traité cette affaire différemment ? Nous pouvons déjà mentionner qu'en 1918, la Grande-Bretagne parvient à esquiver les demandes des gouvernements belges et français qui désiraient disposer des avoirs helvétiques séquestrés, alors considérés comme sous influence allemande comme moyen de pression pour garantir des réparations. Les autorités britanniques réussissent à s'opposer à cette requête en invoquant le caractère philanthropique des activités bâloises.<sup>395</sup> Ces avoirs restent ainsi aux mains des Britanniques. Comme le mentionne Leo Amery, les autorités britanniques se sont également activées pour résoudre cette affaire le plus rapidement possible afin d'échapper aux pressions internationales : « The Secretary of State has had negotiations and consultations with the Foreign Office [...] and we have been instructed that for international reasons it is necessary that the policy which is embodied in this Bill [qui légalise le transfert des avoirs de la BHG au Commonwealth Trust Ltd] should be enacted before the Peace Conference meets. This is the reason why the Bill has to be taken in rather a hurry ». <sup>396</sup> Cette résistance face aux demandes des Alliés et la volonté de faire passer cette loi rapidement laissent penser que les autorités britanniques tentent ici un coup de force pour profiter durablement du nouveau paysage économique en Côte-de-l'Or.

---

<sup>394</sup> NA, CAB/24/192, C.P. 15(28), Memorandum by the Acting Secretary of State for the Colonies, 25 janvier 1928, p. 3.

<sup>395</sup> NA, CO 323/801/52, lettre de [Gerald Spicer] du Foreign Office au Sous-secrétaire d'Etat aux colonies, 23 août 1919.

<sup>396</sup> BM, UTC : 4547, Legislative Council Debates 1918-19, cités dans : Memorandum, *The Basle Mission Trading Society and the Commonwealth Trust*, 1928, p. 6.

La restitution des biens de la BHG et de la Mission de Bâle semble également être influencée par deux facteurs dépassant le cadre juridique de cette affaire. En effet, suite au rapport du Secrétaire d'État aux colonies déposé au cabinet des Ministres, les dirigeants britanniques mesurent les risques qu'engendrerait une poursuite de l'affaire. Ils sont d'avis que la constitution d'un « *Select Committee* » sur la question confirmerait le fait que le gouvernement britannique soit contraint de verser une lourde compensation. En outre, il serait malvenu que ce cas soit confirmé devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye.<sup>397</sup> En résumé, le gouvernement britannique ne voit pas de solution pour échapper à cette compensation et ne souhaite pas que cette affaire acquière une résonance internationale. Le second facteur à mettre en lien avec la décision britannique est la mauvaise performance économique du *Commonwealth Trust Ltd* au cours de ses premières années d'activité en Côte-de-l'Or. En effet, cette société accumule des pertes et accuse un déficit de 300 000 livres sterling en 5 ans d'activité pour un capital de 60 000 livres sterling.<sup>398</sup>

Bien que la correspondance entre la Suisse et la Grande-Bretagne, les débats parlementaires ou les différents rapports soient essentiellement de nature juridique et technique, certains acteurs de cette affaire laissent apparaître une dimension plus politique. Comme le relève l'historien George-Henri Soutou, les autorités britanniques étaient préoccupées par le développement des ressources de l'Empire pendant et après la guerre. Elles discutaient alors de la mise en place de mesures pour éviter que les ressources impériales ne passent sous contrôle étranger. Ces préoccupations ont notamment débouché sur un nouveau tarif douanier en février 1918.<sup>399</sup>

Ces débats parlementaires, qui précèdent de peu la séquestration des avoirs helvétiques, peuvent expliquer l'attitude tranchée de certains acteurs de cette affaire. De telles considérations se ressentent, en 1923, sous la plume du président de la BHG, Wilhelm Preiswerk-Imhoff, dans une diatribe destinée à contrer les accusations britanniques fondées sur les prétendues activités pro-

---

<sup>397</sup> NA, CAB/23/57, 10(28), séance du Cabinet des Ministres, 21 février 1928, pp. 2-3.

<sup>398</sup> NA, CAB/24/192, C.P. 15(28), Memorandum by the Acting Secretary of State for the Colonies, 25 janvier 1928, p. 2.

<sup>399</sup> Cf. Soutou, 1989, pp. 273-276.

germaniques soutenues par les Bâlois durant le conflit<sup>400</sup> : « For a Swiss, citizen of a country which does not pursue any exterior policy and a member of the most ancient democratie [sic] in the world it is an offence as ridiculous as impossible to try and make believe that his acts or intentions have been dictated by an Imperialist Nation ». <sup>401</sup>

La déclaration du président bâlois trouve indirectement un écho chez un défenseur du *Commonwealth Trust Ltd* lors d'un débat à la chambre des Lords en juillet 1927. Lord Kysant, homme d'affaire britannique, fustige les demandes de compensation helvétiques en mobilisant une argumentation teintée de nationalisme britannique : « This company, which, as I have said, is a British concern, employs a very considerable number of British subjects and is doing a large business, principally with Great Britain. To deprive this British company of its interests would involve loss to British trade and British shipping and be an injustice to the company itself, which was formed to carry on its work in this old British Colony ». <sup>402</sup> Il poursuit en soulignant les différences entre les deux sociétés : « Thus the new company is in exactly the same position as was the old Swiss company, except that it is a British company carrying on British trade and not, as in the past, a foreign company, used as we know that many companies were used before the War ». <sup>403</sup> Cette attaque directe contre la BHG qui est stigmatisée par sa nationalité est vivement combattue par Wilhelm Preiswerk-Imhoff qui ne manque pas d'insister sur la place importante que revêt sa société dans l'histoire des relations entre le Grande-Bretagne et l'Afrique de l'Ouest. <sup>404</sup>

## **Le rôle de la Confédération**

Parallèlement aux stratégies adoptées par les acteurs privés se pose la question du rôle de la Confédération dans cette affaire. Comme nous l'avons mentionné plus

---

<sup>400</sup> Sur l'argumentaire des autorités britanniques concernant les liens entre la BHG et l'Allemagne : cf. Mission 21, UTC : 4859, lettre de Lord Balfour, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs à Gaston Carlin, Ministre à l'Ambassade de Suisse à Londres, 17 avril 1918.

<sup>401</sup> Mission 21, UTC : 4459, Correspondence with the *Colonial Office*, p. 7, lettre de Wilhelm Preiswerk-Imhoff à Lord Templetown, 3 février 1923.

<sup>402</sup> *Hansard Papers*, vol. 68, 20 juillet 1927, Lords Sitting, pp. 696-707, intervention de Lord Kysant.

<sup>403</sup> Ibid.

<sup>404</sup> Mission 21, UTC : 4459, Correspondence with the *Colonial Office*, p. 53, lettre de W. Preiswerk-Imhoff à Lord Kysant, 28 juillet 1927.

haut, l'ambassade de Suisse à Londres soutient les démarches de la BHG en adressant officiellement une plainte au gouvernement britannique. Toutefois, devant l'attitude impassible des autorités britanniques, la Confédération ne poursuit pas ses efforts et laisse libre cours aux démarches privées.

Dans notre cas, la feuille de route adoptée par les autorités helvétiques suit une stratégie établie conjointement avec les membres dirigeants de la BHG. En 1922, Arthur Hoffmann, ancien conseiller fédéral et représentant de la BHG dans cette affaire, suggère ainsi de défendre ce cas en laissant le champ libre aux initiatives privées tout en lui donnant plus de crédibilité par le biais d'une interpellation au Conseil fédéral.<sup>405</sup> Il juge pour l'instant inutile le recours à une intervention diplomatique et rejette l'idée d'un arbitrage international qui serait certainement refusé par les autorités britanniques en prétextant la sauvegarde de ses « intérêts vitaux ».<sup>406</sup> Le choix de la voie juridique semble encore renforcé par l'application de nouvelles dispositions légales visant à défendre les sociétés helvétiques contre l'influence étrangère.<sup>407</sup> De plus, on peut encore avancer que les autorités suisses ne souhaitent pas fragiliser la place de la Suisse sur la scène internationale en rompant avec une politique économique, basée sur la neutralité, qui a porté ses fruits au cours du conflit.<sup>408</sup>

Rapporter cette affaire devant la justice internationale permettrait, certes, d'obtenir gain de cause. C'est du moins l'avis des conseillers juridiques de la BHG. Toutefois, les dirigeants de la BHG semblent éviter de vouloir se confronter aux autorités britanniques de cette manière. En effet, une résolution de cette affaire par le biais des procédures britanniques leur permettrait de maintenir de bonnes relations et ainsi faciliter la reprise des affaires. Comme le résume Lord Templetown, député à la Chambre des Lords et chargé de défendre la cause de la

---

<sup>405</sup> Cf. AFS, procès-verbal de l'Assemblée fédérale, question d'Eduard Blumer au Conseil fédéral, 2 février 1922, pp. 21-22 ; AFS, procès-verbal du Conseil fédéral, réponse du Conseil fédéral, n° 331, 7 février 1923.

<sup>406</sup> Mission 21, UTC : 4862, procès-verbaux des entrevues entre les délégués de la BHG, de l'Ambassade de Suisse à Londres et de la Division des intérêts étrangers et de l'internement, 22 et 28 septembre 1922.

<sup>407</sup> Cf. Lüpold, Martin, « Wirtschaftskrieg, Aktienrecht und Corporate Governance. Der Kampf der Schweizer Wirtschaft gegen die "wirtschaftliche Überfremdung" im Ersten und Zweiten Weltkrieg », in: Groebner, Valentin, Guex, Sébastien, Tanner, Jakob (Hg.), *Kriegswirtschaft und Wirtschaftskriege. Economie de guerre et guerres économiques*, Zurich: Chronos, 2008, pp. 101-104.

<sup>408</sup> Cf. Halbeisen, Patrick *et al.*, *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel: Schwabe, 2012, pp. 999-1002. Pour une vue d'ensemble de la situation économique et politique de la Suisse à la fin du conflit : cf. Ochsenbein, Heinz, *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit 1914-1918 : Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Bern: Stämpfli 1971, pp. 278-312.

BHG en Angleterre: « *A very large Trade existed between England and the Basle Trading Company – in the knowledge too, that the Basle Trading Co. were wholly innocent of any act, or even ill will against the interests of Great Britain, it is to my mind understandable that the most lenient method should be preferred by both the Swiss Government and the Basle Trading Co. to recover their losses in the first instance.* »<sup>409</sup>

## **Conclusion**

La séquestration des avoirs helvétiques en Côte-de-l'Or aboutit à une perte de position dominante de la BGH dans la filière du cacao de ce pays. Dans cette logique, nous pouvons avancer que les milieux économiques britanniques sont parvenus à évincer la concurrence sur ce marché en l'espace d'une décennie. En ce sens, le cas de la séquestration des avoirs helvétiques s'inscrirait dans le courant impérialiste britannique de la Première Guerre mondiale. Le fait que les considérations juridiques ne semblent pas dicter la dynamique de cette affaire va dans le sens de cette seconde hypothèse.

Certes, au sein des relations entre la Suisse et la Grande-Bretagne, le centre de gravité semble pencher du côté de Londres. En effet, la BHG dispose d'une marge de manœuvre réduite face aux autorités britanniques et le gouvernement helvétique reste en retrait. La Suisse paraît subir le rapport de force de la puissance coloniale et ne peut que mettre timidement en avant l'argument de la neutralité pour faire valoir ses intérêts. Ces considérations étayeraient l'hypothèse selon laquelle le positionnement des intérêts économiques helvétiques présents au sein des espaces coloniaux, dans l'ombre des puissances impériales, ne permet pas aux négociateurs de mobiliser les atouts commerciaux et financiers de la Suisse pour modifier le rapport de force.

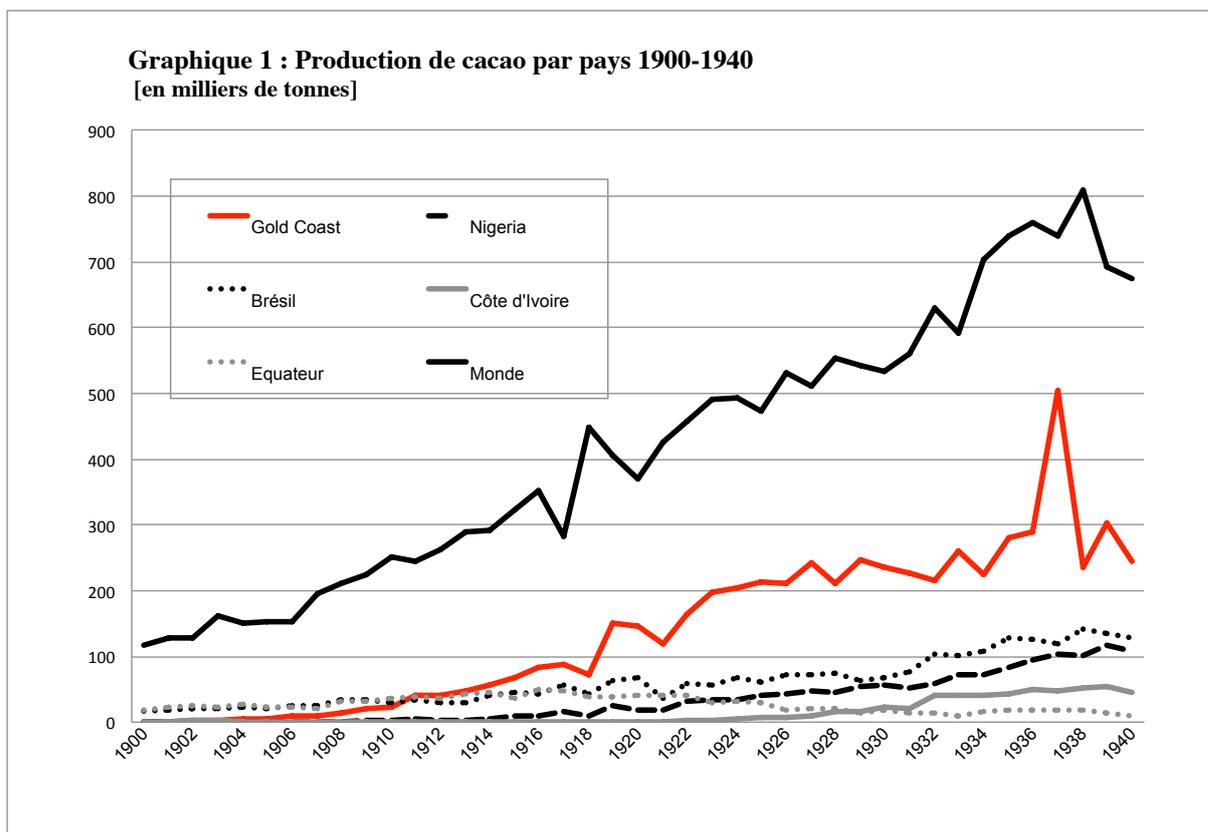
Néanmoins, après l'analyse des relations entre les différents acteurs helvétiques, nous sommes d'avis que l'attitude discrète de la Confédération sur la scène internationale est avant tout le fruit d'une stratégie élaborée conjointement avec les dirigeants de la BHG afin de sauvegarder les intérêts suisses sur le long terme. Dans cette affaire, la Confédération laisse donc l'initiative aux acteurs privés,

---

<sup>409</sup> Mission 21, UTC : 4852, mémorandum de Lord Templetown, 31 janvier 1928, p. 2.

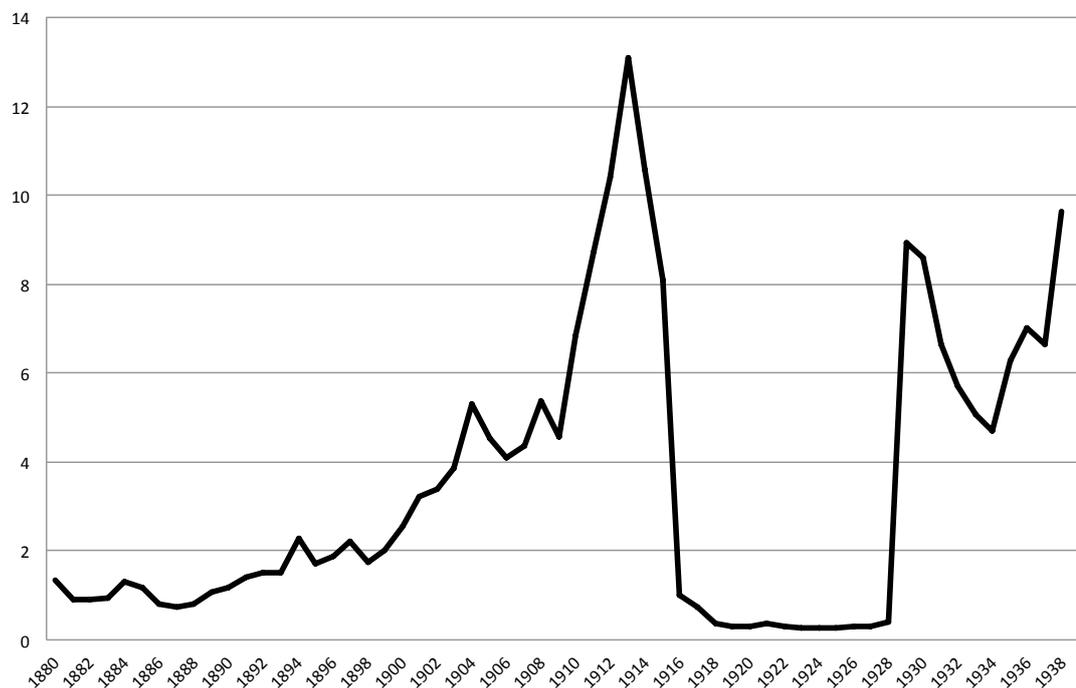
d'avantage préoccupés par la reprise de leurs affaires en Côte-de-l'Or que par la résolution immédiate de cette crise aux enjeux économiques.

## Graphiques

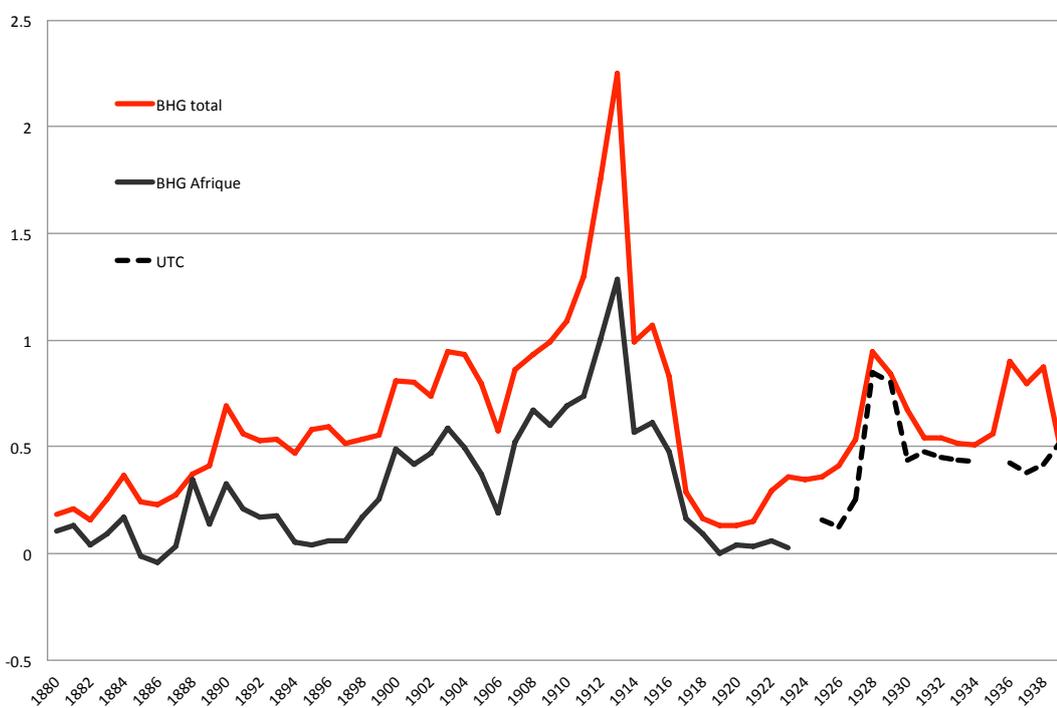


Sources : Mettan, Nicolas, *L'approvisionnement de la Suisse en cacao*, Lausanne: Cahiers de recherches économiques, 1985, p. 15 ; Gunnarsson, 1978, p. 176.

**Graphique 2 : Commerce de BHG avec l'Afrique entre 1880 et 1939**  
[en millions de CHF constants de 1910]



**Graphique 3 : Bénéfices bruts de BHG et UTC 1880-1939**  
[en millions de CHF constants de 1910]



Sources : Les données des graphiques 2 et 3 proviennent des fonds des archives de la Mission de Bâle et ont été collectées par mes soins. Il n'a pas été possible d'homogénéiser toutes les données considérant les changements des méthodes comptables de la BHG au cours de ces

années et les quelques données manquantes. Ainsi, les données concernant les bénéfices des activités africaines entre 1911 et 1918 proviennent d'estimations calculées notamment sur la base du volume commercial et des bénéfices totaux de la société.

## 5. L'ère des changements: la décolonisation

Dans le chapitre précédent, nous avons vu comment la BHG était parvenue à défendre ses intérêts face aux pressions britanniques initiées par la Première Guerre mondiale. Nous nous penchons maintenant sur la défense des intérêts de la BHG dans le marché du cacao ouest-africain. À partir des années 1930, le poids des acteurs africains pèse davantage dans la structure de l'économie coloniale et dans la cohésion politique du Ghana colonial. Parallèlement, le gouvernement britannique s'insère davantage dans l'économie de ses colonies qu'elle tente de faire évoluer selon ses intérêts. Cette rupture d'équilibre devient encore plus visible avec l'indépendance du Ghana en 1957 et l'effondrement de l'économie cacaoyère dans les années 1960. Notre ambition est de comprendre comment la BHG parvient à s'adapter à ces changements profonds – malgré l'affaiblissement relatif de sa position – et comment les avantages d'être suisse peuvent l'aider à défendre ses intérêts au cours de la décolonisation.

Au cours des années suivant la fin de la Seconde Guerre mondiale, de nouvelles organisations politiques, de nouvelles intégrations transnationales et de nouvelles formes de production voient le jour. Le gigantesque travail de reconstruction et de réorganisation de l'après-guerre s'accompagne de l'avènement d'un monde bipolaire dominé par les États-Unis et l'URSS. Les deux blocs opposés idéologiquement définissent les interactions internationales et transnationales à travers le monde et la manière dont interagissent les sphères économiques et

politiques.<sup>410</sup> Si la sphère d'influence de l'URSS revêt les formes d'une zone de sécurité et d'une relation hégémonique avec ses alliés, la création d'un bloc occidental autour des États-Unis s'avère plus complexe. Il s'agit non seulement de contenir l'influence du communisme dans le monde, mais également de soutenir et d'institutionnaliser une économie capitaliste globale et de pacifier l'Europe. Ce processus ne peut aboutir qu'en soutenant la prospérité économique et la stabilité politique des États alliés. La cohésion politique et sociale des pays occidentaux devient, pour les États-Unis, un enjeu majeur des relations internationales.<sup>411</sup>

Si l'anti-impérialisme marque le discours politique soviétique dans l'immédiat après-guerre, les États-Unis se positionnent contre les formes de domination coloniale européenne. Mais les enjeux de la Guerre froide assouplissent rapidement les positions de Washington. Les risques d'instabilité politique provoqués par des révolutions régionales restent forts. Ainsi, le soutien des anciennes puissances coloniales pour contrer l'influence du communisme dans le monde trouve une place dans la politique étasunienne.<sup>412</sup>

Après la Seconde Guerre mondiale, le prolongement des relations de dépendance coloniales aussi est accepté par les États-Unis pour soutenir le niveau de vie dans le monde occidental. Les marchés coloniaux sont trop importants pour l'économie des Alliés européens. Paradoxalement, ce colonialisme tardif crée les conditions favorables au processus de la décolonisation.<sup>413</sup> Ce sont les événements d'Asie orientale, d'Asie méridionale et du Moyen-Orient qui sonnent la fin du colonialisme des Européens. L'indépendance un peu plus tardive des colonies d'Afrique subsaharienne surprend également les puissances coloniales par sa rapidité. Entre 1957 et 1965, la majorité des colonies d'Afrique subsaharienne gagnent leur indépendance.<sup>414</sup>

La décolonisation marque la dissolution d'une forme d'ordre global politique, économique et culturel. Mis en place au milieu du XIXe siècle et consolidé au

---

<sup>410</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 529-530 ; Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), pp. 113-118. Sur l'histoire de la Guerre froide avec les pays du sud : cf. Westad, Odd Arne, *La guerre froide totale. Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, trad. Jeanmougin, Christian, Paris: Payot, 2007 [2005] ; McMahon, Robert J. *The Cold War in the Third World*. Oxford: Oxford University Press, 2013 ; Westad, Odd Arne, *The Cold War: A World History*, London: Allen Lane, 2017.

<sup>411</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 580-588 ; Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), pp. 115-116.

<sup>412</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 530-546 ; Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), p. 118.

<sup>413</sup> Cf. Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 61-63.

<sup>414</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 574-580 ; Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 100-111 ;

début du XXe siècle, ce système s'écroule progressivement à partir des années 1940.<sup>415</sup> La colonie de la Gold Coast est l'une des premières entités d'Afrique subsaharienne à s'émanciper de la métropole en 1957. Les nouvelles nations doivent se positionner par rapport aux institutions internationales et à la bipolarité du monde géopolitique.<sup>416</sup>

À partir des années 1960, les relations internationales sont marquées par la superposition des tensions de la Guerre froide avec le conflit Nord-Sud. Les relations Est-Ouest reflètent l'influence globale des oppositions politiques, économiques et idéologiques entre les États-Unis et l'Union soviétique. L'influence des relations Nord-Sud à l'échelle globale est plus complexe à saisir. Ces relations s'articulent autour de la révolte des pays pauvres, généralement issus du Sud global, contre les relations de dépendance imposées par les puissances de l'hémisphère Nord.<sup>417</sup>

Ce chapitre considère l'évolution de la politique impériale britannique après la Seconde Guerre mondiale. Nous montrerons en premier lieu comment les colonies d'Afrique de l'Ouest jouent un rôle crucial dans l'équilibre économique et politique de la métropole et pourquoi la poussée coloniale tardive de la Grande-Bretagne prend fin au début des années 1950 et débouche sur un processus de décolonisation très rapide. Puis, nous mettrons en évidence les défis économiques et politiques du Ghana colonial, en évaluant notamment l'impact de l'évolution de l'économie cacaoyère sur les projets d'industrialisation et la stabilité politique du pays. Enfin, nous examinerons l'évolution des affaires de la BHG entre 1945 et le début des années 1960, et la manière dont les intérêts de la société commerciale et des Suisses présents au Ghana sont défendus par la Confédération durant cette période, qui marque la perte d'influence politique de la Grande-Bretagne au Ghana colonial.

---

<sup>415</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], p. 580.

<sup>416</sup> Cf. *ibid.* pp. 579-580 ; Osterhammel, Petersson, 2005 (2003), pp. 119-121.

<sup>417</sup> Cf. Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 139-146.

## 5.1. La fin de l'Empire britannique

Les pressions des deux blocs de la Guerre froide contre les politiques impériales européennes sonnent le glas de la domination britannique en Asie. La solidité des mouvements anticolonialistes locaux pousse également la Grande-Bretagne à accepter les indépendances de l'Inde et de la Malaisie. La présence britannique au Moyen-Orient est également menacée. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les membres du gouvernement britannique sont bien conscients que leur pays ne retrouvera pas la puissance qui était la sienne en 1940. Toutefois, l'Empire britannique n'implose pas.<sup>418</sup> Le point de vue des États-Unis sur les empires coloniaux évolue et Washington a besoin d'un allié fort pour contrer l'influence de l'URSS en Europe et dans le monde. Les États-Unis abandonnent l'idée d'un marché global basé sur le libre-échange, qui permet de tirer parti de la capacité de production de leur économie, et soutiennent le projet britannique de l'instauration de la zone Sterling. Cet espace d'échanges commerciaux doté de tarifs douaniers protectionnistes permet à la Grande-Bretagne de contrer la puissance du dollar sur les marchés internationaux et de garder son influence sur les régions périphériques. L'Empire britannique change de forme, mais subsiste.<sup>419</sup>

Ce regain colonial (*late-colonialism*), de courte durée, sert les besoins de l'économie métropolitaine. Pour les autorités britanniques, il faut absolument optimiser les économies des colonies pour obtenir les dollars nécessaires à l'équilibre de la balance des paiements du pays. Après la partition de l'Inde en 1947, le centre de gravité de l'empire se déplace vers l'Afrique subsaharienne, la Malaisie et le Moyen-Orient. Les ressources de ces régions permettent à l'Empire britannique de dynamiser son secteur d'exportation et d'obtenir de précieux dollars. La zone Sterling facilite le fonctionnement de ce système et permet d'équilibrer la balance des paiements britannique jusqu'au milieu des années 1950.<sup>420</sup>

---

<sup>418</sup> Sur la fin de l'empire britannique : Deighton Anne, « Britain and the Cold War, 1945–1955 » In: Leffler, Melvyn P., Westad, Odd Arne (eds.), *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010, pp. 112-132 ; Stockwell, Sarah, *The British End of the British Empire*, Cambridge: Cambridge University Press, 2018 ; Darwin, 2009.

<sup>419</sup> Cf. Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 129-131 ; Darwin, 2009, pp. 527-540 ; Louis, Wm. Roger, «The Dissolution of the British Empire», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 354-355.

<sup>420</sup> Cf. Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 630-632 ; Tomlinson, Tom B. R., «Imperialism and After: The Economy of the Empire on the Periphery», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds.), *The*

Le développement économique des colonies et la valorisation des relations avec les pays du Commonwealth deviennent ainsi les priorités de la politique impériale britannique. Une nouvelle approche est appliquée à l'empire colonial, notamment dans les colonies de Gold Coast et du Nigéria qui présentent un bon potentiel économique. L'interventionnisme de l'État colonial devient plus fort et de nouvelles réformes sont instaurées pour soutenir la croissance des exportations de ces territoires.<sup>421</sup> L'arrivée d'une majorité conservatrice au gouvernement en 1950 ne change pas la politique britannique envers son empire, où grandit le rôle de l'Afrique.

Pour l'Empire britannique, les colonies d'Afrique subsaharienne présentent des avantages importants. Ces territoires ont été largement épargnés par les conflits de la Seconde Guerre mondiale et les systèmes politiques coloniaux n'ont pas beaucoup évolué depuis l'entre-deux-guerres. Sur le continent africain, il n'existe pas de mouvement nationaliste aussi puissant qu'en Asie et au Moyen-Orient. Le système de *l'indirect rule* favorise la fragmentation des colonies en plusieurs groupes d'intérêts ou tribus et empêche la formation d'un mouvement nationaliste à l'échelle du territoire, comme celui qui a pu se développer en Inde autour de Gandhi. De plus, les ressources disponibles en Afrique de l'Ouest permettent de répondre aux besoins de matières premières de la métropole. La modernisation de ces économies devient alors une priorité de Londres. Toutefois, dans les colonies d'Afrique de l'Ouest, les autorités coloniales doivent toujours composer avec les élites locales.<sup>422</sup>

La faiblesse de l'État colonial en Afrique subsaharienne apparaît alors comme une limite à la politique interventionniste britannique. Les restrictions budgétaires du trésor et la faible emprise de l'administration sur la production indigène entravent les projets d'industrialisation des colonies et poussent les Britanniques à choisir des réformes pour orienter l'économie de ces régions vers les besoins de la métropole. L'État colonial intervient au niveau de la production (la déforestation, la lutte contre l'érosion et contre les maladies), met en place une structure, les *Marketing Boards*, pour contrôler les prix du marché d'exportation, tente de limiter la consommation locale et instaure une basse générale des salaires. Face à ces

---

*Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, p. 366.

<sup>421</sup> Cf. Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 129-135 ; Darwin, 2009, pp. 540-548.

<sup>422</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 574-576 ; 2009, pp. 612-616 ;

mesures d'austérité, des mouvements de protestation s'organisent, notamment au Ghana en 1948. Ces confrontations ont lieu là où l'augmentation de la production dépend de la coopération avec les acteurs locaux.<sup>423</sup>

Face à l'animosité des populations colonisées d'Afrique subsaharienne, la Grande-Bretagne est contrainte soit d'accorder plus d'autonomie aux acteurs indigènes, soit de prendre des mesures de répression. Dans les deux cas, l'initiative impériale est inopérante en Afrique subsaharienne dès le milieu des années 1950. Le *late-colonialism* crée les conditions favorables à la décolonisation. Malgré l'absence de révolte et la faiblesse des mouvements nationalistes en Afrique de l'Ouest, les autorités coloniales sont incapables de freiner ces derniers et décident de s'aligner sur les élites locales. Selon la métropole, il est encore possible de les éloigner des idées marxistes et de les intégrer dans la sphère d'influence de la Grande-Bretagne et de préserver les relations commerciales.<sup>424</sup>

Le processus d'indépendance des colonies d'Afrique tropicale est encore accéléré par le climat politique international. Le mouvement des non-alignés se rassemble en 1955 à Bandung, l'ONU devient une plate-forme internationale pour discuter de l'anti-colonialisme et la Grande-Bretagne fait face à la crise de Suez en 1956. Bien qu'elle ne soit pas le détonateur des indépendances au sein de l'Empire britannique, la crise de Suez marque néanmoins la perte d'influence de la Grande-Bretagne sur la scène internationale et scelle la fin du soutien des États-Unis à sa politique étrangère. À partir de 1956, la Grande-Bretagne n'est plus une grande puissance avec un empire, et amorce sa transformation en puissance régionale.<sup>425</sup>

En quinze années, son empire s'écroule. La rapidité de cette évolution surprend les autorités britanniques. En Afrique de l'Ouest, elles tentent d'accompagner le processus d'indépendance. Londres accepte ainsi le transfert de pouvoir de la Gold Coast et du Nigéria dès 1955, tout en misant sur leur entrée rapide dans le Commonwealth et leur maintien dans la zone Sterling. La croissance de la

---

<sup>423</sup> Cf. Austin, Gareth, Frankema, Ewout et Jerven, Morten, «Patterns of Manufacturing Growth in Sub-Saharan Africa: From Colonization to the Present», in: O'Rourke, Kevin Hjortshøj et Williamson, Jeffrey Gale (eds.), *The Spread of Modern Industry to the Periphery since 1871*, Oxford: Oxford University Press, 2017, p. 354 ; Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 100-104 ; Darwin, 2009, pp. 558-560 ; Darwin, 2020 [2007], pp. 575-578 ; Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 627-632.

<sup>424</sup> Cf. Darwin, 2009, pp. 566-569 ; Tomlinson, 1999, pp. 365-366 ; Louis, 1999b, pp. 347-349.

<sup>425</sup> Cf. Darwin, 2009 , pp. 605-609 ; Louis, Wm. Roger, *Ends of British Imperialism: the Scramble for Empire, Suez and Decolonization*, London: I. B. Tauris, 2006, pp. 589-608 ; Darwin, John, *Britain and Decolonisation: the Retreat from Empire in the Post-War World*, Basingstoke: Macmillan, 1988 , p. 222 ; Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 635-640.

consommation sur ces marchés pousse également les sociétés commerciales à y développer leurs activités manufacturières.<sup>426</sup> Finalement, Londres s'active pour s'assurer de la formation d'un État stable avec un haut degré de cohésion.<sup>427</sup>

Les conséquences de la décolonisation sont profondes. L'explosion du nombre d'États souverains donne plus de poids aux institutions internationales et met fin aux privilèges des Européens dans le Sud global. Les mesures d'expropriation des sociétés occidentales deviennent une réalité et les nouveaux États affirment leur contrôle sur les activités économiques. Le sort des entreprises étrangères dépend alors d'accords passés avec les nouveaux gouvernements.<sup>428</sup>

## 5.2. Vers l'indépendance du Ghana

Le Ghana et le Nigéria sont d'importantes colonies pour la Grande-Bretagne à la fin des années 1940. Bien que surprises par la rapidité des changements politiques et constitutionnels, les autorités impériales n'opposent pas de résistance à leur indépendance. Aussi, ces territoires sont épargnés par les violences accompagnant dans d'autres colonies la phase de décolonisation. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le point de vue de Londres sur ces deux colonies est plutôt positif. La Grande-Bretagne peut se réjouir de la hausse des prix du cacao et de l'absence d'une opposition nationaliste. Les recettes du cacao peuvent financer de nouvelles politiques publiques, notamment en matière d'industrialisation.<sup>429</sup> Cette situation masque cependant d'autres réalités économiques, comme la baisse régulière des exportations de cacao<sup>430</sup> ou les relations difficiles entre l'administration coloniale et les sociétés commerciales, ainsi qu'avec les salariés de la colonie.<sup>431</sup> C'est que le système de production extensif de la culture du cacao montre ses limites et les liens tissés par les

---

<sup>426</sup> Austin, Frankema, Jerven, 2017, p. 354.

<sup>427</sup> Cf. Darwin, 2009, pp. 612-616 ; Cain, Hopkins, 2004 [1993], pp. 637-640.

<sup>428</sup> Cf. Darwin, 2020 [2007], pp. 546-580.

<sup>429</sup> Cf. Darwin, 1988, pp. 174-175 ; Falola, Toyin et Roberts, Andrew D., «West Africa», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 522-523.

<sup>430</sup> Cf. Falola, 1999b, p. 523.

<sup>431</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 56-65 ; Phillips, 1989, pp. 136-155.

sociétés de négoce avec les producteurs africains semblent menacés par les tentatives interventionnistes de l'État colonial dans le contrôle de la production. De plus, les efforts de l'Administration coloniale pour encadrer le marché du travail, notamment dans le secteur du cacao, créent de vives tensions avec la population.

En Afrique de l'Ouest, notamment au Ghana colonial, l'abondance de terre et la rareté de la main-d'œuvre rurale, donne un avantage comparatif aux indigènes, qui optent pour une agriculture de type extensif.<sup>432</sup> C'est un choix qui se justifie jusqu'à un certain point. La mauvaise qualité des sols et leur forte érosion rendent l'intensification de la culture difficile. Les conditions environnementales limitent également le recours aux animaux pour la culture, le transport ou la fumure. Les techniques de culture extensive permettent en revanche aux paysans africains de tirer profit de l'abondance des terres. Bien que les tentatives d'intensification des cultures par les Européens soient systématiquement rejetées par les petits paysans africains, des techniques traditionnelles d'intensification sont tout de même intégrées à la culture du cacao<sup>433</sup>, notamment la déforestation (*forest rent*) et la gestion des cycles naturels des cacaoyers.<sup>434</sup> L'initiative et la maîtrise des techniques de culture des petits paysans africains et le système de l'*indirect rule*, qui encourage la production agricole africaine – notamment par l'absence de taxes aux producteurs et un frein aux investissements étrangers – expliquent la croissance de la production de cacao au cours de la première moitié du XXe siècle.<sup>435</sup>

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'économie cacaoyère fait face à des problèmes de productivité liés aux cycles du cacao et à la faiblesse des techniques de production intensive. Parallèlement, la croissance de la population demande une augmentation de la productivité des cultures vivrières. Mais, contrairement à l'Asie, la révolution verte n'a pas offert une réponse aux enjeux démographique, de même qu'elle n'a pas favorisé la création de conditions favorables à l'industrialisation.<sup>436</sup> En Afrique de l'Ouest, l'essor des activités

---

<sup>432</sup> Cf. Austin, Frankema, Jerven, 2017, p. 347.

<sup>433</sup> Cf. Austin, 2017, pp. 101-107.

<sup>434</sup> Nomment les récoltes biennuelles du cacao et la longue durée de vie des cacaoyers (30 ans), Cf. Ruf, 1995, pp. 249-359.

<sup>435</sup> Cf. Austin, Gareth, «African Rural Capitalism, Cocoa Farming and Economic Growth in Colonial Ghana», in: Falola, Toyin (ed.), *Ghana in Africa and the world : essays in honor of Adu Boahen*, Trenton: Africa World Press, 2003, pp. 437-453 ; Austin, 1996, pp. 154-175.

<sup>436</sup> Cf. Austin, 2017, pp. 104-108.

industrielles reste marginal face au poids de l'agriculture. Dans l'entre-deux-guerres, les intérêts à soutenir le travail de la culture d'exportation du cacao avaient déjà détourné les travailleurs des activités manufacturières. Dans les années 1950, le *Colonial Office* tente cette fois de promouvoir les projets d'industrialisation, mais le trésor britannique et des experts britanniques s'y opposent. De manière surprenante à première vue, les activités manufacturières sont soutenues par les sociétés de négoce, qui souhaitent profiter de la hausse de la consommation<sup>437</sup> et du besoin accru en moyen de transport mécanisé.<sup>438</sup> La diversification de leurs affaires répond aussi à l'évolution du marché du cacao, altéré par l'intervention accrue de l'État dans le système de production à partir de 1945. La distance prise avec l'économie cacaoyère répond aussi à leur perte d'influence dans la politique coloniale britannique.<sup>439</sup>

En Gold Coast, la régulation par l'État colonial du rôle des sociétés de négoce européennes dans l'achat des produits d'exportation auprès des paysans africains remonte déjà à l'entre-deux-guerres. En 1937, un arrangement entre les firmes européennes membres de l'Association of West African Merchants (AWAM), dont fait partie la BHG<sup>440</sup>, pour s'entendre sur le partage de la production de cacao et contrer le rôle des intermédiaires locaux, déclenche une forte opposition des acteurs africains. Ceux-ci dénoncent le poids et les méthodes des sociétés de négoce et s'organisent pour retirer le cacao du marché et boycotter les importations européennes. Sous pression, les autorités britanniques mettent sur pied un groupe d'experts, la commission Nowell, qui proposent la formation d'une association de paysans africains pour vendre le cacao de manière directe, sans intermédiaire. Mais aucune mesure concrète n'est prise avant la Seconde Guerre mondiale.<sup>441</sup> Les treize sociétés de négoce, qui contrôlent 98% du marché

---

<sup>437</sup> Cf. Austin, Frankema, Jerven, 2017, pp. 352-355 ; Phillips, 1989, pp. 151-152.

<sup>438</sup> Cf. Austin, 2017, p. 106 ; Osborn, Emily Lynn, «Containers, Energy and the Anthropocene in West Africa», in: Austin, Gareth (ed.), *Economic Development and Environmental History in the Anthropocene. Perspectives on Asia and Africa*, London ; New York: Bloomsbury Academic, 2017, pp. 89-90 ; Stockwell, 2000, pp. 55-66.

<sup>439</sup> Cf. Fieldhouse, 1994, pp. 335-448, p. 348 ; White, Nicholas J., «The Business and the Politics of Decolonization: The British Experience in the Twentieth Century», *The Economic History Review*, vol. 53, no 3, 2000, pp. 555-558 ; Stockwell, 2000, pp. 55-66.

<sup>440</sup> Cf. Bauer, 1965 [1954], p. 67.

<sup>441</sup> Cf. Alence, Rod, «The 1937-1938 Gold Coast Cocoa Crisis: The Political Economy of Commercial Stalemate», *African Economic History*, no 19, 1990-1991, pp. 77-104 ; Stockwell, 2000, p. 41 ; Bauer, 1965 [1954], pp. 204-210 ; Hopkins, 1973, p. 255.

d'exportation du cacao en 1937, parviennent à renforcer leur place dans l'économie de la colonie à la veille de la Seconde Guerre mondiale.<sup>442</sup>

La guerre mondiale impacte sévèrement l'organisation de l'économie du Ghana colonial. Plusieurs mesures étatiques sont mises en place par les Britanniques pour coordonner la production de guerre de l'Afrique de l'Ouest. Les sociétés de négoce ne sont pas épargnées. Londres décide de réguler le commerce avec l'instauration du contrôle des exportations et des importations et d'un système de licences pour commercialiser les marchandises. Avantagées par ce système, les firmes britanniques ne soutiennent pas la levée des mesures de régulation à la fin de la guerre.<sup>443</sup>

Les restrictions de l'État dans les domaines du transport et des importations sont finalement brièvement levées entre 1948 et 1953. En revanche, dans le secteur des exportations, les firmes n'arrivent pas à éviter la création du *Marketing Board* en 1947. Cet organisme de contrôle des exportations empêche les maisons de commerce de négocier leurs achats de cacao directement avec les producteurs africains. Elles sont contraintes d'obtenir des licences d'exportation auprès du *Marketing Board*, qui régule la production de cacao et fixe les prix du marché.<sup>444</sup> De plus, la concurrence de coopératives africaines soutenues par le *Colonial Office* fragilise encore la position des sociétés de négoce européennes dès les années 1950.<sup>445</sup> Lors de la récolte de cacao de 1956-1957, 34 sociétés achètent l'ensemble de la production de cacao. La BHG n'en commercialise que 0,1% du total. Quant au géant britannique UAC, sa part tombe à 6% de l'ensemble de la production<sup>446</sup>, bien en dessous de ses 38,8% de parts de marché lors de la saison 1949-1950.<sup>447</sup> La mise en place des *Marketing Boards* dans l'après-guerre pousse ainsi les sociétés de négoce hors du commerce du cacao.<sup>448</sup>

---

<sup>442</sup> Cf. Stockwell, 2000, p. 25.

<sup>443</sup> Cf. *ibid.*, p. 55 ; Meredith, David, «The Colonial Office, British Business Interests and the Reform of Cocoa Marketing in West Africa, 1937-1945», *The Journal of African History*, vol. 29, no 2, 1988, pp. 285-300.

<sup>444</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 56-66 ; Bauer, 1965 [1954], pp. 210-227, 263-343.

<sup>445</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 85-90.

<sup>446</sup> NA, CO 1029/174, Memorandum, The Gold Coast Cocoa Marketing Board, 1956-1957 Crop Year.

<sup>447</sup> Bauer, 1965 [1954], p. 220.

<sup>448</sup> Cf. White, 2000, p. 550 ; Alence, Rod, «Colonial Government, Social Conflict and State Involvement in Africa's Open Economies: The Origins of the Ghana Cocoa Marketing Board, 1939-1946», *The Journal of African History*, vol. 42, no 3, 2001, pp. 397-416.

En Afrique de l'Ouest, les intérêts des sociétés commerciales et de Londres semblent diverger. Seule la création de la zone Sterling et du Commonwealth peut être perçue comme une défense indirecte des intérêts des milieux commerçants britanniques par l'État.<sup>449</sup> La position des sociétés de commerce se détériore encore en 1948 lors des *Riots*, des émeutes populaires à Accra. Au cours de ces événements, les populations côtières s'allient avec les paysans du Ghana colonial et se rebellent tant contre le gouvernement colonial que contre les firmes commerciales européennes. Ces dernières sont particulièrement touchées. Le coût des dégâts se monterait à 750'000 livres sterling pour UAC et environ 300'000 livres sterling pour la BHG.<sup>450</sup>

Les *Riots* de 1948 symbolisent la perte d'influence économique et sociale des sociétés de négoce européennes. Elles marquent également les divergences politiques au sein de la population de la colonie et lancent le processus de l'indépendance avec l'entrée en vigueur d'une nouvelle constitution en 1951 et l'avènement de la politique nationaliste de Nkrumah.<sup>451</sup>

Les causes de *Riots* de 1948 sont multiples.<sup>452</sup> L'instauration d'un impôt sur le revenu en 1943 apparaît comme un premier élément. La centralisation politique soutenue par l'État colonial en est un autre, en particulier l'entrée en vigueur d'une nouvelle constitution en 1946. Celle-ci donne un plus grand poids politique aux chefs et aux milieux conservateurs de la région cacaoyère d'Ashanti, au détriment des populations côtières. Ces dernières, en proie à l'urbanisation croissante et au chômage, aspirent au changement. Elles sont également victimes du manque de nourriture<sup>453</sup> et de l'inflation des prix de la consommation, dont sont tenues responsables les sociétés commerciales européennes. Enfin, les mesures drastiques et inefficaces du gouvernement colonial pour combattre la maladie du *swollen pox* dans les cultures de cacao donnent de la consistance au soulèvement populaire, qui s'étend des régions côtières jusqu'à la région Ashanti, le cœur de l'industrie cacaoyère.

---

<sup>449</sup> Cf. White, 2000, p. 559.

<sup>450</sup> Stockwell, 2000, p. 72.

<sup>451</sup> Cf. Falola, Roberts, 1999, p. 524 ; Stockwell, 2000, pp. 68-110.

<sup>452</sup> Cf. White, 2000, pp. 550-551 ; Stockwell, 2000, pp. 69-90 ; Darwin, 1988, pp. 174-181.

<sup>453</sup> Cf. Austin, 2017, pp. 106-107.

À partir des années 1950, la montée du sentiment national, portée par le Convention People's Party (CPP), devient plus visible et s'accompagne de la perte progressive d'influence des sociétés commerciales tant dans la sphère politique que dans le marché des matières premières. En 1951, la réforme constitutionnelle crée la première Assemblée législative africaine et introduit une majorité africaine dans le pouvoir exécutif de la colonie offrant la possibilité de mettre en place des politiques désavantageuses pour le commerce britannique.<sup>454</sup>

Le CPP, fondé par Kwame Nkrumah en 1949, gagne les élections de 1950 et oriente sa campagne autour de l'action positive vers l'autonomie. Nommé Premier ministre en 1951, Nkrumah suscite les intérêts de Londres qui le considère comme le garant d'une unité nationale, si précieuse pour conserver le poids économique de cette région dans le monde du Commonwealth. Les efforts d'africanisation du gouvernement et des sociétés de commerce montrent également le soutien européen au mouvement nationaliste local.<sup>455</sup> Toutefois, à partir de l'indépendance du Ghana en 1957, les idées panafricaines et anti-coloniales de Nkrumah révèlent les distances prises par le leader ghanéen envers l'ancienne métropole. À partir de 1960, la Grande-Bretagne n'a effectivement plus grand chose à offrir à Nkrumah.<sup>456</sup>

Les relations entre Nkrumah et les acteurs de la filière du cacao apparaissent contradictoires. Lors des *Riots* de 1948 et la campagne politique de 1950, le CPP et Nkrumah s'opposent aux réformes rurales du gouvernement colonial et parviennent à lier les intérêts des populations urbaines de la côte avec ceux des paysans de l'intérieur des terres, actifs dans la culture du cacao. En revanche, après l'indépendance, l'opposition au régime politique de Nkrumah est vive et émane en grande partie de la région d'Ashanti. Il faut dire que, contrairement au

---

<sup>454</sup> Cf. *ibid.*, p. 69.

<sup>455</sup> Cf. Stockwell, 2018 ; Stockwell, Sarah, Dimier, Véronique (eds.), *The Business of Development in Post-Colonial Africa*. Cham: Springer International Publishing, 2020 ; Decker, Stephany, *Postcolonial Transition and Global Business History: British Multinational Companies in Ghana and Nigeria*, New York: Routledge, 2022.

<sup>456</sup> Sur l'ascension politique de Kwame Nkrumah, cf. Jansen, Osterhammel, 2017, pp. 103-104 ; Darwin, 1988, pp. 174-179 ; Holland, Robert F., *European Decolonization 1918-1981: an Introductory Survey*, Basingstoke: Macmillan, 1985, pp. 212-220 ; Louis, Wm. Roger, «The Dissolution of the British Empire», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 347-349.

secteur industriel, aucun effort significatif n'est consenti par Nkrumah pour soutenir la culture du cacao.<sup>457</sup>

Au cours des années 1950 et 1960, le gouvernement colonial et le régime de Nkrumah ont tenté d'encourager l'industrialisation de la Gold Coast/Ghana en soutenant la production de produits manufacturés et en investissant dans des infrastructures, notamment le projet du barrage sur la Volta (*Volta River Project*).<sup>458</sup> Les résultats sont toutefois très mitigés.<sup>459</sup> Il apparaît que l'héritage du système de culture extensif du cacao et les enjeux politiques de la décolonisation ou de la Guerre froide entravent les ambitions de mutation économique.

La part de la Grande-Bretagne dans le commerce de l'Afrique de l'Ouest et son influence culturelle fondent rapidement et laissent la place à l'américanisation des anciennes colonies britanniques.<sup>460</sup> Les aides financières offertes par Londres à partir de 1964, bien inférieures à celles des États-Unis, ne changent pas cette nouvelle dynamique. Mais il serait simpliste de penser que les États-Unis héritent des positions britanniques en Afrique subsaharienne. Le déclin de l'influence britannique est une composante de la transformation profonde du système international d'après-guerre. Les nouveaux États d'Afrique ont le pouvoir pour ne pas subir l'influence d'une seule grande puissance.<sup>461</sup>

### **5.3. Les intérêts helvétiques face à la décolonisation**

L'évolution des activités de la BHG dans le commerce du cacao au cours du XXe siècle est marquée par des phases de croissance rapide et des périodes plus difficiles. Si les liens forts de la société commerciale avec la Mission de Bâle lui donnent des avantages pour acheter et commercialiser la production cacaoyère

---

<sup>457</sup> Cf. Austin, 2017, p. 110 ; Falola, Roberts, 1999, pp. 535-536 ; Tomlinson, 1999, p. 367 ; Fieldhouse, David Kenneth, *Black Africa 1945-1980. Economic Decolonization & Arrested Development*, London: Routledge, 2011 [1986], pp. 144-146.

<sup>458</sup> Cf. White, 2000, pp. 558-559. Ce sont finalement les États-Unis qui décrochent le contrat pour la construction du barrage sur la Volta.

<sup>459</sup> Cf. Austin, Frankema, Jerven, 2017, pp. 360-361 ; Killick, Tony, *Development Economics in Action. A Study of Economic Policies in Ghana*, London: Routledge, [2010] 1978.

<sup>460</sup> Cf. Falola, Roberts, 1999, pp. 528-529.

<sup>461</sup> Cf. Darwin, 1988, pp. 298-307.

des indigènes, sa réussite dépend beaucoup du contexte international et de ses relations avec le gouvernement colonial.

Avant la Première Guerre mondiale, la BGH se positionne très tôt sur le marché d'exportation du cacao et parvient à s'adjuger un tiers de la production de la Gold Coast en 1906.<sup>462</sup> Son réseau de magasins étendu à l'intérieur des terres lui permet de tisser des liens de confiance avec les intermédiaires locaux.<sup>463</sup> Mais la séquestration des avoirs des deux sociétés bâloises entre 1918 et 1928 limite significativement le développement des activités de la BHG en Gold Coast.<sup>464</sup> Les dirigeants de la BHG parviennent à reprendre les achats de cacao avec la création de la filiale Union Trading Compagny (UTC) en 1921.<sup>465</sup> Dès les années 1920, la BHG étend ses activités internationales avec la création des filiales Overseas Buyers Ltd à Londres en 1926 et Afram Trading à New York en 1929, ainsi que l'installation de représentations en Allemagne (UTC Hamburg und Remscheid) en 1921 et au Nigéria (UTC Nigeria) en 1931.<sup>466</sup>

Au début du XXe siècle, cinq firmes exportent l'ensemble de la production de cacao de la Gold Coast: Miller Brothers, F. & A. Swanzy, African Association, J. J. Fischer et la BHG.<sup>467</sup> Elles forment ensemble un groupe oligosponique, le *Pool*, qui leur permet de contrôler le marché du cacao jusqu'à la Première Guerre mondiale. En 1906, la BHG commercialise ainsi environ un tiers de la production de cacao.<sup>468</sup> La fusion de plusieurs sociétés de négoce en 1929 crée le géant du commerce United Africa Company (UAC) qui devient alors le plus important exportateur du Ghana colonial. Lors de la grève des producteurs de cacao au cours de la saison 1936-1937, les *cocoa hold-ups*, plusieurs nouvelles sociétés font leur apparition, notamment Cadbury qui devient un acteur important de l'industrie cacaoyère dans l'après-guerre.<sup>469</sup> La BHG et sa filiale UTC parviennent à garder leur indépendance

---

<sup>462</sup> Franc, 2011, p. 345.

<sup>463</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 110-111.

<sup>464</sup> Cf. Humbert, 2015b.

<sup>465</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 125-135 ; Wanner, 1959, pp. 431-437.

<sup>466</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 136-139 ; Wanner, 1959, pp. 438-441.

<sup>467</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 107-111.

<sup>468</sup> Cf. Franc, 2011.

<sup>469</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 23-24.

durant ces années. Le retour de la BHG dans le *Pool* en 1931 marque également une étape importante dans le développement des affaires de la société bâloise.<sup>470</sup>

Les accords passés entre les sociétés de négoce pour contrôler les achats de cacao sont discutés au sein de l'AWAM.<sup>471</sup> Cette association, fondée en 1916, permet également de défendre directement les intérêts des sociétés de négoce auprès du gouvernement colonial. En 1937, les firmes les plus importantes concluent un accord (*Merchandise Agreement*) pour limiter la concurrence des achats de cacao. D'autres *Gentlemen Agreements* avaient déjà été conclus auparavant.<sup>472</sup> Lors de la saison 1936-1937, treize firmes commercialisent 98% de la production totale de cacao. Loin derrière la part de l'UAC (38,6%) et celle de Cadbury (14,8%) ; la part de la BHG se monte à 4,6%.<sup>473</sup> Durant les *cocoa hold-ups* de 1936-1937, les acteurs africains de la branche cacaoyère critiquent fortement cette concentration des firmes commerciales et militent pour la disparition du *Pool*.<sup>474</sup> Comme le mentionne la commission d'enquête sur ces événements : « The Africans' suspicions were crystallized in the fear that the Buying Agreement, or "Pool", would eliminate all competition and establish monopolistic conditions »<sup>475</sup>.

Durant la Seconde Guerre mondiale, le commerce de la BHG avec l'Europe subit de grosses perturbations. Les explorations de cacao à destination de la Suisse se font plus difficile et la BHG doit mandater le groupe français Chabrières de Marseille pour transporter ses marchandises vers l'Europe, comme lors du Premier conflit mondial. Toutefois, le contrôle des exportations instauré par les Britanniques dès le début de la guerre limite le jeu de la concurrence entre les maisons de commerce et la BHG peut se tourner vers le développement de ses filiales à Londres et surtout à New York pour continuer ses affaires.<sup>476</sup>

Il faut cependant attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que le gouvernement colonial décide d'instaurer un organisme de contrôle de la

---

<sup>470</sup> Cf. Franc, 2011, pp. 346-347.

<sup>471</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 24-26.

<sup>472</sup> Cf. Nowell, William, *Report of the Commission on the Marketing of West African Cocoa*, [s.l.]: H.M.S.O., 1938, p. 110 ; Bauer, 1965 [1954], pp. 99-101.

<sup>473</sup> Nowell, 1938, pp. 9-19, 191.

<sup>474</sup> Cf. Ibid, p. 62.

<sup>475</sup> Ibid, p. 121.

<sup>476</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 173-188.

production de cacao. Le *Marketing Board* est alors créé en 1947. Notons que cette année coïncide avec la fin progressive des activités de la BHG dans le commerce du cacao. Le retour aux affaires de la BHG lors des cocoa *hold-ups* des années 1930 est ainsi de courte durée. Les raisons de retrait progressif de la BHG du commerce du cacao sont multiples. Premièrement, le contrôle étatique de la production empêche les sociétés de commerce de négocier directement avec les producteurs africains et limite ainsi les avantages dont dispose la BHG en s'appuyant directement ou indirectement sur le réseau de la Mission de Bâle. Deuxièmement, la concurrence des sociétés de négoce UAC et Cadbury, mais surtout celle des nouvelles coopératives africaines soutenues par l'État, limite les possibilités de croissance de la BHG. L'épidémie du *swollen-shoot*, une maladie virale touchant fortement les plantations de cacao à partir des années 1950, assombrit également les perspectives de croissance. Enfin, les liens unissant le travail des missionnaires et l'achat de cacao se relâchent. À partir des années 1950, la direction bâloise favorise les activités de vente de produits manufacturés et délaisse le commerce de cacao.<sup>477</sup> Lors de la saison 1950-1951, la BHG s'adjuge encore 12% des licences pour l'achat de cacao.<sup>478</sup> Deux ans plus tard, l'arrivée des coopératives africaines bouleverse déjà la répartition des licences, la part de la BHG recule ainsi à 5,3%.<sup>479</sup> Lors de la saison 1956-1957, la BHG ne commercialise que 146 tonnes de cacao, soit 0,1% de la production.<sup>480</sup>

Enfin, les dégâts importants subis par la BHG lors des émeutes de 1948 témoignent de l'hostilité de la population africaine à l'égard des sociétés commerciales européennes. Cet épisode souligne également la détérioration des relations entre les milieux commerçants et l'État colonial, qui s'engage de manière toujours plus marquée dans l'interventionnisme. Cette tendance autoritaire va s'accroître avec le gouvernement de Nkrumah.<sup>481</sup>

Les dégâts provoqués lors des *Riots* de 1948 sont importants et affectent la plupart des sociétés commerciales européennes. Le géant britannique UAC subit de

---

<sup>477</sup> Cf. *ibid.*, pp. 204-207.

<sup>478</sup> NA, CO 852/1149/7, Memorandum, The Gold Coast Cocoa Marketing Board, 1950-1951 Crop Year.

<sup>479</sup> NA, CO 852/1149/9, Memorandum, The Gold Coast Cocoa Marketing Board, 1952-1953 Crop Year.

<sup>480</sup> NA, CO 1029/174, Memorandum, The Gold Coast Cocoa Marketing Board, 1956-1957 Crop Year.

<sup>481</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 68-110.

nombreux dégâts, mais la BHG semble également particulièrement touchée. Selon les estimations initiales relayées par le *Colonial Office*, le coût de ces dégâts se monte à 300'000 livres sterling. Au cours des années suivantes, le gouvernement britannique reçoit de nombreuses demandes de compensation d'Inde, du Liban, de France ou de Grèce.<sup>482</sup> Dans ce contexte, l'ambassade de Suisse défend également les intérêts de la BHG par voie officielle.<sup>483</sup> Les négociations entre la Grande-Bretagne et la Suisse concernant la demande de compensation de la BHG sont difficiles et s'étendent sur neuf années avant qu'un accord soit finalement trouvé.<sup>484</sup>

La prolongation des négociations sur les compensations de la BHG durant une si longue période s'explique surtout par les difficultés des autorités britanniques à définir les organismes responsables de cette affaire.<sup>485</sup> Pour Londres, la responsabilité de compenser financièrement la société suisse incombe au gouvernement colonial de Gold Coast.<sup>486</sup> Mais cette proposition est sèchement refusée par Sir Charles Arden-Clarke, le gouverneur de Gold Coast : « There is no question at all but that Ministers will take the proposal either, at best, as a joke in poor taste or, at worst, as a calculated affront »<sup>487</sup>. Le gouvernement britannique essaie de résoudre cette affaire, solidement défendue<sup>488</sup>, de la manière la plus discrète possible afin de ne pas pousser d'autres firmes étrangères à déposer des demandes similaires.<sup>489</sup> Ce risque est également pris en compte par Sir Charles Arden-Clarke qui craint de devoir faire face à des demandes de compensation de

---

<sup>482</sup> En comparaison, le coût des dégâts subis par UAC est estimé à 750'000 livres sterling, celui de Ollivants à 100'000 livres sterling et ceux de Cadbury sont minimes, cf. Stockwell, 2000, pp. 72-73.

<sup>483</sup> Cf. NA, FO 371/89140, lettre de Henri de Torrenté, membre de la Légation Suisse à Londres au *Foreign Office*, 11 avril 1950, cité dans la lettre de G. P. Young, membre du *Foreign Office* au *Colonial Office*, 9 mai 1950.

<sup>484</sup> Cf. NA, FO 371/130616, lettre de J. J. Tribolet, membre de la Légation de Suisse à Londres à P. F. Hancock, membre du *Foreign Office*, 30 janvier 1957.

<sup>485</sup> Cette vision est également partagée par les autorités helvétiques, cf. NA, FO 371/124407, lettre de L. H. Lamb, ambassadeur de Grande-Bretagne à Berne, à D. A. H. Wright, membre du *Foreign Office*, 11 septembre 1956.

<sup>486</sup> Cf. NA, FO 371/124406, lettre de John Hare, membre du *Colonial Office*, à Sir Charles Arden-Clarke, gouverneur de Gold Coast, 11 avril 1956.

<sup>487</sup> NA FO 371/124406, lettre de Sir Charles Arden-Clarke, gouverneur de Gold Coast à C. G. Eastwood, sous-secrétaire du *Colonial Office*, 17 mai 1956.

<sup>488</sup> Cf. NA, FO 371/124405, Dr. Paul Guggenheim, Opinion addressed to Union Trading Company Ltd. Basle, in the matter of the responsibility of Great Britain under international law for the damage which occurred on the Gold Coast in February 1948, 17 mai 1949 ; Wanner, 1959, pp. 451-452.

<sup>489</sup> Cf. NA, FO 371/118100, lettre de H. G. Darwin, membre du *Foreign Office*, à D. G. Gordon-Smith, membre du *Colonial Office*, 9 août 1955.

l'ordre de plusieurs millions de livres. Selon lui, l'administration coloniale, déjà sous pression avec les coûts générés par ses interventions dans l'économie locale, ne serait pas en mesure d'entrer en matière.<sup>490</sup>

Dans cette affaire, le gouvernement britannique tente d'échapper à une exposition sur la scène de la juridiction internationale en proposant de déléguer la résolution discrète de cette affaire au gouvernement colonial. Cette stratégie permet d'affaiblir la position de la BHG, qui aurait été ainsi contrainte de prendre en compte l'avenir de ses activités locales lors de ses négociations avec l'administration coloniale : « They could also take advantage of the fact that the Union Trading Company would no doubt wish to continue business into the Gold Coast without unduly alienating the authorities and could also comment on any occasions when the Union Trading Company had failed to give the Government all the assistance which might have been given ». <sup>491</sup>

Devant le refus du gouvernement de Gold Coast d'endosser la responsabilité de cette affaire, les autorités britanniques sont contraintes de négocier directement avec la délégation helvétique en octobre 1956. La solution apportée par Londres pour garder cette affaire secrète est d'accepter le montant de la compensation proposée par la BHG, soit 350'000 livres sterling, mais de proposer cette somme sous la forme d'un prêt non remboursable. Cette solution est refusée par la délégation helvétique et les autorités britanniques sont obligées de compenser directement la société bâloise. Ils parviennent toutefois à inclure une clause de confidentialité dans l'accord final et une manière discrète de procéder au versement.<sup>492</sup> Le cas de la BHG reste unique dans la mesure où aucune autre demande de compensation de sociétés commerciales ou de remboursements de frais d'assurance ne trouvera une issue positive à la suite des *Riots* de 1948.<sup>493</sup>

---

<sup>490</sup> Sir Charles Arden-Clarke, gouverneur de Gold Coast le mentionne très clairement : « At the present time, when the fall in the world price of cocoa has already led to the introduction for measures to restrict Government expenditure, a development of this nature might have results of the utmost gravity. To involve the Government in such a commitment when full self-government is about to be attained might do serious harm to the good relations which exist with the United Kingdom Government », NA FO 371/124407, lettre de Sir Charles Arden-Clarke, gouverneur de Gold Coast, à T. Lennox-Boyd, membre du parlement britannique, 2 octobre 1956.

<sup>491</sup> Cf. NA FO 371/124404, Henry G. Darwin, member du *Foreign Office*, Record of a conference with the Law Officers on March 12, 1956, 16 mars 1956.

<sup>492</sup> Cf. NA CO 554/1280, Procès-verbal de la séance entre des délégués de la Confédération suisse et des membres du *Colonial Office*, 14 décembre 1956.

<sup>493</sup> Cf. Stockwell, 2000, pp. 69-79.

Cette affaire montre bien l'évolution des relations entre la société bâloise et les autorités britanniques. Le rôle de la BHG dans l'économie du Ghana colonial a changé. Le transfert de ses activités de l'industrie cacaoyère vers la vente de détails<sup>494</sup> a affaibli sa position dans la politique coloniale de Londres. Le dénouement positif, pour elle, de cette affaire s'explique par les craintes britanniques de créer un précédent dangereux pour la défense des intérêts privés dans ses colonies et la faiblesse de la position du gouvernement local, pris entre les coûts élevés du dirigisme colonial et de la montée du nationalisme ghanéen.

Pour la BHG comme pour les autres groupes étrangers, les *Riots* leur font prendre conscience de la nécessité d'ouvrir les portes la société aux travailleurs africain. Si cette africanisation sert les intérêts de la BHG en lui donnant une meilleure image et en lui facilitant le recrutement pour les succursales au Ghana, il subsiste des résistances culturelles au sein de la BHG.<sup>495</sup>

#### 5.4. Conclusion

L'évolution de l'économie cacaoyère ghanéenne depuis les années 1930 a considérablement influencé la place de la BHG en Gold Coast puis au Ghana. Si elle maintient ses activités jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la concurrence grandissante des maisons de commerce britanniques et françaises, la séparation de la Mission de Bâle et la montée des forces politiques locales se transcrivent par une perte d'influence sur ce territoire. La BHG oriente ainsi ses activités vers les importations de produits manufacturés et soutient une africanisation de ses succursales au Ghana.<sup>496</sup> Mais son centre de gravité se déplace vers le Nigéria, dont la croissance économique offre des opportunités plus intéressantes.<sup>497</sup>

À la suite des dégâts causés par les *Riots* de 1948, la défense des intérêts de la BHG a été activement défendue à Londres par la Confédération. La multiplication des acteurs économiques helvétiques au Ghana colonial et l'augmentation du

---

<sup>494</sup> Cf. Franc, 2008, pp. 195-198.

<sup>495</sup> Cf. *ibid*, pp. 201-204. Notons que nous retrouvons cette politique locale de recrutement dans d'autres groupes helvétiques, comme par exemple avec Nestlé au Japon. Cf. Donzé, 2020b.

<sup>496</sup> Nous retrouvons cette évolution dans d'autres sociétés de commerce actives au Ghana : cf. Fieldhouse, 1994 ; Bonin, 2008 ; Decker, 2022.

<sup>497</sup> Cf. Page, 2006, pp. 52-68.

nombre de Suisses à partir des années 1950 poussent la Suisse à être plus active pour défendre les intérêts de ses ressortissants.<sup>498</sup> La création d'une ambassade à Accra suit cette logique tout en répondant également au besoin d'une représentation étatique pour l'Afrique de l'Ouest. Au début de la phase de décolonisation, la rhétorique de la neutralité, des bons offices, de la tradition humanitaire et de l'absence d'un passé colonial de la Suisse reste toutefois secondaire dans la promotion ou la défense des intérêts helvétiques et la mise en place de la coopération au développement.<sup>499</sup> En Afrique subsaharienne, les relations entre la politique extérieure et les milieux économiques de la Suisse s'affirmeront progressivement, de manière ambivalente toutefois, dès les années 1960.<sup>500</sup>

À l'échelle de la politique coloniale britannique, la trajectoire de la BHG illustre la fin progressive d'un système reposant à la fois sur le rôle économique, social et politique des acteurs africains et sur la liberté laissée aux maisons de commerce européennes. Avec le rôle politique grandissant des élites africaines et les nouvelles influences externes des deux blocs de la Guerre froide, la métropole britannique n'est plus en mesure de promouvoir ses intérêts économiques et mise sur l'assistance technique et la formation des élites africaines pour garder une influence en Afrique de l'Ouest.<sup>501</sup> L'influence de la BHG sur sa politique coloniale s'est estompée.

---

<sup>498</sup> Cf. Humbert, Mathieu, «Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance», *Relations internationales*, vol. 3, no 163, 2015, pp. 63-80 ; Perrenoud, 2002 ; Perrenoud, 2005 ; Lenzin, 1999.

<sup>499</sup> Cf. Humbert, 2015c ; Perrenoud, , 2015.

<sup>500</sup> Cf. Perrenoud, 2010, ; Perrenoud, 2015 ; Page 2006 ; Widmer, 2021, Machia A Rim, 2022.

<sup>501</sup> Cf. Stockwell, 2018 ; Decker, 2022.

## 5.5. Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance

Humbert, Mathieu, «Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance», *Relations internationales*, vol. 3, no 163, 2015, pp. 63-80.

À partir de la fin des années 1950, la décolonisation replace le continent africain au cœur des relations internationales. L'arrivée de nouveaux chefs d'État sur la scène politique entraîne, pour les Occidentaux, un glissement des enjeux économiques, essentiellement basés sur le commerce des matières premières, vers des enjeux politiques, ancrés fermement dans le contexte de la Guerre froide.<sup>502</sup> Des études récentes ont également montré l'importance politique que revêt cette période pour le bloc soviétique.<sup>503</sup> Ces recherches montrent que les leaders africains tels que Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba ou Ahmed Sékou Touré, portés par la vague nationaliste qui les a amenés au pouvoir, optent pour une attitude ambivalente. Ils prennent leurs distances face aux anciennes puissances coloniales et se rapprochent de l'URSS tout en favorisant une politique panafricaine basée sur le neutralisme. Toutefois, les désillusions rencontrées en Guinée sous la présidence de Sékou Touré et la crise du Congo, qui débute en 1960, mettent un frein aux convoitises soviétiques en Afrique noire et permettent, au Congo, l'arrivée au pouvoir de Mobutu Sese Seko qui, lui, met en place un régime pro-occidental et s'attelle à renforcer l'union nationale.<sup>504</sup>

Si ces études récentes ont souligné l'importance de l'Afrique de l'Ouest et du Congo dans l'opposition des deux blocs, le rôle des pays neutres dans ces

---

<sup>502</sup> Sur l'importance politique de la décolonisation pour les États-Unis, également : Muehlenbeck, Philip E., *Betting on the Africans. John F. Kennedy's Courting of African Nationalist Leaders*, New York: Oxford University Press, 2012 ; Kent, John, *America, The UN and Decolonisation. Cold War conflict in the Congo*, Londres ; New York: Routledge, 2010 ; Kolko, Gabriel, *Confronting the Third World. United States Foreign Policy, 1945-1980*, New York: Pantheon Books, 1988, pp. 111-116, 191-202.

<sup>503</sup> Cf. Namikas, Lise, *Battleground Africa. Cold War in the Congo, 1960-1965*, Washington ; Stanford: Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2013 ; Iandolo, Alessandro, « The Rise and Fall of the "Soviet Model of Development" in West Africa, 1957-64 », *Cold War History*, vol. 12, n° 4, 2012, pp. 683-704 ; Mazov, Sergey, *A Distant Front in the Cold War. The USSR in West Africa and the Congo, 1956-1964*, Washington ; Stanford: Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2010.

<sup>504</sup> Cf. Namikas, 2013, pp. 218-222 ; Nzongola-Ntalaja, Georges, *The Congo from Leopold to Kabila. A People's History*, Londres ; New York: Zed Books, 2002, pp. 145-146.

régions, et particulièrement celui de la Suisse, reste encore un sujet marginal dans l'historiographie.<sup>505</sup> Plus précisément, il reste encore à comprendre comment les acteurs publics et privés helvétiques développent et défendent leurs investissements financiers et leurs intérêts commerciaux datant de la période coloniale dans ces régions nouvellement indépendantes. Dans cet article, nous avons choisi de nous focaliser sur les relations de la Suisse avec le Ghana dirigé par Kwame Nkrumah, ainsi qu'avec la République du Congo dès l'arrivée au pouvoir de Mobutu.<sup>506</sup> Ces deux cas nous permettent de montrer quelle est l'attitude des acteurs helvétiques face à ces marchés en pleine mutation et comment ils parviennent à défendre leurs intérêts commerciaux face à la politique socialiste et protectionniste de Nkrumah ainsi que leurs intérêts financiers face à la volonté de Mobutu d'unifier durablement le Congo, alors sous l'influence de l'Occident.

Après un aperçu statistique sur les relations de la Suisse avec ces deux pays, qui nous permettra de mieux évaluer l'importance économique de ces deux partenaires pour les milieux industriels et financiers helvétiques, nous nous focaliserons sur le rôle des acteurs helvétiques par rapport aux nouvelles perspectives économiques qu'offre la décolonisation. En effet, les nouveaux régimes en place au Ghana et au Congo tentent de rompre avec la sphère économique des anciennes puissances coloniales et d'ouvrir ainsi leurs marchés. Malgré ce contexte visiblement propice aux affaires, la deuxième partie montrera que les milieux économiques helvétiques présents au Ghana et au Congo éprouvent également des difficultés à développer, voire simplement à conserver, leurs activités. En effet, les mesures protectionnistes et les menaces de nationalisation proférées par les gouvernements africains assombrissent les attentes optimistes suscitées par la décolonisation.

### **Aperçu statistique des relations avec le Ghana et le Congo**

À partir des années 1950, le Ghana et le Congo suscitent un vif intérêt au sein des milieux économiques helvétiques, attirés par ces marchés prometteurs en tant que fournisseurs de matières premières mais surtout en tant que débouchés pour les

---

<sup>505</sup> Notamment : Birri, 2011, p. 69 ; Perrenoud, 2005.

<sup>506</sup> La République du Congo est appelée République démocratique du Congo à partir de 1965. Pour simplifier, nous utiliserons ci-dessous la dénomination « Congo ».

industries helvétiques. Certes, les relations économiques de la Suisse avec le Ghana et le Congo n'ont pas la même consistance que celles nouées avec ses partenaires traditionnels, et la situation politique de ces deux pays n'offre pas une grande stabilité, mais l'accroissement des flux commerciaux de la Suisse avec ces deux pays entre 1950 et 1970 - également favorisé par l'ouverture commerciale de la Suisse vers de nouveaux partenaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale - souligne le dynamisme de ces deux marchés pour l'économie suisse.

Entre 1950 et 1972, les importations suisses en provenance du Ghana sont ainsi marquées par une croissance moyenne, en valeur réelle, de 31,7 %, très irrégulière toutefois et avec un volume globalement plus faible entre 1957 et 1966, sous Nkrumah. Les importations en provenance du Congo présentent, quant à elles, une croissance moyenne relativement stable autour de 4,8 %.<sup>507</sup> Avec une moyenne de la valeur des importations de 23,3 millions de francs suisses (CHF) pour le Ghana et de 10,7 millions CHF pour le Congo entre 1950 et 1972, ces pays sont, avec le Nigéria, les fournisseurs les plus importants de la Suisse en Afrique subsaharienne, hormis l'Afrique du Sud. Le cacao du Ghana et le cuivre du Congo sont les seuls produits importés qui revêtent une importance considérable en Suisse.<sup>508</sup> Toutefois, le cuivre congolais n'apparaît pas dans les statistiques douanières car il transite par la Belgique. Ceci explique un volume d'exportations beaucoup plus faible et une balance commerciale négative pour le Congo.

Du côté des exportations suisses à destination de ces deux pays, nous constatons également une tendance à la hausse entre 1950 et 1972. Alors qu'elle est assez régulière pour le cas du Ghana avec une croissance moyenne, en valeur réelle, de 21,9 % en passant d'un volume de 1,3 million en 1950 à 21,6 millions CHF en 1970, les exportations à destination du Congo augmentent de 373,5 % entre 1963 et 1971 en passant d'un volume de 10,9 millions à 45,5 millions CHF. Ces deux pays présentent ainsi un potentiel attractif pour les industries helvétiques dont les produits fabriqués occupent une part très importante des flux commerciaux.<sup>509</sup> Ils

---

<sup>507</sup> Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse*, Berne, 1950-1970. Les pourcentages sont calculés en francs suisses constants de 1960, déflatés à l'aide de l'indice des prix de gros.

<sup>508</sup> Entre 1950 et 1972, le Ghana fournit en moyenne 51,5 % des importations totales de la Suisse de fèves de cacao et on peut prudemment estimer qu'en moyenne, environ 20 % du cuivre importés en Suisse provient du Congo en passant par la Belgique : Direction générale des douanes, *ibid.*, 1950-1972.

<sup>509</sup> Entre 1950 et 1964, les produits fabriqués occupent en moyenne 88 % des exportations suisses à destination du Congo et 96 % dans le cas du Ghana. Entre 1965 et 1970, Les produits alimentaires et

sont également, avec le Nigéria, les marchés les plus importants de l'Afrique au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud.

---

les matières premières prennent davantage d'importance, les produits fabriqués n'occupant plus qu'environ 30 % des exportations suisses vers chacun des deux pays. Source : *idem*.

Tableau 1

Poids des principaux pays dans le commerce de la Suisse avec l'Afrique subsaharienne (sans l'Afrique du Sud) [%]

	1950		1955		1960		1965		1970	
	Imp.	Exp.								
AEF	5.0	6.5	3.5	5.9						
Cameroun					2.0	1.1	1.4	1.0	1.5	0.8
Congo (Brazzaville)					2.4	1.0	2.1	0.4	1.7	0.5
AOF	7.8	8.7	4.2	7.8						
Côte d'Ivoire					1.7	1.7	3.2	2.1	4.0	2.0
Gabon					1.7	0.6	0.9	0.3	1.2	0.2
Guinée					6.2	0.8	3.0	1.0	4.6	1.9
Sénégal					0.1	1.7	0.2	2.4	0.1	2.3
Afrique occ. brit.	17.4	3.1								
Ghana			23.7	10.0	15.6	14.6	6.0	12.8	10.3	6.9
Gambie							0.0	0.0	2.9	0.1
Afrique ori. brit.	6.0	4.3	12.2	10.6	9.9	12.8				
Kenya							2.0	7.2	3.9	6.8
Ouganda							4.3	3.3	2.5	1.8
Tanzanie							4.9	2.0	3.6	4.1
Rhodésie	1.4	1.5	12.3	6.3	12.0	8.1				
Rhodésie du Sud							9.6	4.8	4.9	2.7
Zambie							11.3	3.1	18.2	4.6
Congo (Léopoldville)	23.3	34.3	11.7	31.3	6.4	13.0	3.8	10.6	1.1	12.2
Ethiopie	8.8	1.6	4.5	2.4	1.4	2.3	1.5	2.9	1.1	3.3
Mozambique	2.9	8.0	0.3	2.7	1.6	5.1	1.0	3.3	0.0	4.0
Nigeria	2.0	3.9	9.3	8.2	25.2	16.3	28.1	18.5	19.6	19.4
Soudan	7.7	0.2	2.1	3.7	3.9	4.8	4.4	5.7	3.0	5.9
Total	82.4	72.1	95.5	88.9	90.3	83.9	87.7	81.2	81.4	79.3

Sources : Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse*, Berne, années ?

Toutefois, l'augmentation des flux commerciaux décrite ci-dessus ne coïncide pas avec un renforcement significatif de la position de la Suisse dans le commerce du Ghana et du Congo. La part de la Suisse dans les importations totales du Ghana et du Congo entre 1960 et 1972 n'augmente ainsi que de 0,7 % à 1,3 % pour le Ghana et de 1,2 % à 2 % pour le Congo, ce qui place la Suisse largement derrière les anciennes puissances coloniales.<sup>510</sup> Mais si, dans le contexte de la décolonisation, les exportateurs suisses semblent profiter du recul des anciennes métropoles, les principaux bénéficiaires en sont les pays soviétiques, comme c'est le cas pour le Ghana sous Nkrumah, et les États-Unis<sup>511</sup>.

Tableau 2

Poids de quelques pays dans les importations totales du Congo [%]

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Belgique-Luxembourg	31.1	27.6	24.6	24.5	27.7	35.7	33.2	33.8	31.9	24.7	23.6	24.5
Grande Bretagne	8.7	9.0	8.8	5.4	3.6	4.6	3.9	3.2	4.6	5.4	6.2	7.3
Rép. féd. Allemagne	10.0	9.4	7.7	5.6	6.6	6.7	5.6	5.5	5.7	8.9	10.0	10.4
Suède	0.8	0.7	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.7	0.9	1.1
Suisse	1.5	1.2	1.2	1.1	0.8	0.9	0.8	2.0	1.7	1.9	1.9	2.0
Tchécoslovaquie	0.7	0.6	0.2	0.2	0.0	0.1	0.1	0.1	0.3	0.8	0.6	0.3
USA	13.2	14.3	15.3	25.4	31.2	23.8	23.6	21.5	17.9	17.4	12.7	10.7

Sources : Department of Economic Affairs, *Yearbook of International Trade Statistics*, New York, United Nations, 1962-1973.

<sup>510</sup> Department of Economic Affairs, *Yearbook of International Trade Statistics*, New York, United Nations, 1962-1973. Voir également les données collectées dans les tableaux n° 2 et n° 3.

<sup>511</sup> Nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer des données sur le commerce entre l'URSS et le Congo.

Tableau 3

Poids de quelques pays dans les importations totales du Ghana [%]

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Grande Bretagne	34.0	36.7	36.8	33.9	32.8	27.4	25.9	28.8	30.2	27.6	26.8	23.6
Rép. féd. Allemagne	7.4	10.8	7.7	5.9	10.3	10.7	9.3	7.4	9.4	11.5	10.7	10.6
Suède	0.3	0.5	0.6	0.6	0.8	0.6	0.4	0.4	0.9	0.7	0.5	0.5
Suisse	0.7	0.8	0.8	1.1	0.3	0.5	0.9	0.5	0.8	1.1	1.2	1.3
Tchécoslovaquie	1.2	1.3	1.1	1.2	2.4	3.1	3.4	1.5	1.1	1.2	1.0	0.8
URSS	0.0	0.4	1.6	1.5	2.5	4.9	6.7	5.8	3.4	2.3	3.7	3.8
USA	4.7	5.7	7.0	7.9	6.4	8.9	8.8	16.8	16.8	19.1	18.4	18.1

Sources : Department of Economic Affairs, *Yearbook of International Trade Statistics*, New York, United Nations, 1962-1973.

Concernant les relations financières de la Suisse, nous pouvons avancer avec prudence qu'en 1963, les investissements helvétiques directs et indirects au Congo se montent à environ 15 millions francs suisses.<sup>512</sup> Un montant nettement plus faible que celui des investissements directs suisses au Ghana qui se situerait entre 50 et 100 millions francs suisses.<sup>513</sup> Ce montant ne prend toutefois pas en compte l'émission en Suisse de quatre emprunts du Congo belge de 60 millions CHF chacun.<sup>514</sup> Ainsi, entre 1945 et 1956, 937,5 millions sont-ils investis dans les pays d'outre-mer par le biais des emprunts dont 351,5 millions en Afrique du Sud et 240 millions au Congo belge, ce qui le place en 5<sup>e</sup> position parmi les destinations des capitaux suisses dans l'après-guerre.<sup>515</sup> Compte tenu des difficultés d'accès aux données, il est difficile de suivre l'évolution de ces chiffres.

Au vu de cet aperçu, nous pouvons souligner que les relations économiques de la Suisse avec le Ghana et le Congo présentent certaines similitudes. En premier lieu, l'augmentation des flux commerciaux de la Suisse avec ces deux pays dénote un intérêt plus marqué pour l'Afrique subsaharienne. Deuxièmement, la structure

<sup>512</sup> AFS, E 2100 (E) 1978/84 4486, notice du Département politique fédéral (DPF), 4 septembre 1963.

<sup>513</sup> Cf. Stopper, Edwin, « Problèmes politiques et économiques en rapport avec l'Afrique occidentale », *Revue économique et sociale*, numéro spécial, septembre 1960, p. 121.

<sup>514</sup> AFS, E 6100 (B) 1972/96, vol. 21, *Prospectus sur les emprunts du consortium de banques suisses au Congo belge*, 14 octobre 1950, 25 janvier 1952, 2 novembre 1953 et 14 mai 1956. Également : Kaufmann, 1994, pp. 84-92.

<sup>515</sup> *Ibid.*, p. 88.

des importations suisses est dominée par les matières premières qui représentent la part principale des flux commerciaux tout au long de notre période d'étude. Enfin, la structure des exportations suisses, alors fondée sur les produits fabriqués, s'oriente, à partir de 1965, vers les produits alimentaires. La fin du régime de Nkrumah et le début de l'ère Mobutu ainsi que la réorientation commerciale du Ghana et, dans une moindre mesure, celle du Congo vers les produits fabriqués américains peuvent certainement expliquer ce changement.

### **De nouvelles perspectives économiques**

Lors de l'indépendance du Ghana en 1957 et du Congo en 1960, les rapports de force en place durant la période coloniale sont redéfinis et les gouvernements fraîchement constitués adoptent une nouvelle vision politique et économique qui s'articule autour d'une industrialisation rapide du pays et de l'accession à une plus grande indépendance économique.<sup>516</sup> Pour les milieux économiques helvétiques, ces États postcoloniaux laissent entrevoir de nouvelles opportunités pour les affaires, grâce notamment aux différents projets d'industrialisation qui nécessitent une participation étrangère pour l'appareillage, la construction ou encore leur financement. La reconnaissance de ces États par la Confédération se fait ainsi sans attendre. Dans cette partie, nous nous intéressons aux contacts tissés par les acteurs helvétiques pour profiter de cette nouvelle situation politique et économique, d'abord avec le Ghana et ensuite avec le Congo.

La Suisse n'hésite pas à se faire représenter lors des festivités organisées le 6 mars 1957 pour l'indépendance du Ghana et dépêche Edwin Stopper, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, pour accompagner le consul Édouard Brügger déjà sur place. À peine quelques jours plus tard, le 11 mars, un protocole est signé entre la Suisse et le Ghana.<sup>517</sup> Il garantit notamment que le gouvernement ghanéen soutient l'économie privée et les relations commerciales extérieures. Trois années plus tard, Edwin Stopper retourne au Ghana lors d'un voyage en Afrique de l'Ouest et souligne de nouveau les perspectives économiques intéressantes qu'offre ce pays pour les industries suisses. Il mentionne, à ce titre, que le Ghana est le pays d'Afrique noire qui entretient avec

---

<sup>516</sup> Pour une vue d'ensemble des conséquences économiques de la décolonisation en Afrique subsaharienne : cf. Austen, 1987, pp. 224s.

<sup>517</sup> Cf. Page, 2006, pp. 30-33.

la Suisse les relations économiques les plus étroites, à l'exception du Congo. Il recommande ainsi une participation plus active au marché ghanéen.<sup>518</sup> Autre signe significatif de l'intérêt de la Suisse pour le Ghana, le consulat suisse est transformé en ambassade en 1960 et devient un point central pour la représentation des intérêts helvétiques en Afrique de l'Ouest.<sup>519</sup>

Parallèlement à l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la représentation helvétique au Ghana joue un rôle de relais entre les projets industriels ghanéens et les milieux économiques helvétiques. Le projet de barrage sur la Volta, dont les bases ont été posées par les Britanniques au début des années 1950, en constitue un bon exemple.<sup>520</sup> Il suscite en effet l'intérêt des milieux industriels helvétiques dès son lancement tandis que le gouvernement helvétique s'emploie à mettre en contact les acteurs privés et publics. En octobre 1961, alors qu'un financement américain semble assuré, un appel d'offre est lancé concernant la partie électrique du barrage. Du côté suisse, le principal intéressé est Brown, Boveri et C<sup>ie</sup> dont l'offre, pas assez compétitive pour rivaliser avec l'offre américaine subventionnée par son gouvernement, se montait à 130 millions francs suisses au nom du Volta River European Hydro Electric Consortium. Les négociations pour réaliser cette opération ambitieuse, dont le financement est au cœur des enjeux de la Guerre froide en Afrique subsaharienne, se déroulent dans un climat très tendu, notamment après le voyage de Nkrumah dans les pays de l'Est au cours de l'été 1961, qui semble indiquer un rapprochement du gouvernement ghanéen avec l'Union soviétique. À ce sujet, l'ambassadeur de Suisse à Accra, René Keller, précise :

« Une atmosphère de doute planait sur la réunion. L'orientation à l'extrême gauche que le président Nkrumah a imprimée à sa politique depuis son retour des pays de l'Est inquiète d'une façon générale. D'autre part, le gouvernement des États-Unis hésite à donner sa garantie. [...] Pour ma part, j'estime que l'Occident ne devrait pas céder à ce type de chantage. Le Président Nkrumah est en train de se compromettre avec l'Est à un point tel que politiquement la construction du barrage

---

<sup>518</sup> Cf. Stopper, 1960.

<sup>519</sup> L'ambassade suisse à Accra est également compétente pour les pays suivants : Togo, Liberia, Guinée, Mali et Sierra Leone. *Dictionnaire historique de la Suisse*, article « Ghana ». <http://www.hls-dhs-dss.ch/>

<sup>520</sup> Sur le Volta River Project : cf. Muehlenbeck, 2012, pp. 73-96 ; Mazov, 2010, pp. 137-142.

apparaît assez secondaire ». <sup>521</sup>

Les États-Unis ne reculent finalement pas et le gouvernement ghanéen signe le contrat pour l'imposant projet le 22 janvier 1962 avec le groupe américain VALCO. Mentionnons encore qu'une grande banque suisse, la Société de banque suisse (SBS), se joint à l'opération en proposant un accord monétaire garantissant la convertibilité des monnaies lors des futures travaux<sup>522</sup> et qu'Alfred Lang, la seconde plus grande entreprise suisse présente au Ghana, est chargée de la construction des baraquements des ouvriers.<sup>523</sup>

Bien qu'il soit très difficile d'obtenir des informations sur des projets concrets du fait du silence des archives, plusieurs exemples témoignent de contacts intenses entre les milieux financiers helvétiques et les autorités ghanéennes. Ainsi, dans le cadre du plan de développement de 7 ans mis en place par Nkrumah en 1964, le gouvernement ghanéen souhaite-t-il se procurer des fonds en marge des institutions financières internationales. L'idée est d'ouvrir des négociations avec plusieurs États. Dans cette optique, il est prévu que la Suisse s'engage à mettre à disposition 55 millions de livres sur les 1306,2 millions que le gouvernement ghanéen souhaite lever auprès de tous les pays contactés.<sup>524</sup> Cette opération financière menée de manière bilatérale avec la Suisse n'aboutit finalement pas, en raison des craintes qu'inspire au milieu bancaire suisse la situation politique du Ghana.<sup>525</sup> L'année suivante, un nouveau rapprochement a lieu par le biais du gouverneur de la Banque du Ghana qui fait alors une visite en Suisse pour discuter de la possibilité d'obtenir un financement avec des représentants du milieu bancaire. Selon le nouvel ambassadeur de Suisse à Accra, Guy de Keller, les discussions portent cette fois sur un crédit de 30 millions de livres contracté auprès de la société russe basée en Suisse Coficomex, l'Union de banques suisses (UBS) à Genève et la Banque pour le commerce international à Bâle ; il s'effectuerait

---

<sup>521</sup> AFS, E 2200.72-01 1975/80 111, lettre de René Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 4 octobre 1961.

<sup>522</sup> AFS, E 2200.72-01 1975/80 111, lettres du chargé d'affaires suisse à Accra à la Division du commerce, 26 janvier 1962, 2 février 1962.

<sup>523</sup> PRAAD, RG 17/2/496, The River Volta Project, p. 8.

<sup>524</sup> Il s'agit de la plus petite part derrière l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France, la Belgique, le Canada, l'Italie et le Japon : AFS, E 2001 (E) 1978/84 3139, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 19 mars 1963.

<sup>525</sup> AFS, E 2001 (E) 1978/84 3139, note du Département politique, 11 mars 1961.

contre des livraisons de cacao.<sup>526</sup> Cet accord, finalement revu à la baisse, est conclu dès la fin de l'année 1965.<sup>527</sup>

Le point de vue de l'ambassade de Suisse au Ghana ainsi que celui des différentes entreprises helvétiques nous indique que les acteurs suisses ont confiance dans le potentiel économique de ce pays, du moins jusqu'en 1961, lors du voyage de Nkrumah dans les pays de l'Est. Nonobstant ce changement d'attitude, les milieux industriels ne semblent pas souffrir des orientations politiques du président ghanéen comme c'est le cas des intérêts britanniques dont les flux commerciaux subissent une forte baisse dès 1961. À titre d'exemple, Alfred Lang parvient à décrocher des contrats de construction liés à des projets d'industrialisation attribués à des pays de l'Est.<sup>528</sup> Comme le mentionne Edwin Stopper après son voyage en 1960, les milieux économiques helvétiques peuvent être optimistes durant ces premières années d'indépendance :

« La forte présence et l'excellente réputation de la Suisse, de ses citoyens et de son industrie sont autant de garanties pour notre participation active au développement du pays. N'oublions pas qu'au Ghana nous ne sommes la victime d'aucune mesure de discrimination et que l'importation de nos produits est pratiquement libre. Il est vrai que l'ancienne métropole conserve sa position dominante, ne serait-ce que par la présence des conseillers britanniques; mais il n'en reste pas moins que le Ghana a également une tendance à tenir davantage compte d'autres pays, afin d'acquérir, sur le plan économique aussi, une plus grande indépendance ».<sup>529</sup>

Toutefois, comme le montre le projet Volta, les milieux helvétiques restent méfiants face au rapprochement de Nkrumah avec Moscou. De plus, comme nous le verrons ci-dessous, les perspectives économiques du Ghana sont obscurcies par une mauvaise conjoncture qui entrave le développement des affaires dès le début des années 1960.

---

<sup>526</sup> *Ibid.*, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 10 juin 1965.

<sup>527</sup> AFS, E 2200.72-01 1979/75 8, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 26 novembre 1965.

<sup>528</sup> AFS, E 2200.72-01 1979/75 112, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 12 août 1964.

<sup>529</sup> Cf. Stopper, 1960, pp. 121.

Comme pour le Ghana, les autorités suisses décident de reconnaître le Congo dès son indépendance et envoient Edwin Stopper pour assister aux festivités qui accompagnent celle-ci.<sup>530</sup> Le risque de voir ce pays basculer sous un régime communiste ne modifie pas le point de vue de Stopper qui milite pour une forte présence européenne au Congo. Autre similarité avec le cas du Ghana, le consulat de Suisse est élevé au rang d'ambassade en 1962.

Entre 1960 et 1963, le Congo est le terrain d'une crise majeure de la Guerre froide qui, parallèlement à l'opposition entre les deux blocs, oblige la sphère politique à composer avec l'intervention sur place de l'ONU et avec la sécession de la riche région du Katanga, alors soutenue par la Belgique. L'assassinat de Lumumba en 1961, alors le principal atout de l'URSS au Congo, ouvre la voie à une influence occidentale au Congo qui se concrétisa avec la prise de pouvoir de Mobutu en 1965. Au cours de cette période, la Suisse adopte une position ambiguë en soutenant les deux entités antagonistes : d'une part, elle soutient la politique de l'ONU et se lie aux pays occidentaux dans leur mission de stabilisation du Congo et, d'autre part, préoccupée par ses intérêts économiques, elle soutient le mouvement sécessionniste au Katanga.<sup>531</sup>

Les contacts entre les gouvernements congolais et helvétique sont cependant maintenus, et cela malgré les entraves résultant de cette crise politique. Ainsi, en 1963, profitant d'une brève amélioration de la situation intérieure<sup>532</sup>, le Premier ministre congolais, Cyrille Adoula, exprime-t-il le désir de voir des investissements affluer dans son pays, et notamment depuis la Suisse, en contrepartie de garanties du gouvernement congolais sur les investissements. Du côté helvétique, les importants intérêts suisses au Congo nécessitent la conclusion d'un accord de commerce et de protection des investissements sur le modèle de ceux établis entre la Confédération et d'autres pays africains<sup>533</sup>, ainsi qu'un accord aérien.<sup>534</sup>

---

<sup>530</sup> Cf. Birri, 2011, p. 69.

<sup>531</sup> Ibid., p. 78.

<sup>532</sup> Sur le contexte de l'été 1963 au Congo : cf. Namikas, 2013, pp. 181-186.

<sup>533</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, lettre de Pierre Micheli, secrétaire général du DPF, à la Division du commerce, 2 août 1963. La Confédération conclut des accords similaires avec la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal, le Cameroun et le Congo-Brazzaville. Cf. Zacek, Thomas, « Die Förderung privater Direktinvestitionen. Die ersten bilateralen Abkommen über den Schutz und die Förderung von Kapitalinvestitionen mit Tunesien, Niger und Guinea », *Studien und Quellen*, 1993, n° 19, pp. 335-349.

<sup>534</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, lettre d'Arturo Marcionelli, ambassadeur de Suisse au Congo, à la Division des affaires politiques, 18 juillet 1963.

Cet élément pourrait expliquer que la Suisse soit le premier pays à répondre à la proposition du gouvernement congolais.<sup>535</sup> Arturo Marcionelli, l'ambassadeur de Suisse sur place, souligne également les avantages qu'y trouve Léopoldville :

« Tout se passe comme si le Chef du Gouvernement congolais s'efforçait de faire assaut de charme afin de susciter de la sympathie pour son pays de la part d'États respectés sur le plan international. En prenant cette initiative, M. Tschombé [le nouveau premier ministre congolais] pourrait bien aussi avoir comme autre objectif le renforcement de son prestige intérieur et extérieur en cherchant à obtenir de la sorte une caution indirecte pour sa politique en général ». <sup>536</sup>

On peut avancer que la réputation de la Suisse sur le plan international mais également sa capacité à faire crédit représentent ici des atouts au sortir de cette crise de la Guerre froide. Cependant, tout comme Marcionelli, les milieux bancaires suisses restent partagés quant aux projets d'investissements au Congo. En effet, alors qu'un administrateur de la société suisse d'investissement, Rentimo, est chargé par plusieurs établissements bancaires helvétiques de s'enquérir des possibilités de placement de capitaux suisses au Congo, la SBS mentionne clairement qu'elle n'est « pas intéressée à des investissements au Congo qui impliqueraient des risques politiques et économiques bien trop élevés pour des placements de capitaux suisses ». <sup>537</sup>

Au sortir de la crise congolaise, la stabilité politique et économique est néanmoins renforcée par l'annonce, le 6 février 1965, qu'une solution a été trouvée au contentieux belgo-congolais relatif à la dette publique et au portefeuille de la Colonie du Congo belge.<sup>538</sup> Notons à ce propos que les quatre emprunts congolais placés en Suisse entre 1950 et 1956 restent garantis par la Belgique et ne figurent donc plus dans la dette congolaise.<sup>539</sup> Malgré ces nouvelles encourageantes, les discussions concernant l'accord commercial entre la Suisse et le Congo ne

---

<sup>535</sup> AFS, E 2001 1978/84 4486, lettre du secrétaire de l'ambassade de Suisse à Léopoldville à la Division des affaires politiques, 21 décembre 1964.

<sup>536</sup> Ibid., lettre d'Arturo Marcionelli, ambassadeur de Suisse à Léopoldville, à la Division du commerce, 14 décembre 1964.

<sup>537</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, lettres de la SBS au DPF, 8 février 1964, et du DPF à la SBS, 30 janvier 1964.

<sup>538</sup> Cf. Vanthemsche, Guy, *La Belgique et le Congo. Empreintes d'une colonie 1885-1980*, Bruxelles: Éd. Complexe, « Nouvelle Histoire de Belgique », vol. IV, 2007, p. 234.

<sup>539</sup> Archives de l'Association suisse des banquiers (ci-après : AASB), circulaire de l'Association suisse des banquiers, 16 septembre 1965.

progressent pas durant ces premiers mois et ne reprennent qu'après le deuxième coup d'État de Mobutu, le 24 novembre 1965.

L'arrivée au pouvoir de Mobutu en 1965 est, selon l'ambassadeur suisse Marcionelli, bien accueillie par la population blanche du Congo, alarmée par le virage à gauche imprimé par son prédécesseur, Joseph Kasa-Vubu. Marcionelli partage à ce sujet le point de vue des États-Unis et considère que seul Mobutu semble capable d'apporter la stabilité politique au Congo.<sup>540</sup> L'influence dominante que Washington a gagnée au Congo engendre un climat favorable pour les intérêts helvétiques et, comme nous l'avons mentionné, la croissance économique du pays au cours des premières années de pouvoir de Mobutu va permettre aux transactions commerciales avec la Suisse de se développer fortement jusqu'au début des années 1970. Mais cette conjoncture favorable au développement des affaires cache également des écueils importants pour les acteurs helvétiques, notamment dans le domaine financier.

### **La défense des intérêts helvétiques**

Au cours des années 1960, la période de détente de la Guerre froide qui fait suite à la crise des missiles de Cuba, les revers subis par la politique soviétique en Afrique de l'Ouest et au Congo, la montée en puissance du nationalisme incarné par Nkrumah et Mobutu, leur positionnement politique face aux acteurs de la Guerre froide ainsi que les interventions étatiques dans l'économie engendrent une situation très confuse que les acteurs helvétiques peinent à analyser et qui les place sur la défensive. Dans cette partie, nous présentons les stratégies adoptées par la Confédération et les milieux économiques pour défendre leurs intérêts, d'abord dans le cas du Ghana, puis dans celui du Congo.

Au fil des premières années d'indépendance où le Ghana est en proie à des difficultés économiques, le gouvernement se dote de mesures protectionnistes - notamment un système de contingentement et de licences d'importation ainsi qu'un contrôle des paiements - qui engendrent des restrictions dans les transferts de capitaux.<sup>541</sup> Les mesures de nationalisation ne sont pas au cœur de la politique

---

<sup>540</sup> AFS, E 2300 1000/716 426, rapport politique d'Arturo Marcionelli, ambassadeur de Suisse à Léopoldville, n° 7, 26 novembre 1965. Aussi : Namikas, 2013, p. 220.

<sup>541</sup> Cf. Fieldhouse, 2011, pp. 139-140 ; Killick, 1978, p. 83.

menée par Nkrumah, mais cette menace pèse également sur le secteur privé qui se trouve aux mains des étrangers.<sup>542</sup>

En effet, dès l'automne 1960, divers propos tenus au Ghana suscitent des craintes de nationalisation. Bien que Nkrumah ait démenti ces rumeurs, ce risque retient l'attention de la représentation suisse au Ghana et l'ambassadeur sur place, René Keller, souligne la tendance générale du gouvernement à s'orienter vers « un régime autoritaire tracé par Moscou ». <sup>543</sup> Ces risques conduisent la Confédération à élaborer une stratégie de défense qui repose sur la signature d'un accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique. Des propositions similaires sont d'ailleurs envisagées avec la Guinée, le Mali et le Libéria.<sup>544</sup> Mais cet accord, qui devait notamment déterminer des compensations pour les nationalisations et le règlement des transferts financiers en plus de garanties commerciales, n'aboutit pas. En effet, l'absence de discriminations contre les exportations en provenance de la Suisse le rend pour le moment inutile.<sup>545</sup> De surcroît, le gouvernement du Ghana reconnaît l'existence de trois accords conclus entre la Suisse et les autorités coloniales britanniques protégeant les intérêts helvétiques dans le pays contre les nationalisations, notamment le traité d'amitié, de commerce et d'établissement datant de 1856.

La confiance des autorités helvétiques concernant la solidité du dispositif de défense des intérêts économiques helvétiques au Ghana se vérifie pour les investissements suisses - les entreprises helvétiques restent ainsi épargnées par les mesures de nationalisation du gouvernement ghanéen. Mais les flux commerciaux helvétiques sont, dans un premier temps, mis à mal par la politique protectionniste ghanéenne. En effet, l'attribution des licences d'importation par le gouvernement ghanéen préoccupe sérieusement les sociétés de négoce européennes, contraintes d'obtenir, dès 1962, l'autorisation de l'État pour traiter le volume commercial souhaité. De plus, elles font face à des difficultés pour obtenir des paiements sûrs en retour des importations sous licences. Dès la mise en place

---

<sup>542</sup> Cf. Fieldhouse, 1994, pp. 593-607 ; Killick, 1978, pp. 263-298.

<sup>543</sup> Lettre de René Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 12 octobre 1961, citée par Steve Page, 2006, p. 95.

<sup>544</sup> AFS, E 2001 E 1978/84 3139, note de Hess, secrétaire général du DPF, à Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, 7 février 1963.

<sup>545</sup> AFS, E 2001 E 1978/84 3139, lettre de Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 26 septembre 1963.

de ce système, la société suisse Union Trading Company (UTC) n'obtient que le tiers des licences d'importation initialement demandées.<sup>546</sup>

L'attribution de ces licences commerciales dépend de plusieurs facteurs. Dans un premier temps, l'orientation politique des pays exportateurs joue un rôle déterminant. Ainsi, entre 1961 et fin 1964, la part du commerce ghanéen avec les pays communistes passe de 5 % à 13,8 %.<sup>547</sup> Dans un second temps, le solde de la balance commerciale entre le Ghana et les pays exportateurs influence le nombre de licences octroyées. Enfin, compte tenu des difficultés monétaires du pays, la capacité des sociétés de négoce à faire crédit constitue un atout important.<sup>548</sup> Bien entendu, ces mesures ne concernent pas les sociétés étatiques qui bénéficient ici d'un avantage concurrentiel<sup>549</sup>. En 1965, l'ambassadeur Guy de Keller constate ainsi que :

« La politique économique ghanéenne obéit à deux principes fondamentaux et complémentaires : intensification des échanges avec les pays du bloc sino-soviétique d'une part et développement du secteur socialiste d'autre part. [...] C'est ainsi que le système de délivrance des licences d'importation s'accroît toujours plus ». <sup>550</sup>

De la même manière, il fustige les méthodes d'attribution : « Par ce moyen les autorités ghanéennes peuvent refuser l'octroi de licences aux importateurs qui n'acceptent pas les conditions de paiement à crédit auxquelles ces autorités [Bank of Ghana] subordonnent de façon générale la remise de permis d'importation. »

Les mesures protectionnistes de Nkrumah apparaissent comme un frein au développement des relations économiques avec les pays du bloc occidental tandis que les partenaires commerciaux de l'Est tirent leur épingle du jeu. Le cas de la Suisse est plus contrasté. Si les activités de l'UTC souffrent des mesures protectionnistes dans un premier temps, d'autres firmes, comme Alfred Lang,

---

<sup>546</sup> Cf. Steve Page, 2006, p 91.

<sup>547</sup> AFS, E 2200.72-01 1979/75 112, lettre de Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à l'Office suisse d'expansion commerciale, 23 novembre 1965. Tony Killick mentionne une augmentation de 4 % en 1959 à 20 % en 1966 : cf. Killick, 1978, p. 273.

<sup>548</sup> Cf. Fieldhouse, 1994, pp. 598-599.

<sup>549</sup> Par exemple, la création de deux entreprises étatiques dans les domaines du textile et des machines en 1965 engendre des difficultés pour les affaires de l'UTC : AFS, E2200.72-01 1979/75 112, lettre du chargé d'affaires de Suisse à Accra à la Division du commerce, 16 juillet 1965.

<sup>550</sup> AFS, E 2001 1878/84 3139, lettre de Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce et à la Division des affaires politiques, 26 février 1965.

parviennent à développer leurs affaires. De même, l'UTC peut finalement faire valoir certains avantages - sa neutralité dans le contexte de la Guerre froide mais surtout sa capacité à faire crédit - qui lui permettent d'obtenir plus facilement des licences d'importation et de gagner des parts de marché au détriment de firmes britanniques, notamment de l'United Africa Company.<sup>551</sup> Comme le mentionne R. Ryser, chargé d'affaires de Suisse à Accra, « notre position était relativement satisfaisante pour ne pas dire privilégiée ».<sup>552</sup>

Venons-en maintenant au cas du Congo. Entre 1960 et 1965, la perception que les milieux économiques et la Confédération ont de la situation politique et économique du Congo varie fortement. Mais comme nous l'avons vu, l'arrivée au pouvoir de Mobutu en novembre 1965 est généralement appréciée par les autorités suisses, de même que par la classe dirigeante belge, notamment en raison des craintes d'un basculement politique du Congo à gauche<sup>553</sup>. Toutefois, ce constat évolue et laisse rapidement la place à un climat de méfiance, comme en témoigne le chargé d'affaires de Suisse au Congo :

« Au train où vont les choses, il est douteux que la relance économique soit réalisable dans l'immédiat, l'orientation politique et les nouvelles mesures fiscales provoquent une forte stagnation momentanée de l'économie et dissuadent pour l'heure toute velléité d'investir au Congo ».<sup>554</sup>

Ce changement d'attitude peut s'expliquer par les mesures prises par Mobutu dès le mois de mai 1966. En effet, il décide de remettre en question le règlement du contentieux belgo-congolais de 1965 et de renforcer massivement la charge fiscale des entreprises.<sup>555</sup> Les investissements suisses dans les différents emprunts congolais ne sont ainsi plus garantis par la Belgique. Mobutu met aussi la viabilité de nombreuses entreprises en danger en édictant une nouvelle directive. Dans la loi du 7 juin 1966, il impose le transfert obligatoire au Congo du siège social des

---

<sup>551</sup> AFS, E 2001 1878/84 3139, lettre de R. Ryser, chargé d'affaires de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 22 août 1962. Aussi : cf. Fieldhouse, 1994, p. 599.

<sup>552</sup> AFS, E 2001 1878/84 3139, lettre de R. Ryser, chargé d'affaires de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 22 août 1962.

<sup>553</sup> Cf. Moreau, Jean-Louis « De la décolonisation à la zaïrianisation. Le sort des capitaux belges au Congo », *Les Cahiers Irice*, vol. 2, n° 6, 2012, p. 72.

<sup>554</sup> AFS, E 2300-01 1973/156 39, rapport de gestion de l'ambassade de Suisse au Congo, n° 3, 28 mai 1966, p. 5.

<sup>555</sup> Cf. Tilly, Pierre, « Sources et développements du contentieux financier belgo-congolais », in: Dumoulin, Michel, Gijss, Anne-Sophie *et al.* (dir.), *Du Congo belge à la République du Congo 1955-1965*, Bruxelles, Bern, Berlin [etc]: Peter Lang, 2012, pp. 147-163 ; Moreau, 2012, p. 73.

sociétés étrangères ayant leur principal siège d'exploitation sur son sol. En cas de refus, ces entreprises doivent cesser leurs activités congolaises. Par ces mesures, Mobutu souhaite jouer un rôle plus important dans le domaine économique et parvenir à renforcer l'unité nationale du pays.

La conclusion d'un accord de commerce de protection des investissements et de coopération technique, discuté à nouveau depuis novembre 1965, apparaît donc de plus en plus urgente. En dépit de cette volonté, les démarches essuient un nouvel échec en été 1966. Pour l'administration fédérale, la raison de ce revirement serait liée aux grandes mesures prises par Mobutu au même moment, notamment la liquidation de la Société internationale forestière et minière du Congo, la Forminière<sup>556</sup>, en juillet 1966, et la nationalisation de l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK).<sup>557</sup>

Le conflit opposant Mobutu à l'UMHK revêt une dimension économique et politique.<sup>558</sup> Cette société géante, toujours dirigée depuis Bruxelles, occupe une place prépondérante dans l'économie congolaise en apportant la moitié des recettes de l'État en 1965. Fondée en 1906, elle est en effet spécialisée dans l'exploitation minière du cuivre, du cobalt, du zinc, du cadmium, des métaux précieux et reste un important producteur d'uranium jusqu'en 1960. À la fin de l'année 1965, l'État congolais est l'actionnaire principal de l'UMHK (17,95 %). Les trois autres actionnaires de poids sont la société britannique Tanganyika Concessions Ltd (14,47 %), la Compagnie Financière du Katanga (8,95 %) ainsi que la Société Générale (4,64 %).<sup>559</sup> La participation helvétique au capital de l'UMHK est également importante. Une enquête menée par l'Association suisse des banquiers (ASB) indique que les banques helvétiques détiennent 3,57 % des parts sociales.<sup>560</sup> En s'attaquant à cette société, Mobutu tente donc d'affirmer l'indépendance économique du pays.

---

<sup>556</sup> Précisons d'emblée que la participation helvétique à cette entreprise s'élèverait à 10 % du capital : AFS, E 2001 1978/84 4497, lettre de [Paul] Jaccaud, collaborateur de la Division des affaires politiques, à l'ambassade de Suisse au Congo, 23 août 1966.

<sup>557</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, note interne du DPF, 28 décembre 1966.

<sup>558</sup> Cf. Vanthemsche, 2007, p. 269 ; Nzongola-Ntalaja, 2002, pp. 147-148.

<sup>559</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, Institut de recherche économiques et sociales, lettre mensuelle, Kinshasa, 1967, p. 6. Également : cf. Young, Crawford, Turner, Thomas, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison: The University of Wisconsin Press, 1985, p. 289.

<sup>560</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, lettre de l'ASB à la Division des affaires politiques, 6 février 1967. Selon la presse helvétique, il est possible que les intérêts helvétiques soient plus importants (15 %) :

Contrairement au cas de la Forminière dont la liquidation offre de bonnes garanties aux investisseurs étrangers, les conditions de la nationalisation de l'UMHK présentent davantage de risques pour ces derniers, ce qui préoccupe sérieusement l'ASB.<sup>561</sup> Une stratégie est donc mise en place, conjointement avec la Confédération, pour défendre les intérêts helvétiques. Dans un premier temps, l'ASB lance une campagne d'information auprès des dirigeants de l'UMHK, de l'ambassade du Congo en Suisse ainsi qu'auprès de ses membres associés. À ce stade, les mesures envisagées prévoient la constitution d'un groupe de défense spécialement dédié au Congo<sup>562</sup> ainsi qu'une action diplomatique de la part de la Confédération.<sup>563</sup> Néanmoins, considérant que la défense des intérêts est assumée par l'UMHK avec l'aide des États-Unis et qu'un accord est conclu pour la poursuite de l'exploitation des mines, l'ASB est d'avis que la compagnie est mieux armée pour défendre elle-même les actionnaires.<sup>564</sup> De surcroît, l'ASB reçoit la confirmation de l'ambassadeur du Congo en Suisse que les intérêts suisses sont garantis.<sup>565</sup> Les milieux financiers helvétiques adoptent donc une position passive dans cette affaire et laissent l'initiative à l'UMHK. Cette stratégie est également adoptée par l'administration fédérale qui prône une attitude discrète par rapport aux démarches déjà entreprises.<sup>566</sup> En d'autres termes, il apparaît qu'une défense orchestrée par la Confédération n'est pas nécessaire, dans la mesure où sa proximité politique avec le bloc occidental lui assure un rapport de force favorable face au gouvernement congolais.

Cet épisode, dont l'issue favorable est à mettre au crédit de la pression exercée par les États-Unis, ne trouva sa solution qu'au printemps 1970.<sup>567</sup> La position adoptée par les milieux financiers et la Confédération helvétique semble avoir eu un certain succès puisque l'UMKH est ressortie gagnante de son bras de fer avec

---

lettre de l'ASB à la SBS, à l'UBS et au Crédit Suisse, 29 décembre 1966. Précisons enfin que les chiffres de l'ASB englobent également des participations françaises et belges.

<sup>561</sup> AASB, Jahresbericht, n° 55, vom 1. April 1966 bis 31. März 1967, pp. 130-132.

<sup>562</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, lettre de l'ASB à la SBS, à l'UBS et au Crédit Suisse, 29 décembre 1966.

<sup>563</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, note interne de la Division des affaires politiques, 28 décembre 1966.

<sup>564</sup> AASB, Rapport annuel n°56, du 1<sup>er</sup> avril 1967 au 31 mars 1968, pp. 118-120.

<sup>565</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, lettre de Jean Baptiste Alves, ambassadeur du Congo en Suisse, à l'ASB, 28 décembre 1966.

<sup>566</sup> AFS, E 2001 1978/84 4497, note interne de la Division des affaires politiques, 10 février 1967.

<sup>567</sup> AASB, Rapport annuel n°58, du 1<sup>er</sup> avril 1969 au 31 mars 1970, pp. 103-104. Lise Namikas, *op. cit.*, p. 229.

Mobutu.<sup>568</sup> Mentionnons, enfin, que l'accord de commerce et de protection des investissements entre la Suisse et le Congo, dont les négociations avaient été mises entre parenthèses, sera finalement signé deux ans plus tard, à la veille de la zaïrianisation, au moment où l'économie congolaise amorce un nouveau déclin.

## **Conclusion**

La reconnaissance des nouveaux États indépendants du Ghana et du Congo ne constitue pas un enjeu politique de taille pour la Confédération.<sup>569</sup> Pour les acteurs helvétiques, la décolonisation de ces pays représente davantage un enjeu économique. Dans ce domaine, les autorités suisses laissent l'initiative aux acteurs privés.

Les milieux économiques helvétiques montrent un intérêt prononcé pour ces États postcoloniaux qu'ils perçoivent tant comme des marchés prometteurs garantissant de nouveaux débouchés que comme des destinations pour des capitaux venant renforcer la position helvétique. Toutefois, le contexte de la Guerre froide, les mesures protectionnistes mises en place par les gouvernements, l'ouverture économique vers les pays de l'Est et la faible stabilité politique du Ghana et du Congo induisent chez les acteurs suisses une attitude méfiante face aux possibilités de développement des affaires. Aussi les enjeux se focalisent-ils davantage sur la défense des intérêts helvétiques que sur leur promotion.

L'un des points communs qui ressort de notre analyse est l'absence d'une politique internationale claire établie par la Confédération - basée sur sa neutralité, son potentiel économique ou encore sa réputation humanitaire - pour promouvoir ou défendre les intérêts des milieux économiques suisses. Cette absence n'empêche tout de même pas les acteurs helvétiques de bénéficier du statut de neutre qui les préserve des mesures prises par les gouvernements ghanéen et congolais. En dépit de cette latitude laissée aux acteurs privés, les autorités helvétiques ne se montrent pas passives mais discrètes. Comme le mentionne l'historien Marc Perrenoud, la Suisse, en adoptant un profil bas, parvient à éviter les multiples

---

<sup>568</sup> Cf. Vanthemsche, 2007, p. 271.

<sup>569</sup> Cette situation est donc contraire à celle décrite par Sabina Widmer dans sa contribution pour ce volume, concernant la reconnaissance de la Suisse du Mozambique.

charges qui se présentent à elle<sup>570</sup>. En restant très présente aux côtés des acteurs privés helvétiques, la Confédération occupe plutôt un rôle de conseiller, voire d'intermédiaire, et met sa flexibilité au service de la défense des intérêts économiques helvétiques engagés en Afrique subsaharienne.

---

<sup>570</sup> Cf. Perrenoud, 2005, pp. 103-104.



## 6. Conclusion

Il est temps de présenter nos remarques conclusives sur l'histoire des activités de la BHG au Ghana colonial entre le milieu du XIXe siècle jusqu'à la période de la décolonisation. Dans ce travail, nous avons tenté de mieux comprendre le rôle qu'a joué la BHG dans ce territoire avant, pendant et après la phase de colonisation britannique en combinant les points de vue de l'empire britannique, de la Suisse et de la société coloniale ghanéenne. A une autre échelle, nous nous sommes demandé ce que l'histoire de la BHG au Ghana colonial pouvait apporter à la réflexion historique sur les relations de la Suisse avec les régions ou pays du Sud global, à l'histoire impériale britannique et à notre compréhension du fait colonial.

Dans ce chapitre conclusif, nous commencerons par présenter les liens de la BHG avec le mouvement expansionniste européen de la fin du XIXe siècle. Puis nous nous arrêterons sur la place de la BHG dans la société coloniale. Ensuite, nous reviendrons sur les liens de la BHG avec les acteurs privés et publics en discutant notamment des relations avec la métropole britannique et la Suisse. Enfin, nous discuterons de la contribution de notre étude à l'histoire impériale britannique et à l'impérialisme suisse. A la fin de ce chapitre, nous présenterons les apports de la thèse et les perspectives de recherche qu'elle suscite.

L'analyse de la participation des acteurs helvétiques au mouvement expansionniste européen à partir de la deuxième moitié du XXe siècle montre plusieurs éléments. Premièrement, il existe un écart important entre les discours en Europe et les expériences coloniales en Afrique subsaharienne. Face à la solidité des sociétés précoloniales et l'opportunisme des acteurs africains, les projets coloniaux sont obligés de s'adapter. Dans ce contexte, le transfert des

savoirs et des idées joue un rôle crucial dans la conception des « missions civilisatrices » européennes. La connectivité entre les multiples acteurs de la colonisation apparaît comme une caractéristique majeure de l'impérialisme culturel. L'expertise coloniale de la Mission de Bâle et de la BHG est ainsi prisée et convoquée par les puissances coloniales pour dessiner et concrétiser leurs projets coloniaux. Nous pouvons alors définir les deux entités bâloises comme des acteurs transimpériaux de la colonisation de l'Afrique subsaharienne.

En se penchant sur les spécificités du Ghana colonial, nous avons relevé que les activités de la BHG pouvaient être perçues tant comme une expansion du capitalisme européen en Afrique de l'Ouest que comme un rempart anti-capitaliste. Cette relation ambiguë est révélatrice des difficultés d'adaptation du colonisateur aux institutions indigènes. La capacité des Africains à garder la maîtrise de la production sur leur territoire et leur réussite économique poussent les Européens à préférer un modèle de colonisation indirect ne laissant que peu de place aux investissements financiers. Pour les Britanniques, l'essor du Ghana colonial passe par le maintien de l'équilibre des relations avec la société indigène. Ici, la BHG présente des avantages incontournables pour Londres, notamment ses liens avec la Mission de Bâle, qui lui confèrent une relation privilégiée avec les acteurs locaux, et son poids économique dans les exportations de cacao. Nous constatons que la prise en compte des conditions locales dans notre analyse permet de mieux saisir la place d'un acteur helvétique et, par extension, de mieux illustrer le poids des rencontres des acteurs transimpériaux dans l'histoire coloniale.

Arrêtons-nous maintenant sur le rôle de la Confédération dans l'histoire de la BHG. Un premier trait, relevé par l'historiographie suisse, est que l'absence d'un État fort ne remet pas en cause la notion d'impérialisme suisse. La volonté de domination des milieux dirigeants helvétiques vis-à-vis des marchés d'outre-mer en est en revanche un élément structurant.<sup>571</sup> Nous retrouvons cette caractéristique sur l'ensemble de notre période. Le rôle de la Confédération dans les relations entre la Suisse et l'Afrique de l'Ouest reste très discret tout au long de notre période d'analyse. Au cours du XIXe siècle, elle se contente d'échanger avec les puissances coloniales de manière très superficielle et ne prend part à aucune décision concernant le développement des affaires de la BHG au Ghana colonial ou au Cameroun. L'expansionnisme helvétique s'effectue également sans le

---

<sup>571</sup> Par exemple : cf. Lucas, 2021 ; Guex, 1999.

soutien direct de l'État fédéral. Cependant, les activités de la BHG au Ghana colonial et au Cameroun à la fin du XIXe siècle montrent qu'il est possible pour des firmes privées de peser sur des projets coloniaux européens. La notion d'« expansionnisme économique au profil bas »<sup>572</sup> pour caractériser les activités des Suisses au cours du long XIXe siècle nous semble donc trop réductrice pour définir notre cas d'étude.

Le rôle discret de la Confédération lors de la défense des intérêts de la BHG dans l'affaire de la séquestration des avoirs par les autorités britanniques et les résultats impressionnants du retour des Bâlois dans le commerce du cacao dans l'entre-deux-guerres sans le soutien de l'État, mis en évidence par notre étude, contrastent avec ce qu'avance la littérature spécialisée. En revanche, l'évolution des relations entre la Suisse le Ghana colonial après la Seconde Guerre mondiale présente des caractéristiques plus communes.<sup>573</sup> L'arrivée de nouveaux acteurs helvétiques en Afrique de l'Ouest et le transfert des activités de commercialisation de produits agricoles vers la vente de biens de consommation et de produits manufacturés marquent une rupture dans l'histoire de la BHG. Toutefois, bien que la Confédération joue un rôle plus actif pour soutenir et défendre les intérêts des Suisses au Ghana colonial, elle adopte une approche encore très discrète.

Notre recherche souligne bien que l'initiative privée est au cœur du mouvement expansionniste helvétique en Afrique subsaharienne. La réussite des projets suisses ne dépend toutefois pas que de leur capacité à s'intégrer dans les marchés des régions d'outre-mer. La Suisse offre de nombreux avantages. La richesse relative du pays, la puissance de son marché financier et ses valeurs libérales apparaissent, dans notre cas, comme des éléments clés de la réussite de la BHG.<sup>574</sup> Nous pouvons encore ajouter les avantages liés à la neutralité de la Suisse et à la tradition humanitaire, mais, dans le cas de la trajectoire de la BHG, ils n'offrent pas les mêmes garanties de succès. La réussite de la BHG au Ghana colonial s'explique par la spécificité de ses activités, notamment les avantages dont elle peut bénéficier grâce à ses liens forts avec la Mission de Bâle et, ainsi, son accès privilégié au système de production de la colonie.

---

<sup>572</sup> David, Etemad, 1998, p. 11.

<sup>573</sup> Cf. *ibid.* ; Perrenoud, 2005 ; Perrenoud, 2010.

<sup>574</sup> Ces traits sont également mentionnés comme des éléments constitutifs de l'impérialisme suisse chez d'autres auteurs, par exemple : cf. David, Etemad, 1998.

Comme relevé, l'importance des spécificités des sociétés coloniales dans l'étude des relations de la Suisse avec les contrées d'outre-mer est généralement négligée. Notre recherche montre qu'en dépit de la faiblesse des investissements helvétiques en Afrique de l'Ouest, les activités de la BHG jouent un rôle très actif dans l'histoire coloniale de cette région. Les réflexions sur les contours de l'impérialisme suisse pourraient davantage prendre en compte cet aspect.<sup>575</sup> L'impérialisme suisse s'apparenterait plus à un système évolutif doté d'une capacité d'adaptation remarquable. La multiplicité des tentatives de définition dans la littérature spécialisée, depuis bientôt un siècle, va dans ce sens.

Notre travail montre également que le succès de la BHG en Afrique subsaharienne dépend principalement de ses relations avec les puissances coloniales. En effet, si de nombreux acteurs suisses participent à l'élaboration des projets expansionnistes en Afrique occidentale et centrale à la fin du XIXe, la réussite de leurs activités est certes déterminée par leur capacité à s'adapter aux conditions socio-économiques locales, mais surtout par leur faculté à tisser des liens avec les autorités coloniales. L'élaboration difficile des projets coloniaux en collaboration avec Léopold II et les complications rencontrées par la BHG et la Mission de Bâle au Cameroun apparaissent comme un frein au développement des activités helvétiques. Plus complexes, les relations entre la BHG et les autorités britanniques illustrent à leur manière l'évolution du système impérial de la Grande-Bretagne.

Depuis le début des activités de la BHG au milieu du XIXe siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, celles-ci s'articulent parfaitement avec le système colonial mis en place par Londres. Ses contacts étroits avec les producteurs indigènes lui confèrent même un rôle particulier dans tous les domaines clés du projet colonial britannique. La BHG joue à la fois un rôle dans la propagation de la culture occidentale dans la colonie grâce à ses liens avec la Mission de Bâle et dans les tentatives d'implantation de nouvelles cultures comme le coton et le cacao. Elle occupe, en plus, une place centrale dans la commercialisation de l'huile de palme puis du cacao. Les mesures temporaires prises à l'encontre des deux sociétés durant la Première Guerre mondiale apparaissent davantage comme

---

<sup>575</sup> Les résultats des recherches sur les activités des Suisses dans les régions du Sud global aboutissent à des constats très différents selon les régions. Par exemple, cf. Lucas, 2021 ; Bott, Sandra, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945-1990. Marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zürich: Chronos Verlag, 2013 ; Dejung, 2013 ; Zangger, 2011 ; Lützelshwab, 2006 ; Veyrassat, 1993.

les conséquences de la concurrence entre sociétés de négoce et de la vision dirigiste adoptée par Londres durant le conflit.

En revanche, l'interventionnisme de la politique coloniale britannique après la Seconde Guerre mondiale bouleverse l'équilibre fragile des relations entre la BHG et Londres. Les négociations concernant les compensations de la BHG suites aux *Riots* de 1948 illustrent bien la perte d'influence de la BHG en Gold Coast. L'interventionnisme de Londres puis de Nkrumah dans l'économie ne permet plus à la BHG de faire valoir ses avantages (main-d'œuvre, crédits, réseau, neutralité) pour soutenir ses activités.

En mettant en perspective l'ensemble de la période considérée, il semble que la BHG développe plutôt une relation de coopération avec les autorités britanniques. Cette dynamique ne doit pas masquer certaines phases plus conflictuelles. La séquestration des avoirs de la BHG en 1918 peut s'expliquer par la place trop importante acquise par la BHG sur le marché ouest-africain dans les années précédant le conflit. Les relations de la BHG avec Londres oscillent ainsi entre beaucoup de coopération et une concurrence musclée tout au long de la période coloniale.

Notre recherche permet également de s'intéresser à la dynamique des relations entre acteurs privés et acteurs publics dans le monde colonial. Nous avons déjà souligné le rôle discret de la Confédération dans la défense des intérêts helvétiques au Ghana colonial, notamment jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il semble que les dirigeants de la BHG aient développé suffisamment de contacts avec les autorités britanniques pour leur permettre de défendre efficacement leurs propres intérêts. Premièrement, le travail de lobbying de la BHG à Londres auprès du Parlement britannique reste, durant l'ensemble de la période, la meilleure manière de faire pencher la politique britannique de leur côté. Deuxièmement, la BHG développe des relations particulières avec l'administration coloniale à Accra. Cette position permet d'influencer directement le *Colonial Office* et le *Foreign Office*. En effet, le système impérial britannique montre de nombreuses divergences d'opinions entre les acteurs officiels de sa politique coloniale en Afrique de l'Ouest. Cette situation est exploitée par la BHG, mais, comme le montrent les négociations entre la BHG et le gouvernement britannique après la Seconde Guerre mondiale, cela peut également se retourner contre elle. Troisièmement, la BHG est représentée à Londres grâce au travail de l'AWAM et la

Chambre de commerce de Liverpool qui défendent les intérêts des sociétés de négoce européennes dans la politique coloniale de l'Afrique occidentale britannique. Les ententes entre les firmes européennes leur permettent de défendre leur position vis-à-vis des structures souveraines au Ghana colonial et des organisations collectives africaines du marché du cacao. La faiblesse de l'État britannique dans les affaires économiques de sa colonie pendant l'entre-deux-guerres permet à la BHG et aux autres sociétés commerciales de tirer profit de leur situation privilégiée et, pour la BHG, de garder une marge de manœuvre importante dans ses activités. Cette organisation déséquilibrée du marché économique perdure jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Les interventions plus musclées de la Grande-Bretagne puis du Ghana dans l'économie, l'apparition d'acteurs publics dans l'organisation de la production et de la vente et, enfin, l'évolution de l'économie mondiale opère une rupture avec le système colonial et la manière dont la BHG défend ses intérêts en Afrique de l'Ouest.

La trajectoire de la BHG au sein de l'empire britannique nous montre que, bien que les valeurs du libre-échange dominant la politique coloniale jusqu'aux années 1930, les autorités britanniques n'hésitent pas soutenir une politique protectionniste pour défendre les intérêts de la couronne en Afrique de l'Ouest. Ce jingoïsme tardif illustre bien la flexibilité du système impérial. Sa politique coloniale en Afrique de l'Ouest est le fruit des rapports de force entre les acteurs privés et publics britanniques mais dépend également du poids de la société indigène et des autres acteurs de la colonisation européens, notamment la BHG.

Dans le cas de la BHG au Ghana colonial, ce sont bien les espaces de rencontres entre les acteurs transnationaux qui stimulent notre regard sur l'histoire coloniale. Le poids des activités de la BHG et de la Mission de Bâle nous prouve qu'il est illusoire de tenter de saisir la complexité du fait colonial sans y intégrer les acteurs échappant aux liens directs entre la colonie et sa métropole.

L'étude des marges du colonialisme, à travers le cas de la Suisse, ouvre également des pistes sur notre compréhension de l'impérialisme informel. Sans colonie formelle, sans présence militaire directe et sans poids politique dissuasif dans le monde colonial, les liens de la Suisse avec le monde colonial et postcolonial s'articulent autour de mécanismes qui diffèrent de ceux des grandes puissances coloniales. La discrétion de son appareil diplomatique jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, sa neutralité, sa politique des bons offices, sa tradition

humanitaire montrent bien que la Confédération présente des avantages pour les acteurs privés. La réussite de la BHG et de la Mission de Bâle au Ghana colonial prouve que les dimensions économiques et culturelles de l'impérialisme informel interagissent entre elles. Enfin, la connectivité des acteurs helvétiques dans l'espace impérial européen apparaît comme un élément central dans la réussite des projets coloniaux. La capacité des Suisses à partager des idées, à attirer les investissements financiers suisses ou étrangers ou encore la qualité de leurs réseaux internationaux sont des caractéristiques majeures de l'impérialisme informel. Pour la BHG, la Première Guerre mondiale et le repli de Londres sur son empire à partir des années 1930 induisent des changements d'équilibre dans les relations entre la Grande-Bretagne et le Ghana colonial qui modifient les rapports de force et fragilisent fortement sa position. Davantage isolée à partir de la fin des années 1940, la BGH peine alors à défendre ses intérêts.

Pourrait-on finalement parler d'un exceptionnalisme de la Suisse coloniale ? Certes, en participant au mouvement expansionniste européen, la Suisse partage une histoire coloniale avec les grandes puissances impériales. Ses activités restent toutefois en marge du colonialisme et présentent, dès lors, des caractéristiques uniques qui font de la Suisse un terrain fertile à l'étude de l'histoire coloniale.

## **6.1. Apports et limites**

Les apports de notre travail dans les domaines de l'histoire des relations internationales entre le Nord et le Sud, de l'histoire de la Suisse et, plus particulièrement de l'histoire de la Suisse avec les contrées d'outre-mer tiennent à certaines caractéristiques particulières. En premier lieu, notre analyse bénéficie de la longueur de la période considérée. Si d'autres études abordent l'histoire des relations de la Suisse avec des régions ou pays du Sud global sur une longue durée<sup>576</sup>, peu d'études, à notre connaissance, permettent de saisir l'évolution d'un acteur économique avant, durant et après la période coloniale.<sup>577</sup> Cette originalité

---

<sup>576</sup> Par exemples les recherches menées par Claude Lützelshwab, Christof Dejung ou encore Isabelle Lucas embrassent une période de plus d'un siècle. Cf. Lucas, 2021 ; Dejung, 2013 ; Lützelshwab, 2006.

<sup>577</sup> L'étude d'Andrea Franc, également focalisée sur la BHG, propose également une telle périodisation. Cf. Franc, 2008.

permet de suivre les activités d'un acteur colonial en mettant en évidence ses relations avec les entités politiques successives et ses rapports changeants avec l'évolution des facteurs de production. Ainsi, notre étude permet de mesurer le poids des activités économiques suisses à différents niveaux. Celui de l'influence externe, celui de la réponse interne et, enfin, celui de l'interaction entre le monde occidental et les sociétés indigènes. Nous pouvons ainsi souligner que, malgré le poids de la rupture de la Première Guerre mondiale dans l'organisation du monde et des relations entre le Nord et le Sud, les activités coloniales de la BHG s'inscrivent dans la continuité. La véritable rupture s'opère après la Seconde Guerre mondiale, l'indépendance du Ghana en 1957 ne faisant qu'accentuer une évolution déjà enclenchée à la fin des années 1940.

En revanche, si notre étude permet de suivre l'évolution des activités de la Suisse en Afrique occidentale, elle n'intègre pas la question complexe des effets de retour économiques et culturels en Suisse. L'intégration des effets de retour dans les études, privilégiant une approche d'histoire économique et sociale, reste un terrain sur lequel peu d'historiennes et historiens se sont aventurés.<sup>578</sup>

Notre étude se distingue encore par le poids accordé à l'approche globale. Certes, les différences marquées entre les histoires de la République démocratique du Congo, du Cameroun et du Ghana ne nous permettent pas de fonder une véritable approche comparative sur une période aussi importante, mais le recours périodique à ces exemples a permis de mieux saisir les enjeux de notre cas d'étude. La perspective comparative et globale nous apparaît également nécessaire dans l'analyse des activités de la BHG en Afrique l'Ouest. Le mouvement expansionniste européen du XIXe siècle, auquel participe la Suisse, s'organise de manière transnationale et nécessite une approche plus large, moins centrée sur l'histoire de la BHG et discutant la place d'un outsider de la colonisation dans une perspective transimpériale.

Selon nous, une véritable approche comparative pourrait apporter plus de profondeur à notre analyse. Une comparaison avec l'histoire de la BHG en Inde ou au Nigéria permettrait non seulement de mieux singulariser les relations entre la BHG et l'Empire britannique. Elle pourrait aussi montrer que les activités

---

<sup>578</sup> Sur cette question : cf. Etemad, Humbert, 2014. Nous pouvons également citer par exemple : cf. Putschert, Fischer-Tiné, 2015 ; Schär, 2022.

industrielles développées en Inde par la BHG donnent une autre dimension aux relations de la BHG avec les territoires colonisés.

Une autre particularité de notre étude réside dans la prise en compte des structures socio-économiques des territoires de l'outre-mer et de l'ampleur d'engouffrement de la colonisation pour pondérer le rôle des activités helvétiques au Ghana colonial. C'est une approche qui se démarque de celles, plus traditionnelles, centrées principalement sur les entreprises suisses. Dans notre travail, nous avons choisi de croiser une approche anglo-saxonne de l'histoire économique privilégiant le poids des conditions initiales dans l'analyse des trajectoires économiques des territoires colonisés avec la dimension transimpériale de l'histoire des relations Nord-Sud. Ce faisant, nous sommes parvenus à mieux définir le poids des activités de la BHG au Ghana colonial de manière qualitative.

Les choix de la longue durée et de la dimension globale sont facilités par la forme particulière de cette thèse basée sur des publications. Cette formule permet de se focaliser sur les points de rupture d'équilibre de l'évolution de la BHG entre le XIXe et le XXe siècle et d'interroger les rapports de force entre les acteurs privés et publics dans des contextes historiques très différents. Cette approche dynamique contraste avec les études précédentes retraçant l'histoire de la BHG au Ghana colonial.<sup>579</sup> Ces choix ont toutefois un caractère limitatif. Nous avons dû renoncer à une analyse fine des mécanismes internes de la BHG sur une aussi longue période. Cela aurait peut-être permis de mieux mesurer l'importance du réseau en Afrique de l'Ouest de la BHG, dont la politique financière a toujours garanti des dividendes généreux aux investisseurs.<sup>580</sup>

## **6.2. Perspectives**

L'originalité et les limites de notre étude invitent à proposer quelques pistes de recherche dans le domaine de l'histoire des relations de la Suisse avec le Sud global. En premier lieu, l'histoire de la BHG au Ghana colonial incite à s'interroger sur les similitudes de ses relations avec les acteurs occidentaux et indigènes dans d'autres régions. L'étude des cas de l'Inde et du Nigéria pourrait s'inscrire dans la

---

<sup>579</sup> Cf. Christ, 2015 ; Franc, 2008 ; Wanner, 1959.

<sup>580</sup> Cf. Humbert, 2015b ; Guex, 2001.

continuité de notre recherche. Il serait également intéressant s'intégrer des territoires d'Afrique de l'Ouest colonisés par une autre puissance européenne. Les cas de la Côte d'Ivoire et du Sénégal pourraient enrichir notre réflexion sur l'articulation des activités des Suisses avec l'impérialisme colonial et postcolonial de la France.

Il serait aussi pertinent de s'attarder sur l'histoire de la BHG au Ghana colonial lors de phases insuffisamment examinées. C'est le cas par exemple des *cocoa hold-ups* du cacao au cours des années 1930. Ces événements secouent profondément l'organisation du marché du cacao, mais leur impact reste limité. Le suivi précis de l'évolution des affaires de la BHG, particulièrement bien insérée dans les régions productives de cacao, notamment en Ashanti, pourrait certainement apporter des précisions tant sur la manière dont les acteurs du marché du cacao ont résolu cette crise que sur le développement des affaires de la BHG.

L'étude approfondie des premières années d'indépendance du Ghana et les négociations, à partir des années 1970, sur la question de la restructuration de la dette du pays offrirait d'autres perspectives intéressantes pour mieux saisir le rôle de la Confédération en Afrique subsaharienne. L'émergence d'un nouveau régime politique à partir de 1966 redistribue les cartes des acteurs privés et publics helvétiques et met les questions de la coopération au développement et de la neutralité au cœur la politique extérieure de la Suisse.<sup>581</sup>

Troisièmement, les rapports particuliers des acteurs helvétiques le société indigène, garante de la production agricole et de la force de travail, ouvrent des perspectives de recherche sur le rôle des Suisses dans les systèmes agricoles du Sud. Outre la dimension économique des activités des Suisses, l'intérêt d'une telle recherche pourrait s'étendre également aux transferts de connaissances entre les acteurs occidentaux et ceux du monde colonisé. En Afrique du Nord, en Afrique subsaharienne, mais également en Asie du Sud-Est, des experts occidentaux et helvétiques ont été sollicités pour trouver des solutions à l'intensification des méthodes de production agricole traditionnelles. Cette dimension renvoie au rôle de la Suisse dans les relations transnationales Nord-Sud et aux travaux déjà parus

---

<sup>581</sup> Cf. Perrenoud, 2015 ; Widmer, 2021.

sur l'histoire globale des réseaux commerçants, scientifiques ou religieux suisses.<sup>582</sup>

Enfin, l'approche prenant en compte les spécificités locales des territoires colonisés pourrait être étendue à d'autres études de cas. Une telle démarche permettrait par exemple de dresser une typologie de l'impérialisme suisse dans les territoires du Sud global et discuter des contours de l'impérialisme informel. Nous serions ainsi à même d'approfondir la question de la colonialité de la Suisse et, de manière plus générale, de mieux saisir la malléabilité de l'impérialisme suisse.

---

<sup>582</sup> Cf. Haller, 2019 ; Dejung, 2013, Schär, 2015a, 2019, 2022.



## 7. Bibliographie

### 7.1. Archives

#### **Archives fédérales suisses (AFS), Berne, Suisse**

Procès-verbaux du Conseil fédéral : 1917-1970

Rapports de gestion du Conseil fédéral : 1865-1908

#### Département politique fédéral

E 2001C 1000/1538 : 1921-1928

E 2001D 1000/1557 : 1935-1939

E 2001D 1000/1551 : 1937-1939

E 2001 1978/84 : vol. 605, 606

E 2001 (E) 1978/84 : 1939-1972

#### Légation de Suisse à Accra (Ghana)

E 2200.72 184/109

E 2200.72 189/106

E 2200.72 171/23 6

E 2200.72 175/79 2

E 2200.72 175/80 6

E 2200.72 175/80 8

E 2200.72 175/80 9

E 2200.72 179/75 5

E 2200.72 179/75 6

E 2200.72 179/75 8

E 2200.72 179/75 9

#### Légation de Suisse à Londres (Angleterre)

E 2200.40 1000/1601 : vol. 24

E 2200.40 1000/1601 : vol. 2

E 2200.40 1000/1631 : vol. 16

E2200.40 1000/1628 : vol. 41

E2200.40 1000/1635 : vol. 23

#### Etat Indépendant du Congo, Affaires particulières

E 2200.44-02 1000/597 : 1885-1899

E2 1000/44 : vol. 1053

E2 1000/44 : vol. 1055

E2 1000/44 : vol. 1056

E2 1000/44 : vol. 1057

#### Rapports politiques de la légation de Suisse à Accra (Ghana)

E 2300 1000/716 : vol. 4

E2300 1977/28 : vol. 9

E 2400 1000/717 : vol. 5

E2 1000/44 : vol. 198

#### Rapports politiques de la légation de Suisse à Léopoldville (Rép. Dém. Congo)

E2300 1000/716 : vol. 2

E2300 1973/156 : vol. 5

E2300 1973/156 : vol. 15

E2300 1973/156 : vol. 24

E2300 1977/28 : vol. 3

E2300 1977/28 : vol. 11

E 2400 1000/717 vol. 157

#### Rapports politiques de la légation de Suisse à Londres (Angleterre)

E 2400 1000/717 : vol. 168, 169, 514

#### Fonds personnel Edwin Stopper

J1.177 1984/56 : vol. 1, 2, 3

#### Office de la statistique

E 3320 (A) 1000/772 : vol. 1

#### Département fédéral de l'économie publique, Division du commerce

E 7110 1973/41 : vol. 114

E 7110 1974/31 : vol. 136

E 7110 1975/31 : vol. 148

E 7110 1976/21 : vol. 135

E 7110 1979/14 : vol. 103

E 7110 1979/14 : vol. 108

E7110 1970/304 : vol. 115

E7110 1973/41 : vol. 116

E7110 1976/21 : vol. 137

E7110 1977/9 : vol. 143

E7110 1987/20 : vol. 104

## **Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Bâle, Suisse**

Hs 279 A11, A12, A13, A14, A15, A16, A17, A18, A19, A20, A21

Hs 279 B

HS 496 A1, A2, A3

SWA Vo H 1 7 ZRE

## **Archives de l'Association suisse des banquiers, (ASB), Bâle, Suisse**

Procès-verbaux du Conseil d'administration : 1912-1980

Rapports annuels : 1945-1975

Circulaires sur le Congo

## **Archives de la Mission de Bâle et de la BHG (Mission 21), Bâle, Suisse**

### Mission de Bâle

Asante-Mission 1872-1878

Kumase-Mission 1869-1874

Der Evangelische Heidenbote : 1819-1891

Publications/ D.Sch-2

### Basler Handelsgesellschaft

Protokoll der Missions-Handlungs-Gesellschaft : 1863-1970

4931

4932

4933

4458

4866

4981

4982

4986

4846

4104

4107

4109

4572

4573

4574

4575

4949  
4987  
4110  
4124  
4155  
4168  
4169  
4175  
4176  
4177  
4178  
4179  
4211  
4212  
4213  
4214  
4215  
4216  
4217  
4218  
4219  
4220  
4285  
4291  
4292  
4293  
9294  
4295  
4298  
4357  
4099  
4125  
4126  
4127  
4128  
4129  
4166  
4201  
4459  
4545  
4546

4547  
4852  
4853  
4858  
4861  
4862  
4933  
4989  
4133  
4140  
4141  
4142  
4172  
4184  
4102  
4103  
4105  
4108  
4334  
4554  
4606  
4607

## **National Archives, (NA) Londres, Angleterre**

### Ashanti's War

874/5

879/4/4

#### Cabinet

CAB 23/57

CAB 24/192

CAB 24/194

### Colonial Office

CO 323/697/5

CO 323/801/52

CO 323/915/29

CO 323/935/38

CO 879/122/1

CO 879/122/10

CO 879/122/11

CO 96/669/2  
CO 96/669/3  
CO 96/669/4  
CO 96/669/5  
CO 96/669/6  
CO 96/676/5  
CO 96/676/9  
CO 96/676/6  
CO 96/676/7  
CO 96/676/10  
CO 96/677/1  
CO 96/680/1  
CO 96/683/8  
CO 96/683/9  
CO 96/695/2  
CO 96/696/9  
CO 96/698/5  
CO 96/710/21  
CO 96/713/2  
CO 96/722/6  
CO 96/727/8  
CO 96/764/14  
CO 96/562  
CO 96/584  
CO 96/594  
CO 96/595  
CO 96/606  
CO 96/826/7  
CO 537/4457  
CO 96/665/7  
CO 96/674/2  
CO 96/695/15  
CO 96/714/3  
CO 96/703/8  
CO 96/812/4  
CO 825/525/8  
CO 852/1149/7  
CO 852/1149/8  
CO 852/1149/9  
CO 852/1150/1  
CO 852/1150/2

CO 852/1150/3  
CO 1029/170  
CO 1029/171 à 175  
CO 852/238/11  
CO 852/260/1  
CO 852/261/4  
CO 852/261/5  
CO 852/111/10  
CO 1029/66 à 70  
CO 1025/241  
CAOG 9/338  
CO 537/3650  
CO 537/5812  
CO 537/5943  
CO 554/1279  
CO 554/1280

Dominions Office

DO 35/3861A  
DO 35/9377

Foreign Office

FO 608/122/8  
FO 608/122/9  
FO 608/122/10  
FO 371/1227  
FO 371/1479  
FO 371/1480  
FO 371/1756  
FO 371/2109  
FO 371/2473  
FO 371/2474  
FO 371/2764  
FO 371/2765  
FO 371/2766A  
FO 371/3038  
FO 371/3039  
FO 371/3040  
FO 371/3377  
FO 371/3378  
FO 371/3379A

FO 371/3379B  
FO 371/4134  
FO 371/4135  
FO 371/4136  
FO 371/4137  
FO 371/4138  
FO 371/5499  
FO 371/5500  
FO 371/7135  
FO 371/7136  
FO 371/7137  
FO 371/7138  
FO 371/7139  
FO 371/7140  
FO 371/7141  
FO 371/7142  
FO 371/7143  
FO 371/8399  
FO 371/8400  
FO 371/8401  
FO 371/8402  
FO 371/9495  
FO 371/9496  
FO 371/10599  
FO 371/11101  
FO 371/11102  
FO 371/11103  
FO 371/11946  
FO 371/11947  
FO 371/12720  
FO 371/12721  
FO 371/12722  
FO 371/12723  
FO 371/13442  
FO 371/13443  
FO 371/13444  
FO 371/13445  
FO 371/13446  
FO 371/14173  
FO 371/14174  
FO 371/14175

FO 371/15047  
FO 371/15048  
FO 371/89140 Partie A  
FO 371/89140 Partie B  
FO 371/112720  
FO 371/118100  
FO 371/124404 à 124408  
FO 371/130616  
FO 371/137212  
FO 500/1  
FO 566/1386  
FO 566/1489  
FO 644/1 Bern  
FO 566/1227

Treasury

T 220/621  
T 220/622  
T 161/747/1  
T 161/747/2  
T 161/747/3  
T 161/747/4  
T 161/747/5  
T 161/748/1  
T 161/748/2  
T 161/748/3  
T 161/748/4  
T 161/749/4  
T 236/6235  
T 220/514

**Bank of England, Londres, Angleterre**

C40/299  
C43/568  
EC7/75  
EC8/3  
OV Ghana

## **London Metropolitan Archives, Londres, Angleterre**

London Chamber of Commerce

CLC 001

CLC 002

CLC 003

CLC 004

CLC 005

## **Rhode House Library, Oxford, Angleterre.**

Chamber of Commerce, Accra

Chamber of Commerce, Kumasi

Chamber of Commerce, Takoradi

Ghana National Chamber of Commerce

Gold Coast Pamphlets

## **Public Records And Archives Administration Department (PRAAD), Accra, Ghana.**

### African Affairs Papers

ADM 14/2/6

### Bureau of African Affairs

RG 17/1/9

RG 17/1/40

RG 17/1/55

RG 17/1/98

RG 17/1135

RG 17/1/278

RG 17/1/292

RG 17/1/400

RG 17/1/422

RG 17/1/433

RG 17/1/442

RG 17/1/477

RG 17/1/490

RG 17/2/169

RG 17/2/409

RG 17/2/418

RG 17/2/492

RG 17/2/496

### Confidential Despatches

ADM 12/1/39

ADM 12/1/40

ADM 12/1/41

ADM 12/1/42

ADM 12/3/29

ADM 12/3/30

ADM 12/3/31

ADM 12/5/129

ADM 12/5/141

ADM 12/5/150

### Executive Council Minutes

ADM 13/1/8

ADM 13/1/10

ADM 13/1/11

### Legislative Council Minutes

ADM 14/6/66

ADM 14/2/ vol. 3 à 90

ADM 14/1/1 vol. 1 à 16

RG8/2/ vol. 990 à 994

ADM 14/1 vol. 1 à 27

### Reports

ADM 5/1/149

ADM 5/1/182

ADM 5/1/545

ADM 5/3/33 et 34

ADM 5/3/63

ADM 5/3/66

ADM 5/3/90

ADM 5/3/144

ADM 7/2/2

ADM 7/12/4

ADM 7/17/6

### Secretary for Native Affairs Papers

ADM 11/1/36

ADM 11/1/204  
ADM 11/1/433  
ADM 11/1/638  
ADM 11/1/876  
ADM 11/1/1221  
ADM 11/1/1395

Treaties - Ministry of Foreign Affairs

MFA 4/31

**Public Records And Archives Administration Department (PRAAD), Kumasi,  
Ghana.**

Fonds Alexis

Record of the Ashanti Regional Administration Office

ARG 2/5/3/5

Record of the Chief Commissioner of Ashanti

ARG 1/12/1/16  
ARG 1/12/1/24  
ARG 1/12/1/38  
ARG 1/12/1/40  
ARG 1/12/1/45  
ARG 1/12/9  
ARG 1/10/52  
ARG 1/7/1/36  
ARG 1/1/67  
ARG 1/1/99  
ARG 1/1/269  
ARG 1/3/3/5  
ARG 1/5/3/34  
ARG 1/5/3/35  
ARG 1/19/7  
ARG 1/20/35  
ARG 1/20/47  
ARG 1/30//2/20  
ARG 1/30//2/26

Record of the District Commissioners Office

ARG 6/5/29

ARG 6/5/32

**Manhyia Archives, Kumasi, Ghana**

MAG 1/11/2

MAG 1/1/57

MAG 1/1/59

MAG 1/1/64

MAG 1/1/93

MAG 1/1/182

MAG 1/1/199

MAG 1/1/205

MAG 1/5/8

## 7.2. Littérature secondaire

- Acemoglu, Daron, Johnson, Simon et Robinson, James A., «The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation», *American Economic Review*, vol. 91, no 5, 2001, pp. 1369-1401.
- Acemoglu, Daron, Johnson, Simon et Robinson, James A., «Reversal of Fortune: Geography and Institutions in the Making of the Modern World Income Distribution», *Quarterly Journal of Economics*, vol. 117, no 4, 2002, pp. 1231-1294.
- Alence, Rod, «The 1937-1938 Gold Coast Cocoa Crisis: The Political Economy of Commercial Stalemate», *African Economic History*, no 19, 1990-1991, pp. 77-104.
- Alence, Rod, «Colonial Government, Social Conflict and State Involvement in Africa's Open Economies: The Origins of the Ghana Cocoa Marketing Board, 1939-1946», *The Journal of African History*, vol. 42, no 3, 2001, pp. 397-416.
- Altermatt, Claude, *1798-1998 : Deux siècles de représentations extérieures de la Suisse*, [Bern]: [DFAE], 1998.
- Antwi, Daniel J., «The African Factor in Christian Mission to Africa: a Study of Moravian and Basel Mission Initiatives in Ghana», *International Review of Mission*, vol. 87, no 344, janvier 1998, pp. 55-76.
- Arlettaz, Gérald, « L'émigration suisse outre-mer de 1815-1920 », *Études et sources*, vol. 1, 1975, pp. 31-95.
- Arlettaz, Gérald, *Émigration et colonisation suisses en Amérique 1815-1918*, Bern: Archives fédérales, 1979.
- Arlettaz, Gérald, « Émigration et société : un regard neuf sur la Suisse au XIXe siècle », *Revue suisse d'histoire*, vol. 31, no 3, 1981, pp. 323-331.
- Arlt, Veit, *Die Basler Missionare und Krobo zur Mitter des 19. Jahrhunderts. Die Etablierung weltlicher Herrscher in Krobo im Lichte der frühen Berichte aus dem Archiv der Basler Mission*, [Basel]: [s.n.], 1995.
- Arlt, Veit, «The Union Trade Company and Its Recordings: An Unintentional Documentation of West African Popular Music, 1931-1957», *History of Africa*, vol. 31, 2004, pp. 393-405.
- Austen, Ralph A., *African Economic History. Internal Development and External Dependency*, London ; Portsmouth: James Currey, Heinemann, 1987.
- Austin, Gareth, «Capitalists and Chiefs in the Cocoa Hold-Ups in South Asante, 1927-1938», *The International Journal of African Historical Studies*, vol. 21, no 1, 1988, pp. 63-95.
- Austin, Gareth, «Mode of Production or Mode of Cultivation: Explaining the Failure of European Cocoa Planters in Competition with African Farmers in Colonial Ghana», in: Clarence-Smith, William Gervase (ed.), *Cocoa Pioneer Fronts Since 1800. The Role of Smallholders, Planters, and Merchants*, New York: St. Martin's Press, 1996, pp. 154-175.

- Austin, Gareth, «'No Elders Were Present': Commoners and Private Ownership in Asante, 1807-96», *The Journal of African History*, vol. 37, no 1, 1996b, pp. 1-30.
- Austin, Gareth, «African Rural Capitalism, Cocoa Farming and Economic Growth in Colonial Ghana», in Falola, Toyin (ed.), *Ghana in Africa and the world : essays in honor of Adu Boahen*, Trenton: Africa World Press, 2003.
- Austin, Gareth, Economic Imperialism, in: Mokyr, Joel (ed.), *The Oxford Encyclopedia of Economic History*, Oxford: Oxford University Press, 2003, pp. 145-155.
- Austin, Gareth, *Labour, Land, and Capital in Ghana : From Slavery to Free Labour in Asante, 1807-1956*, Rochester studies in African history and the diaspora, Rochester: University of Rochester Press, 2005.
- Austin, Gareth, «The "Reversal of Fortune" Thesis and the Compression of History : Perspectives from African and Comparative Economic History», *Journal of International Development*, vol. 20, 2008, pp. 996-1027.
- Austin, Gareth, «Capitalism and the Colonies», in: Neil, Larry et Williamson, Jeffrey G. (eds), *The Cambridge History of Capitalism. The Spread of Capitalism: From 1848 to the Present*, Cambridge: Cambridge University Press, vol. 2, 2015 [2014], pp. 301-347.
- Austin, Gareth, «Africa and the Anthropocene», in: Austin, Gareth (ed.), *Economic Development and Environmental History in the Anthropocene. Perspectives on Asia and Africa*, London ; New York: Bloomsbury Academic, 2017, pp. 95-118.
- Austin, Gareth, Frankema, Ewout et Jerven, Morten, «Patterns of Manufacturing Growth in Sub-Saharan Africa: From Colonization to the Present», in Kevin Hjortshøj O'Rourke et Jeffrey Gale Williamson (éd.), *The Spread of Modern Industry to the Periphery since 1871*, Oxford: Oxford University Press, 2017, pp. 345-373.
- Bairoch, Paul, *Victoires et déboires. Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, Paris: Gallimard, vol. 2, 1997.
- Balandier, Georges. « Le « Tiers Monde » : sous-développement et développement - Présentation d'un cahier de l'I.N.E.D. », *Population*, no 4, 1956, pp. 737-741.
- Ballentyne, Tony, Burton, Antoinette, « Empire and the Reach of the Global », in: Rosenberg, Emily S, (ed.), *A World Connecting 1870-1945*, Cambridge MA; London: The Belknap Press of Harvard University Press, 2012, pp. 283-431.
- Barampama, Angelo, « L'Afrique vue à travers les publications du Globe entre les années 1860 et 1910 », in: *Cent ans d'exploration à Genève. L'Afrique au tournant des siècles*, Genève: Société de géographie de Genève, 2000, pp. 9-33.
- Barth, Volker, Cvetkovski, Roland (eds.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930*, London; New York: Bloomsbury, 2015.

- Barth, Volker, Cvetkovski, Roland, « Encounters of empires: Methodological Approaches », in: Barth, Volker, Cvetkovski, Roland (eds.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930*, London ; New York : Bloomsbury, 2015, pp. 3-33.
- Bartu, Friedemann, *The Fan Tree Company. Three Swiss Merchants in Asia*, Zurich: Diethelm Keller Holding, 2005.
- Bauer, Peter T., *West African Trade: A Study of Competition, Oligopoly and Monopoly in a Changing Economy*, London: Routledge, 1965 [1954].
- Bayart, Jean-François, *Les Etudes postcoloniales, un carnaval académique*, Paris: Karthala, 2010.
- Bayly, Christopher A., «Indigenous and Colonial Origins of Comparative Economic Development : The Case of Colonial India and Africa», *Policy Research Working Paper, The World Bank*, no 4474, January 2008, pp. 35.
- Bayly, Christopher Alan, *La naissance du monde moderne: (1780-1914)*, trad. Cordillot, Michel, Paris: Les Ed. de l'Atelier, 2007 [2004].
- Behrendt, Richard, *Die Schweiz und der Imperialismus. Die Volkswirtschaft des hochkapitalistischen Kleinstaates im Zeitalter des politischen und ökonomischen Imperialismus*, Zürich ; Leipzig: Rascher & Cie, 1932.
- Berque, Jacques, *De l'impérialisme à la décolonisation*, Paris: Minuit, 1965.
- Berguer, Marie-Claire, *Les relations entre l'État indépendant du Congo et la Suisse (1876-1908)*, Mémoire de licence, Bruxelles, 1958.
- Birri, Marisa, «Der Kalte Krieg war in Afrika ein Heisser. Die Schweiz und der Kongokonflikt 1960-1963», *Itinera*, vol. 30, 2011, pp. 65-79.
- Blais, Hélène, Fredj, Claire, Thénault, Sylvie, « Introduction. Désenclaver l'histoire de l'Algérie à la période coloniale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 63, no 2, 2017, pp. 7-13.
- Boeglin, Philippe, *La coopération au développement entre la Suisse et le Burkina Faso. Continuité en régime révolutionnaire (1983-1987)*, Mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2010.
- Bonin, Hubert, *CFAO (1887-2007). La réinvention permanente du commerce outre-mer*, [Paris]: Publ. de la SFHOM, 2008.
- Bott, Sandra, *La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945-1990. Marché de l'or, finance et commerce durant l'apartheid*, Zürich: Chronos Verlag, 2013.
- Bourret, F. M. , *The Gold Coast. A Survey of the Gold Coast and British Togoland 1919-1949*, London, Stanford: London and Stanford University Press, 1949.
- Brengard, Marcel, *Schweizer Firmen in Nigeria 1960–1985*, Dissertation, Université de Zürich, 2024.
- Büchler, Max, *Das Kongobecken in handelsgeographischer Hinsicht*, Bern: Scheitlin, 1907.
- Bureau of Census and Statistics, Pretoria, *Uniestatistieke oor Vyftig Jaar (Unie van Suid-Afrika) : Jubileumuitgawe, 1910-1960 = Union statistics for fifty years (Union of South Africa) : Jubilee Issue 1910-1960*, Pretoria: Union of South Africa, 1960.

- Buser, Hans, *Als Schweizer Kaufmann in Ghana*, Basel: Basler Afrika Bibliographien, 2009.
- Bush, Barbara, *Imperialism and Postcolonialism*, London : Routledge, 2006.
- Cadbury, Deborah, *Chocolate Wars : The 150-Year Rivalry Between the World's Greatest Chocolate Makers*, New York: PublicAffairs, 2010.
- Cain, Peter J. et Hopkins, Antony G., *British Imperialism, 1688-2000*, Harlow: Longman, 2004 [1993].
- Chabloz, Edouard, de Saugy, Ernest, *Vade-mecum des Bourses de Bâle, Zurich et Genève*, Zurich ; Bâle ; Genève ; Saint-Gall ; Zurich: Société de Crédit Suisse, vol. 2, 1910.
- Chakrabarty, Dipesh, *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference* Princeton: Princeton University Press, 2000.
- Chapman, Stanley, *Merchant Enterprise in Britain. From the Industrial Revolution to World War I*, Cambridge ; New York: Cambridge University Press, 1992.
- Christ, Heinrich, *Zwischen Religion und Geschäft. Zur Unternehmensethik der Basler Missions-Handlungs-Gesellschaft (1859-1917)*, Dissertation, Prof. Jörg Fish, Zürich 2012.
- Christ, Heinrich, *Zwischen Religion und Geschäft. Die Basler Missions-Handlungs-Gesellschaft und ihre Unternehmensethik, 1859-1917*, Beiträge zur Europäischen Überseegeschichte, Stuttgart: Franz Steiner Verlag, 2015.
- Clarence-Smith, William G., Ruf, François, « Cocoa Pioneer Fronts : The Historical Determinants», in: Clarence-Smith, William G. (ed.), *Cocoa pioneer fronts since 1800 : the Role of Smallholders, Planters and Merchants*, New York: St. Martin's Press, 1996, pp. 1-22.
- Collart, Yves, «La Suisse et le Tiers Monde», in Louis-Edouard Roulet (éd.), *Max Petitpierre, seize ans de neutralité active : aspects de la politique étrangère de la Suisse 1945-1961*, Neuchâtel: La Baconnière, 1980, pp. 129-142.
- Conrad, Sebastian, *German Colonialism: a Short History*, Cambridge: Cambridge University Press, 2008.
- Conrad, Sebastian et Osterhammel, Jürgen, *An Emerging Modern World, 1750-1870*, Cambridge, Massachusetts: The Belknap Press of Harvard University Press, 2018.
- Cooper, Frederick, Stoler, Ann Laura, *Tensions of Empire : Colonial Cultures in a Bourgeois World*, Berkeley: University of CA Press, 1997.
- Cooper, Frederick, *Colonialism in Question : Theory, Knowledge, History*, Berkeley: University of California Press, 2005.
- Cooper, Frederick, *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire*, trad. Jeanmougin, Christian, Paris: Payot, 2010 [2005].
- Coquery-Vidrovitch, Catherine, «L'impact des intérêts coloniaux : SCOA et CFAO dans l'Ouest africain, 1910-1965», *Journal of African History*, vol. 16, 1975, pp. 595-621.

- Dah, Jonas N., *Missionary Motivations and Methods. A Critical Examination of the Basel Mission in Cameroon 1886-1914*, Dissertation, W. Bieder et J. M. Lochman (dir.), Basel, 1983.
- Dannecker, Rudolf, *La coopération suisse avec l'Afrique*, Berne: Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, 1978.
- Darwin, John, *Britain and Decolonisation: the Retreat from Empire in the Post-War World*, Basingstoke: Macmillan, 1988.
- Darwin, John, *After Tamerlane. The Rise and Fall of Global Empires, 1400-2000*, London: Penguin Books, 2008 [2007].
- Darwin, John, *The Empire Project: the Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge: Cambridge University Press, 2009.
- Darwin, John, *Une histoire globale des empires. Après Tamerlan, de 1400 à nos jours*, trad. Van Besien, Hughes, Paris: Nouveau Monde éditions, 2020 [2007].
- David, Thomas et Etemad, Bouda (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*, Lausanne: Les Annuelles, 1994.
- David, Thomas et Etemad, Bouda, «L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIXe-XXe siècles): un état de la question», *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 46, no 2, 1996, pp. 226-231.
- David, Thomas et Etemad, Bouda, «Un impérialisme suisse?», *Traverse. Schweiz-Dritte Welt. Von der Expansion zur Dominanz*, vol. 5, no 2, 1998a, pp. 7-27.
- David, Thomas, Etemad, Bouda, Lützelshwab, Claude *et al.* (éds.), «Suisse – Tiers-monde. Des réseaux d'expansion aux formes de domination», *Traverse*, vol. 2, 1998b.
- David, Thomas, Etemad, Bouda et Schaufelbuehl, Janick Marina, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne: Ed. Antipodes & Société d'histoire de la Suisse romande, 2005.
- de Claparède, Arthur, *Coup d'œil sur la Société de géographie de Genève, depuis sa fondation en 1858*, Genève: Atar, 1908.
- Debrunner, Hans-Werner, *Schweizer im kolonialen Afrika*, Basel: Basler Afrika Bibliographien, 1991.
- Decker, Stephany, *Postcolonial Transition and Global Business History: British Multinational Companies in Ghana and Nigeria*, New York: Routledge, 2022.
- Deighton Anne, « Britain and the Cold War, 1945–1955 » In: Leffler, Melvyn P., Westad, Odd Arne (eds.), *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010, pp. 112-132.
- Dejung, Christof, Zangger, Andreas, « British Wartime Protectionism and Swiss Trading Companies in Asia during the First World War », *Past and Present*, vol. 207, no 1, 2010a, pp. 181–213.
- Dejung, Christof « Unbekannte Intermediäre. Schweizerische Handelsfirmen im 19. und 20. Jahrhundert », *Traverse*, vol. 17, no 1, 2010b, pp. 139-155.

- Dejung, Christof, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851 - 1999*, Köln: Böhlau, 2013.
- Dieng, Alioune, *A l'ombre de la France, les relations entre le Sénégal et la Suisse au lendemain de l'indépendance (1960-1964)*, Mémoire de licence, Prof. Laurent Tissot (dir.), Neuchâtel, 2008.
- Donzé Pierre-Yves, « The Advantage of Being Swiss: Nestlé and Political Risk in Asia during the Early Cold War, 1945–1970 », *Business History Review*, vol. 94, no 2, 2020a, pp. 373-397.
- Donzé, Pierre-Yves, « L'expansion des multinationales en Extrême-Orient : Nestlé au Japon de 1945 à nos jours », *Traverse*, vol 27, no 1, 2020b, pp. 48-61.
- dos Santos Pinto, Jovita, Ohene-Nyako, Pamerla, Pétrémont, Mélanie-Evely *et alii.* (Hrsg.), *Un/doing Race. Rassifizierung in der Schweiz*, Zürich; Genève: Seismo Verlag, 2022.
- Duisberg, Wilhelm, *Industrie und Handel im Dienst der Basler Mission*, Basel: Verlag der Missionsbuchhandlung, 1902.
- Dzenovska, Dace, « Historical Agency and the Coloniality of Power in Postsocialist Europe », *Anthropological Theory*, vol. 13, no 4, 2013, pp. 394-416.
- Ehrler, Franz, *Handelskonflikte zwischen europäischen Firmen und einheimischen Produzenten in Britisch Westafrika : Die « Cocoa-Holds-Ups » in der Zwischenkriegszeit*, Beiträge zur Kolonial- und Überseegeschichte, Zürich: Atlantis, 1977.
- Eichenberger, Pierre, David, Thomas et Haller, Lea, «Beyond Switzerland: Reframing the Swiss Historical Narrative in Light of Transnational History», *Traverse*, vol. 24, no 1, 2017, pp. 137-152.
- Eichenberger, Pierre, « Swiss Capitalism, or the Significance of Small Things », *Capitalism: A Journal of History and Economics*, vol. 3, no 1, 2022, pp. 215-252.
- Elmer, Sara, Kuhn, Konrad, Speich Chassé, Daniel (Hg.), *Handlungsfeld Entwicklung. Schweizer Erwartungen und Erfahrungen in der Geschichte der Entwicklungsarbeit*, Itinera: Basel, 2014.
- Engerman, Stanley L. et Sokoloff, Kenneth L., *Economic Development in the Americas since 1500. Endowments and Institutions*, Cambridge: Cambridge University Press, 2012.
- Eppler, Paul, *Geschichte der Basler Mission 1815-1899*, Basel: Missionsbuchhandlung, 1900.
- Etemad, Bouda, « Le commerce extérieur de la Suisse avec le Tiers-monde aux XIXe et XXe siècles. Une perspective comparative internationale », in: David, Thomas, Etemad, Bouda, (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*, Lausanne: Les Annuelles, 1994, pp. 19-41.
- Etemad, Bouda, *De l'utilité des empires. Colonisation et prospérité de l'Europe*, Paris: Armand Colin, 2005.
- Etemad, Bouda, « Investir dans la traite. Les milieux d'affaires suisses et leurs réseaux atlantiques », Augeron, Michaël, Poton, Didier, Van Ruymbeke,

- Bertrand (dir.), *Les Huguenots et l'Atlantique (XVI<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècle), tome 1: Pour Dieu, la Cause ou les Affaires*, Paris: Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2009, pp. 527–554.
- Etemad, Bouda, *L'héritage ambigu de la colonisation : économie, populations, sociétés*, Collection U Histoire, Paris: Armand Colin, 2012.
- Etemad, Bouda, «Un bilan économique de la colonisation», in: Singaravélou, Pierre (éd.), *Les empires coloniaux (XIX<sup>e</sup>-XX siècle)*, Paris: Points, 2013, pp. 301-333.
- Etemad, Bouda, *Empires illusoires. Les paris perdus de la colonisation*, Collection Chroniques, Paris: Vendémiaire, 2019.
- Etemad, Bouda et Humbert, Mathieu, «La Suisse est-elle soluble dans sa 'postcolonialité' ?», *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 64, no 2, 2014, pp. 279-291.
- Falola, Toyin, «West Africa», in: Winks, Robin W. et Low, Alaine (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 486-499.
- Falola, Toyin et Roberts, Andrew D., «West Africa», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 515-529.
- Farnie, Douglas Anthony, *The English Cotton Industry and the World Market: 1815-1896*, Oxford: Clarendon Press, 1979.
- Fässler Hans, *Reise in Schwarz-Weiss. Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei*, Zürich: Rotpunktverlag, 2005.
- Favre, Pierre, «Neuchâtel et la Mission protestante du Gabon à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle», *Revue historique neuchâteloise*, no 4, 2004, pp. 215– 232.
- Fichter, James R. (dir.), *British and French Colonialism in Africa, Asia, and the Middle East. Connected Empires across the Eighteenth to the Twentieth Centuries*, Cham: Palgrave Macmillan, 2019.
- Fieldhouse, David Kenneth, *Economics and Empire 1830-1914*, London: Cox & Wyman Ltd, 1973.
- Fieldhouse, David Kenneth, *Merchant Capital and Economic Decolonization. The United Africa Company, 1929-1987*, Oxford [etc.]: Clarendon Press, 1994.
- Fieldhouse, David Kenneth, *Black Africa 1945-1980. Economic Decolonization & Arrested Development*, London: Routledge, 2011 [1986].
- Fischer, Friedrich Hermann, *Der Missionsarzt Rudolf Fisch und die Anfänge medizinischer Arbeit der Basler Mission an der Goldküste (Ghana)*, Herzogenrath: Verlag Murken-Altrogge, 1991.
- Fischer-Tiné, Harald, « The Other Side of Internationalism: Switzerland as a Hub of Militant Anti-Colonialism, c. 1910-1920 », in: Purtschert, Patricia, Fischer-Tiné, Harald, *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2015, pp. 221-258.
- Fitzgerald, Robert, «Products, Firms and Consumption: Cadbury and the Development of Marketing, 1900–1939», *Business History*, vol. 47, no 4, 2005, pp. 511-531.

- Franc, Andrea, *Wie die Schweiz zur Schokolade kam : der Kakaohandel der Basler Handelsgesellschaft mit der Kolonie Goldküste (1893-1960)*, Basel: Schwabe Verlag, 2008.
- Franc, Andrea, «Die Basler Handelsgesellschaft im Westafrika-Kartell (Ende 19. Jahrhundert bis circa 1970)», in: Margrit Müller, Heinrich R. Schmidt et Laurent Tissot (éd.), *Regulierte Märkte. Zünfte und Kartelle*, Zürich: Chronos Verlag, 2011, pp. 341-357.
- Franc, Andrea, *En dialogue avec le monde : les entreprises suisses aux XIXe et XXe siècles*, Baden: Hier und Jetzt, 2021.
- Frank, Robert (éd.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris: Presses Universitaires de France, 2012.
- Fredj, Claire et de Suremain, Marie-Albane, «Un Prométhée colonial ? Encadrement et transformation des sociétés», in: Singaravélou, Pierre (éd.), *Les empires coloniaux (XIXe-XX siècle)*, Paris: Points, 2013, pp. 257-299.
- Frölicher-Stines, Carmel, Mennel, Kelechi Monika, *Schwarze Menschen in der Schweiz. Ein Leben zwischen Integration und Diskriminierung*, Bern: Eidgenössische Kommission gegen Rassismus, 2004.
- Gannon, Margaret, «The Basle Mission Trading Company and British Colonial Policy in the Gold Coast 1918-1928», *The Journal of African History*, vol. 24, 1983, pp. 503-515.
- Getachew, Adom, *Worldmaking after Empire. The Rise and Fall of Self-Determination*, Princeton: Princeton University Press, 2019.
- Gianella, Tommaso, *La Suisse et le Rwanda: les débuts de la Coopération technique dans le cadre de l'aide au développement de 1960 à 1965*, Mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2002.
- Green, Ewan H. H., «The Political Economy of Empire, 1880-1914», in: Porter, Andrew Neil (ed.), *The Oxford History of the British Empire. Volume III. The Nineteenth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 346-368.
- Gründer, Horst, *Christliche Mission und deutscher Imperialismus 1884-1914*, Paderborn: Ferdinand Schöningh, 1982.
- Gründer, Horst et Jenkins, Paul, «Mission und Kolonialismus. Die Basler Mission und die Landfrage in Deutsch-Kamerun», *Texte und Dokumente*, no 7, November 1986,
- Guex, Sébastien, «The Development of Swiss Trading Companies in the Twentieth Century», in: Jones, Geoffrey (ed.), *The Multinational Traders*, London ; New York: Routledge, 1998, pp. 150–172.
- Guex, Sébastien, «De la Suisse comme petit Etat faible : jalons pour sortir d'une image en trompe l'oeil», in: Guex, Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances 1914-1945. Relations économiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève: Droz, 1999, pp. 7-27.
- Guex, Sébastien, «Le négoce suisse en Afrique noire : le cas de l'U.T.C.», in: Bonin, Hubert et Cahen, Michel (éd.), *Négoce blanc en Afrique noire : l'évolution du commerce à longue distance en Afrique noire du 18e au 20e siècles*, [Paris]: Publ. de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2001, pp. 225-253.

- Gueux Sébastien, *Du pouvoir et du profit*, Lausanne: Antipodes, 2021.
- Gunlög, Fur, Hennessey, John L., « Svensk Kolonialism », *Historisk Tidskrift*, vol. 140, no 3, 2020.
- Gunnarsson, Christer, *The Gold Coast Cocoa Industry 1900-1939. Production, Prices and Structural Change*, Lund: AV-centralen, 1978.
- Hagen, Ruth, *Expeditionen in den dunklen Kontinent. Die geographischen Gesellschaften der Schweiz und die wissenschaftliche Erforschung Afrikas*, Lizenzarbeit, Prof. Brigitte Studer, Berne, 2003.
- Haenger, Peter, *Die Basler Mission im Spannungsbereich afrikanischer Integrationsversuche und europäischer Kolonialpolitik. Vorbereitung und Anfangszeit der «Asante-Mission» in Abetifi, Kwawu, 1869-1888*, Lizenzarbeit, Prof. Martin Schaffner, Bâle, 1989.
- Halldén, Erik, *The Culture Policy of the Basel Mission in the Cameroons 1886-1905*, Lund: Berlingska Boktryckeriet 1968.
- Halbeisen, Patrick *et al.*, *Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert*, Basel: Schwabe, 2012.
- Haller, Lea, *Transithandel. Geld- und Warenströme im globalen Kapitalismus*, Berlin: Suhrkamp Verlag, 2019.
- Hancock, William K., *Survey of British Commonwealth Affairs*, Oxford: Oxford University Press: 2 vol., 1964 [1942].
- Hanking, Herman *et al.* (Hg.), *Durch Nacht zum Licht, 125 Jahre Basler Missionsarbeit auf der Goldküste*, Basel: Basler Missonsbuchhandlung, 1953.
- Harries, Patrick, «Missionary Endeavor and the Politics of Identity in Switzerland», *Le Fait missionnaire*, no 6, septembre 1998, pp. 39-69.
- Harries, Patrick, « The Swiss Mission and the Theory and Practice of Race », *Le Fait missionnaire*, vol. 9, 2000, pp. 41–54.
- Harries, Patrick, « Dompter les sauvages domestiques. Le rôle de l’Afrique dans les Ecoles du dimanche en Suisse romande, 1860–1920 », in: Bott, Sandra, David, Thomas, Lützelschwab, Claude *et al.* (éds.), *Suisse – Afrique (18<sup>e</sup>–20<sup>e</sup> siècles). De la traite des Noirs à la fin du régime de l’apartheid*, Münster: LIT-Verlag, 2005, pp. 227–246.
- Harries, Patrick, «From the Alps to Africa. Swiss Missionaries and Anthropology», in: Tilley, Helen, Gordon, Robert (eds), *Ordering Africa. Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge*, Manchester: Manchester University Press, 2007a, pp. 201–224.
- Harries, Patrick, *Butterflies & Barbarians. Swiss Missionaries & Systems of Knowledge in South-East Africa*, Oxford: James Currey, 2007b.
- Häsler, Alfred A., *Der Weizenkönig von Tanganjika. Abenteuer eines Lebens. Die Geschichte der Schweizer Pioniere August Künzler*, Freuenfeld: Huber, 1980.
- Hauser-Dora, Angela Maria, *Die wirtschaftlichen und handelspolitischen Beziehungen der Schweiz zu überseeischen Gebieten 1873-1913*, Bern: Peter Lang, 1986.

- Hedinger, Daniel, Heé, Nadin Heé, « Transimperial History – Connectivity, Cooperation and Competition », *Journal of Modern European History*, vol. 16, no 4, 2018, pp. 429-452.
- Hill, Polly, *The Migrant Cocoa-farmers of Southern Ghana: A Study in Rural Capitalism*, Cambridge: Cambridge University Press, 1963.
- Hobsbawm, Eric J., *L'ère des empires, 1875-1914*, trad. Carnaud, Jacqueline, Lahana, Jacqueline [Paris]: Fayard, 2009 [1987].
- Hobson, John Atkinson, *Imperialism. A Study*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010, [1902].
- Holland, R. F., *European Decolonization 1918.1981: an Introductory Survey*, Basingstoke: Macmillan, 1985.
- Höpflinger, François, *L'empire suisse*, Genève: Grounauer, 1978.
- Hopkins, Antony G., *An Economic History of West Africa*, London: Longman, 1973.
- Hopkins, Anthony G., « Back to the Future: From National History to Imperial History », *Past and Present*, vol. 164, no 1, 1999, pp. 198-243.
- Hopkins, Anthony G. (ed.), *Global History: Interactions between the Universal and the Local*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2006.
- Hopkins, Anthony G., «The New Economic History of Africa», *The Journal of African History*, vol. 50, no 2, 2009, pp. 155-177.
- Hug, Peter Mesmer, Beatrix, *Von der Entwicklungshilfe zur Entwicklungspolitik*, Etudes et Sources, Bern: Archives Fédérales Suisses, vol. 19, 1993.
- Humair, Cédric, « Commerce extérieur et politique commerciale aux 19e et 20e siècles », *Traverse*, vol. 17, no 1, 2010, pp. 184-202.
- Humbert, Mathieu, «L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle. Un aperçu», in: Studer, Brigitte *et al.* (Hg.), *Die Schweiz anderswo: AuslandschweizerInnen - SchweizerInnen im Ausland = La Suisse ailleurs: les Suisses de l'étranger - les Suisses à l'étranger*, Zurich: Chronos, 2015, pp. 145-161.
- Humbert, Mathieu, «La séquestration des avoirs de la Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or : 1918-1928 », in: Batou, Jean *et al.* (éd.), *Deux mondes, une planète : mélanges offerts à Bouda Etemad = Two worlds, one planet : essays in honor of Bouda Etemad*, Lausanne: Editions d'en bas, 2015b, pp. 275-291.
- Humbert, Mathieu, «Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance», *Relations internationales*, vol. 3, no 163, 2015c, pp. 63-80.
- Hynes, William G. *The Economics of Empire. Britain, Africa and the New Imperialism 1870-95*, Londres: Longman, 1979.
- Iandolo, Alessandro, « The Rise and Fall of the "Soviet Model of Development" in West Africa, 1957-64 », *Cold War History*, vol. 12, n° 4, 2012, pp. 683-704.
- Jansen, Jan C. et Osterhammel, Jürgen, *Decolonization. A Short History*, Princeton ; Oxford: Princeton University Press, 2017.

- Jenkins, Paul, «The Scandal of Continuing Intercultural Blindness in Mission Historiography: the Case of Andreas Riis in Akwapim», *International Review of Mission*, vol. 87, no 344, janvier 1998, pp. 67-76.
- Jenkins, Paul, *A Short History of the Basel Mission, Texts and Documents*, Basel: Basel Mission, May 1989.
- Jenkins, Paul et Thomas, Guy, «Die weite Welt rund um Basel: Mission, Medien und regionale Vermittlung eines Afrikabildes im 19. und 20. Jahrhundert», *Basel Regio Basiliensis*, no 45, 2004, pp. 99-107.
- Jones, Geoffrey (ed.), *The Multinational Traders*, London ; New York: Routledge, 1998.
- Jones, Geoffrey, *Multinationals and Global Capitalism. From the Nineteenth to the Twenty-first Century*, Oxford: Oxford University Press, 2005a.
- Jones, Geoffrey, *Renewing Unilever. Transformation and Tradition*, Oxford: Oxford University Press, 2005b.
- Jones, Geoffrey, «Globalization», in: Jones, Geoffrey et Zeitlin, Jonathan (eds.), *The Oxford Handbook of Business History*, Oxford: Oxford University Press, 2008, pp. 143-147.
- Jost, Hans Ulrich, «La Suisse dans le sillage de l'impérialisme américain», in: Jost, Hans Ulrich (éd.), *A tire d'ailes*, Lausanne: Antipodes, 2005, pp. 537-547.
- Kalt, Monica, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre. Von der Barmherzigkeit zur Solidarität*, Bern: Peter Lang, 2010.
- Kamissek, Christoph, & Kreienbaum, Jonas, « An Imperial Cloud? Conceptualising Interimperial Connections and Transimperial Knowledge », *Journal of Modern European History*, vol. 14, no 2, 2016, pp. 164-182.
- Kappeler, Beat, «Schweizer Finanz und Entwicklungsländer», in: der Erklärung von Bern für solidarische Entwicklung Vereinigung (Hg.), *Schweizer Kapital und Dritte Welt*, Bern: Vereinigung der Erklärung von Bern, [1974], pp. 1-56.
- Kaufmann, Lyonel, «Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930-1960)», *Les Annuelles*, no 5, 1994, pp. 43-94.
- Kay, Geoffrey B., *The Political Economy of Colonialism in Ghana. A Collection of Documents and Statistics 1900-1960*, Cambridge: Cambridge University Press, 1972.
- Kent, John, *America, The UN and Decolonisation. Cold War conflict in the Congo*, Londres ; New York: Routledge, 2010.
- Kjerland, Kirsten Alsaker, Bertelsen, Bjorn Enge, (eds.), *Navigating Colonial Orders: Norwegian Entrepreneurship in Africa and Oceania*, New York: Berghahn Books, 2015.
- Killick, Tony, *Development Economics in Action. A Study of Economic Policies in Ghana*, London: Routledge, [2010] 1978.
- Kolko, Gabriel, *Confronting the Third World. United States Foreign Policy, 1945-1980*, New York: Pantheon Books, 1988.
- Kreis, Georg, *Blicke auf die Koloniale Schweiz. ein Forschungsbericht*, Zurich: Chronos Verlag, 2023.

- Kubicek, Robert, «Empire and Technological Change», in: Porter, Andrew Neil (ed.), *The Oxford History of the British Empire. Volume III. The Nineteenth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 247-269.
- Kuczynski, Robert R., *Colonial Population*, London: Oxford University Press, 1937.
- Kuczynski, Robert R., *Demographic Survey of the British Colonial Empire*, vol. 2, Fairfield (N.J.) ; Hassocks: A.M. Kelley, Harvester Press, 1977.
- Kuhn, Konrad et Ziegler, Béatrice, «Die Schweiz und die Sklaverei. Zum Spannungsfeld zwischen Geschichtspolitik und Wissenschaft», *Traverse*, vol. 6, no 1, 2009, pp. 116–130.
- Kuhn, Konrad, *Entwicklungspolitische Solidarität. Die Dritte-Welt-Bewegung in der Schweiz zwischen Kritik und Politik (1975–1992)*, Zürich: Chronos, 2011.
- Kuntz, Joëlle, *La Suisse ou le génie de la dépendance*, Genève: Zoé, 2013.
- Lahti Janne, Kullaa, Rinaa (eds.) « Kolonialismi ja Suomi », *Historiallinen Aikakauskirja*, vol. 118, no. 4, 2020.
- Law, Robin (ed.), *From Slave Trade to "Legitimate" Commerce. The Commercial Transition in Nineteenth-Century West Africa*, Cambridge: Cambridge Univ. Press, 2007.
- Lefebvre, Camille, Oualdi, M'hamed, « Remettre le colonial à sa place », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 72, no 4, 2017, pp. 937-943.
- Lénine, Vladimir Ilitch, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris: Le Temps des Cerises, 2001, [1916].
- Lenzin, René, *"Afrika macht oder bricht einen Mann". Soziales Verhalten und politische Einschätzung einer Kolonialgesellschaft am Beispiel der Schweizer in Ghana (1945-1966)*, Basel: Basler Afrika Bibliographien, 1999.
- Lenzin, René, «Schweizer im kolonialen und postkolonialen Afrika. Statistische Übersicht und zwei Fallbeispiele», *Studien und Quellen*, vol. 28, 2002, pp. 299-325.
- Lester, Alan, « Imperial Circuits and Networks: Geographies of the British Empire », *History Compass*, vol. 4, no 1, 2006, pp. 124-141.
- Linder, Adolphe, *Die Schweizer in Mosambik 1721-1990*, Rondebosch: Selbsverlag, 1998.
- Loftsdóttir, Kristin, « Coonialism at the Margins: Politics of Difference in Europe as Seen through Two Icelandic Crises », *Identities: Global Studies in Culture and Power*, vol. 19, no 5, 2012, pp. 597-615.
- Louis, Wm. Roger, «The Dissolution of the British Empire», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 329-356.
- Louis, Wm. Roger, «Introduction», in: Winks, Robin W. et Low, Alaine (eds), *The Oxford History of the British Empire. Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 1-42.
- Louis, Wm. Roger, *Ends of British Imperialism: the Scramble for Empire, Suez and Decolonization*, London: I. B. Tauris, 2006.

- Lucas, Isabelle, «Tango de neutres sur fond de guerre. Les relations économiques entre la Suisse et l'Argentine (1938–1945)», *Relations internationales*, vol. 150, no 2, 2012, pp. 37–52.
- Lucas, Isabelle, *Un impérialisme électrique. Un siècle de relations helvético-argentines (1890-1979)*, Lausanne: Editions Antipodes, 2021.
- Lüpold, Martin, « Wirtschaftskrieg, Aktienrecht und Corporate Governance. Der Kampf der Schweizer Wirtschaft gegen die "wirtschaftliche Überfremdung" im Ersten und Zweiten Weltkrieg », in: Groebner, Valentin, Guex, Sébastien, Tanner, Jakob (Hg.), *Kriegswirtschaft und Wirtschaftskriege. Economie de guerre et guerres économiques*, Zurich: Chronos, 2008, pp. 99-115.
- Lützelschwab, Claude, *La Compagnie genevoise des Colonies suisses du Sétif (1853-1956). Un cas de colonisation privée en Algérie*, Bern, Peter Land, 2006.
- Lützelschwab, Claude, « Populations et économies des colonies d'implantation européennes en Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Kenya et Rhodésie du Sud) », in: *Annales de démographie historique*, no 1, 2007, pp. 33-58.
- Lynn, Martin, *Commerce and Economic Change in West Africa. The Palm Oil Trade in the Nineteenth Century*, New York, Cambridge: Cambridge University Press, 1997.
- MacKenzie, John M. « European Imperialism: A Zone of Co-operation Rather than Competition? », in: Barth, Volker, Cvetkovski, Roland (eds.), *Imperial Co-operation and Transfer, 1870-1930*, London; New York: Bloomsbury, 2015, pp. 35-53.
- Machia A Rim, Idrisse Désiré, *Les relations entre la Suisse et le Cameroun des indépendances à nos jours (1961-2013) : une esquisse historique*, Berlin: Peter Lang, 2022.
- Magee, Gary B., Thompson, Andrew S., *Empire and Globalisation: Networks of People, Goods and Capital in the British World, c.1850–1914*, Cambridge: Cambridge University Press, 2010.
- Maissen, Thomas, *Geschichte der Schweiz*, Baden: Hier + Jetzt Verlag für Kultur und Geschichte, 2012 [2010].
- Marc, Michel, «Les plantations allemandes du Mont Cameroun (1885-1914)», *Revue française d'histoire d'outre-mer*, vol. 57, no 207, 1970, pp. 183-213.
- Marshall, Peter , «Imperial Britain», *Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 23, no 3, 1995, pp. 379–394.
- Mazov, Sergey, *A Distant Front in the Cold War. The USSR in West Africa and the Congo, 1956-1964*, Washington ; Stanford: Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2010.
- McDermott, John, «Trading With the Enemy: British Business and the Law During the First World War», *Canadian Journal of History*, vol. 2, 1997, pp. 201-220.
- McMahon, Robert J. (ed.), *The Cold War in the Third World*. Oxford: Oxford University Press, 2013.
- Meister, Magnus, *Swiss Economic and Political relations with Israel, Egypt and Syria during the Arab-israeli Conflicts (1967-1983)*, thèse de doctorat, Université de Lausanne, 2019.

- Meredith, David, «The Colonial Office, British Business Interests and the Reform of Cocoa Marketing in West Africa, 1937-1945», *The Journal of African History*, vol. 29, no 2, 1988, pp. 285-300.
- Mettan, Nicolas, *L'approvisionnement de la Suisse en cacao*, Lausanne: Cahiers de recherches économiques, 1985.
- Miller, John, *Missionary Zeal and Institutional Control. Organizational Contradictions in the Basel Mission on the Gold Coast, 1828-1917*, London: Routledge, 2003.
- Minder, Patrick, «D'Helvétie en Congolie». *Les pionniers suisses au service de l'Etat indépendant du Congo et du Congo belge (1885-1914)*, Mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.) Fribourg, 1994.
- Minder, Patrick, « Quelques soldats suisses à la conquête du Congo belge: les 15 mercenaires de la Force publique », *Revue militaire suisse*, vol. 141, no 11, 1996, pp. 35-40.
- Minder, Patrick, *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880-1939)*, Bern: Peter Lang, 2011.
- Monga, Yvette D., «The Emergence of Duala Cocoa Planters and German Rule in Cameroon: A Case Study of Entrepreneurship», in: Clarence-Smith, William Gervase (ed.), *Cocoa Pioneer Fronts Since 1800. The Role of Smallholders, Planters, and Merchants*, New York: St. Martin's Press, 1996, pp. 119-136.
- Monnier, Nicolas, *Stratégie missionnaire et tactiques d'appropriation indigènes. La mission romande au Mozambique 1888-1896*, Lausanne: Le fait missionnaire, 1995.
- Moreau, Jean-Louis « De la décolonisation à la zaïrianisation. Le sort des capitaux belges au Congo », *Les Cahiers Irice*, vol. 2, n° 6, 2012, pp. 61-77.
- Moynier, Gustave, *La Question du Congo devant l'Institut de Droit International*, Genève: Charles Schuchardt 1883.
- Muehlenbeck, Philip E., *Betting on the Africans. John F. Kennedy's Courting of African Nationalist Leaders*, New York: Oxford University Press, 2012.
- Müller, Anita *Schweizer in Alexandrien 1914-1963. Zur ausländischen Präsenz in Ägypten*, Stuttgart: F. Steiner, 1992.
- Müller, Margrit, « From Protectionism to Market Liberalisation. Patterns for Internationalisation in the Main Swiss Export Sectors », in: Müller, Margrit, Myllyntaus, Timo (eds), *Pathbreakers. Small European Countries Responding to Globalisation and Deglobalisation*, Bern: Peter Lang, 2008, pp. 113-149.
- Munro, J. Forbes, *Britain in Tropical Africa 1880-1960. Economic Relationships and Impact*, London: Macmillan Press, 1984.
- Namikas, Lise, *Battleground Africa. Cold War in the Congo, 1960-1965*, Washington ; Stanford: Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2013.
- Nzongola-Ntalaja, Georges, *The Congo from Leopold to Kabila. A People's History*, Londres; New York: Zed Books, 2002.

- O'Rourke, Kevin Hjortshøj et Williamson, Jeffrey G., *Globalization and History: the Evolution of a Nineteenth-Century Atlantic Economy*, Cambridge, Massachusetts: The MIT Press, 2000.
- Ochsenbein, Heinz, *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit 1914-1918 : Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Bern: Stämpfli 1971.
- Osafo, Ernest A., *Der Beitrag der Basler Mission zur wirtschaftlichen Entwicklung Ghanas von 1828 bis zum Ersten Weltkrieg*, Dissertation, Prof. Dr. René König (dir.), Köln, 1972.
- Osborn, Emily Lynn, «Containers, Energy and the Anthropocene in West Africa», in: Austin, Gareth (ed.), *Economic Development and Environmental History in the Anthropocene. Perspectives on Asia and Africa*, London ; New York: Bloomsbury Academic, 2017, pp. 69-94.
- Osterhammel, Jürgen et Petersson, Niels P., *Globalization. a Short History*, Princeton ; Oxford: Princeton University Press, 2005 (2003).
- Page, Steve, *La Suisse et le Ghana de Nkrumah: une présence économique et diplomatique à l'épreuve de la décolonisation (1950–1970)*, Mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2006.
- Page, Steve, *Le Nigeria et la Suisse, des affaires d'indépendance: commerce, diplomatie et coopération 1930-1980*, Bern: Peter Lang, 2016.
- Patel, Kiran Klaus, « An Emperor without Clothes? The Debate about Transnational History Twenty-five Years on », *Histoire@Politique*, vol. 26, no 2, 2015, pp. 191-206.
- Péclard, Didier, *Ethos missionnaire et esprit du capitalisme. La Mission philafricaine en Angola 1897–1907*, Lausanne: Le fait missionnaire, 1995.
- Perrenoud, Marc, «Aperçu sur les Suisses de l'étranger et la décolonisation en Afrique», *Etudes et Sources*, vol. 28, 2002, pp. 327-344.
- Perrenoud, Marc, «Guerres, indépendances, neutralité et opportunités : quelques jalons historiques pour l'analyse des relations économiques de la Suisse avec l'Afrique (des années 1920 aux années 1960)», in: Bott, Sandra et al. (éd.), *Suisse – Afrique (18e–20e siècles): de la traite des noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster: LIT-Verlag, 2005, pp. 85-104.
- Perrenoud, Marc, «Les relations de la Suisse avec l'Afrique lors de la décolonisation et des débuts de la coopération au développement», *Revue internationale de politique de développement*, no 1, 2010, pp. 81-98.
- Perrenoud, Marc, «La coopération de la Confédération au développement, un enjeu de la politique intérieure et des relations économiques extérieures de la Suisse (1960-1973)», in: Batou, Jean et al. (éd.), *Deux mondes, une planète : mélanges offerts à Bouda Etemad = Two worlds, one planet : essays in honor of Bouda Etemad*, Lausanne: Editions d'en bas, 2015, pp. 293-306.
- Pétre-Grenouilleau, Olivier, *La révolution abolitionniste*, Paris: Gallimard, 2017.
- Phillips, Anne, *The Enigma of Colonialism. British Policy in West Africa*, London ; Indianapolis: James Currey/ Bloomington ; Indiana University Press, 1989.

- Pitts, Jennifer, *Naissance de la bonne conscience coloniale: les libéraux français et britanniques et la question impériale, 1770-1870*, trad. Cordillot, Michel, Ivry-sur-Seine: Ed. de l'Atelier, 2008 [2005].
- Platania, Marco, « L'historiographie du fait colonial : enjeux et transformations », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, vol. 24, no 1, 2011, pp. 189-207.
- Pomeranz, Kenneth, *The great divergence: China, Europe, and the making of the modern world economy*, Princeton, N.J: Princeton University Press, 2000.
- Porter, Andrew Neil, «Religion, Missionary Enthusiasm, and Empire», in: Winks, Robin W. et Low, Alaine (eds), *The Oxford History of the British Empire, Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 222-246.
- Porter, Andrew Neil, «Trusteeship, Anti-Slavery, and Humanitarianism», in: Robin W. Winks et Alaine Low (éd.), *The Oxford History of the British Empire*, Oxford: Oxford University Press, vol. 5, 1999, pp. 198-221.
- Porter, Bernard, *The Absent-Minded Imperialists. Empire, Society and Culture in Britain*, Oxford: Oxford University Press, 2004.
- Potter, Simon J., «Empire, Cultures and Identities in Nineteenth- and Twentieth-Century Britain», *History Compass*, vol. 5, no 1, 2007, pp. 51–71.
- Potter Simon J., Saha, Jonathan, « Global History, Imperial History and Connected Histories of Empire », *Journal of Colonialism and Colonial History*, vol. 16, no 1, 2015.
- Pous, Jacques, *Henry Dunant l'Algérien ou le mirage colonial*, Genève: Ed. Grounauer, 1979.
- Pratt, Desmond Christopher Martin, *Business Imperialism: 1840-1930: an Inquiry Based on British Experience in Latin America*, Oxford: At The Clarendon Press, 1977.
- Price, Richard, «One Big Thing: Britain, Its Empire and Their Imperial Culture», *Journal of British Studies*, vol. 45 no 3, 2006, pp. 602–627.
- Prudhomme, Claude, «Missions, internationalisation du christianisme, interaction des croyances», in: Singaravélou, Pierre et Venayre, Sylvain (éd.), *Histoire du monde au XIXe siècle*, Paris: Fayard, 2017, pp. 137-151.
- Puchalski, Piotr, *Poland in a Colonial World Order. Adjustments and Aspirations, 1918-1939*, Abingdon: Routledge, 2021.
- Purtschert, Patricia, Lüthi, Barbara, Falk, Francesca (Hg.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld: Transcript, 2012.
- Purtschert, Patricia, Fischer-Tiné, Harald, *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2015.
- Purtschert, Patricia, Falk, Francesca, Lüthi, Barbara, «Switzerland and 'Colonialism without Colonies'. Reflections on the Status of Colonial Outsiders. Interventions », *International Journal of Postcolonial Studies*, vol. 18, no 2, 2016, p. 286-302.

- Reinhardt, Volker, *Die Geschichte der Schweiz. Von den Anfängen bis heute*, München: Beck, 2011 [2006].
- Rérat, Patrick, Piguët, Etienne (éd.), *La «pensée du monde». Une société de géographie à la Belle Epoque*, Neuchâtel: Ed. Alphil, 2011.
- Rial, Jacques, « Les affaires étrangères suisses et l'Afrique, 1848–1960 », in: Ayang, Luis Ondo, Bondjale Oko, Marcelino, Riochi Bobuiche, Humberto *et al.* (éd.), *Mélanges euroafricains offerts au professeur Max Liniger-Goumaz*, vol. 1, Madrid: Editorial Claves para el futuro, 2001, pp. 183–199.
- Ritzmann-Blickenstorfer, Heiner (Hg), *Historische Statistik der Schweiz*, Zürich: Chronos, 1996.
- Robinson, Ronald et Gallagher, John, «The Imperialism of Free Trade», *Economic History Review*, vol. 6, no 1, 1953, pp. 1-15.
- Robinson, Ronald, Gallagher, John et Denny, Alice, *Africa and the Victorians: the Official Mind of Imperialism*, London: Macmillan & Co, 1961.
- Rohrbasser, Charles, *L'œuvre sociale de la Mission Suisse au Mozambique*, Mémoire de licence, Prof. Bouda Etemad, Lausanne, 1991.
- Romer, Sandra, *Eine neue Heimat in Südwestafrika? Die Schweizer Auswanderung nach Namibia, 1870–1946*, Basel: Basler Afrika-Bibliographien, 2003.
- Röpke, Wilhelm, «Kapitalismus und Imperialismus», *Zeitschrift für schweizerische Statistik und Volkswirtschaft*, vol. 70, 1934, pp. 370-386.
- Rosenberg, Emily S, « Introduction », in: Rosenberg, Emily S, (ed.), *A World Connecting 1870-1945*, Cambridge MA; London: The Belknap Press of Harvard University Press, 2012, pp. 1-25.
- Rosfeld, Roman, *Schweizer Schokolade : industrielle Produktion und kulturelle Konstruktion eines nationalen Symbols 1860-1920*, Baden: Hier + jetzt Verl. für Kultur und Geschichte, 2007.
- Rossinelli, Fabio, *La Société de géographie de Genève et l'impérialisme suisse (1858-1914)*, Mémoire de licence, Prof. Sébastien Guex, Lausanne, 2013.
- Rossinelli, Fabio, *Géographie et impérialisme: de la Suisse au Congo entre exploration géographique et conquête coloniale*, Neuchâtel: Éditions Alphil, 2022.
- Ruf, François, *Booms et crises du cacao. Les vertiges de l'or brun*, Montpellier ; Paris: CIRAD, Karthala, 1995.
- Ruffieux, Roland, «La Suisse des radicaux (1848-1914)», in: *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne: Editions Payot, vol. 3, 1983, pp. 599-682.
- Salgado, Rubia, «Chewing the Borders. Oder Kauen, um wach zu bleiben. Oder Widerstand im Widerspruch», in: Thal, Andrea (Hg.), *Chewing the Scenery*, Zurich: Edition Fink, 2011, pp. 199–206.
- Sauvy, Alfred, «Trois mondes, une planète», *L'Observateur*, no 118, 14 août 1952,
- Schär, Bernhard C., «Mariella Mehr als Inspiration für eine postkoloniale Geschichte der Schweiz – einige Überlegungen», in: Ruchat, Anna (Hg.),

- Lieblebchen sag – 60 Jahre Mariella Mehr*, Riva San Vitale: Fondazione Franco Beltrametti, 2007, pp. 8–16.
- Schär, Bernhard C., « Earth Scientists as Time Travelers and Agents of Colonial Conquest: Swiss Naturalists in the Dutch East Indies », *Historical social research*, vol. 40, no 2, 2015a, pp. 67-80.
- Schär, Bernhard C., « On the Tropical Origins of the Alps. Science and the Colonial Imagination of Switzerland, 1700-1900 », in: Purtschert, Patricia, Fischer-Tiné, Harald, *Colonial Switzerland. Rethinking Colonialism from the Margins*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2015b, pp. 29-49.
- Schär, Bernhard C., « Philanthropie postcolonial. Macht und Mitleid zwischen der Schweiz und Indien, 1950-1900 », *Itinera*, vol. 44, 2017, pp. 127-139.
- Schär, Bernhard C., « From Batticaloa via Basel to Berlin. Transimperial Science in Ceylon and Beyond around 1900 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 48, no 2, 2019, pp. 1-33.
- Schär, Bernhard C., « Switzerland, Borneo and the New Dutch India: Towards a New Imperial History of Europe, c. 1770-1850 », *Past & Present*, vol. 257, no 1, 2022, pp. 134-167.
- Scheele, Isabell, Les relations transimpériales. L'exemple du Togo allemande et du Dahomey français à l'apogée de l'impérialisme européen*, Berlin: Peter Lang, 2021.
- Schlatter, Wilhelm, *Geschichte der Basler Mission 1815-1915*, Basler: Verlag der Basler Mission Buchhandlung, 3 vol., 1916.
- Schmid, Pascal, *Medicine, Faith and Politics in Agogo : a History of Health Care Delivery in Rural Ghana, ca. 1925 to 1980*, Wien: Lit, 2018.
- Schneider, Jürg, Lüthi, Barbara, «Carl Passavant (1854–1887). Eine Welt in Bildern», *Traverse*, vol. 14, no 3, 2007, pp. 113–122.
- Schumpeter, Joseph, *Impérialisme et classes sociales*, Paris: Flammarion, 1999 [1919].
- Schuwey, Jérôme, *La Suisse et la Guinée de Sékou Touré. Les enjeux de la coopération technique au lendemain de l'indépendance (1958-1974)*, Mémoire de licence, Prof. Francis Python (dir.), Fribourg, 2005.
- Schweizer, Peter Alexander, *Mission an der Goldküste: Geschichte und Fotografie der Basler Mission im kolonialen Ghana*, Basel: C. Merian, 2002.
- Seck, Papa Ibrahim, *La stratégie culturelle de la France en Afrique : l'enseignement colonial (1817-1960)*, Paris: L'Harmattan, 1993.
- Sill, Ulrike, «Mission als Übersetzungsbewegung. Die Spracharbeit der Basler Mission in Süd-Ghana in historischer Perspektive», in: Kusmierz, Katrin (Hg.), *Grenzen erkunden zwischen Kulturen, Kirchen, Religionen : eine Festschrift für Christine Lienemann-Perrin*, Frankfurt am Main: O. Lembeck, 2007, pp. 58-69.
- Sill, Ulrike, *Encounters in Quest of Christian Womanhood. The Basel Mission in Pre- and Early Colonial Ghana*, [S.l.]: [S.n.], 2008.

- Société, d'étude économiques et sociales en collab. avec l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, *La Suisse et l'Afrique*, Revue économique et sociale, numéro spécial, Lausanne: Société d'étude économiques et sociales, septembre 1960.
- Soutou, Georges-Henri, *L'or et le sang. Les buts de guerre économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris: Fayard, 1989.
- Stafford, Robert A., *Scientist of Empire: Sir Roderick Murchison, Scientific Exploration and Victorian Imperialism*, Cambridge: Cambridge University Press, 2002.
- Stengers, Jean, « La dette publique de l'Etat indépendant du Congo (1879-1908) », in: Crédit communal de Belgique, *La dette publique aux XVe et XIXe siècles. Son développement sur le plan local, régional et national*, [Bruxelles]: Crédit communal de Belgique, [1980].
- Stengers, Jean, *Congo. Mythes et réalité*, Bruxelles: Editions Racine, 2007 [1989].
- Stettler, Niklaus, Haenger, Peter, Labhardt, Robert, *Baumwolle, Sklaven und Kredite. Die Basler Welthandelsfirma Christoph Burckhardt & Cie. in revolutionärer Zeit (1789–1815)*, Basel: Christoph Merian Verlag, 2004.
- Stockwell, Sarah, « Political Strategies of British Business During Decolonization: The Case of the Gold Coast/Ghana, 1945–57 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, vol. 23, no 2, 1995, pp. 277-300.
- Stockwell, Sarah, *The Business of Decolonization. British Business Strategies in the Gold Coast*, Oxford: Clarendon Pr., 2000.
- Stockwell, Sarah, *The British End of the British Empire*, Cambridge: Cambridge University Press, 2018.
- Stockwell, Sarah, Dimier, Véronique (eds.), *The Business of Development in Post-Colonial Africa*. Cham: Springer International Publishing, 2020.
- Stoler Ann Laura, « Imperial Debris: Reflections on Ruins and Ruination », *Cultural Anthropology*, vol. 23, no 2, 2008, pp. 191-219.
- Stopper, Edwin, « Problèmes politiques et économiques en rapport avec l'Afrique occidentale », *Revue économique et sociale*, numéro spécial, septembre 1960, pp. 109-125.
- Stucki, Lorenz, *L'empire occulte. Les secrets de la puissance helvétique*, Paris: R. Laffont, 1970.
- Suvi, Keskinen, Salla, Tuori, Sari, Irni, Mulinari, Diana (eds.), *Colonialism: Gender, Race and Ethnicity in the Nordic Region*, Farnham: Ashgate, 2009.
- Thompson, Andrew, *The Empire Strikes Back? The Impact of Imperialism on Britain from the Mid-Nineteenth Century*, Harlow: Pearson Longman, 2005.
- Tilly, Pierre, « Sources et développements du contentieux financier belgo-congolais », in: Dumoulin, Michel, Gijs, Anne-Sophie et al. (dir.), *Du Congo belge à la République du Congo 1955-1965*, Bruxelles, Bern, Berlin [etc]: Peter Lang, 2012, pp. 147-163.
- Tissot, Laurent, « "Je suis suisse, voyez ma maison mère". Les Chocolats Suchard et le marché français durant la Grande Guerre », in: Henry, Philippe, de

- Tribolet, Maurice, *In dubiis libertas. Mélanges d'histoire offerts au professeur Rémy Scheurer*, Hauterive: G. Attinger, 1999, pp. 389-410.
- Tomlinson, Tom B. R., «Imperialism and After: The Economy of the Empire on the Periphery», in: Brown, Judith M. et Louis, Wm. Roger (eds.), *The Oxford History of the British Empire. Volume IV. The Twentieth Century*, Oxford: Oxford University Press, 1999, pp. 357-378.
- Trivellato, Francesca, « What Differences make a Difference? Global History and Microanalysis Revisited », *Journal of Early Modern History*, vol. 27, no 1-2, 2023, pp. 7-31.
- Udry, Charles-André, «Impérialisme suisse et « aide » au tiers monde», *Critiques de l'économie politique*, vol. 13-14, 1973, pp. 230-262.
- Vanthesche, Guy, *La Belgique et le Congo. Empreintes d'une colonie 1885-1980*, Bruxelles: Éd. Complexe, « Nouvelle Histoire de Belgique », vol. IV, 2007.
- Vellut, Jean-Luc, «Réseaux transnationaux dans l'économie politique du Congo Léopoldien, c. 1885-1910», in: Marfaing, Laurence et Reinwald, Brigitte (Hg.), *Afrkanische Beziehungen, Netzwerke und Räume. African Networks, Exchange and Spatial Dynamics. Dynamiques spatiales, réseaux et échanges africains*, Studien zur Afrikanischen Geschichte, 28, Münster: Lit Verlag, 2001, pp. 131-146.
- Vellut, Jean-Luc, *Congo. Ambitions et désenchantements, 1880-1960*, Paris: Editions Karthala, 2017.
- Veyrassat, Béatrice, «La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographiques au XIXe siècle. Essai de reconstitution», in: Bairoch, Paul et Koerner, Mark (éd.), *La Suisse dans l'économie mondiale*, Zürich: Chronos, 1990, pp. 287-311.
- Veyrassat, Béatrice, « 1945–1990. Bilan des recherches sur l'histoire du négoce international de la Suisse (XVIII<sup>e</sup> siècle – Première Guerre mondiale) », *Revue suisse d'histoire*, vol. 41, no 3, 1991, pp. 274-286.
- Veyrassat, Béatrice, *Réseaux d'affaires internationales, émigrations et exportations en Amérique latine au XIXe siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève: Droz, 1993.
- Veyrassat, Béatrice, « Chocs macro-économiques et négoce international. Le développement des relations de la Suisse avec l'outre-mer au XIX<sup>e</sup> siècle », in: *Relations internationales*, vol. 82, 1995, pp. 123–140.
- Veyrassat, Béatrice, « Les Suisses et la Suisse au Brésil (1817–1930). Le renouvellement des communautés d'affaires et le recul de l'influence économique de la Suisse française », in: *Etudes et sources*, vol. 21, 1995, pp. 11–44.
- Veyrassat, Béatrice, *Histoire de la Suisse et des Suisses dans la marche du monde: (XVII<sup>e</sup> siècle - Première Guerre mondiale): espaces - circulations - échanges*, Neuchâtel: Éditions Livreo-Alphil, 2018.
- Wagner, Antonin et Beutter, Friedrich, *Finanzplatz Schweiz - Dritte Welt*, [s.l.]: Schweizerische Nationalkommission Iustitia et Pax, 1983.
- Walter, François, *Histoire de la Suisse*, 5 tomes, Neuchâtel: Ed. Alphil, 2010 [2009].

- Wanner, Gustav Adolf, *Die Basler Handels-Gesellschaft 1859-1959*, Basel: Basler Handels-Gesellschaft, 1959.
- Wanner, Gustav Adolf, *The First Cocoa Trees in Ghana, 1858-1868*, Basle: Basle trading company, 1962.
- Wanner, Gustav Adolf, *Eduard und Wilhelm Preiswerk. Präsidenten der Basler Handels-Gesellschaft*, Zürich: Verein für wirtschaftshistorische Studien, 1984.
- Wesseling, Henri, *Le partage de l'Afrique 1880-1914*, Paris: Ed. Denoël, 1996 [1991].
- Westad, Odd Arne, *La guerre froide totale. Le tiers-monde, les Etats-Unis et l'URSS (1945-1991)*, trad. Jeanmougin, Christian, Paris: Payot, 2007 [2005].
- Westad, Odd Arne, *The Cold War : A World History*, London: Allen Lane, 2017.
- White, Nicholas J., «The Business and the Politics of Decolonization: The British Expérience in the Twentieth Century», *The Economic History Review*, vol. 53, no 3, 2000, pp. 544-564.
- Widmer, Sabina, *Switzerland and Sub-Saharan Africa in the Cold War, 1967-1979: Neutrality Meets Decolonisation*, Leiden ; Boston: Brill, 2021.
- Winks, Robin W. et Low, Alaine, *The Oxford History of the British Empire. Volume V. Historiography*, Oxford: Oxford University Press, 1999.
- Wirz, Albert, «Die humanitäre Schweiz im Spannungsfeld zwischen Philanthropie und Kolonialismus : Gustav Moynier, Afrika und das IKRK», *Traverse. Schweiz-Dritte Welt. Von der Expansion zur Dominanz*, no 2, 1998, pp. 95-111.
- Witschi, Beat, *Schweizer auf imperialistischen Pfaden. Die schweizerischen Handelsbeziehungen mit der Levante 1848-1914*, Beiträge zur Kolonial- und Überseegegeschichte, Stuttgart: Steiner, 1986.
- Young, Crawford, Turner, Thomas, *The Rise and Decline of the Zairian State*, Madison: The University of Wisconsin Press, 1985.
- Young, Crawford, *The African Colonial State in Comparative Perspective*, New Haven; London: Yale University Press, 1994.
- Zacek, Thomas, « Die Förderung privater Direktinvestitionen. Die ersten bilateralen Abkommen über den Schutz und die Förderung von Kapitalinvestitionen mit Tunesien, Niger und Guinea », *Studien und Quellen*, 1993, n° 19, pp. 335-349.
- Zangger, Andreas, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860-1930)*, Bielefeld: transcript Verlag, 2011.
- Zichichi, Lorenzo, *Il colonialismo felpato. Gli svizzeri alla conquista del Regno delle due Sicilie : (1800-1848)*, Palermo: Sellerio, 1988.
- Ziegler, Jean, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Paris: Éditions du Seuil, 1976.
- Zürcher, Lukas, *Die Schweiz in Ruanda*, Zürich: Chronos Verlag, 2014.



## 8. Annexes

- A. Etemad, Bouda et Humbert, Mathieu, «La Suisse est-elle soluble dans sa 'postcolonialité'?», *Revue Suisse d'Histoire*, vol. 64, no 2, 2014, pp. 279-291.
- B. Humbert, Mathieu, «L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle. Un aperçu», in: Studer, Brigitte *et al.* (Hg), *Die Schweiz anderswo: AuslandschweizerInnen - SchweizerInnen im Ausland = La Suisse ailleurs: les Suisses de l'étranger - les Suisses à l'étranger*, Zurich: Chronos, 2015, pp. 145-161.
- C. Humbert, Mathieu, «La séquestration des avoirs de la Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or : 1918-1928 », in: Batou, Jean *et al.* (éd.), *Deux mondes, une planète : mélanges offerts à Bouda Etemad = Two worlds, one planet : essays in honor of Bouda Etemad*, Lausanne: Editions d'en bas, 2015, pp. 275-291.
- D. Humbert, Mathieu, «Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance», *Relations internationales*, vol. 3, no 163, 2015, pp. 63-80.



Schweizerische  
Gesellschaft für Geschichte  
Société suisse d'histoire  
Società svizzera di storia  
Societad svizra d'istorgia

Schweizerische  
Zeitschrift  
für Geschichte

Revue Suisse  
d'Histoire

Rivista Storica  
Svizzera

Vol. 64 | 2014 | Nr. 2

**Jenseits der Exzentrik. Ausereuropäische  
Geschichte in der Schweiz**

**Au-delà de l'excentricité. L'histoire extra-  
européenne en Suisse**

**Beyond eccentricity. Non-European history  
in Switzerland**



Schwabe Verlag Basel



Schweizerische  
Gesellschaft für Geschichte  
Société suisse d'histoire  
Società svizzera di storia  
Societad svizra d'istorgia

www.sgg-ssh.ch

---

**Redaktion / Rédaction / Redazione**

Prof. Dr. Martin Lengwiler, Universität Basel, Departement Geschichte, Hirschgässlein 21, CH-4051 Basel (in deutscher Sprache), e-mail: martin.lengwiler@szg-rsh.ch

Prof. Dr. Irène Herrmann, Département d'histoire générale, 5, rue Saint-Ours, CH-1211 Genève 4 (en langue française), e-mail: irene.herrmann@szg-rsh.ch

---

**Vorstand der SGG / Comité de la SSH / Comitato SSS**

Dr. Sacha Zala, Bern, Präsident; Prof. Dr. Janick Marina Schaufelbuehl, Lausanne, vice-présidente; Prof. Dr. Bernard Andenmatten, Lausanne; Prof. Dr. Lucas Burkart, Basel; Dr. Monika Gisler, Zürich.

---

**Generalsekretariat / Secrétariat général / Segreteria generale**

Villemattstrasse 9, 3007 Bern, e-mail: generalsekretariat@sgg-ssh.ch

Generalsekretärin / Secrétaire générale / Segretaria generale: lic. phil. Peppina Beeli

---

Die Schweizerische Zeitschrift für Geschichte erscheint 3-mal jährlich (im April, September, Dezember) und veröffentlicht wissenschaftliche Artikel, Rezensionen und Debatten auf Deutsch, Französisch, Italienisch und Englisch. Manuskripte für Beiträge in der SZG müssen gemäss den Richtlinien der SZG (vgl. [www.szg-rsh.ch](http://www.szg-rsh.ch)) eingereicht werden. Die Auswahl der Beiträge erfolgt nach einem doppelblinden Begutachtungsverfahren (peer review) durch die Redaktion.

**Redaktionsschluss:** 1. Januar, 1. Juni, 1. September.

La Revue Suisse d'Histoire paraît trois fois par année (en avril, septembre, décembre) et publie en français, allemand, italien ou anglais des articles scientifiques, des comptes rendus ainsi que des débats. Les propositions de contribution doivent correspondre aux directives de la RSH (voir [www.szg-rsh.ch](http://www.szg-rsh.ch)). La sélection des contributions est effectuée par la rédaction à la suite d'un processus d'expertise par deux pairs anonymes (peer review).

**Le «bouclage» des numéros** a lieu les 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

La Rivista Storica Svizzera appare tre volte all'anno (in aprile, settembre, dicembre) e pubblica in italiano, tedesco, francese e inglese articoli scientifici, recensioni e dibattiti. I manoscritti devono corrispondere alle direttive della RSS (cf. [www.szg-rsh.ch](http://www.szg-rsh.ch)). La selezione dei contributi è effettuata dalla redazione dopo un processo di valutazione a doppia anonimizzazione (peer review).

**Chiusura redazionale:** 1° gennaio, 1° giugno, 1° settembre.

---

Das Abonnement ist im Mitgliederbeitrag der SGG inbegriffen.

L'abonnement à la Revue fait partie du statut de membre de la SSH.

L'abbonamento alla rivista è incluso nella quota dei membri della SSS.

---

ISSN 0036-7834

---

Verlag / Maison d'édition / Casa editrice: Schwabe AG, Steinentorstrasse 13, CH-4010 Basel, [www.schwabeverlag.ch](http://www.schwabeverlag.ch)



Unterstützt durch die Schweizerische Akademie  
der Geistes- und Sozialwissenschaften  
[www.sagw.ch](http://www.sagw.ch)

---

**Inhalt / Sommaire**

---

*Jenseits der Exzentrik. Aussereuropäische Geschichte in der Schweiz / Au-delà de l'excentricité. L'histoire extra-européenne en Suisse / Beyond eccentricity. Non-European history in Switzerland*

---

**Abhandlungen / Articles**

---

- Christof Dejung: Jenseits der Exzentrik. Aussereuropäische Geschichte in der Schweiz. *Einleitung zum Themenschwerpunkt* 195
- Almut Höfert: Grenzüberschreitungen für das Mittelalter. Transkulturelles Forschen mit einer aussereuropäischen Quellsprache zwischen Geschichtswissenschaft und den Area Studies 210
- Gesine Krüger: Der Löwe lagert unter der Schirmakazie. Der (mögliche) Beitrag der Afrikanischen Geschichte zu einer Geschichtswissenschaft als Verflechtungsgeschichte 224
- G. Balachandran: Legacies beyond Empire: Reflections on Doing International History from Geneva 239
- Corinne A. Pernet: Zwischen Regionalkompetenz und Global- oder Verflechtungsgeschichte: Lateinamerikanische Geschichte in der Schweiz 263
- Bouda Etemad / Mathieu Humbert: La Suisse est-elle soluble dans sa «postcolonialité»? 279

---

**Debatte / Débat**

---

- Philippe Marguerat: Le manuel d'histoire économique de la Suisse et la Seconde Guerre mondiale 292
- Malik Mazbouri / Sébastien Guex / Rodrigo Lopez: Réponse à Philippe Marguerat 299

---

**Miszellen / Mélanges**

---

- Hans Eberhard Mayer: Von Hartmann von Heldringen zu Burchard von Schwanden 311
- Pierre-Yves Donzé: Organisation industrielle et systèmes de production dans l'industrie suisse de la montre 321

## Nachrufe / Hommages

---

Brigitte Studer: Brigitte Schnegg zum Gedenken (1953–2014) 332

## Besprechungen / Comptes rendus

---

### *Schweizergeschichte / Histoire suisse*

Heinrich Bullingers Briefwechsel, Bd. 15: Briefe des Jahres 1545  
(J.-A. Bernhard) 334

Ort, W.: Heinrich Zschokke 1771–1848. Eine Biografie (T. Kaestli) 335

Studer, B. / Arlettaz, G. / Argast, R.: Le droit d'être suisse. Acquisition,  
perte et retrait de la nationalité de 1848 à nos jours (A. Heiniger) 337

Spuhler, G. (Hg.): Anstaltsfeind und Judenfreund. Carl Albert Looslis  
Einsatz für die Würde des Menschen (S. Bossert) 339

Rietmann, T.: «Liederlich» und «arbeits-scheu». Die administrative  
Anstaltsversorgung im Kanton Bern (1884–1981) (G. V. Weber) 341

Vaucher, M.: «Créer, organiser, durer». Naissance et développement  
de l'Union des Femmes de Lausanne (1896–1916) (D. Dirlewanger) 343

Sprecher, T.: Karl Schmid (1907–1974). Ein Schweizer Citoyen (G. Kreis) 345

Bächi, B.: Vitamin C für alle! Pharmazeutische Produktion, Vermarktung  
und Gesundheitspolitik 1933–1953 (N. Kessel) 347

Lienert, S.: «Wir wollen helfen, da wo Not ist». Das Schweizer Hilfswerk  
für Emigrantenkinder 1933–1947 (H. Kanyar Becker) 349

Monnier, E. / Exchaquet-Monnier, B.: Retour à la vie. L'accueil en Suisse  
romande d'anciennes déportées françaises de la Résistance (1945–1947)  
(P. Jeanneret) 350

David, T. / Mathieu, J. / Schaufelbuehl, J. M. / Straumann, T. (Hg./éd.):  
Krisen. Ursachen, Deutungen und Folgen – Crises. Causes, interprétations  
et conséquences (R. Wild) 352

Julier, Ch. / Maye, D.: Les Maye de Chamoson. Généalogie de 1600  
à nos jours. La Maison perdue (L. Weibel) 354

Weibel, V.: Schwyzer Namenbuch. Die Orts- und Flurnamen des Kantons  
Schwyz / Weibel, V.: Vom Dräckloch i Himel. Namenbuch des Kantons  
Schwyz (J. Mischke) 355

### *Allgemeine Geschichte / Histoire générale*

Herzberg, J.: Gegenarchive. Bäuerliche Autobiographik zwischen  
Zarenreich und Sowjetunion (H. Haumann) 358

Rüthers, M.: Juden und Zigeuner im europäischen Geschichtstheater, «Jewish Spaces» / «Gipsy Spaces» – Kazimierz und Saintes-Maries-de-la-Mer in der neuen Folklore Europas (H. Kanyar Becker)	360
Haumann, H.: Hermann Diamanski (1910–1976): Überleben in der Katastrophe. Eine deutsche Geschichte zwischen Auschwitz und Staatssicherheitsdienst (G. Spuhler)	361
Walter, F.: Hiver. Histoire d'une saison (A. Metzger)	364

		<b>KLIO Buchhandlung und Antiquariat von der Crone, Heiniger Linow &amp; Co.</b>
Wissenschaftliche Buchhandlung mit umfangreichem Sortiment und fachspezifischen Dienstleistungen		<b>Geschichte</b>
Buchhändlerisch und wissenschaftlich ausgebildetes Personal		<b>Philosophie</b>
Eigene Neuheitenkataloge		<b>Germanistik</b>
An- und Verkauf antiquarischer Bücher		<b>Alte Sprachen</b>
KLIO Buchhandlung Zähringerstrasse 45 CH-8001 Zürich Tel. 044 251 42 12	KLIO Antiquariat Zähringerstrasse 41 CH-8001 Zürich Tel. 044 251 86 10	<b>Soziologie</b>
<a href="http://www.klio-buch.ch">www.klio-buch.ch</a>		<b>Politologie</b>
		<b>Ethnologie</b>
		<b>Theologie</b>
		<b>Kommunikation</b>
		<b>Belletristik</b>

## La Suisse est-elle soluble dans sa «postcolonialité»?

Bouda Etemad / Mathieu Humbert

---

### Is Switzerland Soluble in its «Post-Coloniality»?

Since the end of the 1990s the number of studies on the history of Swiss relations to non-European countries has multiplied, though the Helvetic academic landscape cannot boast any specialist in this field of research. The majority of these studies are part of a common enterprise of banalization of this field of Swiss history and thus disparage the Helvetic «exceptionalism». This article evaluates the contribution of authors in the wake of «Global History» and «Post-Colonial Studies». Certain similarities appear in both fields. All the authors, for example, unite in focusing their analysis on the link and the connection, in particular between colonialism as a fact and its development. Among the differences, the one that claimed our attention was that studies in a «Global History» context only episodically deal with the returns on foreign activities for Switzerland, whereas «studies in post-colonialism» favour them. Essentially, we are asking what the limitations and perspectives of these studies are and what their questioning is. Citing the example of Great Britain in our argumentation, we claim that after ignoring and minimizing the effects of return of «imperialism» for a long time, they, nowadays, risk being exaggerated and simplified.

---

L'histoire des relations entre la Suisse et les contrées d'outre-mer (sous-entendu ici l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique) est un champ mineur dans le paysage académique helvétique. Les publications en ce domaine, qui apparaissent surtout après la Deuxième Guerre mondiale, sont plutôt rares. Elles restent de surcroît confidentielles et suscitent rarement des débats, si ce n'est au sein d'un cercle restreint de spécialistes.

«Spécialiste» est d'ailleurs un terme trompeur, car il laisse croire qu'il existe en Suisse des chercheurs ayant fait de ce champ leur domaine

---

Bouda Etemad, Institut d'histoire économique et sociale, Université de Lausanne, Bouda.Etemad@unil.ch / Mathieu Humbert, Institut d'histoire économique et sociale, Université de Lausanne, Mathieu.Humbert@unil.ch

de prédilection. Rien n'est plus faux. Aucun universitaire, visant un poste stable en Suisse, n'a à ce jour misé sur un tel cheval. Pourquoi l'aurait-il fait? Cette branche historique n'a donné lieu en Suisse à la création d'aucune chaire, d'aucune revue, d'aucune collection, d'aucune association.

Mais qui s'y engage alors? Pour l'essentiel des francs-tireurs. Autrement dit, selon le dictionnaire, soit des combattants ne faisant pas partie d'une armée régulière, soit des personnes menant une action indépendante, sans observer la discipline d'un groupe. Les deux définitions conviennent. C'est-à-dire que l'outre-mer n'est traité que de manière occasionnelle, comme un jardinier que l'on cultiverait à temps partiel pour l'agrément.

Quoi d'étonnant dès lors qu'en plus de leur nombre restreint, ces francs-tireurs avancent en ordre dispersé. De temps à autre, certains membres de ce groupe éclaté ressentent le besoin de se rencontrer et d'échanger à l'occasion d'un colloque, d'un ouvrage collectif ou d'un numéro spécial de revue.

Ce groupe n'est pas seulement éclaté, il est aussi disparate. Il est constitué principalement de deux catégories d'historiens: d'un côté, il y a ceux qui ont une bonne familiarité avec l'histoire suisse et dont le sujet d'étude les amène à s'aventurer dans des contrées lointaines; de l'autre, ceux qui font le chemin inverse les menant de l'outre-mer à l'Helvétie. Dans le premier cas, il peut s'agir d'un chercheur engagé dans l'histoire d'une entreprise suisse dont les activités s'étendent à un coin de l'Asie. Dans le second, d'un africaniste spécialiste du missionnariat dans une zone du continent noir et dont l'objet d'étude a des ramifications en Suisse.

Cette situation singulière permet à certains de se lancer dans une analyse de la «Suisse coloniale» sans connaître les ressorts et les subtilités de l'histoire de la colonisation; et à d'autres, spécialistes de celle-ci, de se mettre en tête d'en évaluer les influences sur la société et la culture suisse, dont les arcanes leur échappent. Mais en aucun cas, on ne trouvera parmi ces historiens de chercheur spécialisé, à parts égales, dans les deux registres.

Et c'est ainsi que dans la discrétion des académies, dans l'indifférence de l'opinion publique, de la classe politique, des médias et des autres disciplines qu'a été menée, bon an mal an, l'étude des relations de la Suisse avec l'outre-mer. Jusqu'à ce que, vers la fin des années 1990, ce petit monde soit pris de frémissements. En Europe ex-impériale et dans une moindre mesure en Suisse, la globalisation triomphante renforce des mouvements sociaux critiques, animés notamment par des groupes qui

se présentent comme opprimés (minorités ethniques, femmes) en se référant à un passé esclavagiste et colonial.

La résurgence de ce passé que l'on croyait enfoui suscite en Suisse plusieurs études donnant un peu de visibilité à l'outre-mer dans le paysage académique.<sup>1</sup> Elles contribuent à établir une évidence qui aura

- 1 En voici une liste représentative, regroupant par ordre alphabétique des études publiées entre 1990 et 2014: Angelo Barampama, L'Afrique vue à travers les publications du Globe entre les années 1860 et 1910, in: Cent ans d'exploration à Genève. L'Afrique au tournant des siècles, Genève 2000, pp. 9–33; Marisa Birri, Der Kalte Krieg war in Afrika ein Heisser. Die Schweiz und der Kongokonflikt 1960–1963, in: Itinera 30 (2011), pp. 65–79; Sandra Bott, Thomas David, Claude Lützeltschwab et al. (éds.), Suisse – Afrique (18<sup>e</sup>–20<sup>e</sup> siècles). De la traite des noirs à la fin du régime de l'apartheid, Münster 2005; Sandra Bott, La Suisse et l'Afrique du Sud, 1945–1990. Marché de l'or, finances et commerce durant l'apartheid, Zurich 2013; Thomas David, Bouda Etemad, L'expansion économique de la Suisse en outre-mer (XIX<sup>e</sup>–XX<sup>e</sup> siècles). Un état de la question, in: Revue Suisse d'Histoire 46/2 (1996), pp. 226–231; Thomas David, Bouda Etemad, Claude Lützeltschwab et al. (éds.), Suisse – Tiers-monde. Des réseaux d'expansion aux formes de domination, in: Traverse 2 (1998); Thomas David, Bouda Etemad, Janick Marina Schaufelbuehl, La Suisse et l'esclavage des noirs, Lausanne 2005; Hans-Werner Debrunner, Schweizer im kolonialen Afrika, Basel 1991; Sara Elmer, Konrad Kuhn, Daniel Speich Chassé (Hg.), Handlungsfeld Entwicklung. Schweizer Erwartungen und Erfahrungen in der Geschichte der Entwicklungsarbeit, Basel 2014 (Itinera, Fasc. 35); Bouda Etemad, Thomas David (éds.), La Suisse sur la ligne bleue de l'Outremer, Lausanne 1994 (Les Annuelles, n° 5); Hans Fässler, Reise in Schwarz-Weiss. Schweizer Ortstermine in Sachen Sklaverei, Zürich 2005; Pierre Favre, Neuchâtel et la Mission protestante du Gabon à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, in: Revue historique neuchâtoise n° 4 (2004), pp. 215–232; Andrea Franc, Wie die Schweiz zur Schokolade kam. Der Kakaohandel der Basler Handelsgesellschaft mit der Kolonie Goldküste (1893–1960), Basel 2008; Andrea Franc, Die Basler Handelsgesellschaft im Westafrika-Kartell (Ende 19. Jahrhundert bis circa 1970), in: Magrit Müller, Heinrich R. Schmidt, Laurent Tissot (Hg.), Regulierte Märkte. Zünfte und Kartelle, Zürich 2011, pp. 341–357; Sébastien Guex, Le négoce suisse en Afrique noire. Le cas de l'U.T.C., in: Hubert Bonin, Michel Cahen (éds.), Négoce blanc en Afrique noire. L'évolution du commerce à longue distance en Afrique noire du 18<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècles, [Paris] 2001, pp. 225–253; Sébastien Guex, The Development of Swiss Trading Companies in the Twentieth Century, in: Geoffrey Jones (ed.), The Multinational Traders, London/New York 1998, pp. 150–172; Paul Jenkins, Guy Thomas, Die weite Welt rund um Basel. Mission, Medien und regionale Vermittlung eines Afrikabildes im 19. und 20. Jahrhundert, in: Basel Regio Basiliensis 45 (2004), pp. 99–107; Konrad Kuhn, Béatrice Ziegler, Die Schweiz und die Sklaverei. Zum Spannungsfeld zwischen Geschichtspolitik und Wissenschaft, in: Traverse 6/1 (2009), pp. 116–130; René Lenzin, «Afrika macht oder bricht einen Mann». Soziales Verhalten und politische Einschätzung einer Kolonialgesellschaft am Beispiel der Schweizer in Ghana (1945–1966), Basel 1999; René Lenzin, Schweizer im kolonialen und postkolonialen Afrika. Statistische Übersicht und zwei Fallbeispiele, in: Studien und Quellen 28 (2002), pp. 299–325; Adolphe Linder, Die Schweizer in Mosambik 1721–1990, Rondebosch 1998; Isabelle Lucas, Tango de neutres sur fond de guerre. Les relations économiques entre la Suisse et l'Argentine (1938–1945), in: Relations internationales 150/2 (2012), pp. 37–52; Nicolas Monnier, Stratégie missionnaire et tactiques d'appropriation indigènes. La mission romande au Mozambique 1888–1896, Lausanne 1995; Anita Müller, Schweizer in Alexandrien 1914–1963. Zur ausländischen Präsenz in Ägypten, Stuttgart 1992; Didier Péclard, Ethos missionnaire et esprit du capitalisme. La Mission philafricaine en Angola 1897–1907, Lausanne 1995; Marc Perrenoud, Aperçu sur les Suisses de l'étranger et la décolonisation en Afrique, in: Etudes et Sources 28 (2002), pp. 327–344; Jacques Rial, Les affaires étrangères suisses et l'Afrique, 1848–1960, in: Luis

mis longtemps à s'imposer, à savoir que dès le XVII<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle des aventuriers, des émigrants, des militaires, des marchands, des missionnaires, des administrateurs et des investisseurs suisses participent à des expériences coloniales, et qu'à ce titre la Suisse n'est pas restée à l'écart de l'expansion européenne dans les contrées d'outre-mer.

C'est une Suisse «provincialisée»<sup>2</sup> que dessinent ces études, en ce sens qu'elles la font rentrer dans le rang. Comme d'autres Européens, les Suisses trouveraient parmi eux en remontant dans le passé des négriers, des esclavagistes et des chantres de la colonisation, mais aussi des abolitionnistes, des anticolonialistes et des défenseurs d'indigènes opprimés.

La plupart des auteurs, participant à cette entreprise de banalisation qui met à mal l'«exceptionnalisme» ou *Sonderfall* suisse, se situent dans le sillage des courants de l'«histoire globale» et des «études postcoloniales». Au-delà du fait que certains revendiquent leur attachement à ces courants et d'autres pas, tous mettent résolument le lien et la connexion au cœur de leur analyse.

Chez ceux qui adoptent l'approche globale, tournée vers la circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, l'accent est mis sur les réseaux. Quant aux tenants des études postcoloniales, ils refusent de considérer, comme il était d'usage jusqu'alors, l'Europe et ses dépendances d'outre-mer comme un espace cloisonné et la domination occidentale comme exerçant des influences à sens unique. Ce qui les intéresse ce sont les liens entre le fait colonial et sa postérité, de préférence au centre plutôt que dans ses périphéries.

Cette similitude ne doit pas cacher les différences. Les travaux en prise avec l'histoire globale suivent les traces d'études anciennes d'histoire économique et sociale sur la participation de milieux d'affaires et d'entreprises suisses au grand commerce international. Alors que les travaux dans le sillage des études postcoloniales, enracinés dans l'histoire culturelle, revendiquent la nouveauté. Mais la différence majeure entre les deux manières de voir se situe ailleurs: il réside dans le fait que les premiers traitent épisodiquement des effets en retour en Suisse induits par les activités d'outre-mer, alors que les derniers les privilégient.

Ondo Ayang, Marcelino Bondjale Oko, Humberto Riochi Bobuiche et al. (éds.), *Mélanges euro-africains offerts au professeur Max Liniger-Goumaz*, vol. 1, Madrid 2001, pp. 183–199; Sandra Romer, *Eine neue Heimat in Südwestafrika? Die Schweizer Auswanderung nach Namibia, 1870–1946*, Basel 2003; Peter Alexander Schweizer, *Mission an der Goldküste. Geschichte und Fotografie der Basler Mission im kolonialen Ghana*, Basel 2002; Lukas Zürcher, *Die Schweiz in Ruanda. Mission, Entwicklungshilfe und Nationalbestätigung (1900–1975)*, Zürich 2014.

2 Expression de: Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe. Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton 2000.

## De l'«aptitude mondiale» (Weltverbundenheit) de la Suisse ...

Dans un article faisant le bilan au début des années 1990 de près d'un demi-siècle de recherches sur l'histoire du négoce international de la Suisse, Béatrice Veyrassat relève que la plupart d'entre elles sont menées selon une approche localisée, ponctuelle et micro-économique. Elle regrette que les travaux publiés depuis 1945 sur les activités marchandes suisses ne les replacent pas dans un contexte européen, colonial ou mondial; ni ne les cernent dans leurs rapports avec les structures politico-sociales des économies domestique et d'outre-mer. Elle appelle de ses vœux des études qui décortiqueraient les «mécanismes en jeu dans le monde et dans l'espace des affaires – mécanismes sociaux, politiques, institutionnels ou mentaux, changements d'équilibres internationaux».

Béatrice Veyrassat considère par ailleurs que les travaux menés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ont balisé le terrain pour une histoire qui reste à écrire: «celle des migrations marchandes helvétiques et des ramifications internationales des affaires qui, de l'Europe à l'outre-mer, ont préparé les étapes de l'intégration suisse dans le commerce mondial». C'est l'histoire, ajoute-t-elle, d'un «modèle d'internationalisation des réseaux d'affaires».<sup>3</sup>

C'est cette feuille de route que suivent depuis une vingtaine d'années les auteurs qui, séduits par l'«histoire globale», travaillent sur le parcours des entreprises suisses implantées au loin.<sup>4</sup> Ils ne sont pas attirés,

3 Béatrice Veyrassat, 1945–1990. Bilan des recherches sur l'histoire du négoce international de la Suisse (XVIII<sup>e</sup> siècle – Première Guerre mondiale), in: *Revue suisse d'histoire* 41/3 (1991), voir particulièrement les pages 275–277 et 281.

4 La liste ci-dessous regroupe par ordre alphabétique des études récentes en prise avec l'«histoire globale»: Friedemann Bartu, *The Fan Tree Company. Three Swiss Merchants in Asia*, Zurich 2005; Christof Dejung, Andreas Zangger, *British Wartime Protectionism and Swiss Trading Companies in Asia during the First World War*, in: *Past and Present* 207/1 (2010), pp. 181–213; Christof Dejung, *Die Fäden des globalen Marktes. Eine Sozial- und Kulturgeschichte des Welthandels am Beispiel der Handelsfirma Gebrüder Volkart 1851–1999*, Köln/Weimar/Wien 2013; Claude Lützelshwab, *La Compagnie genevoise des Colonies suisses du Sétif (1853–1956). Un cas de colonisation privée en Algérie*, Bern 2006; Margrit Müller, *From Protectionism to Market Liberalisation. Patterns for Internationalisation in the Main Swiss Export Sectors*, in: Margrit Müller, Timo Myllyntaus (ed.), *Pathbreakers. Small European Countries Responding to Globalisation and Deglobalisation*, Bern 2008, pp. 113–149; Niklaus Stettler, Peter Haenger, Robert Labhardt, *Baumwolle, Sklaven und Kredite. Die Basler Welthandelsfirma Christoph Burckhardt & Cie. in revolutionärer Zeit (1789–1815)*, Basel 2004; Béatrice Veyrassat, *La Suisse sur les marchés du monde. Exportations globales et répartition géographique au XIX<sup>e</sup> siècle. Essai de reconstitution*, in: Paul Bairoch, Mark Koerner (éds.), *La Suisse dans l'économie mondiale*, Zurich 1990, pp. 287–311; Béatrice Veyrassat, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIX<sup>e</sup> siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève 1993; Béatrice Veyrassat, *Chocs macro-économiques et négoce international. Le développement des relations de la Suisse avec l'outre-mer au XIX<sup>e</sup> siècle*, in: *Relations internationales* 82 (1995), pp. 123–140; Béatrice

contrairement à ceux qui les ont précédés sur ce chemin, par la question du poids du commerce extérieur dans l'économie suisse et de l'influence des échanges sur le modèle de croissance de la Suisse. Aussi, ils ne traitent guère des effets en retour économiques des trafics d'outre-mer.<sup>5</sup> Un tel examen, s'il est entrepris dans une perspective comparative, permettrait pourtant – ce qui est intéressant pour la suite de notre propos – de pondérer et caractériser de tels effets.

On sait que depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle l'Amérique latine, l'Asie et l'Afrique offrent, à des degrés divers, des solutions de rechange aux marchés qui se ferment temporairement en Europe et assurent de la sorte l'écoulement d'une fraction variable de la production manufacturière suisse. Or, tous les débouchés d'outre-mer n'ont pas la même influence sur les stratégies industrielles en Suisse. En Asie, où le niveau de développement est relativement élevé, les débouchés sont difficiles d'accès, ce qui incite des branches telles que le textile et l'horlogerie à l'innovation et la création de créneaux de qualité. Si ce niveau est relativement bas, comme en Afrique, c'est la porte ouverte à une fabrication bas de gamme. Or, «le bas de gamme, à la longue, ne (paie) pas».<sup>6</sup>

On retiendra ici que les marchés d'outre-mer sont des débouchés parmi d'autres, au demeurant ni les plus importants ni les plus durables; et que leur hétérogénéité fait qu'ils peuvent exercer des effets en retour opposés. Deux pierres dans notre édifice qui réapparaîtront plus loin.

### **A sa «colonialité»**

Pour avoir pris part à l'expansion européenne dans les contrées d'outre-mer, la Suisse partage avec le reste du Vieux Continent un passé colonial. Selon les adeptes des études postcoloniales, qui s'épanouissent depuis les années 1990 dans les universités anglo-saxonnes, ce passé survit aujourd'hui.

Il n'y a à vrai dire pas de définition précise du terme de «postcolonial», ni de théorie postcoloniale unifiée.<sup>7</sup> Disons que leurs tenants se

Veyrassat, *Les Suisses et la Suisse au Brésil (1817–1930). Le renouvellement des communautés d'affaires et le recul de l'influence économique de la Suisse française*, in: *Etudes et sources* 21 (1995), pp. 11–44; Andreas Zangger, *Koloniale Schweiz. Ein Stück Globalgeschichte zwischen Europa und Südostasien (1860–1930)*, Bielefeld 2011.

5 Certains auteurs s'y aventurent partiellement, par exemple: Zangger, *Koloniale Schweiz*.

6 Veyrassat, *Réseaux d'affaires*, p. 356.

7 Sur la portée et les limites, voire les dérives, des études postcoloniales, voir notamment: Frederick Cooper, *Le colonialisme en question. Théorie, connaissance, histoire*, Paris 2010, pp. 9–48; Jean-François Bayart, *Les Etudes postcoloniales, un carnaval académique*, Paris 2010.

fixent pour l'essentiel deux objectifs. Le premier est de traquer et critiquer les représentations et les discours coloniaux, qui donnent une image fautive et dégradante du reste du monde, propre à justifier sa domination par l'Europe. Ces représentations et les discours qui les expriment auraient un caractère persistant. Le second objectif est de déterminer la place de la colonisation et de sa reproduction dans la constitution de rapports sociaux contemporains – de classe, de genre ou d'appartenance communautaire et confessionnelle – dans les anciennes métropoles.<sup>8</sup>

Une première tentative d'application de l'approche postcoloniale au cas suisse est un article de Patrick Harries, publié en 1998, dont le contenu est largement repris dans trois autres contributions.<sup>9</sup> Patrick Harries dit se situer dans la mouvance postcoloniale, dont il entend montrer les apports pour l'histoire de la formation de la nation en Suisse. Il est convaincu que cette histoire ne doit pas se confiner aux seules frontières du pays. Le travail pionnier de Patrick Harries vaut la peine que l'on s'y attarde. Il repose essentiellement sur l'exploitation de sources imprimées

- 8 La liste ci-dessous regroupe par ordre alphabétique des études récentes menées essentiellement en Suisse dans le sillage des recherches «postcoloniales»: Carmel Frölicher-Stines, Kelechi Monika Mennel, *Schwarze Menschen in der Schweiz. Ein Leben zwischen Integration und Diskriminierung*, Bern 2004; Patrick Harries, *Missionary endeavor and the politics of identity in Switzerland*, in: *Le Fait missionnaire* 6 (1998), pp. 39–69; Patrick Harries, *The Swiss Mission and the theory and practice of race*, in: *Le Fait missionnaire* 9 (2000), pp. 41–54; Patrick Harries, *Dompter les sauvages domestiques. Le rôle de l'Afrique dans les Ecoles du dimanche en Suisse romande, 1860–1920*, in: Sandra Bott, Thomas David, Claude Lützelshwab et al. (éds.), *Suisse – Afrique (18<sup>e</sup>–20<sup>e</sup> siècles). De la traite des Noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster 2005, pp. 227–246; Patrick Harries, *From the Alps to Africa. Swiss Missionaries and Anthropology*, in: Helen Tilley, Robert Gordon (ed.), *Ordering Africa. Anthropology, European Imperialism, and the Politics of Knowledge*, Manchester 2007, pp. 201–224; Patrick Harries, *Butterflies & Barbarians. Swiss Missionaries & Systems of Knowledge in South-East Africa*, Oxford 2007; Monica Kalt, *Tiersmondismus in der Schweiz der 1960er und 1970er Jahre. Von der Barmherzigkeit zur Solidarität*, Bern 2010; Konrad Kuhn, *Entwicklungspolitische Solidarität. Die Dritte-Welt-Bewegung in der Schweiz zwischen Kritik und Politik (1975–1992)*, Zürich 2011; Patrick Minder, *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880–1939)*, Bern 2011; Patricia Purtschert, Barbara Lüthi, Francesca Falk (Hg.), *Postkoloniale Schweiz. Formen und Folgen eines Kolonialismus ohne Kolonien*, Bielefeld 2012; Rubia Salgado, *Chewing the Borders. Oder Kauen, um wach zu bleiben. Oder Widerstand im Widerspruch*, in: Andrea Thal (Hg.), *Chewing the Scenery*, Zurich 2011, pp. 199–206; Bernhard C. Schär, *Mariella Mehr als Inspiration für eine postkoloniale Geschichte der Schweiz – einige Überlegungen*, in: Anna Ruchat (Hg.), *Lieblebchen sag – 60 Jahre Mariella Mehr, Riva San Vitale 2007*, pp. 8–16; Jürg Schneider, Barbara Lüthi, Carl Pas-savant (1854–1887). *Eine Welt in Bildern*, in: *Traverse* 14/3 (2007), pp. 113–122.
- 9 Harries, *Missionary endeavor and the politics of identity in Switzerland*, pp. 39–69; Harries, *The Swiss Mission and the theory and practice of race*, pp. 41–54; Harries, *Dompter les sauvages domestiques ...*, pp. 227–246; Harries, *From the Alps to Africa. Swiss Missionaries and Anthropology*, pp. 201–224.

missionnaires et couvre tantôt le canton de Vaud, tantôt la Suisse romande. En voici les principales conclusions.

Par les écrits qu'ils produisent et par les sermons qu'ils inspirent, les missionnaires romands en poste sur le continent noir élargissent le miroir dans lequel se mirent les Suisses. Désunis et dépareillés vus de l'intérieur, les Suisses peuvent se voir comme un tout homogène et croire partager un destin commun dans l'image que leur renvoie l'Afrique.

Le grand intérêt de l'étude des primitifs, écrit l'un des missionnaires cités, est qu'ils nous aident à mieux prendre conscience de nous-mêmes. Cela rappelle d'anciennes préoccupations. Dès la conquête de l'Amérique, il est de bon ton de ramener aux rivages du Vieux Continent l'expansion outre-mer de l'Europe. Il suffit de penser au culte du «bon sauvage» en vogue dans les salons européens, célébrant le noble indigène, qui doit son bonheur à son état primitif le protégeant des méfaits de la civilisation. En exaltant l'état de nature, les philosophes des Lumières se soucient plus de critiquer la société européenne que de rechercher les particularités et le génie propre des peuples indigènes.

L'expérience missionnaire romande en Afrique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle influencerait de deux manières la perception de soi des Suisses. D'un côté, l'Afrique, présentée comme vierge et intacte, révèle par contraste les vices de la civilisation occidentale, minée par le matérialisme et une industrialisation débridée. De l'autre, l'Afrique, pauvre et arriérée, fait apparaître la Suisse comme un pays riche et avancé, ayant vocation à porter la lumière à ceux vivant dans les ténèbres.

Par leur engagement missionnaire et par leur action humanitaire, en réponse à la détresse humaine des Africains, les Suisses participent à la mission civilisatrice, mais sans être impliqués dans ses travers répressifs. Par là, ils peuvent revendiquer une «supériorité morale»<sup>10</sup> qui les distingue des nations européennes possédant des colonies et qui, contrairement à une Suisse «neutre», doivent de surcroît supporter les désavantages et les charges de la domination formelle.

La parution en 2011 de la *Suisse coloniale*, ouvrage présenté par son auteur Patrick Minder<sup>11</sup> comme consacré à l'impact du colonialisme au sein de l'opinion publique helvétique, semble tomber à pic pour creuser le terrain défriché par Patrick Harries. Dans la mesure où Patrick Minder exploite un matériel plus étendu: récits de voyage, revues scientifiques et missionnaires, presse écrite, films, affiches, littérature enfantine, manuels scolaires. Hélas, voilà deux francs-tireurs qui avancent en ordre

10 Harries, *Missionary endeavor and the politics of identity in Switzerland*, p. 68.

11 Minder, *La Suisse coloniale*.

dispersé. Minder ne connaît pas les travaux de Harries. Aussi, lorsqu'il cherche à expliquer ce qu'il appelle la force de l'«imaginaire colonial suisse», il suggère des pistes<sup>12</sup> déjà proposées par Patrick Harries: la question coloniale participerait à la «solidification de l'identité nationale»; l'Afrique, supposée primitive et authentique, serait un révélateur des méfaits de la civilisation industrielle.

*La Suisse postcoloniale*, ouvrage collectif édité en allemand en 2012, ne va guère plus loin.<sup>13</sup> Certes, il multiplie les champs d'investigation (politique de neutralité, aide publique au développement, expositions nationales, immigration illégale), mais peine à aller au fond des choses. Peut-être par ce qu'il fait la part trop belle à la dimension culturelle. Le volume reste en fin de compte confiné à un plaidoyer en faveur de l'approche postcoloniale en général et de son application à la Suisse en particulier.

### **Limites et perspectives**

Où se situent les limites de ces travaux et de leurs questionnements, du moins celles qui apparaissent aux yeux d'historiens comparatistes, plus familiarisés avec l'économique et le social qu'avec le culturel et l'idéologique? Les tenants de l'histoire globale et des études postcoloniales se proposent de placer la Suisse et l'outre-mer dans un seul et même espace analytique et de les considérer comme des entités qui interagissent, c'est-à-dire qui exercent l'une sur l'autre des influences réciproques. C'est une position très exigeante.

Elle nécessite, de la part des historiens des firmes transnationales suisses, une bonne familiarisation avec les différentes structures socio-économiques en place en Amérique latine, en Asie ou en Afrique. A la complexité et à la diversité des contrées d'outre-mer s'ajoutent en outre celles de la Suisse, ce qui rend difficile l'analyse des influences éventuelles exercées par les premières sur la seconde.

Les influences d'outre-mer, issues de contextes divers, sont par ailleurs multiples et s'exercent dans des sphères différentes de la société suisse par plusieurs canaux. Qui plus est, ces influences interagissent avec celles issues des liens qu'entretient la Suisse avec l'Europe et l'Amérique du Nord. Une autre difficulté, propre à l'histoire culturelle, tient à la quasi-impossibilité d'évaluer la réception de ce qui est transmis.

12 Ibid., pp. 20s.

13 Purtschert, Lüthi, Falk (Hg.), *Postkoloniale Schweiz*.

Revenons, pour illustrer ces propos, sur l'un des articles cités de Patrick Harries.<sup>14</sup> Il y avance l'hypothèse que le contact avec l'Afrique à travers le mouvement romand des Ecoles du dimanche a «aidé les Suisses à se définir en tant que peuple particulièrement humain et civilisé». Il relève que les élèves suisses romands, passés par ces écoles, «entrèrent en contact avec un corpus extrêmement large de textes et d'illustrations», sans préciser quelle est fraction de ce corpus dédiée à l'Afrique.

Partant d'une documentation somme toute modeste, dont on ne sait quelle est sa réception par un public restreint, Patrick Harries conclut avec témérité que l'Afrique a «constitué une partie *importante* du monde imaginaire de *la Suisse*». <sup>15</sup> C'est une généralisation hâtive à partir d'un cas particulier.

On n'arriverait pas à la même conclusion, si l'on troquait l'Afrique pour l'Asie. Il y a fort à parier que les membres de la Mission de Bâle établis en Inde transmettent une tout autre image. L'Asie abrite des civilisations qui tiennent la comparaison avec l'Europe jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Aussi, les habitants par exemple du sous-continent indien ne correspondent pas au stéréotype du «sauvage». A ce titre, ils ne peuvent que décevoir l'attente du public européen en matière de «mission civilisatrice».

Dans le cas de la Suisse, il est d'autant plus difficile de traiter de telles questions que les études qui leur sont consacrées sont très récentes et en nombre restreint, et les débats autour d'elles quasi-absents. Pour en apprendre plus, il faut aller voir ailleurs. Le meilleur endroit est sans conteste la Grande-Bretagne. Son empire dure longtemps, s'étend à tous les continents, revêt toutes les formes imaginables et est le lieu d'une intense circulation d'hommes, de marchandises, de capitaux et d'informations. De plus, le degré d'imprégnation de la société métropolitaine par l'empire fait l'objet d'innombrables études et débats depuis plus d'une vingtaine d'années.<sup>16</sup>

Tous les auteurs engagés sur ce terrain admettent que l'empire exerce, par différents canaux, de multiples influences sur la Grande-Bretagne. La question qui les divise est celle de leur importance. Pour certains, les

14 Harries, *Dompter les sauvages domestiques ...*, voir notamment les pages 227s.

15 C'est nous qui soulignons.

16 Pour un état de la question, voir: Peter Marshall, *Imperial Britain*, in: *Journal of Imperial and Commonwealth History* 23/3 (1995), pp. 379–394; Andrew Thompson, *The Empire Strikes Back? The Impact of Imperialism on Britain from the Mid-Nineteenth Century*, Harlow 2005; Richard Price, *One Big Thing: Britain, Its Empire and Their Imperial Culture*, in: *Journal of British Studies* 45/3 (2006), pp. 602–627; Simon J. Potter, *Empire, Cultures and Identities in Nineteenth- and Twentieth-Century Britain*, in: *History Compass* 5/1 (2007), pp. 51–71.

influences impériales ont un profond impact sur la Grande-Bretagne; pour d'autres, elles ont un effet superficiel sur la manière dont les Britanniques se voient eux-mêmes et le monde qui les entoure.

Ces divergences viennent en grande partie du fait que les historiens ne choisissent, pour évaluer l'impact impérial, ni le même groupe de population récepteur, ni le même canal de transmission. À côté de ceux qui examinent les discours des élites sur l'empire, il y a ceux qui analysent l'imagerie impériale circulant au sein des classes populaires. La présence du facteur impérial est une évidence pour tous, mais pas son poids ni sa signification. Car tout dépend de la manière de contextualiser: quels autres discours tiennent les cercles dirigeants; quelles autres représentations imprègnent les cultures populaires? À partir du moment où l'on tient compte du fait que le facteur impérial entre en concurrence avec d'autres facteurs, nationaux et internationaux, sa signification devient relative et son poids réduit. Comme il ne peut, par ailleurs, faire l'objet d'une véritable quantification, il peut arriver que des historiens, considérant l'impact impérial sur la Grande-Bretagne à partir des mêmes sources, parviennent à des conclusions opposées. De tout cela il découle qu'il est vain de penser qu'un empire homogène puisse exercer une influence décisive dans une seule direction.

L'ancienneté et la multiplicité des études en Grande-Bretagne sur la place occupée par l'empire dans la société métropolitaine et l'univers culturel britannique, ainsi que l'intensité des débats autour de cette question ont le mérite de révéler les difficultés méthodologiques pour la traiter. La leçon à tirer pour la Suisse de l'expérience britannique est évidente: il faut s'attendre, lorsque les études de cas s'y multiplieront, à ce qu'elles débouchent sur des conclusions différentes voire opposées, étant donné le large éventail des canaux par lesquels s'exercent les influences en provenance de contrées d'outre-mer aux spécificités différentes.

Une comparaison avec la Grande-Bretagne ramène par ailleurs la Suisse à son statut de petit pays n'ayant participé qu'indirectement et qu'occasionnellement à l'expansion outre-mer de l'Europe. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Britanniques organisent le transport à travers l'Atlantique de 40% des six millions de captifs africains embarqués pour être réduits en esclavage dans les Amériques, mais les Suisses moins de 1%. Du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1920, les seuls *dominions* (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud) accueillent près de la moitié des quelque dix millions de personnes quittant les îles britanniques, soit une émigration cent fois plus forte que celle de la Suisse vers l'outre-mer. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, la part de l'empire dans le commerce extérieur de la Grande-Bretagne est de l'ordre de 40%, quand

celle de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique représente moins de 15% des échanges extérieurs de la Suisse. A la même date, la part de l'empire dans le total des capitaux britanniques investis à l'étranger dépasse les 50%, alors que celle du Tiers Monde dans le total des avoirs extérieurs de la Suisse est dix fois moins importante.<sup>17</sup>

Si aujourd'hui beaucoup d'historiens britanniques peuvent soutenir que par rapport à l'immense investissement de la Grande-Bretagne dans son empire le «dividende culturel»<sup>18</sup> paraît pauvre, que dire alors de la Suisse si l'on proportionne ce dividende à ses maigres liens avec l'outre-mer?

Il nous semble qu'après avoir été pendant longtemps ignorés et minimisés, les effets en retour de l'«impérialisme» suisse courent aujourd'hui le risque d'être exagérés et simplifiés. Il faut parfois attendre longtemps pour que, après avoir été d'un extrême à l'autre, le mouvement du balancier se stabilise. Pour qu'il se stabilise, peut-être faudra-t-il que, comme en Grande-Bretagne, de plus en plus d'historiens conviennent que les effets de la colonisation sur les sociétés dominées sont ambivalents et qu'un tel diagnostic doit guider notre façon d'évaluer ses influences sur les sociétés métropolitaines.

Plus précisément, il faudrait d'abord admettre que la colonisation porte en elle des éléments autant bénéfiques que néfastes. Partout où elle s'impose, elle combine de tels éléments opposés de façon indissociable. D'où la difficulté de proportionner les uns et les autres. Il convient ensuite, dans l'examen du phénomène colonial, de marquer non moins ses limites que sa portée. «Malgré l'ampleur extraordinaire, la force, le ravage, l'aspect destructeur-créateur de l'impact, il reste des zones, soit géographiques dans un même pays, soit mentales dans un même individu, qui en sont moins touchées, voire indemnes. Ceci ouvre un formidable débat [...], à savoir celui de l'ampleur d'engouffrement (de la colonisation) dans une société».<sup>19</sup>

L'ampleur d'engouffrement de la colonisation varie en fonction de la solidité des structures que l'Européen trouve à son arrivée dans les terres

17 Données pour la Grande-Bretagne tirées de: Bouda Etemad, *De l'utilité des empires. Colonisation et prospérité de l'Europe*, Paris 2005, pp. 151–179. Celles pour la Suisse estimées d'après: Bouda Etemad, *Investir dans la traite. Les milieux d'affaires suisses et leurs réseaux atlantiques*, in: Michaël Augeron, Didier Poton, Bertrand Van Ruymbeke (dir.), *Les Huguenots et l'Atlantique (XVI<sup>e</sup>–XXI<sup>e</sup> siècle)*, tome 1: *Pour Dieu, la Cause ou les Affaires*, Paris 2009, pp. 527–554; Heiner Ritzmann-Blickenstorfer (Hg), *Historische Statistik der Schweiz*, Zürich 1996, passim.

18 Expression de Bernard Porter, *The Absent-Minded Imperialists. Empire, Society and Culture in Britain*, Oxford 2004.

19 Jacques Berque, *De l'impérialisme à la colonisation*, Paris 1965, pp. 99s.

lointaines. Si, contrairement à l'Amérique et au Pacifique, ces structures se maintiennent en Asie et en Afrique sous la domination européenne et au-delà, cela tient autant à leur capacité de résistance qu'à l'incapacité du colonisateur à remplir entièrement sa mission transformatrice. L'Etat colonial, en dépit de sa vocation extractrice, n'est pas hégémonique.

Enfin, il ne faut plus considérer la colonisation en Asie et en Afrique comme une simple juxtaposition à des sociétés autochtones demeurées quasi étanches ou comme une relation hiérarchique de domination entre deux mondes, domination si puissante qu'elle conditionnerait encore aujourd'hui les sociétés et les cultures des anciennes métropoles. Les sociétés coloniales sont le résultat d'une commune production des Européens et des indigènes. Il importe dès lors de considérer les mécanismes par lesquels les populations colonisées reprennent, transforment ou rejettent, selon leurs capacités et leurs aspirations, ce qu'apportent les colonisateurs.

Voilà ce qui attend les chercheurs attachés à faire avancer les études sur les relations entre la Suisse et les contrées d'outre-mer. Ils doivent partir de l'idée qu'une bonne compréhension de la situation postcoloniale passe par celle du fait colonial. Chacune des caractéristiques de ce dernier influe sur sa postérité. Par ailleurs, qu'il s'agisse de sociétés globales, coloniales ou postcoloniales, elles doivent être analysées à de multiples niveaux: celui de l'action exercée du dehors, celui de l'évolution endogène et celui de l'interaction entre l'externe et l'interne.

C'est à ces conditions que la question des liens avec l'outre-mer et de ses effets en retour se fera la place qu'elle mérite dans l'écriture de l'histoire des Suisses et de la Suisse. Cela prendra sans doute du temps. Pour preuve, les auteurs des quatre plus récents et plus importants ouvrages consacrés à l'histoire de la Suisse,<sup>20</sup> totalisant ensemble près de 1800 pages, n'accordent aucune place à l'outre-mer dans le devenir de l'Helvétie.

20 Volker Reinhardt, *Die Geschichte der Schweiz. Von den Anfängen bis heute*, München 2011 (2006); François Walter, *Histoire de la Suisse*, 5 tomes, Neuchâtel 2010 (2009); Thomas Maissen, *Geschichte der Schweiz*, Baden 2012 (2010); Joëlle Kuntz, *La Suisse ou le génie de la dépendance*, Genève 2013.

# L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIXe siècle : un aperçu

Autor(en): **Humbert, Mathieu**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte = Annuaire Suisse d'histoire économique et sociale**

Band (Jahr): **29 (2015)**

PDF erstellt am: **08.09.2023**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-632445>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Mathieu Humbert

## L'expansionnisme suisse en Afrique subsaharienne au cours du XIX<sup>e</sup> siècle

### Un aperçu

Swiss Expansionism South of the Sahara during the 19<sup>th</sup> Century.  
An Overview

This article analyses the activities of the Swiss presence south of the Sahara during the 19<sup>th</sup> century. By focusing on cultural, economic and political fields, the following contribution tries to illustrate the place of Switzerland in the global history of this part of Africa. Particular attention is given to the relevant cases of the Gold Coast, Cameroon and the Congo Free State. Indeed, the activities of Swiss societies in these countries, in particular the Basel Mission and the Geographical Society of Geneva, reveal the existence of close links between Switzerland and the colonial powers. The aim of this article is to show that Switzerland did not remain on the sidelines of European expansionism. Therefore, the research question is to better understand the importance of the participation of Switzerland in the establishment of a formal imperialism south of the Sahara.

### Introduction

Les relations entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne (sans l'Afrique du Sud) trouvent un nouvel élan au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. D'abord circonscrites aux activités de la traite négrière,<sup>1</sup> elles s'insèrent dans un changement structurel profond qui a lieu en Afrique subsaharienne et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest: le passage progressif d'une économie fondée sur le commerce des esclaves à une économie dominée par le commerce dit «légitime».<sup>2</sup> Loin de pouvoir être comparée

1 Voir par exemple: Thomas David, Bouda Etemad, Janick Marina Schaufelbuehl, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*, Lausanne 2005.

2 Cf.: Antony G. Hopkins, *An Economic History of West Africa*, London 1973, p. 125–135; Robin

aux imposants flux migratoires à destination de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine, la présence des Suisses dans cette partie de l'Afrique est l'aboutissement d'entreprises souvent personnelles ou limitées à quelques acteurs bien définis. En effet, les Amériques accueillent 97,6% des émigrants suisses entre 1869 et 1919.<sup>3</sup> On dénombre ainsi de nombreuses colonies helvétiques dans cette partie du monde dont les activités sont à mettre en lien avec les flux commerciaux et financiers transitant entre les deux régions. Sur le plan commercial, on remarque que la part de l'Afrique dans le commerce de la Suisse ne représente qu'environ 1% vers 1845 alors que la part du commerce suisse avec l'Amérique du Sud s'élève à environ 15–20%.<sup>4</sup> Enfin, les chiffres indiquent que l'Afrique subsaharienne n'est pas la partie de ce continent captant la plus grande part des échanges avec la Suisse. La part de cette région dans les exportations helvétiques à destination de l'outre-mer n'est, en effet, que de 5,4% en 1900 et de 1,6% pour les importations à destination de la Suisse. En comparaison, la région du Maghreb représente 8,7% des exportations et 23,1% des importations.<sup>5</sup> En dépit de cet aperçu, les relations entre la Suisse et l'Afrique au sud du Sahara révèlent tout leur intérêt si elles sont éclairées, de manière qualitative, à la lumière des actions des Suisses présents dans cette région appelée communément «le tombeau de l'homme blanc».

Le mouvement expansionniste des grandes puissances européennes vers le continent africain prend toute son ampleur lors du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Ce mouvement colonial est caractérisé par un nombre restreint d'Européens, des structures précoloniales en pleine évolution à la suite de l'abolition de la traite atlantique et reste, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, largement confiné aux zones côtières. Il faut attendre la Conférence de Berlin qui met en place des dispositions allant dans le sens d'une meilleure régulation du développement territorial européen en Afrique pour que les puissances coloniales établissent leurs zones d'influence plus loin dans l'Hinterland.<sup>6</sup>

Comment l'émigration helvétique en Afrique subsaharienne est-elle répartie? Il appert, dans le tableau n° 1 en annexe, que les Européens présents en Afrique en 1930 ne sont pas répartis de manière uniforme. Installés en nombre dans les colonies de peuplement comme en Afrique du Sud, au Kenya, en Rhodésie du Sud ou dans la région du Maghreb, ils ne représentent qu'une toute petite fraction de la population

Law (éd.), *From Slave Trade to «Legitimate» Commerce. The Commercial Transition in Nineteenth-Century West Africa*, Cambridge 2007.

3 Cf. Gérald Arlettaz, *Emigration et colonisation suisses en Amérique 1815–1918*, Berne 1979, p. 8.

4 Bouda Etemad, *Le commerce extérieur de la Suisse avec le Tiers-monde aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Une perspective comparative internationale*, in: Id., Thomas David (éd.), *La Suisse sur la ligne bleue de l'Outre-mer*, Lausanne 1994, p. 29.

5 Ibid., p. 40 s.

6 Par exemple, cf.: Henri Wesseling, *Le partage de l'Afrique 1880–1914*, Paris 1996 [1991], p. 221–230; Jean Stengers, *Congo. Mythes et réalité*, Bruxelles 2007 [1989], p. 87–98.

des pays situés au sud du Sahara. Les Suisses présents en Afrique n'échappent pas à ce constat. Nous pouvons cependant constater qu'ils semblent représenter une plus grande fraction de la population européenne dans les colonies subsahariennes que dans les colonies de peuplement, seules zones dotées d'un véritable colonat. Loin de constituer un élément d'analyse dans notre étude, faute de données homogènes pour le XIX<sup>e</sup> siècle, ce tableau illustre simplement l'état de la présence helvétique en Afrique au début du XX<sup>e</sup> siècle. En outre, nous pouvons préciser que le nombre de Suisses présents en Afrique au sud du Sahara au XIX<sup>e</sup> siècle semble également faible. On dénombre ainsi 14 Suisses dans l'Etat indépendant du Congo en 1897<sup>7</sup> ou 17 Suisses au Ghana en 1911.<sup>8</sup>

Le but de cet article est de mieux cerner, avec le cas de l'Afrique subsaharienne, la part de la Suisse dans le processus expansionniste lancé par les grandes puissances coloniales à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Plus précisément, il s'agit de souligner le rôle des Suisses lors de l'évolution d'un impérialisme économique informel à un impérialisme économique formel, défini par une domination coloniale sur les peuples indigènes.<sup>9</sup> Nous avançons ici que la Suisse, bien qu'étant un petit pays sans colonie et même sans accès à la mer, participe – et même joue un rôle marquant dans certains cas – à cette prise de position occidentale en Afrique subsaharienne. Parallèlement, il s'agit d'illustrer avec le cas de l'Afrique subsaharienne l'hypothèse selon laquelle la Suisse, mue par un opportunisme mercantile, prend position, dans ce mouvement colonial, dans l'ombre des grandes puissances.<sup>10</sup> Autrement dit, cet article tente de montrer que la Suisse ne reste pas en marge du mouvement expansionniste européen en Afrique au sud du Sahara.

Pour saisir le phénomène d'expansion suisse en Afrique subsaharienne dans sa globalité, nous ne pouvons nous appuyer que sur une maigre littérature secondaire. L'hétérogénéité des espaces coloniaux et l'évolution rapide de ce phénomène d'expansion se reflètent sur l'approche que proposent les recherches sur la question, plus enclines à multiplier des études de cas plutôt que de mettre en avant une réflexion générale sur la présence helvétique. Certes, il existe certaines études, à l'image de celle de l'historien Hans Werner Debrunner,<sup>11</sup> qui tentent d'embrasser ce phénomène dans sa globalité, mais ces études proposent un cadre d'analyse plus focalisé sur les trajectoires des acteurs suisses que sur leurs interactions avec le monde colonial.

7 Patrick Minder, «D'Helvétie en Congolie». Les pionniers suisses au service de l'Etat indépendant du Congo et du Congo belge (1885–1914), Mémoire de licence, Fribourg 1994, p. 200.

8 Robert R. Kuczynski, *Demographic Survey of the British Colonial Empire*, vol. 2, Fairfield (NJ) 1977, p. 446.

9 Cf. Gareth Austin, *Economic Imperialism*, in: Joel Mokyr (éd.), *The Oxford Encyclopedia of Economic History*, Oxford 2003, p. 145–155.

10 Cf. Thomas David, Bouda Etemad, *Un impérialisme suisse?*, in: *traverse. Revue d'histoire* 5/2 (1998), p. 7–27, ici 11.

11 Hans-Werner Debrunner, *Schweizer im kolonialen Afrika*, Bâle 1991.

Nous tentons ici d'apporter une contribution permettant de répondre, en partie, à cette lacune historiographique. Nous avons ainsi choisi un angle de recherche plus large de ce phénomène tout en nous limitant sur une certaine période – soit celle de la mise en place des structures coloniales en Afrique subsaharienne – et en adoptant une méthode comparative volontairement déséquilibrée en faveur de quelques pays que nous jugeons les plus aptes à dresser une image révélatrice de l'expansionnisme helvétique. Le choix de ces pays a été dicté par le rôle prépondérant de deux structures que nous voulions mettre en évidence: les sociétés de géographie et les missions religieuses. Nous avons ainsi sélectionné trois principaux terrains d'investigation: la fondation de l'Etat indépendant du Congo (EIC) et la formation des colonies de la Gold Coast et du Cameroun. Outre l'hétérogénéité au niveau des espaces géographiques, l'étude de ces trois pays permet de faire intervenir trois puissances coloniales dans notre analyse, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Notre article est structuré en quatre parties. La première s'intéresse aux relations culturelles entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne et insiste sur les supports dont bénéficient les Suisses pour investir cette partie du continent. La deuxième partie fait le point sur les motivations commerciales et les intérêts financiers des Suisses décidés à entreprendre des affaires dans cette région. La troisième partie souligne les aspects politiques des relations de la Suisse avec les puissances coloniales. Enfin, nous tenterons de dégager certaines tendances propres à l'expansionnisme helvétique dans la partie conclusive.

## **Les relations culturelles: l'émergence d'un idéal colonial en Suisse**

Nous pouvons faire remonter les origines d'une nouvelle impulsion dans les relations entre la Suisse et l'Afrique subsaharienne au début du XIX<sup>e</sup> siècle, lors de la constitution, sur le territoire helvétique, de sociétés dédiées à des projets de découvertes scientifiques et de missions civilisatrices en Afrique. En effet, deux mouvements se développent presque simultanément. Le premier est celui des missions religieuses. Les missions s'intéressant au continent africain émergent en Suisse dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle avec, notamment, la création de la Mission de Bâle en 1815.<sup>12</sup> Au cours de ce siècle, nous pouvons également citer la fondation de la Mission suisse

12 Voir par exemple: Wilhelm Schlatter, *Geschichte der Basler Mission 1815–1915*, Bâle 1916, p. 1–27; John Miller, *Missionary Zeal and Institutional Control. Organizational Contradictions in the Basel Mission on the Gold Coast, 1828–1917*, Londres 2003, p. 13–18; Heinrich Christ, *Zwischen Religion und Geschäft. Zur Unternehmensethik der Basler Missions-Handlungs-Gesellschaft (1859–1917)*, Thèse, Zurich 2012.

en 1874, active au Mozambique à partir de 1887,<sup>13</sup> ainsi que celle de la Mission philafricaine fondée par Héli Châtelain en Angola en 1897.<sup>14</sup> Le second mouvement est celui des sociétés de géographie. Il se développe en Suisse dans le sillage de la Société de Géographie de Paris créée en 1821. Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons exclusivement à l'une des six sociétés suisses de géographie, la Société géographique de Genève, fondée en 1858, en raison de ses activités liées à l'Afrique au sud du Sahara.<sup>15</sup>

Les premiers missionnaires suisses à prendre pied sur le continent africain au sud du Sahara sont ceux de la Mission de Bâle qui, après une première tentative avortée au Liberia, s'installent durablement en Gold Coast en 1828. Le projet de ces missionnaires était avant tout – outre le fait de survivre assez longtemps dans cette région particulièrement hostile à la santé des Européens – de lutter contre l'esclavage en prônant le prosélytisme, l'éducation et les activités agricoles et artisanales.<sup>16</sup> Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les missionnaires bâlois se diversifient dans l'agriculture et le commerce. Après plusieurs années d'activité dans ces secteurs, la décision est finalement prise de séparer les activités religieuses et commerciales de la Mission par la création de la Basler Handelsgesellschaft (BHG) en 1859. Une société qui reste toutefois fortement connectée avec l'organe religieux de la Mission. Cette décision reflète bien l'ampleur et l'ambiguïté des activités commerciales des missionnaires bâlois.<sup>17</sup>

Les buts de la Mission de Bâle, combinant le développement d'un réseau de chrétiens, d'une culture piétiste allemande mais également des activités commerciales et artisanales, ont été en partie influencés par les conditions géographiques et socioéconomiques rencontrées en Gold Coast. Il existe donc une marge de manœuvre entre les projets de la Mission de Bâle et leur application. Dans le cas de la Mission philafricaine en Angola, on remarque en revanche que les activités de son fondateur, Héli Châtelain, ont été minutieusement élaborées avant son voyage et répondent à sa vision idéale de l'action missionnaire. En cherchant une symbiose entre

13 Voir par exemple: Adolphe Linder, *Die Schweizer in Mosambik 1721–1990*, Rondebosch 1998, p. 167–242; Charles Rohrbasser, *L'œuvre sociale de la Mission Suisse au Mozambique*, Mémoire de licence, Lausanne 1991, p. 38–66.

14 Cf. Didier Péclard, *Ethos missionnaire et esprit du capitalisme. La Mission philafricaine en Angola 1897–1907*, Lausanne 1995, p. 27–49.

15 Sur les sociétés de géographie de Suisse, voir par exemple: Ruth Hagen, *Expeditionen in den dunklen Kontinent. Die geographischen Gesellschaften der Schweiz und die wissenschaftliche Erforschung Afrikas*, Mémoire de licence, Berne 2003; Patrick Minder, *La Suisse coloniale. Les représentations de l'Afrique et des Africains en Suisse au temps des colonies (1880–1939)*, Berne 2011, p. 37–41; Patrick Rérat, Etienne Piguet (éd.), *La «pensée du monde». Une société de géographie à la Belle Epoque*, Neuchâtel 2011; Fabio Rossinelli, *La Société de géographie de Genève et l'impérialisme suisse (1858–1914)*, Mémoire de licence, Lausanne 2013.

16 Cf. Miller (voir note 12), p. 15 s.

17 Cf. Christ (voir note 12).

prosélytisme et expansion commerciale, Héli Châtelain pense pouvoir construire une colonie efficace par l'inculcation des principes moraux, intellectuels, spirituels et économiques de l'éthique protestante, d'une part, et, d'autre part, en luttant contre les «tares» sociales de l'Afrique, comme la sorcellerie, la polygamie ou encore l'oisiveté. Toutefois, confronté aux relations tendues avec les autorités coloniales et aux résistances des populations africaines, Héli Châtelain ne parvient pas à implanter profondément ses idées.<sup>18</sup>

La Mission de Bâle est également présente sur le territoire de l'actuel Cameroun dès la prise en main formelle de cette colonie par l'empire allemand. Contrairement au cas de la Gold Coast, la Mission de Bâle investit ce territoire sur mandat du Gouvernement allemand et représente la culture et la politique coloniale du Reich sur les rives de la Wouri. En effet, au cours des années 1870, un intense débat oppose différentes visions du rôle des missions religieuses dans la stratégie coloniale allemande. Le point culminant de ce débat a lieu lors de la Conférence de Brême en 1885, qui marque non seulement le rattachement des missions à la politique coloniale allemande mais encore l'appartenance de la Mission de Bâle, également présente à Brême, à la sphère culturelle du Reich.<sup>19</sup> Forts de leur expérience ghanéenne, les Bâlois acceptent la mission de représenter la culture du Reich sur le territoire africain selon ses stratégies propres, soit l'évangélisation et l'éducation.<sup>20</sup>

Bien que très éloignée de l'expérience du terrain de la Mission de Bâle, la Société de géographie de Genève élabore également un idéal de l'expansionnisme helvétique, mêlant curiosité scientifique, motivations économiques et esprit civilisateur sous le couvert d'un philanthropisme abolitionniste. Les motivations des membres de cette société gagnent un support de choix grâce à Léopold II et à son projet de colonisation. Dès le mois de septembre 1876, lors de la Conférence de Bruxelles rassemblant les sociétés de géographie orientées vers l'expansion européenne en Afrique, le roi des Belges crée l'Association internationale africaine (AIA), une organisation portant haut les couleurs de l'impérialisme européen en Afrique. Cette association est régie par un comité exécutif, présidé par Léopold II lui-même et encourage les pays à se doter de comités nationaux afin de structurer les actions européennes vers le continent africain.<sup>21</sup> Bien qu'absente de la Conférence de Bruxelles, la Société de géographie de Genève s'empresse de prendre le pas de

18 Cf. Péclard (voir note 14), p. 24–26, 51–64.

19 Cf.: Erik Halldén, *The Culture Policy of the Basel Mission in the Cameroons 1886–1905*, Lund 1968, p. 15–52, ici 28 s., 39 s.; Horst Gründer, *Christliche Mission und deutscher Imperialismus 1884–1914*, Paderborn 1982, p. 30–32.

20 Cf. Jonas N. Dah, *Missionary Motivations and Methods. A Critical Examination of the Basel Mission in Cameroon 1886–1914*, Bâle 1983, p. 117–145.

21 Cf. Association internationale africaine, Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale, *Documents officiels [des années] 1876, 1877, 1878, 1879*, Genève, 1879, p. 26; Stengers (voir note 6), p. 45–85; Wesseling (voir note 6), p. 163–169.

ce mouvement civilisateur et rejoint l'AIA en janvier 1877, puis crée le 24 avril 1877 à Genève le Comité national suisse pour l'exploration et la civilisation de l'Afrique centrale.<sup>22</sup> Comptant 110 adhérents lors de cette séance de fondation, le comité est présidé par Henri Boutillier de Beaumont, issu d'une famille bourgeoise de Genève active dans les milieux financiers et artistiques, également président de la Société de géographie de Genève de 1858 à 1885. Les buts de ce Comité suisse sont synthétisés dans le mémoire lu par le D<sup>r</sup> de la Harpe, vice-président de la Société de géographie de Genève lors de la réunion préparatoire de la fondation du Comité suisse. Après avoir fait l'éloge de la philanthropie du président de l'AIA, Léopold II, le D<sup>r</sup> de la Harpe poursuit: «Sciences, commerce, civilisation! Tels sont les trois mots magiques dont le son, après avoir ému la magnanime ambition de notre royal Président, a trouvé en vous un écho, qui se propagera encore à mesure que cette grande cause sera mieux connue. C'est à vous, qui avez été jaloux de vous placer au premier rang de cette armée de pionniers, qu'il appartiendra de recruter de nouveaux amis à une si belle cause.»<sup>23</sup>

Les opportunités commerciales et la vision philanthropique de leurs relations avec l'Afrique centrale se rejoignent ostensiblement avec les idéaux anti-esclavagistes qui occupent une place de choix dans leur argumentation: «[...] la première condition d'un développement régulier de l'Afrique centrale, c'est la fin des guerres qui la désolent; guerres qui ont toutes une même cause et un même but, l'esclavage! [...] A côté de ce commerce maudit, source de tant de crimes et de tant de misères, tout commerce légitime et honnête devient impossible et s'éteint. [...] Ayons donc du courage! Montrons-nous, et nous triompherons à notre tour. Que l'Afrique apprenne que cette misère inénarrable dans laquelle le Mahométan la retient et la plonge toujours plus profondément, c'est le Chrétien qui l'en délivrera. Que l'Afrique orientale connaisse à son tour les bienfaits que la précédente génération, celle des Wilberforce et des Buxton, a déjà conquis pour l'Afrique occidentale. Que l'Europe fasse entendre sa grande voix; que les nations s'accordent pour la porter jusque dans les solitudes de l'Afrique, et l'esclavage aura vécu; et de proche en proche, un septième de la race humaine sera délivré de l'ignominie du fouet et de l'oppression tyrannique du vice. Levons-nous! Allons chercher notre sœur que nous avons laissée en arrière. Qu'elle vienne, reconnaissante, s'asseoir à ce banquet de la civilisation où jusqu'à ce jour sa place est restée vide. Alors votre Association internationale, qui aura réalisé cette grande chose, aura bien mérité du genre humain et des siècles à venir.»<sup>24</sup>

22 Cf.: Documents relatifs au Comité national suisse n° 2, in: Association internationale africaine (voir note 21), p. 119; Marie-Claire Berguer, *Les relations entre l'Etat indépendant du Congo et la Suisse (1876–1908)*, Mémoire de licence, Bruxelles, 1958, p. 41–48; Minder (voir note 15), p. 39.

23 Documents relatifs au Comité national suisse n° 2 (voir note 22), p. 119.

24 Ibid., p. 137 s.

Nonobstant une volonté forte de poursuivre l'action helvétique vers l'Afrique dans le sillage de l'AIA, le Comité suisse se dissout rapidement en novembre 1879.<sup>25</sup> Les causes de cette brève activité sont fortement liées à la disparition de l'AIA après sa première et unique séance du 19 juin 1877. Ce projet philanthropique est effectivement délaissé par Léopold II au profit du Comité d'Etude du Haut-Congo, créé en 1878, bien plus focalisé sur des buts commerciaux et qui constitue une deuxième étape vers la création de l'EIC en 1885.<sup>26</sup>

Finalement, ce comité reste, conjointement avec la Société de géographie de Genève, un pôle de recherche où s'échangent les informations et se créent les réseaux africanistes au niveau helvétique. Ainsi, Gustave Moynier, membre éminent de ces deux sociétés, reçoit, par exemple, le soutien moral des deux organisations pour son projet de revue *L'Afrique explorée et civilisée*. Cette revue qui paraît entre 1879 et 1894 a comme but de faire connaître au public la découverte de l'Afrique; elle est dirigée par Charles Faure, secrétaire-bibliothécaire de la Société de géographie de Genève. On peut y lire, dans un numéro datant de 1883, une vision engagée du rôle des Suisses dans la course à l'Afrique: «[...] le ciel étoilé ne nous présente pas seulement des astres de première grandeur, et, quelque modeste que soit notre place dans le champ de l'exploration et de la civilisation de l'Afrique, il est intéressant de voir combien un peuple comme le nôtre, sans colonies sur la côte d'Afrique, et sans subsides de la part des gouvernements ou des sociétés de géographie, a pu fournir de voyageurs et de missionnaires, pour concourir à la découverte de ce continent et au relèvement intellectuel et moral de ses habitants.»<sup>27</sup>

Loin d'être constituée en un mouvement soudé, l'expansionnisme helvétique en Afrique subsaharienne repose, sur le territoire helvétique, sur différents canaux et répond à un élan impérialiste international teinté de patriotisme plutôt qu'à une réelle démarche au niveau national. Les forces qui animent l'esprit aventurier et civilisateur des missionnaires et des géographes du XIX<sup>e</sup> siècle ne sont pas l'apanage de la culture helvétique à elle seule mais trouvent en effet des impulsions au sein de mouvements similaires présents en l'Europe au cours de cette période. Cela ne doit toutefois pas atténuer la dimension patriotique également promulguée au sein de ces milieux. En un sens, les sociétés missionnaires et les sociétés de géographiques suisses prennent le train de l'impérialisme européen en marche.

25 Cf. Arthur de Claparède, Coup d'œil sur la Société de géographie de Genève, depuis sa fondation en 1858, Genève 1908, p. 40; Rossinelli (voir note 15), p. 83–89.

26 Cf. Stengers (voir note 6), p. 45–85.

27 La part des Suisses dans l'exploration et la civilisation de l'Afrique, in: *L'Afrique explorée et civilisée* 4 (1883), p. 215–229, ici 215 s.

## Les relations économiques: commerce et exportations de capitaux

Les relations entre la Suisse et l’Afrique subsaharienne au cours du XIX<sup>e</sup> siècle sont fortement imprégnées par les affaires économiques. Bien que les tâches initiales des Suisses tournés vers cette partie de l’Afrique ne visent pas à promouvoir prioritairement ce type d’activité, les affaires commerciales et financières occupent une place de choix.

Dans le cas de la Gold Coast, les missionnaires bâlois développent très rapidement des structures commerciales.<sup>28</sup> Au début, ces activités servaient à pourvoir les missionnaires en besoin matériel. Mais les exportations de matières premières, essentiellement de l’huile de palme et des noyaux de palmiers à huile, puis du cacao à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle, mais également du caoutchouc, du coton et du café ainsi que les importations de produits manufacturés européens, deviennent rapidement un secteur d’activité important au sein de la Mission de Bâle. La création en 1859 d’une entité dédiée uniquement au commerce, la BHG, donne l’allure d’une séparation essentiellement formelle, puisque les deux sociétés restent fermement connectées en partageant les mêmes origines bâloises, la même formation des missionnaires, et car la BHG dédie la moitié de ses bénéfices à la Mission après avoir verser les dividendes aux actionnaires à des parts qui évoluent périodiquement.<sup>29</sup>

Tirant profit de l’action évangélique des missionnaires qui pavent la voie sur laquelle elle se développe, la BHG étend rapidement son réseau qui compte une vingtaine de comptoirs et de factoreries en Gold Coast en 1913<sup>30</sup> et augmente son chiffre d’affaires, surtout à partir de la création de la colonie britannique en 1874 après leur victoire contre le royaume Ashanti. Quant aux bénéfices réalisés entre 1860 et 1910, l’historien Sébastien Guex les qualifie d’élevés.<sup>31</sup> La réussite de la BHG sur le territoire africain au cours du XIX<sup>e</sup> siècle tient grandement à ses ancrages dans le milieu financier bâlois, aux liens spirituels et matériels des frères-commerçants avec le réseau de la Mission de Bâle<sup>32</sup> et aux relations avec le Gouvernement britannique qui, en menant la guerre contre le royaume Ashanti, ouvre des perspectives économiques prometteuses aux Suisses présents

28 Cf.: Ernest A. Osafo, *Der Beitrag der Basler Mission zur wirtschaftlichen Entwicklung Ghanas von 1828 bis zum Ersten Weltkrieg*, Thèse, Cologne 1972; Christ (voir note 12).

29 Cf.: Gustav A. Wanner, *Die Basler Handels-Gesellschaft 1859–1959*, Bâle 1959, p. 34–46; Andrea Franc, *Wie die Schweiz zur Schokolade kam. Der Kakaohandel der Basler Handelsgesellschaft mit der Kolonie Goldküste (1893–1960)*, Bâle 2008, p. 70–73.

30 Cf. Wanner (voir note 29), p. 109–126.

31 Cf. Sébastien Guex, *Le négoce suisse en Afrique noire. Le cas de l’U. T. C.*, in: Hubert Bonin, Michel Cahen (éd.), *Négoce blanc en Afrique noire. L’évolution du commerce à longue distance en Afrique noire du 18<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècles*, [Paris] 2001, p. 225–253, ici 232–237.

32 Cf. *ibid.*, p. 244–248.

en Gold Coast. Toutefois, nous retiendrons ici essentiellement le développement du commerce de l'huile de palme et des quelques autres produits tropicaux, car ce sont ces activités qui vont enchérir la liste des arguments en faveur de la création d'une colonie de la Gold Coast.

La mise en regard des activités commerciales des Suisses présents en Gold Coast avec celles des Suisses présents dans l'EIC nous permet de prendre la mesure des différences entre les deux territoires. En effet, les activités commerciales des Européens dans l'EIC ne prennent leur essor qu'après la création, en 1898, de la voie de chemin de fer reliant le bassin du Congo (Léopoldville) à Matadi, port ouvert sur l'océan Atlantique. Cette situation n'empêche toutefois pas le consul de Suisse en Belgique de renseigner le Gouvernement helvétique sur les perspectives économiques de l'EIC en 1886 déjà: «Les produits européens pourront trouver au sein de la population du Congo un débouché important, qui s'accroîtra dans la mesure du développement de l'exportation de ce pays. La possibilité constatée d'utiliser le travail des races indigènes permettra à l'Européen de fonder et de développer des comptoirs commerciaux et des exploitations agricoles ou industrielles au Congo.»<sup>33</sup> Compte tenu de l'impossibilité de développer des activités commerciales sur ce territoire, la contribution des Suisses aux activités économiques de Léopold II est d'ordre essentiellement financière. Relevons au passage que, dans le cas du bassin du Congo, il ne faut pas surestimer la dimension étatique des liens économiques entre la métropole et la colonie. Il faut, au contraire, prendre la mesure de la dimension transnationale de la propriété des capitaux. La colonisation du bassin du Congo mobilise en effet des capitaux de différents pays, notamment anglais, allemands, américains français ou russes, mais également suisses.<sup>34</sup>

Dès les premières années de l'EIC, Léopold II est confronté à de grandes difficultés financières. En souscrivant à l'Acte de Berlin en 1885, il s'était interdit la perception de droits d'entrée. Les recettes propres de l'Etat sont donc insignifiantes et le «trésor du Congo», constitué uniquement par la fortune personnelle de Léopold II, ne produit pas assez d'intérêts pour couvrir les dépenses de son royaume africain. Léopold II recourt donc dès 1888 à l'emprunt. Il place un emprunt à lots, sur le modèle de ceux constitués par certains Comités nationaux de la Croix-Rouge. Techniquement, chaque coupure de l'emprunt de 100 fr. belges est émise à 83 fr. dont 46 fr. sont destinés à un fonds d'amortissement chargé du remboursement de l'emprunt et des primes tirées au sort périodiquement et 4 fr. vont au syndicat de banquiers qui se

33 Archives fédérales (AFS), E2 1000/44 1053–1061, 1055, Lettre du Consulat général de Suisse en Belgique, A. de la Harpe, au président de la Confédération, Bruxelles, 8. 10. 1886, p. 4.

34 Cf. Jean-Luc Vellut, Réseaux transnationaux dans l'économie politique du Congo Léopoldien, c. 1885–1910, in: Laurence Marfaing, Brigitte Reinwald (éd.), *Afrikanische Beziehungen, Netzwerke und Räume / African Networks, Exchange and Spatial Dynamics / Dynamiques spatiales, réseaux et échanges africains*, Münster 2001, p. 131–146.

charge de l'émission. Ce modèle présente l'avantage d'être plus séduisant aux yeux du public qui a la possibilité de gagner d'importantes sommes en très peu de temps. Ces caractéristiques sont intéressantes dans notre cas, car elles obligent Léopold II à obtenir l'accord préalable des gouvernements des pays où l'emprunt doit être émis.<sup>35</sup> Or, il s'avère que les négociations menées par Léopold II sur cette question ont été un échec. Les trois seuls pays pour lesquels Léopold II obtient une autorisation d'émission sont la Belgique, les Pays-Bas par la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de Rotterdam et la Suisse, également par une succursale de la Banque de Paris et des Pays-Bas ainsi que par la Banque commerciale à Bâle.<sup>36</sup> Bien que la part de l'emprunt placé par les banques sur le marché suisse ne représente que 6,6% des 150 mio. de fr. belges espérant être récoltés,<sup>37</sup> il semble que l'intérêt de Léopold II pour la Suisse soit d'une autre importance. En effet, en plaçant son emprunt sur le territoire helvétique, Léopold II souhaiterait d'une part mobiliser la riche clientèle française qui ne peut s'adresser à une banque sur le territoire français pour cette affaire et d'autre part chercherait à utiliser la neutralité de la Suisse afin de ne pas risquer de modifier les rapports de force existant avec les grandes puissances impériales, notamment en ce qui concerne les négociations futures sur la colonisation de l'Afrique. Toutefois, faute de document, ce raisonnement reste à l'état d'hypothèse. Enfin, bien que cet emprunt n'ait pas apporté les résultats escomptés pour relever les finances de l'EIC, il a certainement contribué au rapprochement des deux pays puisqu'un accord d'amitié, d'établissement et de commerce est signé entre la Suisse et l'EIC le 16 novembre 1889<sup>38</sup> et qu'on peut supposer une sous-participation des banques sur le territoire helvétique pour d'autres emprunts congolais placés en 1896, 1898, 1901 et 1904.<sup>39</sup>

Il existe, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, encore d'autres projets commerciaux en Afrique au sud du Sahara. La BHG prend par exemple brièvement pied au Cameroun en

35 Cf. Jean Stengers, *La dette publique de l'Etat indépendant du Congo (1879–1908)*, in: *La dette publique aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Son développement sur le plan local, régional et national*, [Bruxelles] 1980, p. 297–315, ici 300–303.

36 Schweizerisches Wirtschaftsarchiv, Hs 279 A11, Prospectus de l'emprunt de l'Etat indépendant du Congo, 7. 2. 1888.

37 Publicité pour l'emprunt de l'Etat indépendant du Congo de 1888, in: *Journal de Genève*, 7. 3. 1888.

38 Cf. Berguer (voir note 22), p. 4–8.

39 La plupart des prospectus d'emprunt ont été retrouvés dans les fonds d'archives de la Banque commerciale de Bâle gérés par le Schweizerisches Wirtschaftsarchiv à Bâle. En l'absence de documents permettant de synthétiser les dates des différentes émissions des emprunts congolais, il perdure une petite incertitude sur ces données. Cf.: Angela Maria Hauser-Dora, *Die wirtschaftlichen und handelspolitischen Beziehungen der Schweiz zu überseeischen Gebieten 1873–1913*, Berne 1986, p. 180; *The Statesman Yearbook*, 1903, p. 530; Edouard Chabloz, Ernest de Saugy, *Vade-mecum des Bourses de Bâle*, Zurich et Genève, publ. par la Société de Crédit Suisse, Zurich, Bâle, Genève, Saint-Gall, Zurich 1910/11, p. 54.

1898 et y développe des activités commerciales et artisanales.<sup>40</sup> Un autre exemple particulièrement intéressant est le projet angolais imaginé par Héli Châtelain après la création de la Ligue Philafricaine des Libérateurs le 27 mai 1896 à New York. Ce plan d'action prévoyait diverses mesures pour lutter efficacement contre l'esclavage et comprenait également un important volet sur l'éducation des Africains. En bref, Héli Châtelain cherchait à libérer les esclaves et à les insérer dans le circuit de l'économie coloniale en les affectant à des types d'activités commerciales et industrielles empreintes de valeurs occidentales. Conscient que cette tâche ne pouvait être relevée uniquement par l'œuvre missionnaire, Héli Châtelain projetait de structurer ce processus de transformation capitaliste avec la création de différentes sociétés, notamment la Philafrican Trading Company, chargée de mener à bien les réformes nécessaires pour le commerce, l'agriculture et l'industrie africaine.<sup>41</sup>

Les relations économiques des Suisses avec l'Afrique subsaharienne sont fortement hétérogènes. Les modalités de la colonisation de cette partie de l'Afrique ne sont pas liées à l'implantation d'un colonat blanc comme c'est le cas pour l'Algérie ou l'Afrique australe. Les Suisses restent donc confinés à certaines activités bien précises qui sont largement influencées par les conditions initiales trouvées sur place ainsi que sur les relations avec la puissance coloniale en charge du territoire. Dans ce contexte, il n'est pas abusif de parler d'opportunisme mercantile pour définir les actions des Suisses dans cette partie de l'Afrique.

### **Les relations politiques: des experts au service des puissances coloniales**

Il peut paraître surprenant de parler de relations politiques lorsque l'on sait qu'il n'y a pas de département des affaires coloniales en Suisse et que les activités des Suisses en Afrique relèvent toutes de la sphère privée. Néanmoins, différentes affaires africaines poussent les Suisses à participer à divers degrés à l'édification de régimes coloniaux en Afrique.

L'historien Jean Stengers affirme que la réussite de Léopold II dans la phase initiale de son entreprise coloniale s'explique, au milieu d'autres facteurs, par le fait qu'il était entouré d'hommes très capables.<sup>42</sup> Il semble que nous pouvons ajouter à sa liste non exhaustive de collaborateurs deux hommes particulièrement actifs et enthousiastes du projet léopoldien, Gustave Moynier et Alphonse Rivier, tous deux de nationalité suisse. Le premier joue un rôle important dans l'élaboration du

40 Cf. Wanner (voir note 29), p. 240–248.

41 Cf. Péclard (voir note 14), p. 24–26.

42 Cf. Stengers (voir note 6), p. 51–55.

concept juridique et économique qui permettra à Léopold II de faire reconnaître son Association internationale du Congo comme Etat lors de la Conférence de Berlin en 1885; la création d'un «Etat sans douane».<sup>43</sup> En effet, Gustave Moynier présente déjà une réflexion allant dans ce sens en 1878, soit un an après la découverte de ce fleuve par Stanley, puis la reprend dans un mémoire qu'il présente devant l'Institut de droit international (IDI) dont il est un des membres fondateurs. Se fondant sur la législation en vigueur sur le fleuve du Danube depuis 1856, Gustave Moynier défend l'idée que la liberté de navigation pour toutes les nations soit appliquée au fleuve du Congo et à ses affluents. Son mémoire, publié en 1883, sera envoyé à différents Etats, dont la Suisse, par les soins de l'IDI. Dans ce mémoire, le potentiel économique du futur Etat est clairement souligné par Gustave Moynier: «Les intérêts de la production européenne, du commerce, de la colonisation, du progrès en un mot, seraient admirablement servis par un semblable régime [la liberté de navigation], et le bassin du Congo se trouverait ainsi mieux partagé économiquement parlant, que les Etats du vieux monde auxquels il serait redevable de cette supériorité.»<sup>44</sup>

L'idée clé de la réussite du projet colonial de Léopold II prend ses racines dans le concept de Gustave Moynier qui réussit à combiner les valeurs libérales et internationales avec les rivalités nationales renforcées par l'expansionnisme européen. Il n'est d'ailleurs pas surprenant de constater que Léopold II s'entoure lors de la Conférence de Berlin de deux experts juridiques suisses, Gustave Moynier et Alphonse Rivier. Ce dernier, éminent juriste également membre de l'IDI est chargé de préparer des instructions diplomatiques pour un nouveau régime du droit des gens applicable au Bassin conventionnel du Congo. La dimension internationale des activités de ces deux juristes n'est cependant pas incompatible avec la défense des intérêts nationaux. Alphonse Rivier, alors déjà membre du Conseil supérieur de l'EIC, haute Cour de justice de l'EIC également en charge de certains aspects législatifs, devient ainsi le consul général de Suisse à Bruxelles pour la Belgique et l'EIC entre 1886 et 1898 et Gustave Moynier devient le Premier consul de l'EIC, représentant la colonie de Léopold II à Genève pour la Suisse entre 1890 et 1904.<sup>45</sup>

Bien loin de ces activités se déroulant sur le continent européen, des Suisses sont également présents sur le territoire de l'EIC pour le compte de Léopold II. Il s'agit de 15 Suisses engagés dans la Force publique – l'armée coloniale du souverain forte de 15'000 hommes et de 450 officiers de nationalité belge – principalement destinée à lutter contre les forces arabes présentes sur le territoire congolais.<sup>46</sup>

43 Cf. *ibid.*, p. 65.

44 Gustave Moynier, *La Question du Congo devant l'Institut de Droit International*, Genève 1883, p. 10.

45 Cf. Berguer (voir note 22), p. 17–22, 24–30.

46 Patrick Minder, *Quelques soldats suisses à la conquête du Congo belge: les 15 mercenaires de la Force publique*, in: *Revue militaire suisse* 141/11 (1996), p. 35–40.

La question des relations entre la puissance coloniale et les Suisses est très différente dans le cas de la Gold Coast, fortement dictée par l'expérience du terrain dont bénéficie la Mission de Bâle. Ainsi, nous ne sommes pas surpris de constater que le Gouvernement britannique s'enchérit de l'avis d'un représentant de cette mission lorsqu'il doit repenser sa politique coloniale en Afrique de l'Ouest. En effet, dès le début des années 1840, puis de nouveau au début des années 1860, la Chambre des communes charge un comité de spécialistes de déterminer si les structures coloniales mises en place en Afrique de l'Ouest peuvent perdurer sans une présence accrue de l'Etat britannique.<sup>47</sup> Les craintes des Britanniques concernent surtout les relations difficiles avec le royaume Ashanti situé à l'intérieur des terres et l'impossibilité des Africains de s'insérer dans l'économie coloniale. Ce comité auditionne donc au cours de l'année 1865 différents spécialistes de la question coloniale en Afrique de l'Ouest issus de l'administration et de l'armée britannique mais également des marchands et deux missionnaires. Certes, le représentant de la Mission de Bâle, le missionnaire Elias Schrenk n'est pas le seul à être interrogé par les 15 membres du comité. On peut toutefois avancer que le poids de son jugement est essentiel dans la mesure où son témoignage occupe quantitativement une place importante dans les séances de comité. En effet, sur la trentaine de spécialistes convoqués par ce comité, Elias Schrenk fait partie des huit intervenants bénéficiant d'au moins une demi-séance pour s'exprimer. De plus, il est la septième personne sur la trentaine d'experts interrogés par le comité. Elias Schrenk défend l'idée, par écrit et par oral,<sup>48</sup> que le territoire de la Gold Coast ne peut prospérer sans l'aide du Gouvernement colonial britannique. Pour Schrenk, la vitalité des structures économiques dépend des efforts consentis par les Britanniques pour sécuriser le territoire face aux pressions du royaume Ashanti et garantir un cadre propice au développement des affaires.<sup>49</sup> Elias Schrenk défend également le potentiel des Africains de s'aligner sur les valeurs occidentales grâce à l'éducation qui leur est fournie par les Occidentaux, essentiellement les missionnaires bâlois. Il prône ainsi une « mise à niveau » intellectuelle des Africains par l'inculcation de l'arithmétique, du grec et de l'hébreu.<sup>50</sup> Tout au long de son entretien, Elias Schrenk n'hésite pas à mettre en avant l'expérience de la Mission de Bâle dans les domaines de l'éducation mais aussi du commerce en mentionnant à plusieurs reprises les travaux entrepris par les missionnaires bâlois pour la culture des denrées tropicales d'exportation, notamment le coton et l'huile de palme.

47 Cf. Peter J. Cain, Anthony G. Hopkins, *British Imperialism 1688–2000*, Edinburgh 2002 [1993], p. 303–312, 327–339.

48 Archives de la Mission 21, 80131, D.Sch-2, 42, Rapport d'Elias Schrenk, *What shall become of the Gold Coast?*, London, 26. 1. 1865; House of Commons Parliamentary Papers, 412, Report from the Select Committee on Africa (Western Coast), 26. 6. 1865, p. 135–148.

49 Cf. Report (voir note 48), p. 156.

50 Cf. *ibid.*, p. 141.

A la suite des différents témoignages favorables à une prise en main de ce territoire par le Gouvernement britannique, la Grande-Bretagne envahit la capitale du royaume Ashanti et crée la colonie de la Gold Coast en 1874. Lors de cette guerre qui dure de 1873 à 1874, la Mission de Bâle met à disposition du capitaine britannique Glover deux divisions chrétiennes de 109 hommes chacune ainsi que des infrastructures pour les troupes coloniales. Cette aide bienvenue vaut au président de la Confédération helvétique de recevoir les remerciements du Gouvernement britannique: “They [the agents of the Basle Mission] provided first-rate mechanics such as armourers [...] and sent into the field ten companies of men, who did good service and, as christian soldiers, presented a striking contrast to their pagan comrades. On the line of march from the Volta to the Prah their mission-stations offered to both officers and men a hospitable shelter and cordial welcom.”<sup>51</sup>

Cette situation se retrouve quelque peu dans le contexte des expéditions militaires coloniales allemandes contre les Kwiri du Cameroun. En effet, l’empereur Guillaume accorde en 1892 à la Mission de Bâle un dédommagement de 7500 marks pour la station bâloise de Buea détruite pendant le conflit ainsi que 671 marks de la part du gouvernement colonial pour la location des infrastructures bâloises. Durant ce conflit contre les Kwiri, la Mission de Bâle prend clairement parti pour le pouvoir colonial et considère cette campagne militaire comme justifiée. Bien que certaines voix se lèvent au sein de la Mission de Bâle pour contester l’existence des rapports ambigus entre volonté évangélicatrice, aide à la population et prise de position dans ce conflit colonial, la Mission de Bâle se montre, dans le cas du Cameroun, loyale à la politique du gouvernement colonial.<sup>52</sup>

## En guise de conclusion

Les actions des Suisses en Afrique au sud du Sahara ne sont pas subordonnées aux contours d’une politique coloniale nationale, elles sont l’apanage de parcours très indépendants les uns des autres. Il ressort de cette caractéristique une forte diversité d’activités en lien avec cette partie du continent. Ce large champ des possibles ne peut toutefois être perçu comme un terrain d’expérimentation, car les conditions – le climat, les structures précoloniales et la cohabitation avec les puissances coloniales – que les Suisses trouvent sur place ne leur octroient

51 Archives de la Mission 21, D-100.3, 11, Lettre de Nassau Jocelyn du Consulat britannique à Berne, au nom de Earl of Derby, secrétaire des Affaires étrangères au président de la Confédération, 12. 5. 1874. Voir également: Peter Haenger, *Die Basler Mission im Spannungsbereich afrikanischer Integrationsversuche und europäischer Kolonialpolitik. Vorbereitung und Anfangszeit der «Asante-Mission» in Abetifi, Kwawu, 1869–1888*, mémoire de licence, Bâle 1989, p. 34–36.

52 Cf. Halldén (voir note 19), p. 72, 77.

qu'une marge de manœuvre limitée. Nous pouvons néanmoins tenter de souligner quelques similitudes.

Comme l'indique le titre d'un article de la revue *L'Afrique explorée et civilisée*, «La part des Suisses dans l'exploration et la civilisation de l'Afrique», la Suisse participe à la course à l'Afrique. Une mise en perspective des différents cas étudiés peut faire ressortir certaines constances de l'expansionnisme helvétique. Le premier élément qui ressort est la faible importance du nombre de Suisses présents en Afrique au sud du Sahara. Nous constatons également que ces Suisses affichent les mêmes particularités des migrations coloniales européennes et ne constituent ainsi pas de colonat blanc sur ces territoires mais un ensemble restreint de spécialistes de la colonisation, essentiellement des missionnaires, des commerçants, des militaires, des scientifiques ou des administrateurs. Deuxièmement, nous soulignons la volonté civilisatrice des Suisses tournés vers l'Afrique. Dans nos exemples, tant les missionnaires que les membres des sociétés de géographie mettent en avant la supériorité de la civilisation occidentale sur celle des Africains – ce qui ne les empêche pas d'en dénoncer certains aspects – cautionnant ainsi l'occupation brutale des territoires africains. Troisièmement, les Suisses cherchent à développer ou à participer à des activités économiques coloniales. L'agriculture, l'artisanat, le commerce ou les opérations financières liées à l'Afrique donnent aux Suisses une perspective de gains importants. Toutefois, en étant dépourvus des structures nécessaires au soutien et à l'encouragement de ces activités, les Suisses sont contraints d'attendre une opportunité pour participer à la course vers l'Afrique. Quatrièmement, le Gouvernement helvétique ne prend visiblement pas d'initiative pour supporter un mouvement colonial helvétique en Afrique subsaharienne. En retrait, les autorités helvétiques se trouvent néanmoins confrontées aux questions coloniales en reconnaissant l'EIC, en recevant les remerciements du Gouvernement britannique ou en autorisant l'emprunt congolais sur son territoire.

Cette étude permet d'éclaircir le rôle des Suisses dans le processus de colonisation de l'Afrique au sud du Sahara. Dans ce cas précis, on peut avancer qu'ils semblent profiter du travail des puissances coloniales pour développer leurs propres activités. En ce sens, l'hypothèse selon laquelle la Suisse se situe dans le sillage des grandes puissances se vérifie. On peut toutefois apporter une précision supplémentaire en mentionnant que, pour certains aspects, les Suisses permettent également de préparer le terrain à la colonisation. Si cette idée s'adapte bien au cas de la Mission de Bâle au Ghana ou au Cameroun, elle se transpose aussi, de manière plus indirecte, au cas de Gustave Moynier et de ses liens avec l'EIC. On peut affirmer que, bien que la Suisse n'ait pas détenu de territoire en Afrique au sud du Sahara, elle a toutefois participé à cette course menée par les grandes puissances et s'est immergée à différents degrés dans ce mouvement expansionniste européen.

Tab. 1: *Nombre d'Africains, d'Européens et de Suisses présents dans quelques pays d'Afrique vers 1930*

Pays	Africains (1000)	Européens (1000)	A	Suisses	B
Cameroun* <sup>1</sup>	3025	2,4	0,1	* <sup>2</sup> 40	1,7
Congo belge	9441	22,2	0,2	150	0,7
Ghana	3160	2,4	0,1	141	5,9
Mozambique	4000	25,0	0,6	188	0,8
Nigeria	19'200	4,7	<0,1	* <sup>1</sup> 53	1,1
Ouganda	3554	2,0	0,1	7	0,4
Sierra Leone	1790	0,7	<0,1	30	4,3
Tanzanie	5063	8,2	0,2	175	2,1
AOF	12'980	25,0	0,2	80	0,3
AEF	* <sup>3</sup> 4500	* <sup>3</sup> 4,8	0,1	* <sup>1</sup> 37	0,8
Afrique du Sud	9588	2003,6	20,9	430	<0,1
Kenya	3041	16,8	0,6	23	0,1
Algérie	* <sup>3</sup> 7500	* <sup>3</sup> 960,0	12,8	3081	0,3
Maroc	5450	177,8	3,3	1840	1,0
Angola	* <sup>3</sup> 3500	* <sup>3</sup> 40,0	1,1	10	<0,1

A Part des Européens par rapport aux Africains (%).

B Part des Suisses par rapport aux Européens (%).

\*<sup>1</sup> Sous le nom de «Cameroun», nous réunissons les territoires du Cameroun français et du Cameroun britannique. Cependant, pour éviter de présenter une estimation, nous n'avons pas tenté d'extraire le nombre de Suisses présents au Cameroun pour les inclure dans les données sur le nombre de Suisses présents au Nigeria et en AEF.

\*<sup>2</sup> Ce chiffre est une estimation maximale calculée par mes soins.

\*<sup>3</sup> Population en 1938.

Sources: AFB, E 3320 (A) 1000/772, vol. 1, Résultat de l'enquête du Bureau de Statistique fédérale: Schweizer im Auslande, ohne Doppelbürger, gemäss der Erhebung vom 31. Dezember 1928, Bern 1929; Robert R. Kuczynski, Colonial Population, London 1937, p. 3, 17, 18, 19; Robert R. Kuczynski, Demographic Survey of the British Colonial Empire, vol. 2, Fairfield (NJ) 1977, p. 193, 260, 359, 441, 597, 613, 614; Bureau of Census and Statistics, Pretoria, Uniestatistieke oor Vyftig Jaar (Unie van Suid-Afrika): Jubileumuitgawe, 1910–1960 = Union statistics for fifty years (Union of South Africa): Jubilee Issue 1910–1960, Pretoria 1960, p. A-3, A-25; Goeffrey B. Kay, The Political Economy of Colonialism in Ghana. A Collection of Documents and Statistics 1900–1960, Cambridge 1972, p. 310, 313; Fondation Dictionnaire historique de la Suisse, Dictionnaire historique de la Suisse, Hauterive 2002 ff.; Claude Lützelshwab, Populations et économies des colonies d'implantation européennes en Afrique (Afrique du Sud, Algérie, Kenya et Rhodésie du Sud), in: Annales de démographie historique 1 (2007), p. 33–58; Bouda Etemad, L'héritage ambigu de la colonisation. Economies, populations, sociétés, Paris 2012, p. 225 s.



LA SÉQUESTRATION DES AVOIRS DE  
LA BASLER HANDELSGESELLSCHAFT  
EN CÔTE-DE-L'OR : 1918-1928

MATHIEU HUMBERT

Dès le début de la Première Guerre mondiale, les autorités britanniques interdisent à leurs nationaux le commerce avec l'Allemagne et instaurent un blocus naval dirigé contre l'ennemi. Cette pression économique laisse toutefois la possibilité de maintenir des affaires commerciales indirectes avec l'Allemagne, le gouvernement britannique étant peu disposé, dans un premier temps, à abandonner l'un de ses principes économiques fondamentaux : le libre-échange (Soutou 1989, 193-203). Toutefois, face au prolongement de la guerre, les autorités britanniques renforcent leur politique de guerre économique en promulguant, le 27 janvier 1916, le *Trading With The Enemy Act* qui permet de mettre un terme aux activités des maisons de commerce sous influence allemande opérant sur le territoire britannique. Cette décision était non seulement une réponse à l'inefficacité des mesures mises en place, mais résultait aussi de la volonté de prendre l'avantage durablement sur l'économie allemande (McDermott 1997, 213).

Cette nouvelle politique économique touche les sociétés helvétiques présentes en Grande-Bretagne, ainsi que celles actives dans les colonies britanniques. Profitant de la politique de libre-échange soutenue par la Grande-Bretagne, des négociants suisses avaient en effet développé des activités commerciales en Asie ou en Afrique au

cours du XIX<sup>e</sup> siècle. On peut citer principalement les sociétés Volkart Bros. en Inde (Dejung 2013), Diethelm & Co. en Indonésie (Zangger 2011) ou la Basler Handelsgesellschaft (BHG) en Inde et en Côte-de-l'Or<sup>1</sup> (Franc 2008). Ces sociétés sont donc confrontées à de nouvelles pressions de la part des autorités coloniales qui exigent des preuves tant au niveau des destinations des marchandises qu'au niveau de la nationalité des entreprises.

Alors que Volkart Bros. et Diethelm & Co. parviennent à répondre aux exigences britanniques, la BHG, quant à elle, échoue à prouver sa bonne foi (Dejung et Zangger 2010). Ainsi, en 1918, à la suite de plusieurs avertissements de Londres et malgré les efforts consentis par les dirigeants de la BHG pour régulariser leur situation, les biens de la BHG en Côte-de-l'Or et en Inde sont séquestrés par les autorités coloniales. La procédure engagée par la direction bâloise, soutenue par les autorités helvétiques, aboutira à la restitution de leurs biens en terre africaine en 1928 seulement (Wanner 1959, 297-373).

Il s'agit, dans cet article, de comprendre les raisons qui empêchent une résolution rapide de cette affaire qui est, comme le signale Leo Amery, Secrétaire d'Etat aux colonies britanniques, un cas particulier dans l'histoire du libéralisme britannique: «*to the best of my knowledge this case of the Basel Mission Trading Society is the only one in which neutral property or the proceeds thereof has not been returned to the original owner*».<sup>2</sup> Mais avant d'entrer dans les détails de cette affaire, il convient de comprendre plus précisément la place de la BHG au sein des relations entre l'Empire britannique et la Suisse.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les zones d'influence de la Grande-Bretagne en Afrique sont intégrées dans un modèle commercial basé sur le libre-échange (Hynes 1979, 136). C'est le cas, par exemple, de la Côte-de-l'Or qui devient une colonie britannique en 1874. En Afrique de l'Ouest, les territoires de ces zones d'influence restent limités aux parties côtières. Néanmoins, sous l'impulsion des milieux commerçants britanniques, les autorités repoussent peu à peu les indigènes pour favoriser l'expansion des marchés vers l'intérieur des terres (Hynes 1979, 137-138).

<sup>1</sup> La Côte-de-l'Or (Gold Coast) est le nom du Ghana jusqu'à l'indépendance du pays en 1957.

<sup>2</sup> The National Archives (NA), Londres, CAB/24/192, C.P. 15(28), Memorandum by the Acting Secretary of State for the Colonies, 25 janvier 1928, p. 2.

Toutefois, le libre-échange britannique est mis à mal à partir des années 1880 par la Conférence de Berlin et l'émergence du protectionnisme en Europe (Hynes 1979, 136; Osterhammel et Petersson 2005, 88-90). De surcroît, les ambitions impériales britanniques en Afrique subsaharienne trouvent un nouvel élan lors de la Première Guerre mondiale. Le Togo et le Cameroun deviennent des colonies camouflées sous le système des mandats et partagées entre la France et la Grande-Bretagne et la Tanzanie est également assignée aux Britanniques. Le partage de l'Afrique subsaharienne prend fin avec la signature du traité de paix (Cain et Hopkins 2004, 574-575).

Une des spécificités des relations extérieures de la Suisse avec les pays d'Afrique subsaharienne est qu'elles dépendent principalement des politiques mises en place par les puissances coloniales<sup>3</sup>. La création tardive des représentations helvétiques sur ces territoires en est une illustration. Concernant l'Afrique subsaharienne, les premières représentations sont érigées au début du XX<sup>e</sup> siècle, soit plus d'un siècle après celles ouvertes en Allemagne, en Belgique, en France ou en Grande-Bretagne. Par exemple, le consulat de la Sierra Leone, également en charge de la représentation des intérêts helvétiques dans les autres territoires d'Afrique de l'Ouest sous domination britannique, est ouvert en 1920. Il faut attendre 1939 pour voir la première représentation officielle helvétique en Côte-de-l'Or (Altermatt 1998).

Une autre caractéristique importante des relations extérieures de la Suisse avec les pays extra-européens est leur intensité sur le plan commercial. Représentant environ un tiers des exportations suisses au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et entre 8% et 22% au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la Suisse est un pays fortement tourné vers ces marchés, davantage que les puissances coloniales (Humair 2010). Il est d'emblée nécessaire de préciser que la part de l'Afrique subsaharienne dans les échanges commerciaux de la Suisse reste nettement plus faible<sup>4</sup>. Ces tendances reflètent l'importance que peuvent revêtir ces marchés en période de crise économique, en permettant à la Suisse de contrebalancer l'affaiblissement des flux commerciaux avec les pays industrialisés (Etemad

<sup>3</sup> Sur les relations de la Suisse avec l'Afrique au cours de l'entre-deux-guerres, cf. (Perrenoud 2005).

<sup>4</sup> En 1900, l'Afrique subsaharienne représente 5,4% des exportations suisses vers l'Outre-mer et 1,6% de ses importations. En comparaison, l'Amérique latine représente 37,4% des exportations et 41,0% des importations (Etemad 1994, 40-41).

1994, 31-32; Humair 2010).

En se penchant sur la question de la séquestration des avoirs de la BHG entre 1918 et 1928, notre volonté est de mieux évaluer le caractère des relations qu'entretient la Suisse avec les pays d'Afrique subsaharienne. Nous avons choisi de structurer notre propos autour de deux hypothèses. La première est que la séquestration des avoirs helvétiques nuit significativement aux activités de la BHG qui perd ainsi sa position dominante sur le marché au bénéfice des sociétés britanniques. Cette situation serait le résultat d'une stratégie des Britanniques qui consisterait à profiter de leur position de force au cours du conflit pour renforcer leur présence commerciale en Côte-de-l'Or par l'affaiblissement des concurrents directs. En somme cette affaire serait la résultante d'une guerre économique. La seconde hypothèse est que le positionnement des intérêts économiques helvétiques, dans l'ombre des puissances impériales (David et Etemad 1998, 11), apporte des avantages certains en matières de commerce, mais présente des faiblesses lorsqu'il s'agit de les défendre. Cette situation pourrait expliquer l'attitude relativement passive de la Confédération dans cette affaire.

Pour vérifier ces deux hypothèses, nous allons, dans un premier temps, présenter l'évolution de la BHG au cours de cette période afin de démontrer l'ampleur de ces mesures pour cette société. Dans un second temps, nous essayerons de mettre en évidence les enjeux de cette affaire en nous focalisant sur les comportements des différents acteurs afin de mieux saisir les rapports de force en présence.

### *La Basler Handelsgesellschaft en Côte-de-l'Or*

Les relations entre la Suisse et la Côte-de-l'Or prennent véritablement forme avec l'arrivée de missionnaires de la Mission de Bâle en 1828 (Miller 2003, 13-15; Schlatter 1916, vol. 3, 19-31). Confrontés aux rudesses climatiques de cette région de l'Afrique, les débuts de l'œuvre missionnaire sont laborieux. On ne peut réellement parler de présence helvétique qu'à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Au cours de ce siècle, l'industrialisation des pays occidentaux engendre une demande croissante pour les produits tropicaux cultivés en Afrique de l'Ouest et amorce un changement structurel dans cette région qui se spécialise dans l'exportation de matières premières (Law 2007)

comme le café ou le caoutchouc mais surtout l'huile de palme (Lynn 1997) et, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le cacao<sup>5</sup> (Clarence-Smith et Ruf 1996, 4; Gunnarsson 1978, 8-9).

Favorisées par ce nouveau contexte économique, les activités commerciales de la Mission de Bâle – instaurées initialement pour subvenir aux besoins des missionnaires – se développent rapidement et créent les conditions nécessaires pour provoquer une scission avec les activités religieuses de la Mission. La BHG est ainsi créée en 1859. Elle est constituée sous la forme d'une société anonyme par le commerçant et banquier Ulrich Zellweger, président de cette société de 1859 à 1864. Le capital de base s'élève à 200 000 francs suisses souscrits à hauteur d'environ 15% par la Mission de Bâle. Le reste du capital est détenu par des actionnaires actifs dans les domaines du commerce, des banques et de l'industrie bâloises (Franc 2008, 67-73; Guex 2001, 326-329).

Cette maison de négoce va devenir une des plus importantes sociétés commerciales helvétiques (Guex 1998, 157-159, 162-164). Les buts de cette nouvelle société anonyme sont d'accroître les activités commerciales en Côte-de-l'Or et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour l'industrie helvétique en Afrique et en Asie où la BHG est également présente. Plutôt qu'une séparation des activités religieuses et commerciales de la Mission de Bâle, la création de la BHG reflète une distinction formelle entre ces deux domaines qui n'empêche pas les deux structures de garder des liens étroits, notamment pour la formation du personnel mais encore au niveau du partage des bénéfices de la BHG dont la moitié est destinée à la Mission. En s'appuyant sur l'action évangélique des missionnaires, la BHG étend rapidement son réseau qui compte une vingtaine de comptoirs et factoreries en Côte-de-l'Or en 1913 (Wanner 1959, 125-126) et augmente son chiffre d'affaires, notamment à partir de la création de la colonie britannique en 1874 qui fait suite à une première victoire britannique contre le royaume Ashanti, et ouvre ainsi des perspectives économiques prometteuses (Guex 2001, 232).

À la veille de la Première Guerre mondiale, la BHG a acquis une place de premier ordre dans l'économie cacaoyère ghanéenne. En se plaçant très tôt sur ce marché, elle parvient à s'adjuger, en 1906, la

5 Pour le cas de la Côte-de-l'Or: cf. (Gunnarsson 1978, 28-30).

commercialisation d'un tiers de la production totale du cacao ghanéen (Franc 2011). Elle est ainsi parfaitement intégrée dans ce marché qui voit le rôle des maisons de commerce européennes fortement renforcé, dès le tournant du siècle, par la constitution d'une structure oligopsonique dotée d'un cartel (Guex 2001, 239; Gunnarsson 1978, 119, 125-130).

Au cours du conflit mondial, le gouvernement britannique prend des mesures contre les firmes allemandes ou sous influence allemande et met un terme aux activités de la BHG. La séquestration des avoirs helvétiques marque une coupure nette dans les activités de la société bâloise qui perd ainsi sa position privilégiée dans le commerce du cacao ghanéen. En effet, la BHG ne réintègrera le cartel qu'en 1931, soit peu de temps après la restitution des avoirs africains de la société par la Grande-Bretagne. La position de la BHG au sein du marché du cacao n'est alors plus comparable, en termes relatifs, à celle qu'elle occupait avant le conflit. En effet, dans les années 1930, la part des exportations de cacao ghanéen conduites par la BHG serait inférieure à 5% (Gunnarsson 1978, 125). Ce qui représenterait tout de même un peu plus de 2% de la production mondiale de cacao, compte tenu de la place dominante qu'occupe la Côte-de-l'Or sur ce marché depuis 1911 (graphique 1). Mais avant d'accorder plus d'attention à cet aspect, nous présentons brièvement les étapes clés de cette affaire.

### *La séquestration des avoirs au cours de la Première Guerre mondiale*

Dès le début de la Première Guerre mondiale, la direction de la BHG décide de se séparer de ses collaborateurs allemands actifs en Côte-de-l'Or. Malgré ces mesures, les firmes concurrentes britanniques continuent de faire pression sur la BHG en soulignant clairement la « sympathie germanique » que présente la BHG (Wanner 1959, 305). Ces accusations sont encore renforcées par la proximité de la BHG avec la Mission de Bâle qui compte encore un nombre important d'Allemands parmi ses employés et reste connectée au milieu piétiste de l'Allemagne du Sud.

En 1916, le *Foreign Office* informe l'Ambassade suisse à Londres que, malgré les efforts entrepris par la société, la BHG présente trop de sympathie envers l'Allemagne pour que le gouvernement britan-

nique lui permette de continuer ses affaires en Côte-de-l'Or<sup>6</sup>. Les dirigeants de la BHG décident en définitive de se séparer juridiquement de la Mission de Bâle en 1917. Ils rachètent les actions de la Mission et éditent de nouveaux statuts qui ne prévoient plus d'octroyer une part des bénéfices à la Mission mais uniquement à des œuvres évangéliques<sup>7</sup>. Ces mesures qui garantissent qu'aucune entité allemande ne détient la moindre part du capital composé à 95% de fonds d'origine suisse<sup>8</sup> ne permettent toutefois pas la sauvegarde des activités bâloises. En effet, le gouvernement britannique procède, début 1918, à la séquestration des avoirs bâlois sans distinction entre la Mission et la société commerciale. Plus précisément, le conseil législatif de la Côte-de-l'Or passe à l'unanimité, le 4 février 1918, l'ordonnance *Enemy Property Control and Disposal* qui place la Mission et la société commerciale bâloises sous le contrôle du gouvernement colonial<sup>9</sup>. Sous l'impulsion d'un groupe d'actionnaires issus des milieux missionnaires et commerçants britanniques, il est décidé de transférer les avoirs de la BHG à une société commerciale créée pour l'occasion, le *Commonwealth Trust Ltd* qui reprend les activités commerciales et philanthropiques de la BHG<sup>10</sup>. Les avoirs de la Mission de Bâle sont quant à eux transférés à la *United Free Church of Scotland* (Gannon 1983, 506-509).

Il est important de différencier la phase de séquestration des avoirs helvétiques qui correspond à des mesures de guerre économique prises contre l'Allemagne et qui repose sur une base juridique reconnue au niveau international et le transfert des avoirs à deux entités britanniques qui constitue un cas exceptionnel. Pour comparaison, les avoirs de la BHG séquestrés au Cameroun par la France au cours du conflit sont directement restitués à la fin de la guerre<sup>11</sup> (Wanner 1959, 301-304).

6 Archives de la Mission de Bâle (BM), UTC: 4547, lettre du Foreign Office à Gaston Carlin, Ministre à l'Ambassade de Suisse à Londres, 20 décembre 1916.

7 BM, UTC: 4574, procès-verbal de l'assemblée générale de la BHG, 20 novembre 1917.

8 NA, CO 879/122/1, lettre de I. P. Werner, représentant de la BHG, au Colonial Office, 29 novembre 1917.

9 BM, UTC: 4862, Government Gazette, Accra, Gold Coast, n° 7, 9 février 1918, p. 115.

10 BM, UTC: 4862, Government Gazette, Accra, Gold Coast, n° 105, 30 décembre 1918, pp. 1668-1669.

11 Voir également les pressions françaises sur l'entreprise suisse Suchard au cours de la Première Guerre mondiale: cf. (Tissot 1999).

De 1918 à 1928, la BHG va négocier avec les autorités britanniques afin d'obtenir la restitution de ses avoirs. Dans cette affaire, l'argumentation de la BHG repose sur des considérations juridiques concernant l'appartenance de la BHG au droit suisse et ne se modifie pas au cours de ces dix années. La BHG obtient non seulement le soutien du gouvernement suisse qui relaye cette affaire à travers les canaux diplomatiques mais surtout celui de personnalités britanniques qui vont parvenir à lui donner une plus grande visibilité.

### *Les affaires de la Basler Handelsgesellschaft: un retour laborieux?*

L'évolution quantitative de la BHG depuis la fin du XIX<sup>e</sup> à la fin des années 1930 permet de saisir les différentes dynamiques de cette société commerciale et ainsi de mieux évaluer l'impact de la séquestration britannique sur le développement des activités en Côte-de-l'Or. La fin de la Première Guerre mondiale constituant une rupture nette dans l'histoire de la BHG, nous délimitons donc une première période qui s'étend de 1880 à 1918. Notre série statistique débute à cette date afin d'avoir assez de recul pour saisir l'ampleur que représente le commerce de cacao qui, comme l'illustre le graphique 1, décolle véritablement au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. La seconde phase couvre les activités des Bâlois dès la reprise des affaires en Côte-de-l'Or en 1921 par le biais d'une nouvelle société, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Cette période, marquée par la restitution des avoirs de la BHG en 1928, permet de comprendre les spécificités du retour et de la stabilisation des affaires helvétiques.

Au cours de la première phase, la BHG se spécialise dans les activités commerciales en Côte-de-l'Or et dans les activités industrielles en Inde. En Afrique de l'Ouest, le commerce consiste en l'exportation de produits tropicaux et l'importation de produits manufacturés européens. Comme nous pouvons le remarquer avec le graphique 2, le volume des affaires commerciales avec l'Afrique opère un changement brusque au tournant du siècle. Cette rupture correspond au décollage de la production cacaoyère. Le pic est atteint en 1913 avec un volume commercial de 1,3 mio de francs suisses constants de 1910. L'essor de

12 Sur les aspects techniques de la culture de cacao : cf. (Ruf 1995).

ce produit tropical marque clairement un tournant dans les affaires de la BHG. Il faut ajouter que cette société joue un rôle important dans les premières années de production grâce à une bonne connaissance du terrain et surtout à ses contacts avec les Africains, véritables initiateurs de ce nouveau marché<sup>13</sup> (Franc 2008, 77-85; Hill 1963, 168-169). En analysant les bénéfices réalisés par la BHG (graphique 3), on constate également une augmentation nette à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle est induite par cette nouvelle manne financière que représente la culture du cacao.

La seconde phase est marquée par le changement de statut de la BHG en celui de holding. La BHG détient alors trois sociétés actives dans le commerce avec l'Afrique de l'Ouest: la *Union Trading Company Ltd* (UTC) fondée en 1921 et basée à Bâle mais active en Côte-de-l'Or, l'*Overseas Buyers Ltd* fondée en 1926 à Londres et enfin l'*Afram Trading* à New York à partir de 1929 (Franc 2008, 136-139). Dans cet article, nous allons uniquement considérer le développement des affaires en Côte-de-l'Or.

En se référant au graphique 2, nous pouvons noter qu'autour des années 1930, le volume des affaires commerciales avec l'Afrique est plus faible qu'au cours du conflit mondial. De plus, nous devons encore pondérer ces données par l'augmentation importante de la production de cacao au cours de cette même période. Le volume d'affaire correspond donc à une plus petite part du marché qu'avant la Première Guerre mondiale. Les bénéfices de la société suivent également cette évolution et diffèrent significativement des résultats obtenus avant la séquestration (graphique 3).

En comparant ces deux périodes, nous constatons une perte de vitesse autant au niveau du volume d'affaire qu'un niveau des bénéfices. Toutefois, ce constat pessimiste masque le développement fulgurant de l'économie cacaoyère ghanéenne au cours de cette période. En vérité, cette évolution remarquable du contexte économique semble faciliter le redémarrage des activités bâloises en Côte-de-l'Or. A ce titre, l'augmentation des bénéfices de la BHG dès 1921 semble correspondre au début des affaires de UTC<sup>14</sup>. Au vue des données

13 Sur la question des relations entre producteurs européens et africains en Côte-de-l'Or: cf. (Austin 1996).

14 Nos chiffres sur les bénéfices de UTC pour ces années sont malheureusement manquants.

quantitatives, nous pouvons avancer que la séquestration des avoirs helvétique a bien porté un sérieux coup de frein au développement de la BHG qui n'a pu s'en sortir qu'en mettant à contribution ses contacts en Côte-de-l'Or, ses ressources financières (Guex 1998, 162-164) et en profitant d'un contexte économique favorable pour redémarrer rapidement ses activités.

### *Une offensive britannique ?*

En analysant les étapes clés de cette affaire, nous sommes en mesure de penser que les autorités britanniques sont davantage sensibles aux questions politiques qu'aux revendications juridiques régulièrement mises en avant par les représentants de la BHG. Cette stratégie, mise en place par la direction de la BHG, repose sur une analyse technique de la situation - basée sur les nouveaux statuts de la société rédigés lors de la séparation de la Mission de Bâle en 1917 - et permet de dénoncer les mesures prises par les autorités britanniques. Cette approche, défendue par la Confédération qui manifeste son soutien auprès du gouvernement britannique dès 1917, est également validée légalement par des spécialistes britanniques du droit international reconnus qui émettent une « Joint Opinion » en mai 1919<sup>15</sup>.

Si l'argumentation générale de la BHG reste inchangée au cours des 10 ans de négociations, sa visibilité au sein du milieu politique britannique évolue et atteint son paroxysme en 1928, année au cours de laquelle cette affaire est débattue au sein du conseil des Ministres. Enfin, précisons que si le *Colonial Office* reconnaît avoir mal agi dès le mois de septembre 1927<sup>16</sup>, les débats concernant les modalités de la restitution des avoirs et le sort du *Commonwealth Trust Ltd* restent vifs jusqu'en 1928. Cependant, comme mentionné ci-dessus, la séquestration des avoirs bâlois juste avant la fin du conflit, leur transfert vers une société britannique spécialement créée à cette occasion, puis leur restitution dix années plus tard semblent répondre à une dynamique qui dépasse les aspects juridiques de cette affaire.

Comme le rappelle clairement Leo Amery, Secrétaire d'Etat aux

15 BM, UTC: 4459, Correspondence with the Colonial Office, pp. 9-10, Joint Opinion de J. Simon, F. H. Maugham et F. T. Barrington Ward, 21 mai 1919.

16 BM, UTC: 4459, Correspondence with the Colonial Office, p. 51, lettre de A. Edgumbe, du Colonial Office à Arthur Palliser, représentant de la BHG en Angleterre, 9 septembre 1927.

colonies en 1928, les protestations de la BHG ne visent pas la séquestration des avoirs helvétiques au cours du conflit mondial mais bien le fait que ces avoirs aient été attribués à une autre entité, sans compensation<sup>17</sup>. En effet, selon les règlements internationaux, les biens séquestrés appartenant à des neutres devaient être restitués à leur propriétaire à l'issue du conflit. Sur ce point, la séquestration puis la restitution des biens de la BHG au Cameroun par les autorités françaises permettent d'appuyer précisément cet argument.

Pourquoi les autorités britanniques ont-elles traité cette affaire différemment ? Nous pouvons déjà mentionner qu'en 1918, la Grande-Bretagne parvient à esquiver les demandes des gouvernements belges et français qui désiraient disposer des avoirs helvétiques séquestrés, alors considérés comme sous influence allemande comme moyen de pression pour garantir des réparations. Les autorités britanniques réussissent à s'opposer à cette requête en invoquant le caractère philanthropique des activités bâloises<sup>18</sup>. Ces avoirs restent ainsi aux mains des Britanniques. Comme le mentionne Leo Amery, les autorités britanniques se sont également activées pour résoudre cette affaire le plus rapidement possible afin d'échapper aux pressions internationales : « *The Secretary of State has had negotiations and consultations with the Foreign Office [...] and we have been instructed that for international reasons it is necessary that the policy which is embodied in this Bill [qui légalise le transfert des avoirs de la BHG au Commonwealth Trust Ltd] should be enacted before the Peace Conference meets. This is the reason why the Bill has to be taken in rather a hurry* ». <sup>19</sup> Cette résistance face aux demandes des Alliés et la volonté de faire passer cette loi rapidement laissent penser que les autorités britanniques tentent ici un coup de force pour profiter durablement du nouveau paysage économique en Côte-de-l'Or.

La restitution des biens de la BHG et de la Mission de Bâle semble également être influencée par deux facteurs dépassant le cadre juridique de cette affaire. En effet, suite au rapport du Secrétaire d'Etat

17 NA, CAB/24/192, C.P. 15(28), Memorandum by the Acting Secretary of State for the Colonies, 25 janvier 1928, p. 3.

18 NA, CO 323/801/52, lettre de [Gerald Spicer] du Foreign Office au Sous-secrétaire d'Etat aux colonies, 23 août 1919.

19 BM, UTC: 4547, Legislative Council Debates 1918-19, cités dans : Memorandum, *The Basle Mission Trading Society and the Commonwealth Trust*, 1928, p. 6.

aux colonies déposé au cabinet des Ministres, les dirigeants britanniques mesurent les risques qu'engendrerait une poursuite de l'affaire. Ils sont d'avis que la constitution d'un « Select Committee » sur la question confirmerait le fait que le gouvernement britannique soit contraint de verser une lourde compensation. En outre, il serait malvenu que ce cas soit confirmé devant la Cour permanente de Justice internationale de La Haye<sup>20</sup>. En résumé, le gouvernement britannique ne voit pas de solution pour échapper à cette compensation et ne souhaite pas que cette affaire acquière une résonance internationale. Le second facteur à mettre en lien avec la décision britannique est la mauvaise performance économique du *Commonwealth Trust Ltd* au cours de ses premières années d'activité en Côte-de-l'Or. En effet, cette société accumule des pertes et accuse un déficit de 300 000£ en 5 ans d'activité pour un capital de 60 000£<sup>21</sup>.

Bien que la correspondance entre la Suisse et la Grande-Bretagne, les débats parlementaires ou les différents rapports soient essentiellement de nature juridique et technique, certains acteurs de cette affaire laissent apparaître une dimension plus politique. Comme le relève l'historien George-Henri Soutou, les autorités britanniques étaient préoccupées par le développement des ressources de l'Empire pendant et après la guerre. Elles discutaient alors de la mise en place de mesures pour éviter que les ressources impériales ne passent sous contrôle étranger. Ces préoccupations ont notamment débouché sur un nouveau tarif douanier en février 1918 (Soutou 1989, 273-276).

Ces débats parlementaires, qui précèdent de peu la séquestration des avoirs helvétiques, peuvent expliquer l'attitude tranchée de certains acteurs de cette affaire. De telles considérations se ressentent, en 1923, sous la plume du président de la BHG, Wilhelm Preiswerk-Imhoff, dans une diatribe destinée à contrer les accusations britanniques fondées sur les prétendues activités pro-germaniques soutenues par les Bâlois durant le conflit<sup>22</sup> : « *For a Swiss, citizen of a country*

20 NA, CAB/23/57, 10(28), séance du Cabinet des Ministres, 21 février 1928, pp. 2-3.

21 NA, CAB/24/192, C.P. 15(28), Memorandum by the Acting Secretary of State for the Colonies, 25 janvier 1928, p. 2.

22 Sur l'argumentaire des autorités britanniques concernant les liens entre la BHG et l'Allemagne: cf. BM, UTC: 4859, lettre de Lord Balfour, Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs à Gaston Carlin, Ministre à l'Ambassade de Suisse à Londres, 17 avril 1918.

*which does not pursue any exterior policy and a member of the most ancient democratie [sic] in the world it is an offence as ridiculous as impossible to try and make believe that his acts or intentions have been dictated by an Imperialist Nation* »<sup>23</sup>.

La déclaration du président bâlois trouve indirectement un écho chez un défenseur du *Commonwealth Trust Ltd* lors d'un débat à la chambre des Lords en juillet 1927. Lord Kysant, homme d'affaire britannique, fustige les demandes de compensation helvétiques en mobilisant une argumentation teintée de nationalisme britannique: « *This company, which, as I have said, is a British concern, employs a very considerable number of British subjects and is doing a large business, principally with Great Britain. To deprive this British company of its interests would involve loss to British trade and British shipping and be an injustice to the company itself, which was formed to carry on its work in this old British Colony* ». <sup>24</sup> Il poursuit en soulignant les différences entre les deux sociétés: « *Thus the new company is in exactly the same position as was the old Swiss company, except that it is a British company carrying on British trade and not, as in the past, a foreign company, used as we know that many companies were used before the War* ». <sup>25</sup> Cette attaque directe contre la BHG qui est stigmatisée par sa nationalité est vivement combattue par Wilhelm Preiswerk-Imhoff qui ne manque pas d'insister sur la place importante que revêt sa société dans l'histoire des relations entre la Grande-Bretagne et l'Afrique de l'Ouest. <sup>26</sup>

### *Le rôle de la Confédération*

Parallèlement aux stratégies adoptées par les acteurs privés se pose la question du rôle de la Confédération dans cette affaire. Comme nous l'avons mentionné plus haut, l'ambassade de Suisse à Londres soutient les démarches de la BHG en adressant officiellement une plainte

23 BM, UTC: 4459, Correspondence with the Colonial Office, p. 7, lettre de Wilhelm Preiswerk-Imhoff à Lord Templetown, 3 février 1923.

24 *Hansard Papers*, vol. 68, 20 juillet 1927, Lords Sitting, pp. 696-707, intervention de Lord Kysant.

25 *Ibid.*

26 BM, UTC: 4459, Correspondence with the Colonial Office, p. 53, lettre de W. Preiswerk-Imhoff à Lord Kysant, 28 juillet 1927.

au gouvernement britannique. Toutefois, devant l'attitude impassible des autorités britanniques, la Confédération ne poursuit pas ses efforts et laisse libre cours aux démarches privées.

Dans notre cas, la feuille de route adoptée par les autorités helvétiques suit une stratégie établie conjointement avec les membres dirigeants de la BHG. En 1922, Arthur Hoffmann, ancien conseiller fédéral et représentant de la BHG dans cette affaire, suggère ainsi de défendre ce cas en laissant le champ libre aux initiatives privées tout en lui donnant plus de crédibilité par le biais d'une interpellation au Conseil fédéral<sup>27</sup>. Il juge pour l'instant inutile le recours à une intervention diplomatique et rejette l'idée d'un arbitrage international qui serait certainement refusé par les autorités britanniques en prétextant la sauvegarde de ses « *intérêts vitaux* ». <sup>28</sup> Le choix de la voie juridique semble encore renforcé par l'application de nouvelles dispositions légales visant à défendre les sociétés helvétiques contre l'influence étrangère (Lüpold 2008, 101-104). De plus, on peut encore avancer que les autorités suisses ne souhaitent pas fragiliser la place de la Suisse sur la scène internationale en rompant avec une politique économique, basée sur la neutralité, qui a porté ses fruits au cours du conflit<sup>29</sup> (Halbeisen 2012, 999-1002).

Rapporter cette affaire devant la justice internationale permettrait, certes, d'obtenir gain de cause. C'est du moins l'avis des conseillers juridiques de la BHG. Toutefois, les dirigeants de la BHG semblent éviter de vouloir se confronter aux autorités britanniques de cette manière. En effet, une résolution de cette affaire par le biais des procédures britanniques leur permettrait de maintenir de bonnes relations et ainsi faciliter la reprise des affaires. Comme le résume Lord Templetown, débuté à la Chambre des Lords et chargé de défendre la cause de la BHG en Angleterre: « *A very large Trade existed between England and the Basle Trading Company – in the knowledge too, that the Basle Trading Co. were wholly innocent of any act, or even ill will against the interests of Great Britain, it is to my mind understand-*

27 Cf. AFB, procès-verbal de l'Assemblée fédérale, question d'Eduard Blumer au Conseil fédéral, 2 février 1922, pp. 21-22; AFB, procès-verbal du Conseil fédéral, réponse du Conseil fédéral, n° 331, 7 février 1923.

28 BM, UTC: 4862, procès-verbaux des entrevues entre les délégués de la BHG, de l'Ambassade de Suisse à Londres et de la Division des intérêts étrangers et de l'internement, 22 et 28 septembre 1922.

29 Pour une vue d'ensemble de la situation économique et politique de la Suisse à la fin du conflit: cf. (Ochsenbein 1971, 278-312).

*able that the most lenient method should be preferred by both the Swiss Government and the Basle Trading Co. to recover their losses in the first instance.* »<sup>30</sup>

#### Conclusion

La séquestration des avoirs helvétiques en Côte-de-l'Or aboutit à une perte de position dominante de la BGH dans la filière du cacao de ce pays. Dans cette logique, nous pouvons avancer que les milieux économiques britanniques sont parvenus à évincer la concurrence sur ce marché en l'espace d'une décennie. En ce sens, le cas de la séquestration des avoirs helvétiques s'inscrirait dans le courant impérialiste britannique de la Première Guerre mondiale. Le fait que les considérations juridiques ne semblent pas dicter la dynamique de cette affaire va dans le sens de cette seconde hypothèse.

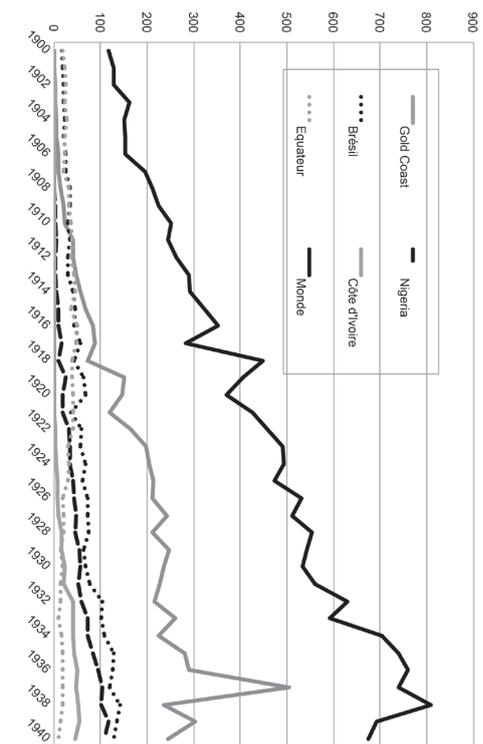
Certes, au sein des relations entre la Suisse et la Grande-Bretagne, le centre de gravité semble pencher du côté de Londres. En effet, la BHG dispose d'une marge de manœuvre réduite face aux autorités britanniques et le gouvernement helvétique reste en retrait. La Suisse paraît subir le rapport de force de la puissance coloniale et ne peut que mettre timidement en avant l'argument de la neutralité pour faire valoir ses intérêts. Ces considérations étayeraient l'hypothèse selon laquelle le positionnement des intérêts économiques helvétiques présents au sein des espaces coloniaux, dans l'ombre des puissances impériales, ne permet pas aux négociateurs de mobiliser les atouts commerciaux et financiers de la Suisse pour modifier le rapport de force.

Néanmoins, après l'analyse des relations entre les différents acteurs helvétiques, nous sommes d'avis que l'attitude discrète de la Confédération sur la scène internationale est avant tout le fruit d'une stratégie élaborée conjointement avec les dirigeants de la BHG afin de sauvegarder les intérêts suisses sur le long terme. Dans cette affaire, la Confédération laisse donc l'initiative aux acteurs privés, davantage préoccupés par la reprise de leurs affaires en Côte-de-l'Or que par la résolution immédiate de cette crise aux enjeux économiques.

30 BM, UTC: 4852, mémorandum de Lord Templetown, 31 janvier 1928, p. 2.

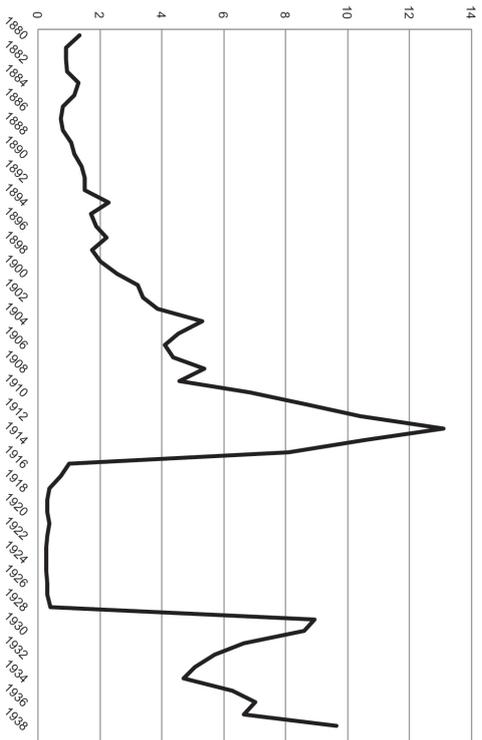
Annexes

Graphique 1 : Production de cacao par pays 1900-1940  
[en milliers de tonnes]



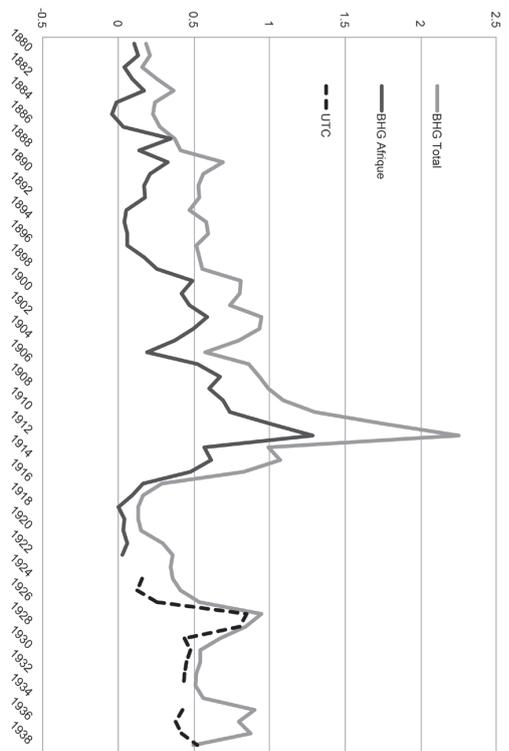
Sources: (Metlan 1985, 15; Gunnarsson 1978, 176).

Graphique 2 : Commerce de BHG avec l'Afrique entre 1880 et 1939  
[en millions de CHF constants de 1910]



290

Graphique 3 : Bénéfices bruts de BHG et UTC 1880-1939  
[en millions de CHF constants de 1910]



Sources: Les données des graphiques 2 et 3 proviennent des fonds des archives de la Mission de Bâle et ont été collectées par mes soins. Il n'a pas été possible d'homogénéiser toutes les données considérant les changements des méthodes comptables de la BHG au cours de ces années et les quelques données manquantes. Ainsi, les données concernant les bénéfices des activités africaines entre 1911 et 1918 proviennent d'estimations calculées notamment sur la base du volume commercial et des bénéfices totaux de la société.

291

## UNE DÉFENSE DISCRÈTE ET FLEXIBLE DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES SUISSES. LES CAS DU GHANA ET DU CONGO AU DÉBUT DE LEUR INDÉPENDANCE

Mathieu Humbert

Presses Universitaires de France | « Relations internationales »

2015/3 n° 163 | pages 63 à 80

ISSN 0335-2013

ISBN 9782130651192

Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://www.cairn.info/revue-relations-internationales-2015-3-page-63.htm>

Pour citer cet article :

Mathieu Humbert, « Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance », *Relations internationales* 2015/3 (n° 163), p. 63-80.

DOI 10.3917/ri.163.0063

Distribution électronique Cairn.info pour Presses Universitaires de France.

© Presses Universitaires de France. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## Une défense discrète et flexible des intérêts économiques suisses. Les cas du Ghana et du Congo au début de leur indépendance

À partir de la fin des années 1950, la décolonisation replace le continent africain au cœur des relations internationales. L'arrivée de nouveaux chefs d'État sur la scène politique entraîne, pour les Occidentaux, un glissement des enjeux économiques, essentiellement basés sur le commerce des matières premières, vers des enjeux politiques, ancrés fermement dans le contexte de la Guerre froide<sup>1</sup>. Des études récentes ont également souligné l'importance politique que revêt cette période pour le bloc soviétique<sup>2</sup>. Ces recherches montrent que les leaders africains tels que Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba ou Ahmed Sékou Touré, portés par la vague nationaliste qui les a amenés au pouvoir, optent pour une attitude ambivalente. Ils prennent leurs distances face aux anciennes puissances coloniales et se rapprochent de l'URSS tout en favorisant une politique panafricaine basée sur le neutralisme. Toutefois, les désillusions rencontrées en Guinée sous la présidence de Sékou Touré et la crise du Congo, qui débute en 1960, mettent un frein aux convoitises soviétiques en Afrique noire et permettent, au Congo, l'arrivée au pouvoir de Mobutu Sese Seko qui, lui, met en place un régime pro-occidental et s'attelle à renforcer l'union nationale<sup>3</sup>.

1. Sur l'importance politique de la décolonisation pour les États-Unis, également : Philip E. Muehlenbeck, *Betting on the Africans. John F. Kennedy's Courting of African Nationalist Leaders*, New York, Oxford University Press, 2012 ; John Kent, *America, The UN and Decolonisation. Cold War conflict in the Congo*, Londres, New York, Routledge, 2010 ; Gabriel Kolko, *Confronting the Third World. United States Foreign Policy, 1945-1980*, New York, Pantheon Books, 1988, pp. 111-116, 191-202.

2. Lise Namikas, *Battleground Africa. Cold War in the Congo, 1960-1965*, Washington, Stanford, Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2013 ; Alessandro Iandolo, « The Rise and Fall of the "Soviet Model of Development" in West Africa, 1957-64 », *Cold War History*, 2012, vol. 12, n° 4, pp. 683-704 ; Sergey Mazov, *A Distant Front in the Cold War. The USSR in West Africa and the Congo, 1956-1964*, Washington, Stanford, Woodrow Wilson Center Press, Stanford University Press, 2010.

3. Lise Namikas, *ibid.*, pp. 218-222 ; Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila. A People's History*, Londres, New York, Zed Books, 2002. pp. 145-146.

Si ces études récentes ont souligné l'importance de l'Afrique de l'Ouest et du Congo dans l'opposition des deux blocs, le rôle des pays neutres dans ces régions, et particulièrement celui de la Suisse, demeure encore un sujet marginal dans l'historiographie<sup>4</sup>. Plus précisément, il reste encore à comprendre comment les acteurs publics et privés helvétiques développent et défendent leurs investissements financiers et leurs intérêts commerciaux datant de la période coloniale dans ces régions nouvellement indépendantes. Dans cet article, nous avons choisi de nous focaliser sur les relations de la Suisse avec le Ghana dirigé par Kwame Nkrumah, ainsi qu'avec la République du Congo dès l'arrivée au pouvoir de Mobutu<sup>5</sup>. Ces deux cas nous permettent de montrer l'attitude des acteurs helvétiques face à ces marchés en pleine mutation et comment ils parviennent à défendre leurs intérêts commerciaux face à la politique socialiste et protectionniste de Nkrumah ainsi que leurs intérêts financiers face à la volonté de Mobutu d'unifier durablement le Congo, alors sous l'influence de l'Occident.

Après un aperçu statistique sur les relations de la Suisse avec ces deux pays, qui nous permettra de mieux évaluer l'importance économique de ces deux partenaires pour les milieux industriels et financiers helvétiques, nous nous focaliserons sur le rôle des acteurs helvétiques par rapport aux nouvelles perspectives économiques qu'offre la décolonisation. En effet, les nouveaux régimes en place au Ghana et au Congo tentent de rompre avec la sphère économique des anciennes puissances coloniales et d'ouvrir ainsi leurs marchés. Malgré ce contexte visiblement propice aux affaires, la deuxième partie montrera que les milieux économiques helvétiques présents au Ghana et au Congo éprouvent également des difficultés à développer, voire simplement à maintenir, leurs activités. En effet, les mesures protectionnistes et les menaces de nationalisation proférées par les gouvernements africains assombrissent les attentes optimistes suscitées par la décolonisation.

#### APERÇU STATISTIQUE DES RELATIONS AVEC LE GHANA ET LE CONGO

À partir des années 1950, le Ghana et le Congo suscitent un vif intérêt au sein des milieux économiques helvétiques, attirés par ces marchés prometteurs en tant que fournisseurs de matières premières mais surtout comme débouchés pour les industries helvétiques. Certes, les

4. Notamment : Marisa Birri, « Der Kalte Krieg war in Afrika ein Heisser. Die Schweiz und der Kongokonflikt 1960-1963 », *Itinera*, 2011, n° 30, p. 69 ; Marc Perrenoud, « Guerres, indépendances, neutralité et opportunités : quelques jalons historiques pour l'analyse des relations économiques de la Suisse avec l'Afrique (des années 1920 aux années 1960) », in Sandra Bott, Thomas David *et al.* (dir.), *Suisse – Afrique (XVIII-XX<sup>e</sup> siècles) : de la traite des noirs à la fin du régime de l'apartheid*, Münster, LIT-Verlag, 2005, pp. 85-104.

5. La République du Congo est appelée République démocratique du Congo à partir de 1965. Pour simplifier, nous utiliserons ci-dessous la dénomination « Congo ».

relations économiques de la Suisse avec le Ghana et le Congo n'ont pas la même consistance que celles nouées avec ses partenaires traditionnels, et la situation politique de ces deux pays n'offre pas une grande stabilité, mais l'accroissement des flux commerciaux de la Suisse avec ces deux pays entre 1950 et 1970 – également favorisé par l'ouverture commerciale de la Suisse vers de nouveaux partenaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale – souligne le dynamisme de ces deux marchés pour l'économie suisse.

Entre 1950 et 1972, les importations suisses en provenance du Ghana sont ainsi marquées par une croissance moyenne, en valeur réelle, de 31,7 %, très irrégulière toutefois et avec un volume globalement plus faible entre 1957 et 1966, sous Nkrumah. Les importations en provenance du Congo présentent, quant à elles, une croissance moyenne relativement stable autour de 4,8 %<sup>6</sup>. Avec une moyenne de la valeur des importations de 23,3 millions de francs suisses (CHF) pour le Ghana et de 10,7 millions CHF pour le Congo entre 1950 et 1972, ces pays sont, avec le Nigéria, les fournisseurs les plus importants de la Suisse en Afrique subsaharienne, hormis l'Afrique du Sud. Le cacao du Ghana et le cuivre du Congo sont les seuls produits importés qui revêtent une importance considérable pour la Suisse<sup>7</sup>. Toutefois, le cuivre congolais n'apparaît pas dans les statistiques douanières car il transite par la Belgique. Ceci explique un volume d'exportations beaucoup plus faible et une balance commerciale négative pour le Congo.

Du côté des exportations suisses à destination de ces deux pays, nous constatons également une tendance à la hausse entre 1950 et 1972. Alors qu'elle est assez régulière pour le cas du Ghana avec une croissance moyenne, en valeur réelle, de 21,9 % en passant d'un volume de 1,3 million en 1950 à 21,6 millions CHF en 1970, les exportations à destination du Congo augmentent de 373,5 % entre 1963 et 1971 en passant d'un volume de 10,9 millions à 45,5 millions CHF. Ces deux pays présentent ainsi un potentiel attractif pour les industries helvétiques dont les produits fabriqués occupent une part très importante des flux commerciaux<sup>8</sup>. Ils sont également, avec le Nigéria, les marchés les plus importants de l'Afrique au sud du Sahara, à l'exception de l'Afrique du Sud.

6. Direction générale des douanes, *Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse*, Berne, 1950-1970. Les pourcentages sont calculés en francs suisses constants de 1960, déflatés à l'aide de l'indice des prix de gros.

7. Entre 1950 et 1972, le Ghana fournit en moyenne 51,5 % des importations totales de la Suisse de fèves de cacao et on peut prudemment estimer qu'en moyenne, environ 20 % du cuivre importés en Suisse provient du Congo en passant par la Belgique : Direction générale des douanes, *ibid.*, 1950-1972.

8. Entre 1950 et 1964, les produits fabriqués occupent en moyenne 88 % des exportations suisses à destination du Congo et 96 % dans le cas du Ghana. Entre 1965 et 1970, Les produits alimentaires et les matières premières prennent davantage d'importance, les produits fabriqués n'occupant plus qu'environ 30 % des exportations suisses vers chacun des deux pays. Source : *idem*.

Tableau n° 1 : Poids des principaux pays dans le commerce de la Suisse  
avec l'Afrique subsaharienne (sans l'Afrique du Sud) [%]

	1950		1955		1960		1965		1970	
	Imp.	Exp.								
AEF	5.0	6.5	3.5	5.9						
Cameroun					2.0	1.1	1.4	1.0	1.5	0.8
Congo (Brazzaville)					2.4	1.0	2.1	0.4	1.7	0.5
AOF	7.8	8.7	4.2	7.8						
Côte d'Ivoire					1.7	1.7	3.2	2.1	4.0	2.0
Gabon					1.7	0.6	0.9	0.3	1.2	0.2
Guinée					6.2	0.8	3.0	1.0	4.6	1.9
Sénégal					0.1	1.7	0.2	2.4	0.1	2.3
Afrique occ. brit.	17.4	3.1								
Ghana			23.7	10.0	15.6	14.6	6.0	12.8	10.3	6.9
Gambie							0.0	0.0	2.9	0.1
Afrique ori. brit.	6.0	4.3	12.2	10.6	9.9	12.8				
Kenya							2.0	7.2	3.9	6.8
Ouganda							4.3	3.3	2.5	1.8
Tanzanie							4.9	2.0	3.6	4.1
Rhodésie	1.4	1.5	12.3	6.3	12.0	8.1				
Rhodésie du Sud							9.6	4.8	4.9	2.7
Zambie							11.3	3.1	18.2	4.6
Congo (Léopoldville)	23.3	34.3	11.7	31.3	6.4	13.0	3.8	10.6	1.1	12.2
Éthiopie	8.8	1.6	4.5	2.4	1.4	2.3	1.5	2.9	1.1	3.3
Mozambique	2.9	8.0	0.3	2.7	1.6	5.1	1.0	3.3	0.0	4.0
Nigeria	2.0	3.9	9.3	8.2	25.2	16.3	28.1	18.5	19.6	19.4
Soudan	7.7	0.2	2.1	3.7	3.9	4.8	4.4	5.7	3.0	5.9
Total	82.4	72.1	95.5	88.9	90.3	83.9	87.7	81.2	81.4	79.3

Source : Direction générale des douanes, Statistique annuelle du commerce extérieur de la Suisse, Berne.

Toutefois, l'augmentation des flux commerciaux décrite ci-dessus ne coïncide pas avec un renforcement significatif de la position de la Suisse dans le commerce du Ghana et du Congo. La part de la Suisse dans les importations totales du Ghana et du Congo entre 1960 et 1972 n'augmente ainsi que de 0,7 % à 1,3 % pour le Ghana et de 1,2 % à 2 % pour le Congo, ce qui place la Suisse largement derrière les anciennes puissances coloniales<sup>9</sup>. Mais si, dans le contexte de la décolonisation, les exportateurs suisses semblent profiter du recul des anciennes métropoles, les principaux bénéficiaires en sont les pays soviétiques, comme c'est le cas pour le Ghana sous Nkrumah, et les États-Unis<sup>10</sup>.

Tableau n° 2 : Poids de quelques pays dans les importations totales du Congo [%]

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Belgique-Luxembourg	31.1	27.6	24.6	24.5	27.7	35.7	33.2	33.8	31.9	24.7	23.6	24.5
Grande Bretagne	8.7	9.0	8.8	5.4	3.6	4.6	3.9	3.2	4.6	5.4	6.2	7.3
Rép. féd. Allemagne	10.0	9.4	7.7	5.6	6.6	6.7	5.6	5.5	5.7	8.9	10.0	10.4
Suède	0.8	0.7	0.4	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.7	0.9	1.1
Suisse	1.5	1.2	1.2	1.1	0.8	0.9	0.8	2.0	1.7	1.9	1.9	2.0
Tchécoslovaquie	0.7	0.6	0.2	0.2	0.0	0.1	0.1	0.1	0.3	0.8	0.6	0.3
USA	13.2	14.3	15.3	25.4	31.2	23.8	23.6	21.5	17.9	17.4	12.7	10.7

Source : Department of Economic Affairs, Yearbook of International Trade Statistics, New York, United Nations, 1962-1973.

Tableau n° 3 : Poids de quelques pays dans les importations totales du Ghana [%]

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Grande Bretagne	34.0	36.7	36.8	33.9	32.8	27.4	25.9	28.8	30.2	27.6	26.8	23.6
Rép. féd. Allemagne	7.4	10.8	7.7	5.9	10.3	10.7	9.3	7.4	9.4	11.5	10.7	10.6
Suède	0.3	0.5	0.6	0.6	0.8	0.6	0.4	0.4	0.9	0.7	0.5	0.5
Suisse	0.7	0.8	0.8	1.1	0.3	0.5	0.9	0.5	0.8	1.1	1.2	1.3
Tchécoslovaquie	1.2	1.3	1.1	1.2	2.4	3.1	3.4	1.5	1.1	1.2	1.0	0.8
URSS	0.0	0.4	1.6	1.5	2.5	4.9	6.7	5.8	3.4	2.3	3.7	3.8
USA	4.7	5.7	7.0	7.9	6.4	8.9	8.8	16.8	16.8	19.1	18.4	18.1

Sources : Department of Economic Affairs, Yearbook of International Trade Statistics, New York, United Nations, 1962-1973.

9. Department of Economic Affairs, *Yearbook of International Trade Statistics*, New York, United Nations, 1962-1973. Voir également les données collectées dans les tableaux n° 2 et n° 3.

10. Nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer des données sur le commerce entre l'URSS et le Congo.

Concernant les relations financières de la Suisse, nous pouvons avancer avec prudence qu'en 1963, les investissements helvétiques directs et indirects au Congo se montent à environ 15 millions CHF<sup>11</sup>. Un montant nettement plus faible que celui des investissements directs suisses au Ghana qui se situerait entre 50 et 100 millions CHF<sup>12</sup>. Ce montant ne prend toutefois pas en compte l'émission en Suisse de quatre emprunts du Congo belge de 60 millions CHF chacun<sup>13</sup>. Ainsi, entre 1945 et 1956, 937,5 millions sont-ils investis dans les pays d'outre-mer par le biais des emprunts dont 351,5 millions en Afrique du Sud et 240 millions au Congo belge, ce qui le place en 5<sup>e</sup> position parmi les destinations des capitaux suisses dans l'après-guerre<sup>14</sup>. Compte tenu des difficultés d'accès aux données, il est difficile de suivre l'évolution de ces chiffres.

Au vu de cet aperçu, nous pouvons souligner que les relations économiques de la Suisse avec le Ghana et le Congo présentent certaines similitudes. En premier lieu, l'augmentation des flux commerciaux de la Suisse avec ces deux pays dénote un intérêt plus marqué pour l'Afrique subsaharienne. Deuxièmement, la structure des importations suisses est dominée par les matières premières qui représentent la part principale des flux commerciaux tout au long de notre période d'étude. Enfin, la structure des exportations suisses, alors fondée sur les produits fabriqués, s'oriente, à partir de 1965, vers les produits alimentaires. La fin du régime de Nkrumah et le début de l'ère Mobutu ainsi que la réorientation commerciale du Ghana et, dans une moindre mesure, celle du Congo vers les produits fabriqués américains peuvent certainement expliquer ce changement.

#### DE NOUVELLES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Lors de l'indépendance du Ghana en 1957 et du Congo en 1960, les rapports de force en place durant la période coloniale sont redéfinis et les gouvernements fraîchement constitués adoptent une nouvelle vision politique et économique qui s'articule autour d'une industrialisation rapide du pays et de l'accession à une plus grande indépendance économique<sup>15</sup>. Pour les milieux économiques helvétiques, ces États postcoloniaux laissent

11. Archives fédérales suisses, Berne (ci-après : AFS), E2100 (E) 1978/84 4486, notice du Département politique fédéral (DPF), 4 septembre 1963.

12. Edwin Stopper, « Problèmes politiques et économiques en rapport avec l'Afrique occidentale », *Revue économique et sociale*, numéro spécial, septembre 1960, p. 121.

13. AFS, E6100 (B) 1972/96, vol. 21, *Prospectus sur les emprunts du consortium de banques suisses au Congo belge*, 14 octobre 1950, 25 janvier 1952, 2 novembre 1953 et 14 mai 1956. Également : Lyonel Kaufmann, « Guillaume Tell au Congo. L'expansion suisse au Congo belge (1930-1960) », *Les Annuelles*, 1994, n° 5, pp. 84-92.

14. Lyonel Kaufmann, *ibid.*, p. 88.

15. Pour une vue d'ensemble des conséquences économiques de la décolonisation en Afrique subsaharienne : Ralph A. Austen, *African Economic History. Internal Development and External Dependency*, Londres, Portsmouth, James Currey, Heinemann, 1987, p. 224 sq.

entrevoir de nouvelles opportunités pour les affaires, grâce notamment aux différents projets d'industrialisation qui nécessitent une participation étrangère pour l'appareillage, la construction ou encore leur financement. La reconnaissance de ces États par la Confédération se fait ainsi sans attendre. Dans cette partie, nous nous intéressons aux contacts tissés par les acteurs helvétiques pour profiter de cette nouvelle situation politique et économique, d'abord avec le Ghana et ensuite avec le Congo.

La Suisse n'hésite pas à se faire représenter lors des festivités organisées le 6 mars 1957 pour l'indépendance du Ghana et dépêche Edwin Stopper, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, pour accompagner le consul Édouard Brügger, déjà sur place. À peine quelques jours plus tard, le 11 mars, un protocole est signé entre la Suisse et le Ghana<sup>16</sup>. Il garantit notamment que le gouvernement ghanéen soutient l'économie privée et les relations commerciales extérieures. Trois années plus tard, Edwin Stopper retourne au Ghana lors d'un voyage en Afrique de l'Ouest et souligne de nouveau les perspectives économiques intéressantes qu'offre ce pays aux industries suisses. Il mentionne, à ce titre, que le Ghana est le pays d'Afrique noire qui entretient avec la Suisse les relations économiques les plus étroites, à l'exception du Congo. Il recommande ainsi une participation plus active au marché ghanéen<sup>17</sup>. Autre signe significatif de l'intérêt de la Suisse pour le Ghana, le consulat suisse est transformé en ambassade en 1960 et devient un point central pour la représentation des intérêts helvétiques en Afrique de l'Ouest<sup>18</sup>.

Parallèlement à l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la représentation helvétique au Ghana joue un rôle de relais entre les projets industriels ghanéens et les milieux économiques helvétiques. Le projet de barrage sur la Volta, dont les bases ont été posées par les Britanniques au début des années 1950, en constitue un bon exemple<sup>19</sup>. Il suscite en effet l'intérêt des milieux industriels helvétiques dès son lancement tandis que Berne s'emploie à mettre en contact les acteurs privés et publics. En octobre 1961, alors qu'un financement américain semble assuré, un appel d'offres est lancé concernant la partie électrique du barrage. Du côté suisse, le principal intéressé est Brown, Boveri et C<sup>ie</sup> dont l'offre, pas assez compétitive pour rivaliser avec l'offre américaine subventionnée par son gouvernement, se montait à 130 millions CHF au nom du Volta River European Hydro Electric Consortium. Les négociations pour réaliser cette opération ambitieuse, dont le financement est au cœur des

16. Steve Page, « La Suisse et le Ghana de Nkrumah : une présence économique et diplomatique à l'épreuve de la décolonisation (1950-1970) », Mémoire de licence, université de Fribourg, 2006, pp. 30-33.

17. Edwin Stopper, *op. cit.*, pp. 109-125.

18. L'ambassade suisse à Accra est également compétente pour les pays suivants : Togo, Liberia, Guinée, Mali et Sierra Leone. *Dictionnaire historique de la Suisse*, article « Ghana », <http://www.hls-dhs-dss.ch/>

19. Sur le Volta River Project : Philip E. Muehlenbeck, *op. cit.*, pp. 73-96 ; Sergey Mazov, *op. cit.*, pp. 137-142.

enjeux de la Guerre froide en Afrique subsaharienne, se déroulent dans un climat très tendu, notamment après le voyage de Nkrumah dans les pays de l'Est au cours de l'été 1961, qui semble indiquer un rapprochement du gouvernement ghanéen avec l'Union soviétique. À ce sujet, l'ambassadeur de Suisse à Accra, René Keller, précise :

Une atmosphère de doute planait sur la réunion. L'orientation à l'extrême gauche que le président Nkrumah a imprimée à sa politique depuis son retour des pays de l'Est inquiète d'une façon générale. D'autre part, le gouvernement des États-Unis hésite à donner sa garantie. [...] Pour ma part, j'estime que l'Occident ne devrait pas céder à ce type de chantage. Le Président Nkrumah est en train de se compromettre avec l'Est à un point tel que politiquement la construction du barrage apparaît assez secondaire<sup>20</sup>.

Les États-Unis ne reculent finalement pas et le gouvernement ghanéen signe le contrat pour l'imposant projet le 22 janvier 1962 avec le groupe américain VALCO. Mentionnons encore qu'une grande banque suisse, la Société de banque suisse (SBS), se joint à l'opération en proposant un accord monétaire garantissant la convertibilité des monnaies lors des futurs travaux et qu'Alfred Lang, la seconde plus grande entreprise suisse présente au Ghana, est chargée de la construction des baraquements des ouvriers<sup>21</sup>.

Bien qu'il soit très difficile d'obtenir des informations sur des projets concrets du fait du silence des archives, plusieurs exemples témoignent de contacts intenses entre les milieux financiers helvétiques et les autorités ghanéennes. Ainsi, dans le cadre du plan de développement de sept ans mis en place par Nkrumah en 1964, le gouvernement ghanéen souhaite-t-il se procurer des fonds en marge des institutions financières internationales. L'idée est d'ouvrir des négociations avec plusieurs États. Dans cette optique, il est prévu que la Suisse s'engage à mettre à disposition 55 millions de livres sur les 1 306,2 millions que le gouvernement ghanéen souhaite lever auprès de tous les pays contactés<sup>22</sup>. Cette opération financière menée de manière bilatérale avec la Suisse n'aboutit finalement pas, en raison des craintes qu'inspire au milieu bancaire suisse la situation politique du Ghana<sup>23</sup>. L'année suivante, un nouveau rapprochement a lieu par le biais du gouverneur de la Banque du Ghana qui fait alors une visite en Suisse pour discuter de la possibilité d'obtenir un financement avec des représentants du milieu bancaire. Selon le nouvel ambassadeur de Suisse à Accra, Guy de Keller, les discussions portent cette fois sur un crédit de 30 millions de livres contracté auprès de la société russe basée en Suisse Coficomex,

20. AFS, E2200.72-01 1975/80 111, lettre de René Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 4 octobre 1961.

21. AFS, E2200.72-01 1975/80 111, lettres du chargé d'affaires suisse à Accra à la Division du commerce, 26 janvier 1962, 2 février 1962. Public Record and Archives Administration Department, Accra, RG 17/2/496, The River Volta Project, p. 8.

22. Il s'agit de la plus petite part derrière l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France, la Belgique, le Canada, l'Italie et le Japon : AFS, E2001 (E) 1978/84 3139, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 19 mars 1963.

23. AFS, E2001 (E) 1978/84 3139, note du Département politique, 11 mars 1961.

l'Union de banques suisses (UBS) à Genève et la Banque pour le commerce international à Bâle ; il s'effectuerait contre des livraisons de cacao<sup>24</sup>. Cet accord, finalement revu à la baisse, est conclu dès la fin de l'année 1965<sup>25</sup>.

Le point de vue de l'ambassade de Suisse au Ghana ainsi que celui des différentes entreprises helvétiques nous indiquent que les acteurs suisses ont confiance dans le potentiel économique de ce pays, du moins jusqu'en 1961, lors du voyage de Nkrumah dans les pays de l'Est. Nonobstant ce changement d'attitude, les milieux industriels ne semblent pas souffrir des orientations politiques du président ghanéen comme c'est le cas des intérêts britanniques dont les flux commerciaux subissent une forte baisse dès 1961. À titre d'exemple, Alfred Lang parvient à décrocher des contrats de construction liés à des projets d'industrialisation attribués à des pays de l'Est<sup>26</sup>. Comme le mentionne Edwin Stopper après son voyage en 1960, les milieux économiques helvétiques peuvent être optimistes durant ces premières années d'indépendance :

La forte présence et l'excellente réputation de la Suisse, de ses citoyens et de son industrie sont autant de garanties pour notre participation active au développement du pays. N'oublions pas qu'au Ghana nous ne sommes la victime d'aucune mesure de discrimination et que l'importation de nos produits est pratiquement libre. Il est vrai que l'ancienne métropole conserve sa position dominante, ne serait-ce que par la présence des conseillers britanniques ; mais il n'en reste pas moins que le Ghana a également une tendance à tenir davantage compte d'autres pays, afin d'acquérir, sur le plan économique aussi, une plus grande indépendance<sup>27</sup>.

Toutefois, comme le montre le projet Volta, les milieux helvétiques restent méfiants face au rapprochement de Nkrumah avec Moscou. De plus, ainsi que nous le verrons ci-dessous, les perspectives économiques du Ghana sont obscurcies par une mauvaise conjoncture qui entrave le développement des affaires dès le début des années 1960.

Comme pour le Ghana, les autorités suisses décident de reconnaître le Congo dès son indépendance et envoient Edwin Stopper pour assister aux festivités qui accompagnent celle-ci<sup>28</sup>. Le risque de voir ce pays basculer sous un régime communiste ne modifie pas le point de vue de Stopper qui milite pour une forte présence européenne au Congo. Autre similarité avec le cas du Ghana, le consulat de Suisse est élevé au rang d'ambassade en 1962.

Entre 1960 et 1963, le Congo est le terrain d'une crise majeure de la Guerre froide qui, parallèlement à l'opposition entre les deux blocs, oblige la sphère politique à composer avec l'intervention sur place de l'ONU

24. *Ibid.*, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 10 juin 1965.

25. AFS, E2200.72-01 1979/75 8, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 26 novembre 1965.

26. AFS, E2200.72-01 1979/75 112, lettre de Guy von Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 12 août 1964.

27. Edwin Stopper, *op. cit.*, p. 121.

28. Marisa Birri, *op. cit.*, p. 69.

et avec la sécession de la riche région du Katanga, alors soutenue par la Belgique. L'assassinat de Lumumba en 1961, alors le principal atout de l'URSS au Congo, ouvre la voie à une influence occidentale au Congo qui se concrétise avec la prise de pouvoir de Mobutu en 1965. Au cours de cette période, la Suisse adopte une position ambiguë en soutenant les deux entités antagonistes : d'une part, elle soutient la politique de l'ONU et se lie aux pays occidentaux dans leur mission de stabilisation du Congo et, d'autre part, préoccupée par ses intérêts économiques, elle soutient le mouvement sécessionniste au Katanga<sup>29</sup>.

Les contacts entre les gouvernements congolais et helvétique sont cependant maintenus, et cela malgré les entraves résultant de cette crise politique. Ainsi, en 1963, profitant d'une brève amélioration de la situation intérieure<sup>30</sup>, le Premier ministre congolais, Cyrille Adoula, exprime-t-il le désir de voir des investissements affluer dans son pays, et notamment depuis la Suisse, en contrepartie de garanties du gouvernement congolais sur les investissements. Du côté helvétique, les importants intérêts suisses au Congo nécessitent la conclusion d'un accord de commerce et de protection des investissements sur le modèle de ceux établis entre la Confédération et d'autres pays africains, ainsi qu'un accord aérien<sup>31</sup>. Cet élément pourrait expliquer que la Suisse soit le premier pays à répondre à la proposition du gouvernement congolais<sup>32</sup>. Arturo Marcionelli, l'ambassadeur de Suisse sur place, souligne également les avantages qu'y trouve Léopoldville :

Tout se passe comme si le Chef du Gouvernement congolais s'efforçait de faire assaut de charme afin de susciter de la sympathie pour son pays de la part d'États respectés sur le plan international. En prenant cette initiative, M. Tschombé [le nouveau premier ministre congolais] pourrait bien aussi avoir comme autre objectif le renforcement de son prestige intérieur et extérieur en cherchant à obtenir de la sorte une caution indirecte pour sa politique en général<sup>33</sup>.

On peut avancer que la réputation de la Suisse sur le plan international mais également sa capacité à faire crédit représentent ici des atouts au sortir de cette crise de la Guerre froide. Cependant, tout comme Marcionelli, les milieux bancaires suisses restent partagés quant aux projets d'investissements au Congo. En effet, alors qu'un administrateur de la société suisse

29. *Ibid.*, p. 78.

30. Sur le contexte de l'été 1963 au Congo : Lise Namikas, *Battleground Africa...*, *op. cit.*, pp. 181-186.

31. AFS, E2001 1978/84 4497, lettre de Pierre Micheli, secrétaire général du DPF, à la Division du commerce, 2 août 1963. La Confédération conclut des accords similaires avec la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Sénégal, le Cameroun et le Congo-Brazzaville. Thomas Zacek, « Die Förderung privater Direktinvestitionen. Die ersten bilateralen Abkommen über den Schutz und die Förderung von Kapitalinvestitionen mit Tunesien, Niger und Guinea », *Studien und Quellen*, 1993, n° 19, pp. 335-349. À propos de l'accord aérien : AFS, E2001 1978/84 4497, lettre d'Arturo Marcionelli, ambassadeur de Suisse au Congo, à la Division des affaires politiques, 18 juillet 1963.

32. AFS, E2001 1978/84 4486, lettre du secrétaire de l'ambassade de Suisse à Léopoldville à la Division des affaires politiques, 21 décembre 1964.

33. *Ibid.*, lettre d'Arturo Marcionelli, ambassadeur de Suisse à Léopoldville, à la Division du commerce, 14 décembre 1964.

d'investissement, Rentimo, est chargé par plusieurs établissements bancaires helvétiques de s'enquérir des possibilités de placement de capitaux suisses au Congo, la SBS mentionne clairement qu'elle n'est « pas intéressée à des investissements au Congo qui impliqueraient des risques politiques et économiques bien trop élevés pour des placements de capitaux suisses<sup>34</sup> ».

Au sortir de la crise congolaise, la stabilité politique et économique du pays est néanmoins renforcée par l'annonce, le 6 février 1965, qu'une solution a été trouvée au contentieux belgo-congolais relatif à la dette publique et au portefeuille de la Colonie du Congo belge<sup>35</sup>. Notons à ce propos que les quatre emprunts congolais placés en Suisse entre 1950 et 1956 restent garantis par la Belgique et ne figurent donc plus dans la dette congolaise<sup>36</sup>. Malgré ces nouvelles encourageantes, les discussions concernant l'accord commercial entre la Suisse et le Congo ne progressent pas durant ces premiers mois et ne reprennent qu'après le deuxième coup d'État de Mobutu, le 24 novembre 1965.

L'arrivée au pouvoir de Mobutu en 1965 est, selon l'ambassadeur suisse Marcionelli, bien accueillie par la population blanche du Congo, alarmée par le virage à gauche imprimé par son prédécesseur, Joseph Kasa-Vubu. Marcionelli partage à ce sujet le point de vue des États-Unis et considère que seul Mobutu semble capable d'apporter la stabilité politique au Congo<sup>37</sup>. L'influence dominante que Washington a gagnée au Congo engendre un climat favorable pour les intérêts helvétiques et, comme nous l'avons mentionné, la croissance économique du pays au cours des premières années de pouvoir de Mobutu va permettre aux transactions commerciales avec la Suisse de se développer fortement jusqu'au début des années 1970. Mais cette conjoncture favorable au développement des affaires cache également des écueils importants pour les acteurs helvétiques, notamment dans le domaine financier.

## LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS HELVÉTIQUES

Au cours des années 1960, la période de détente de la Guerre froide qui fait suite à la crise des missiles de Cuba, les revers subis par la politique soviétique en Afrique de l'Ouest et au Congo, la montée en puissance du nationalisme incarné par Nkrumah et Mobutu, leur positionnement politique face aux acteurs de la Guerre froide ainsi que les interventions

34. AFS, E2001 1978/84 4497, lettres de la SBS au DPF, 8 février 1964, et du DPF à la SBS, 30 janvier 1964.

35. Guy Vanthemsche, *La Belgique et le Congo. Empreintes d'une colonie 1885-1980*, Bruxelles, Éd. Complexe, « Nouvelle Histoire de Belgique », 2007, vol. IV, p. 234.

36. Archives de l'Association suisse des banquiers (ci-après : AASB), circulaire de l'Association suisse des banquiers, 16 septembre 1965.

37. AFS, E2300 1000/716 426, rapport politique d'Arturo Marcionelli, ambassadeur de Suisse à Léopoldville, n° 7, 26 novembre 1965. Aussi : Lise Namikas, *Battleground Africa...*, op. cit., p. 220.

étatiques dans l'économie engendrent une situation très confuse que les acteurs helvétiques peinent à analyser et qui les place sur la défensive. Dans cette partie, nous présentons les stratégies adoptées par la Confédération et les milieux économiques pour défendre leurs intérêts, d'abord dans le cas du Ghana, puis dans celui du Congo.

Au fil des premières années d'indépendance où le Ghana est en proie à des difficultés économiques, le gouvernement se dote de mesures protectionnistes – notamment un système de contingentement et de licences d'importation ainsi qu'un contrôle des paiements – qui engendrent des restrictions dans les transferts de capitaux<sup>38</sup>. Les mesures de nationalisation ne sont pas au cœur de la politique menée par Nkrumah, mais cette menace pèse également sur le secteur privé aux mains des étrangers<sup>39</sup>.

En effet, dès l'automne 1960, divers propos tenus au Ghana suscitent des craintes de nationalisation. Bien que Nkrumah ait démenti ces rumeurs, ce risque retient l'attention de la représentation suisse au Ghana et l'ambassadeur sur place, René Keller, souligne la tendance générale du gouvernement à s'orienter vers « un régime autoritaire tracé par Moscou<sup>40</sup> ». Ces risques conduisent la Confédération à élaborer une stratégie de défense qui repose sur la signature d'un accord de commerce, de protection des investissements et de coopération technique. Des propositions similaires sont d'ailleurs envisagées avec la Guinée, le Mali et le Libéria<sup>41</sup>. Mais cet accord, qui devait notamment déterminer des compensations pour les nationalisations et le règlement des transferts financiers en plus de garanties commerciales, n'aboutit pas. En effet, l'absence de discriminations contre les exportations en provenance de la Suisse le rend pour le moment inutile<sup>42</sup>. De surcroît, le gouvernement du Ghana reconnaît l'existence de trois accords conclus entre la Suisse et les autorités coloniales britanniques protégeant les intérêts helvétiques dans le pays contre les nationalisations, notamment le traité d'amitié, de commerce et d'établissement datant de 1856.

La confiance des autorités helvétiques concernant la solidité du dispositif de défense des intérêts économiques helvétiques au Ghana se vérifie pour les investissements suisses – les entreprises helvétiques restent ainsi épargnées par les mesures de nationalisation du gouvernement ghanéen. Mais les flux commerciaux helvétiques sont, dans un premier temps, mis à

38. David Kenneth Fieldhouse, *Black Africa 1945-1980. Economic Decolonization & Arrested Development*, (1986), Londres, Routledge, 2011, pp. 139-140 ; Tony Killick, *Development Economics in Action. A Study of Economic Policies in Ghana*, Londres, Routledge, 1978, p. 83.

39. David Kenneth Fieldhouse, *Merchant capital and economic decolonization. The United Africa Company, 1929-1987*, Oxford [etc.], Clarendon Press, 1994, pp. 593-607 ; Tony Killick, *ibid.*, pp. 263-298.

40. Lettre de René Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 12 octobre 1961, citée par Steve Page, *op. cit.*, p. 95.

41. AFS, E2001 E 1978/84 3139, note de Hess, secrétaire général du DPE, à Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, 7 février 1963.

42. AFS, E2001 E 1978/84 3139, lettre de Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 26 septembre 1963.

mal par la politique protectionniste ghanéenne. En effet, l'attribution des licences d'importation par le gouvernement ghanéen préoccupe sérieusement les sociétés de négoce européennes, contraintes d'obtenir, dès 1962, l'autorisation de l'État pour traiter le volume commercial souhaité. De plus, elles font face à des difficultés pour obtenir des paiements sûrs en retour des importations sous licences. Dès la mise en place de ce système, la société suisse Union Trading Company (UTC) n'obtient que le tiers des licences d'importation initialement demandées<sup>43</sup>.

L'attribution de ces licences commerciales dépend de plusieurs facteurs. Dans un premier temps, l'orientation politique des pays exportateurs joue un rôle déterminant. Ainsi, entre 1961 et fin 1964, la part du commerce ghanéen avec les pays communistes passe de 5 % à 13,8 %<sup>44</sup>. Dans un second temps, le solde de la balance commerciale entre le Ghana et les pays exportateurs influence le nombre de licences octroyées. Enfin, compte tenu des difficultés monétaires du pays, la capacité des sociétés de négoce à faire crédit constitue un atout important<sup>45</sup>. Bien entendu, ces mesures ne concernent pas les sociétés étatiques qui bénéficient ici d'un avantage concurrentiel<sup>46</sup>. En 1965, l'ambassadeur Guy de Keller constate ainsi que :

La politique économique ghanéenne obéit à deux principes fondamentaux et complémentaires : intensification des échanges avec les pays du bloc sino-soviétique d'une part et développement du secteur socialiste d'autre part. [...] C'est ainsi que le système de délivrance des licences d'importation s'accroît toujours plus<sup>47</sup>.

De la même manière, il fustige les méthodes d'attribution :

Par ce moyen les autorités ghanéennes peuvent refuser l'octroi de licences aux importateurs qui n'acceptent pas les conditions de paiement à crédit auxquelles ces autorités [Bank of Ghana] subordonnent de façon générale la remise de permis d'importation.

Les mesures protectionnistes de Nkrumah apparaissent comme un frein au développement des relations économiques avec les pays du bloc occidental tandis que les partenaires commerciaux de l'Est tirent leur épingle du jeu. Le cas de la Suisse est plus contrasté. Si les activités de l'UTC souffrent des mesures protectionnistes dans un premier temps, d'autres firmes, comme Alfred Lang, parviennent à développer leurs affaires. De même, l'UTC peut finalement faire valoir certains avantages – sa neutralité dans

43. Steve Page, *op. cit.*, p 91.

44. AFS, E2200.72-01 1979/75 112, lettre de Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à l'Office suisse d'expansion commerciale, 23 novembre 1965. Tony Killick mentionne une augmentation de 4 % en 1959 à 20 % en 1966 : Tony Killick, *op. cit.*, p. 273.

45. David Kenneth Fieldhouse, *op. cit.*, pp. 598-599.

46. Par exemple, la création de deux entreprises étatiques dans les domaines du textile et des machines en 1965 engendre des difficultés pour les affaires de l'UTC : AFS, E2200.72-01 1979/75 112, lettre du chargé d'affaires de Suisse à Accra à la Division du commerce, 16 juillet 1965.

47. AFS, E2001 1878/84 3139, lettre de Guy de Keller, ambassadeur de Suisse à Accra, à la Division du commerce et à la Division des affaires politiques, 26 février 1965.

le contexte de la Guerre froide mais surtout sa capacité à faire crédit – qui lui permettent d’obtenir plus facilement des licences d’importation et de gagner des parts de marché au détriment de firmes britanniques, notamment de l’United Africa Company<sup>48</sup>. Comme le mentionne R. Ryser, chargé d’affaires de Suisse à Accra, « notre position était relativement satisfaisante pour ne pas dire privilégiée<sup>49</sup> ».

Venons-en maintenant au cas du Congo. Entre 1960 et 1965, la perception que les milieux économiques et la Confédération ont de la situation politique et économique au Congo varie fortement. Mais comme nous l’avons vu, l’arrivée au pouvoir de Mobutu en novembre 1965 est généralement appréciée par les autorités suisses, de même que par la classe dirigeante belge, notamment en raison des craintes d’un basculement politique du Congo à gauche<sup>50</sup>. Toutefois, ce constat évolue et laisse rapidement la place à un climat de méfiance, comme en témoigne le chargé d’affaires de Suisse au Congo :

Au train où vont les choses, il est douteux que la relance économique soit réalisable dans l’immédiat, l’orientation politique et les nouvelles mesures fiscales provoquent une forte stagnation momentanée de l’économie et dissuadent pour l’heure toute velléité d’investir au Congo<sup>51</sup>.

Ce changement d’attitude peut s’expliquer par les mesures prises par Mobutu dès le mois de mai 1966. En effet, ce dernier décide de remettre en question le règlement du contentieux belgo-congolais de 1965 et de renforcer massivement la charge fiscale des entreprises<sup>52</sup>. Les investissements suisses dans les différents emprunts congolais ne sont ainsi plus garantis par la Belgique. Mobutu met aussi la viabilité de nombreuses entreprises en danger en édictant une nouvelle directive. Dans la loi du 7 juin 1966, il impose le transfert obligatoire au Congo du siège social des sociétés étrangères ayant leur principal siège d’exploitation sur son sol. En cas de refus, ces entreprises doivent cesser leurs activités congolaises. Par ces mesures, Mobutu souhaite jouer un rôle plus important dans le domaine économique et parvenir à renforcer l’unité nationale du pays.

La conclusion d’un accord de commerce de protection des investissements et de coopération technique, discuté à nouveau depuis novembre 1965, apparaît donc de plus en plus urgente. En dépit de cette volonté, les démarches essuient un nouvel échec en été 1966. Pour l’administration fédérale, la

48. AFS, E2001 1878/84 3139, lettre de R. Ryser, chargé d’affaires de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 22 août 1962. Aussi : David Kenneth Fieldhouse, *op. cit.*, p. 599.

49. AFS, E2001 1878/84 3139, lettre de R. Ryser, chargé d’affaires de Suisse à Accra, à la Division du commerce, 22 août 1962.

50. Jean-Louis Moreau, « De la décolonisation à la zaïrianisation. Le sort des capitaux belges au Congo », *Les Cahiers Irice*, 2012, vol. II, n° 6, p. 72.

51. AFS, E2300-01 1973/156 39, rapport de gestion de l’ambassade de Suisse au Congo, n° 3, 28 mai 1966, p. 5.

52. Pierre Tilly, « Sources et développements du contentieux financier belgo-congolais », in Michel Dumoulin, Anne-Sophie Gijss et al. (dir.), *Du Congo belge à la République du Congo 1955-1965*, Bruxelles, Berne, Berlin [etc], Peter Lang, 2012, pp. 147-163 ; Jean-Louis Moreau, *op. cit.*, p. 73.

raison de ce revirement serait liée aux grandes mesures prises par Mobutu au même moment, notamment la liquidation de la Société internationale forestière et minière du Congo, la Forminière<sup>53</sup>, en juillet 1966, et la nationalisation de l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK)<sup>54</sup>.

Le conflit opposant Mobutu à l'UMHK revêt une dimension économique et politique<sup>55</sup>. Cette société géante, toujours dirigée depuis Bruxelles, occupe une place prépondérante dans l'économie congolaise en apportant la moitié des recettes de l'État en 1965. Fondée en 1906, elle est en effet spécialisée dans l'exploitation minière du cuivre, du cobalt, du zinc, du cadmium, des métaux précieux et reste un important producteur d'uranium jusqu'en 1960. À la fin de l'année 1965, l'État congolais est l'actionnaire principal de l'UMHK (17,95 %). Les trois autres actionnaires de poids sont la société britannique Tanganyika Concessions Ltd (14,47 %), la Compagnie Financière du Katanga (8,95 %) ainsi que la Société Générale de Belgique (4,64 %)<sup>56</sup>. La participation helvétique au capital de l'UMHK est également importante. Une enquête menée par l'Association suisse des banquiers (ASB) indique que les banques helvétiques détiennent 3,57 % des parts sociales<sup>57</sup>. En s'attaquant à cette société, Mobutu tente donc d'affirmer l'indépendance économique de son pays.

Contrairement au cas de la Forminière dont la liquidation offre de bonnes garanties aux investisseurs étrangers, les conditions de la nationalisation de l'UMHK présentent davantage de risques pour ces derniers, ce qui préoccupe sérieusement l'ASB<sup>58</sup>. Une stratégie est donc mise en place, conjointement avec la Confédération, pour défendre les intérêts helvétiques. Dans un premier temps, l'ASB lance une campagne d'information auprès des dirigeants de l'UMHK, de l'ambassade du Congo en Suisse ainsi qu'auprès de ses membres associés. À ce stade, les mesures envisagées prévoient la constitution d'un groupe de défense spécialement dédié au Congo ainsi qu'une action diplomatique de la part de la Confédération<sup>59</sup>. Néanmoins, considérant que la défense des intérêts est assumée par l'UMHK avec l'aide des États-Unis et qu'un accord est conclu pour la poursuite de l'exploitation des mines, l'ASB est d'avis que

53. Précisons d'emblée que la participation helvétique à cette entreprise s'élèverait à 10 % du capital : AFS, E2001 1978/84 4497, lettre de [Paul] Jaccaud, collaborateur de la Division des affaires politiques, à l'ambassade de Suisse au Congo, 23 août 1966.

54. AFS, E2001 1978/84 4497, note interne du DPE, 28 décembre 1966.

55. Guy Vanthemsche, *op. cit.*, p. 269 ; Georges Nzongola-Ntalaja, *The Congo from Leopold to Kabila. A People's History*, Londres, New York, Zed Books, 2002, pp. 147-148.

56. AFS, E2001 1978/84 4497, Institut de recherche économiques et sociales, lettre mensuelle, Kinshasa, 1967, p. 6. Également : Crowford Young, Thomas Turner, *op. cit.*, p. 289.

57. AFS, E2001 1978/84 4497, lettre de l'ASB à la Division des affaires politiques, 6 février 1967. Selon la presse helvétique, il est possible que les intérêts helvétiques soient plus importants (15 %) : lettre de l'ASB à la SBS, à l'UBS et au Crédit Suisse, 29 décembre 1966. Précisons enfin que les chiffres de l'ASB englobent également des participations françaises et belges.

58. AASB, Jahresbericht, n° 55, vom 1. April 1966 bis 31. März 1967, pp. 130-132.

59. AFS, E2001 1978/84 4497, lettre de l'ASB à la SBS, à l'UBS et au Crédit Suisse, 29 décembre 1966 ; AFS, E2001 1978/84 4497, note interne de la Division des affaires politiques, 28 décembre 1966.

la compagnie est mieux armée pour défendre elle-même les actionnaires<sup>60</sup>. De surcroît, l'ASB reçoit la confirmation de l'ambassadeur du Congo en Suisse que les intérêts suisses sont garantis<sup>61</sup>. Les milieux financiers helvétiques adoptent donc une position passive dans cette affaire et laissent l'initiative à l'UMHK. Cette stratégie est également adoptée par l'administration fédérale qui prône une attitude discrète par rapport aux démarches déjà entreprises<sup>62</sup>. En d'autres termes, il apparaît qu'une défense orchestrée par la Confédération n'est pas nécessaire, dans la mesure où sa proximité politique avec le bloc occidental lui assure un rapport de force favorable face au gouvernement congolais.

Cet épisode, dont l'issue favorable est à mettre au crédit de la pression exercée par les États-Unis, ne trouva sa solution qu'au printemps 1970<sup>63</sup>. La position adoptée par les milieux financiers et la Confédération helvétique semble avoir eu un certain succès puisque l'UMKH est ressortie gagnante de son bras de fer avec Mobutu<sup>64</sup>. Mentionnons, enfin, que l'accord de commerce et de protection des investissements entre la Suisse et le Congo, dont les négociations avaient été mises entre parenthèses, sera finalement signé deux ans plus tard, à la veille de la zaïrianisation, au moment où l'économie congolaise amorce un nouveau déclin.

## CONCLUSION

La reconnaissance des nouveaux États indépendants du Ghana et du Congo ne constitue pas un enjeu politique de taille pour la Confédération<sup>65</sup>. Pour les acteurs helvétiques, la décolonisation de ces pays représente davantage un enjeu économique. Dans ce domaine, les autorités suisses laissent l'initiative aux acteurs privés.

Les milieux économiques helvétiques montrent un intérêt prononcé pour ces États postcoloniaux qu'ils perçoivent tant comme des marchés prometteurs garantissant de nouveaux débouchés que comme des destinations pour des capitaux venant renforcer la position helvétique. Toutefois, le contexte de la Guerre froide, les mesures protectionnistes mises en place par les gouvernements, l'ouverture économique vers les pays de l'Est et la faible stabilité politique du Ghana et du Congo induisent chez les acteurs suisses une attitude méfiante face aux possibilités de développement des

60. AASB, Rapport annuel n° 56, du 1<sup>er</sup> avril 1967 au 31 mars 1968, pp. 118-120.

61. AFS, E2001 1978/84 4497, lettre de Jean Baptiste Alves, ambassadeur du Congo en Suisse, à l'ASB, 28 décembre 1966.

62. AFS, E2001 1978/84 4497, note interne de la Division des affaires politiques, 10 février 1967.

63. AASB, Rapport annuel n° 58, du 1<sup>er</sup> avril 1969 au 31 mars 1970, pp. 103-104. Lise Namikas, *op. cit.*, p. 229.

64. Guy Vanthemsche, *op. cit.*, p. 271.

65. Cette situation est donc contraire à celle décrite par Sabina Widmer dans sa contribution pour ce volume, concernant la reconnaissance par la Suisse du Mozambique.

affaires. Aussi les enjeux se focalisent-ils davantage sur la défense des intérêts helvétiques que sur leur promotion.

L'un des points communs qui ressort de notre analyse est l'absence d'une politique internationale claire établie par la Confédération, basée sur sa neutralité, son potentiel économique ou encore sa réputation humanitaire, pour promouvoir ou défendre les intérêts des milieux économiques suisses. Cette absence n'empêche tout de même pas les acteurs helvétiques de bénéficier du statut de neutre qui les préserve des mesures prises par les gouvernements ghanéen et congolais. En dépit de cette latitude laissée aux acteurs privés, les autorités helvétiques ne se montrent pas passives mais discrètes. Comme le mentionne l'historien Marc Perrenoud, la Suisse, en adoptant un profil bas, parvient à éviter les multiples charges qui se présentent à elle<sup>66</sup>. En restant très présente aux côtés des acteurs privés helvétiques, la Confédération occupe plutôt un rôle de conseiller, voire d'intermédiaire, et met sa flexibilité au service de la défense des intérêts économiques helvétiques engagés en Afrique subsaharienne.

Mathieu HUMBERT  
*Université de Lausanne*

66. Marc Perrenoud, *op. cit.*, pp. 103-104.

